

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

La Crise Économique Mondiale et ses Répercussions en Iran

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 décembre 1937

par

M. DJAZAERI

JURY.... {Président: M. NOGARO.
Suffragants: } M. MAUNIER, professeur.
 } M. PERROUX, professeur.

PARIS (5°)

LIBRAIRIE TECHNIQUE & ECONOMIQUE

3, rue Soufflot, 3

1937

*Thèse Paris
1937*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE
ET SES REPERCUSSIONS EN IRAN

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

La Crise Économique Mondiale et ses Répercussions en Iran

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 décembre 1937

par

M. DJAZAERI

JURY.... { *Président:* M. NOGARO.
 { *Suffragants:* M. MAUNIER, *professeur.*
 M. PERROUX, *professeur.*

PARIS (5°)

LIBRAIRIE TECHNIQUE & ECONOMIQUE

3, rue Soufflot, 3

1937

*
42497

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
pro-
bation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



AVANT-PROPOS

Le monde, quoique familiarisé avec les crises économiques, vient d'être engagé dans une des plus terribles de son histoire. Les grands pays, tout comme les petits, n'ont pu échapper à cette catastrophe dont les répercussions se sont fait sentir, non seulement sur le terrain économique, mais encore sur le terrain politique et même, enfin, dans le domaine moral.

Cette crise peut être distinguée des crises précédentes tant par son universalité que par son intensité. Elle a fait souffrir le riche comme le pauvre; elle a ébranlé des bases économiques qui paraissaient avoir été solidement édifiées par le génie des plus grands théoriciens et que l'expérience des plus habiles praticiens du monde était venue confirmer.

Quelle déception, lorsque l'on voit que des institutions qui procuraient tant de satisfactions matérielles et morales à l'organisation sociale, sont capables de causer tant de maux à ce même organisme. Le machinisme qui a libéré l'homme de tant de servitudes corporelles, qui est arrivé à accomplir des besognes qui étaient au delà des forces humaines, est devenu une des principales causes du chômage actuel. Les inventeurs qui ont imaginé toutes les machines, n'auraient jamais pu se douter de la part qu'elles allaient prendre dans l'aboutissement à cette catastrophe mondiale.

La division du travail a donné naissance, certes, à la rationalisation. Mais le taylorisme qui s'est substitué aux procédés empiriques en usage dans les anciennes manu-

factures, en vue d'accélérer la production avec un minimum d'efforts, a engendré la surproduction. Aussi parle-t-on plutôt de ses méfaits que de ses avantages qui sont pourtant certains.

Le monde, déjà désuni par les divergences politiques existant entre les divers pays, se trouve en présence d'une crise économique qu'il lui a été impossible de prévenir par l'emploi de procédés appropriés. Cette crise s'est répandue sur le monde entier. C'est le cas de dire que l'état du malade est très grave. Que doit-on faire ? Faut-il procéder comme au chevet d'un malade ordinaire dont l'état est très inquiétant, à une consultation urgente ?

Des professeurs éminents d'économie politique et les plus grands spécialistes des questions économiques, déjà divisés sur beaucoup de points, n'ont pu se mettre d'accord sur une solution qui, à défaut d'un consentement unanime, aurait réuni l'acceptation de la majorité, en vue des procédés à employer pour lutter contre la crise et l'enrayer finalement.

Est-ce la gravité du mal, de la situation qui les empêcherait de s'accorder ou serait-ce l'intérêt personnel ou plus exactement l'intérêt particulier de leurs patries respectives qui aurait empêché les princes de cette science nouvelle, « l'économique », de se mettre d'accord.

Pourtant, du point de vue de l'intérêt général tout comme du point de vue de l'intérêt des particuliers, chacun devrait s'efforcer de trouver des moyens efficaces de remédier à la crise et d'en éviter le retour dans l'avenir.

Devant cet échec des mesures communes à prendre sur le terrain international, chaque pays ne considérant que ses intérêts propres, a réagi à sa manière et indépendamment des autres. On a été parfois dans l'obligation de constater que les mesures prises, loin d'atténuer la crise, l'ont, au contraire, sensiblement aggravée.

Partout les frontières sont fermées, partout il y a des restrictions au commerce international. Le monde en présence de ces constatations, reviendra-t-il un jour à des mesures communes de sauvetage sur le plan international, ce qui est indispensable ? C'est le problème de l'avenir.

Étant Iranien et intéressé autant que quiconque à la solution de ce problème économique, il nous a paru utile de nous consacrer à l'étude de cette crise et de ses conséquences, mais naturellement en ce qui concerne plus particulièrement notre pays.

Le sujet est très vaste et a été traité par les plus grands économistes du monde entier. Cela nous permettra de tenir compte des observations qu'ils ont faites et de restreindre notre Etude à l'IRAN. (1)

Après un exposé sommaire de l'histoire de la crise mondiale, qui nous paraît nécessaire, quand ce ne serait que pour montrer une fois de plus l'enchaînement des phénomènes économiques et l'interdépendance qui lie notre pays à ce qui se passe dans le monde, nous nous efforcerons, dans la mesure de nos moyens, d'étudier les répercussions de cette crise dans l'Iran.

Ce pays, a comme tous les autres, réagi devant la crise, pour sauvegarder ses intérêts économiques vitaux. Nous exposerons donc les mesures qu'il a prises, en indiquant en même temps les raisons qui l'y ont amené. Cela nous permettra enfin, de donner notre appréciation sur ces mesures et de faire connaître les résultats qui ont été obtenus.

(1) C'est là le vrai nom de notre Pays. Depuis le 21 mars 1935 nous avons demandé aux autres Puissances de bien vouloir changer la dénomination de « Perse » contre celle d'« IRAN », la seule qui ait jamais été employée chez nous.

PREMIERE PARTIE

L'Histoire de la Crise Contemporaine (1929-1935)

Plus violente que jamais, cette crise s'étend au monde entier. Elle a commencé par le « boom » de la bourse de New-York, en 1929, elle s'est propagée en Europe et en Asie. Fin 1930, il ne restait pas un pays dans le monde, grand ou petit, qui ne s'en fût ressenti. Elle a sévi sur toutes les activités économiques avec plus ou moins d'intensité; dans ses conséquences elle se présente sous les aspects les plus divers: crise industrielle, financière, agricole, commerciale.

Le Krach de 1929 marque le début de cette crise, et à cette époque, il était impossible d'en prévoir la gravité.

En Europe aussi bien qu'aux Etats-Unis, on n'imaginait pas que la vie économique allait subir une cassure, parce que les années d'après-guerre jusqu'à 1929 n'avaient pas été sous le signe d'une grande prospérité comme cela se rencontre dans le mouvement d'alternance des cycles économiques.

En réalité ces années étaient encore proches d'un grand événement: la grande guerre qui avait créé pendant quatre ans un courant d'affaires très intense et, une fois terminée, provoqué une profonde réaction.

La vie économique et tous ses rouages s'étaient complètement transformés. La première tâche que devaient, dès lors, s'imposer les dirigeants d'après-guerre consistait à rétablir un équilibre économique normal.

Ont-ils réussi dans leur effort ?

Leur échec était-il inévitable ou bien encore cette entreprise exigeait-elle un laps de temps si long que les gouvernants des principaux États se seraient laissé dépasser par les événements et auraient renoncé à poursuivre une œuvre de si longue haleine ?

Bref, faut-il considérer la dernière crise comme fatale ?

Telle est la question que nous nous proposons d'examiner, et sans prétendre aucunement ajouter aux si nombreuses discussions sur les causes de la crise, nous nous efforcerons de présenter un aperçu concis de l'évolution des éléments essentiels de la vie économique après la guerre, dans les années immédiatement antérieures à la crise.

CHAPITRE I.

L'évolution des principaux éléments de la vie économique après la guerre.

SECTION I. — *La production.*

Les années qui précèdent la crise se caractérisent par une augmentation de la production, aussi bien pour les produits industriels que pour les produits agricoles.

Paragraphe A. — La production industrielle s'est accrue pour des raisons diverses :

1) *La technique de la production.* On constate une amélioration sensible des moyens de production, qui est, en partie, due à la guerre.

Les grandes entreprises pourvues des installations les plus perfectionnées ont pris peu à peu la place des entre-

prises petites ou moyennes.

M. Nogaro, dans un exposé très intéressant intitulé : « Progrès, technique et production » (1), étudie l'évolution de la production quant à son lien avec le perfectionnement de la technique. Il a fait ressortir des différentes statistiques le développement des différentes sources de l'énergie et des forces motrices. Étudiant l'exemple des Etats-Unis, d'après une publication des statisticiens américains, MM. Warren et Pearson : « The physical volume of production in United States », il a fait ressortir que la force de l'énergie et des combustibles a beaucoup augmenté dans ce dernier pays. Leur indice combiné qui était 3,66 en 1839 est monté à 99,36 en 1928 et à 107,33 en 1929 (la moyenne 1926-1930 fournit la base 100). Mais il remarque avec justesse qu'il ne faut pas considérer l'augmentation de l'énergie seulement comme un élément partiel de l'appréciation du développement de la production, « d'abord parce que l'énergie *disponible* que nous font connaître les statistiques en chevaux-vapeur, ou en kilowatts, n'est pas toujours intégralement utilisée; ensuite parce qu'il s'en faut de beaucoup que le progrès de la production se poursuive au même rythme que celui de l'énergie ».

La production s'est d'ailleurs rationalisée. Le taylorisme, transformant les hommes en automates, a eu pour résultat une augmentation notable du rendement.

2) La guerre. — Le taylorisme a donc développé la production par le perfectionnement de la main-d'œuvre et la qualité accrue des machines employées. Mais la guerre n'en demeure pas moins un facteur essentiel de cet essor à d'autres égards. Pendant plus de quatre ans, en effet, les belligérants ayant eu besoin d'un matériel

(1) Voir « La vie économique vue à travers la statistique ». — Cours de statistique économique de M. Nogaro, p. 74-85. Paris, 1936-37.

considérable, avaient imposé à leurs industries de travailler exclusivement pour la guerre. C'est pourquoi chaque industrie nationale ne suffisait plus désormais à satisfaire les exigences normales du pays. Les États-Unis d'Amérique et quelques états neutres profitant de cette occasion, ont développé démesurément leurs moyens de production pour répondre aux demandes des belligérants.

Mais, la guerre ayant pris fin, les industries des belligérants cessèrent de travailler pour les armées. Dès lors, la production de chaque pays pouvait reprendre son rythme normal; et, grâce aux perfectionnements réalisés pendant la guerre, elle était en mesure d'approvisionner très largement son marché intérieur.

Mais les usines nouvelles créées pendant la guerre ne voulaient pas fermer leurs portes. Elles continuèrent donc à fonctionner et à produire sans se soucier des besoins de la clientèle.

A ces diverses causes, s'ajoute le concept d'autarcie économique qui, pour des raisons de politique ou d'économie intérieure, va régir le monde entier.

Considérant le résultat de la guerre et le sort tragique des belligérants qui manquaient de matières premières et de produits fabriqués, les petits États aussi bien que les Grandes Puissances estiment que les seules possibilités de salut, surtout dans l'éventualité d'une nouvelle guerre, résident dans une autarcie complète.

Chacun doit se suffire à soi-même, disent les gouvernants de tous les pays. Si certaines matières premières nous manquent, nous les reconstituerons de toutes pièces dans nos laboratoires et dans nos usines pour faire face à nos besoins.

Nous devons pouvoir nous passer de l'étranger.

Sans s'attarder aux complications politiques qui résultent de ces idées et sans même tenir compte des charges

qu'imposent aux nations cette industrialisation artificielle, on est obligé d'en reconnaître les effets : augmentation des instruments de production et accumulation stérile de biens. Telles sont les conséquences inévitables de ce principe d'autarcie.

C'est en partant des mêmes principes que les Soviets ont mis à exécution vers la fin de 1928 le grand Plan Quinquennal, la fameuse « Priatileska ». Ce plan avait pour objet l'industrialisation de la Russie. La grande guerre avait confirmé chez les dirigeants de ce pays, comme partout ailleurs, le sentiment que l'indépendance politique de l'Etat repose uniquement sur son indépendance économique. (1)

Par conséquent, la production industrielle et manufacturière avait augmenté depuis la guerre jusqu'en 1930, date à laquelle l'activité industrielle s'était ralentie par suite de la crise. Nous reproduisons ci-dessous le tableau de l'indice international de l'activité industrielle publié par la Société des Nations dans *La production mondiale et les prix 1936*.

(1) Discours de M. Paul Devinat. Société des Anciens Elèves de l'Ecole libre des Sciences Politiques.

INDICE INTERNATIONAL DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE
MOYENNE 1925-1929 = 100.

	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
I. Activité industrielle générale.											
Monde (indices de la production mondiale et les prix)	91,3	93,1	99,5	104,6	111,6	98,8	88,5	77,2	86,7	94,6	105,8
Amérique du Nord	94,5	98,4	96,7	101,6	108,8	88	74,4	59,1	69,9	73,2	83,1
II. Activité Manufacturière											
Monde	91,2	93,1	99,3	105	111,4	98,2	88	76,7	86,3	94,4	106,3
Amérique du Nord	95,1	98,1	96,4	102,1	108,4	86,7	73,1	57,0	68,6	71,8	82,5

M. Nogaro, dans « *La vie économique vue à travers la statistique* », a bien exposé les difficultés que les statisticiens rencontrent pour mesurer la production industrielle mondiale (1). De toute façon, le tableau ci-dessus est établi par la S. D. N. d'après les travaux de *l'Institut für Konjunkturforschung* qui, à son tour, a utilisé avec beaucoup de précautions les indices de 21 pays qui correspondent à environ 93 % de cette production. Il contient d'une part l'activité industrielle générale (Monde et Amérique du Nord, où la crise éclate) et, d'autre part, l'activité manufacturière Monde et Amérique du Nord.

On voit que l'activité industrielle, soit générale, soit manufacturière, progressait dans les années qui ont précédé la crise et trouvait son apogée dans l'année 1929. A partir de cette date, elle tombe dans la phase de dépression jusqu'à l'année 1932. A ce moment, la situation économique tend à se redresser et donne plus de développement à l'activité industrielle.

Paragraphe B. — La production agricole.

Une grande partie des causes de l'augmentation des produits industriels se retrouve dans l'accroissement de la production agricole. Pendant la guerre, la quasi totalité des pays d'Europe participant aux opérations militaires, se trouvait hors d'état de pourvoir aux travaux agricoles. Là où s'étendaient des champs de blé, on se battait. En outre les cultivateurs étaient mobilisés.

Les pays d'outre-océan saisirent l'occasion qui se présentait à eux d'augmenter leurs emblavures.

Dans une étude détaillée intitulée « Les causes et les phases de la dépression économique », le Professeur OHLIN expose à quel point l'emblavure des pays américains et en particulier des États-Unis, s'est accrue. Les

(1) Voir les pages 50 à 74.

cultivateurs de ces pays, aiguillonnés par la perspective de bénéfices importants, ont contracté en masse des emprunts hypothécaires, afin d'acquérir des terres nouvelles et d'augmenter d'autant leur production. C'est ainsi qu'aux États-Unis, entre 1913 et 1929, la surface emblavée passe de 44 à 73 millions d'acres et la dette hypothécaire s'élève de 3,320 millions de dollars à 9.500.

Par ailleurs, le progrès technique et le développement du machinisme, l'utilisation des engrais chimiques et de nouvelles variétés de semences, le « dry-farming » sont autant d'éléments qui ont provoqué l'augmentation de la production agricole.

Rien qu'aux États-Unis, le nombre des moissonneuses-batteuses passe de 470 en 1914 à 5.000 en 1925, 12.000 en 1926, 18.000 en 1927, 26.000 en 1928 et 37.000 en 1929.

M. Delaisi (1) compare la production dans les principaux pays, avec ce qu'elle était avant la guerre.

Pour lui, d'après les données de l'annuaire publié par l'Institut d'agriculture de Rome, lorsqu'on rapproche la moyenne des années 1909-1913 de celle des années 1922-28, on obtient le résultat suivant :

En Europe, durant cette période de 15 années, la surface ensemencée en blé a crû de 5,3 % et la production de blé, de 10,5 %.

Mais, si l'on considère les pays agricoles d'outre-mer (Canada, États-Unis, Argentine, Uruguay, Chili, Australie) on constate que leur production s'est accrue en surface, de 44 % et en quintaux, de 67 %.

Puis, si l'on ajoute à la production européenne celle des pays d'outre-mer, on voit que la production mondiale

(1) Voir l'article de M. Delaisi : Après les conférences agraires de l'Europe centrale ; paru dans la Revue d'Economie Politique. Sept-oct. 1930, p. 1329-1331.

est passée en 15 ans de 857 millions de quintaux à 1130 millions. On peut en conclure que la quantité de blé mise à la disposition du marché mondial, s'est élevée de 31 %, tandis que dans le même temps, la consommation n'a augmenté que d'environ 10 %.

En tout cas, la plupart des économistes voient la cause principale de la crise dans cette surproduction industrielle et agricole.

SECTION II. — *La consommation.*

En contre-partie de cette augmentation de la production, la consommation a-t-elle suivi le même rythme de progression ?

On peut tout de suite répondre négativement. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les stocks de produits (industriels ou agricoles) qui ont encombré le marché international, pour se persuader que, si la consommation n'a pas diminué par rapport aux années antérieures à la période envisagée, elle n'a pas non plus assez augmenté pour pouvoir absorber l'excès de production. On a déclaré alors qu'il y avait sous-consommation.

Bien entendu, immédiatement après la guerre et pendant quelque temps, la consommation de quelques produits, notamment de ceux qui étaient nécessaires à la réparation des dommages de guerre, et au renouvellement des instruments de travail et de production, est demeurée considérable. Mais ces circonstances exceptionnelles ayant forcément pris fin, des stocks de ces matières sont venus s'ajouter à ceux de toutes catégories, déjà existants.

Aussi un certain nombre d'économistes ont-ils recherché les causes de la crise dans le ralentissement de la consommation ; les marxistes et les socialistes, en particulier, ont pris prétexte de ce fait, pour incriminer le régime capitaliste. D'après eux, les travailleurs, ne percevant pas

la totalité des revenus de leur travail, n'ont pas le pouvoir d'acheter selon leurs besoins.

D'autre part, les capitalistes qui, eux, touchent la plus grande partie des revenus d'une entreprise, ne peuvent les affecter uniquement à leur propre consommation. Ils placent alors leur épargne qui se transforme en capitaux de production. Ainsi, non seulement ils ont contribué à ralentir la consommation, mais encore à augmenter progressivement la production.

M. Léon Jouhaux, s'appuyant sur les statistiques du Bureau International du travail, disait, lors des débats qui ont eu lieu à Genève sur la semaine de 40 heures, que, dans les cinquante dernières années, la part du travail — salariat — n'a augmenté que de 5 % tandis que, dans le même temps, la part des capitaux a augmenté de 86 % et de ce fait, rien qu'aux États-Unis, si entre 1922 et 1929, ces deux éléments avaient augmenté uniformément, il y aurait eu 20 milliards de dollars de plus, payés aux salariés.

Cependant les ouvriers n'employaient leurs salaires qu'à l'achat de produits de consommation.

Les partisans du régime capitaliste croient, au contraire que la situation et les conditions d'existence des ouvriers se sont améliorées, que leurs salaires se sont élevés, par les vertus même du régime.

Pensant que le niveau de la vie ouvrière n'est pas encore assez élevé et que l'on doit favoriser, à la fois dans l'intérêt général et par sentiment d'humanité, la hausse de ce niveau, nous en venons à nous demander si le régime capitaliste est seul responsable de cette sous-consommation.

Sans entrer dans les détails d'une question si discutée et qui déjà, à maintes reprises, a été traitée par les plus éminents auteurs, nous nous bornerons à dire que du

point de vue collectiviste, c'est le régime juridique du capitalisme qui est coupable. (1) M. Caillaux réplique que c'est surtout la technique du régime capitaliste qu'il faut incriminer. Ce sont les inventions croissantes dans ce domaine qui ont réduit considérablement la main-d'œuvre nécessaire à la production et le pouvoir d'achat, donc la consommation (2).

Mais nous estimons avec M. Nogaro que si le progrès technique a augmenté le chômage, il ne faut pas croire que ses répercussions ont été littéralement comparables dans tous les pays : « Le chômage technologique se sévit donc pas de la même façon, ni avec une intensité comparable, dans tous les pays, même parvenus à un semblable degré d'industrialisation. Il est d'ailleurs relativement minime, relativement au chômage qui se manifeste en temps de crise, du fait d'un déséquilibre général, et d'une diminution de la production. L'exemple si caractéristique des États-Unis nous le montre clairement : deux millions de chômeurs en 1929, plus de 15 millions au cours de la crise. Nous sommes donc loin de l'interprétation simpliste qui faisait du progrès technique la cause majeure du chômage, et de la crise elle-même. On doit cependant admettre que le chômage constaté au cours de la crise actuelle résulte pour une part, du progrès technique, et que même l'effort fait pour sortir de la crise, en cherchant à « forcer » le débouché par l'abaissement du prix de revient peut conduire, si l'on n'y prend garde, à aggraver le chômage, en perfectionnant l'outillage ». (3)

(1) Il se caractérise par le fait que certaines personnes perçoivent des revenus sans fournir de travail en contre-partie.

(2) Conférence faite par M. Caillaux au Théâtre des Ambassadeurs le 7 janvier 1933 et mentionnée par M. Pirou dans « La crise du capitalisme », p. 44.

(3) Nogaro. — « La crise économique dans le monde et en France », p. 202-203.

Quoiqu'il en soit, les chômeurs et leurs familles étaient des consommateurs. Privés de travail, ils n'ont plus gagné suffisamment pour satisfaire à tous leurs besoins. Une étude du B.I.T. a évalué cette diminution de consommation à 500 milliards de francs par an. Or, dès que la consommation commence à diminuer, les petits commerçants interrompent leurs commandes, puis sont suivis par les grossistes. De sorte qu'il en découle une stagnation générale des affaires et une diminution du pouvoir d'achat chez toutes les catégories de consommateurs.

C'est surtout dans les pays très peuplés, comme la Chine, les Indes et presque tous les pays asiatiques, qui sont plutôt des pays agricoles, la machine et le progrès technique a diminué leur pouvoir d'achat. Tout le monde s'accorde à reconnaître que le niveau de vie de ces peuples est très bas et que, s'ils avaient un pouvoir d'achat convenable, ils absorberaient facilement l'excédent de la production mondiale. D'où vient donc cette insuffisance du pouvoir d'achat des pays asiatiques ?

Pourquoi ne sont-ils pas en état d'acheter selon leurs besoins ?

Pour acheter, il faut, soit des espèces, soit des produits à échanger sur le marché. Or ils manquent des uns et des autres.

Ce sont des pays presque exclusivement agricoles, privés de richesses naturelles, les ayant perdues ou en possédant, mais encore inexploitées. Ils ont aussi perdu leurs industries manufacturières et nationales. En ce qui les concerne, nous pouvons rejeter une part de responsabilité sur la technique du régime capitaliste. En effet, n'ayant pas eux-mêmes poursuivi leur industrialisation, ces pays se sont vus envahis par les produits manufacturés ; cet afflux a ruiné leurs artisans et, avec eux, un grand nombre d'agriculteurs qui façonnaient des objets, à la

main, et les vendaient sur le marché intérieur. De plus, une quantité notable d'objets d'art ainsi travaillés était vendue sur le marché mondial, augmentant de la sorte leur pouvoir d'achat.

Aujourd'hui, de tels objets ne trouvent plus de débouchés sur le marché intérieur en raison de la concurrence des produits de grande série et doivent abandonner le marché extérieur, vu le taux élevé et prohibitif des droits de douane. Les artisans ferment alors leur atelier et viennent chercher de quoi vivre dans les grandes villes.

Ainsi, dans ces pays, la seule ressource qui subsiste réside dans leurs produits agricoles, lesquels se vendent à vil prix et ne leur permettent pas d'acquérir les produits industriels, dont le prix est élevé.

Monsieur LESCURE explique ainsi ce caractère de la période précédant immédiatement la crise. (1) « Les pays agricoles sont obligés de vendre beaucoup et bon marché, les pays industriels vendent cher, mais peu ».

Il faut donc compter dans le monde non seulement les chômeurs de quelques grands pays industriels, mais il faut aussi y ajouter les millions d'habitants de ces immenses pays agricoles, dans lesquels les revenus de certains individus n'atteignent parfois même pas la moitié des ressources d'un chômeur de pays industrialisés. Ils demeurent dans l'impossibilité de satisfaire à tous leurs besoins et la consommation mondiale s'en trouve diminuée d'autant.

En tout cas si, comme d'aucuns l'affirment, le régime capitaliste crée des travaux nouveaux pour ceux qu'il a d'abord privés de moyens de subsistance, il n'en a cer-

(1) Voir Lescure : Les crises générales et périodiques de surproduction.
4^{me} Edition.

tainement pas créé pour les centaines de millions d'habitants de ces pays.

Le machinisme a également diminué la consommation des produits agricoles. Par suite du remplacement des bêtes de somme dans les champs et des chevaux sur les routes, par les tracteurs et les automobiles, les produits agricoles ont perdu des millions de consommateurs. En effet, un cheval consomme par jour en moyenne, 20 kilogrammes de fourrage, un peu d'avoine et la paille nécessaire à sa literie.

D'après les statistiques, les Etats-Unis comptaient (avant la guerre) 25 millions de chevaux et mulets; chiffre réduit après la guerre à 17 millions. (1) Rien que pour ce pays la perte est de 8 millions, et comme chaque cheval consomme presque 5 fois plus qu'un homme, on peut dire que les agriculteurs des Etats-Unis ont perdu en près de 20 ans, 40 millions de consommateurs. — Cette diminution est d'ailleurs générale. Et même, à défaut de données précises sur la baisse du nombre d'animaux domestiques dans le monde, il est permis d'affirmer que la perte est énorme, et que les résultats en sont désastreux pour les agriculteurs.

Un autre fait significatif est la diminution de la consommation du pain, (le pain ayant été remplacé par des produits provenant de l'élevage) et, par suite, la diminution de la consommation des céréales.

Ainsi peut-on dire qu'il y ait réellement eu sous-consommation, et que celle-ci est la seule cause du déséquilibre économique qui a précédé la crise de 1929 ?

M. Pirou répond à cette question dans « La Crise du Capitalisme » : « Un des faits les plus notables du désé-

(1) Boens, 1934. — C'est la disparition massive des chevaux, énormes consommateurs, qui est à l'origine de la crise mondiale agricole.

quilibre économique actuel, c'est la coexistence d'une production qui ne trouve pas à s'écouler et des besoins qui ne peuvent être satisfaits. Cela incline tout naturellement à penser que le monde souffre moins de surproduction que de sous-consommation, et qu'il faut donc incriminer l'insuffisance du pouvoir d'achat chez ceux à qui ne manque pas le désir de consommer les produits, mais à qui font défaut les moyens pécuniaires de les acquérir ».

A notre avis, après la guerre, il y avait un énorme déséquilibre dans les conjonctures économiques, aussi bien du côté de l'offre que du côté de la demande. C'est surtout dans la période qui va de 1926 à 1929, que les marchés étaient encombrés de marchandises et que tous les efforts des producteurs étaient impuissants à en assurer l'écoulement.

Ce déséquilibre provenait-il uniquement d'une sous-consommation ?

Ce n'est évidemment pas la sous-consommation qui encourage les producteurs à accélérer la cadence de leur production. En outre, en cas de sous-consommation, la demande devient moindre que l'offre et les prix baissent. Les entreprises, qui n'obtiennent plus le même profit, se voient bientôt contraintes de cesser leur activité, faute de pouvoir diminuer leurs prix de revient. Le malaise économique qui en résulte, se traduit donc par un amoindrissement de la production.

D'autre part, c'est le plus souvent une sur-consommation momentanée qui, encourageant la production, affecte l'équilibre entre l'offre et la demande. Nous pouvons ainsi distinguer dans la période d'après guerre précédant immédiatement la crise, trois stades successifs dans l'activité économique : surconsommation, surproduction et sous-consommation.

Comme nous le voyons dans ce rapport, il y a un grand changement dans la situation monétaire. L'or qui circulait dans une proportion assez considérable en 1913, a pris le chemin des caves des banques d'émission et l'on n'en voit presque plus entre les mains des particuliers. Il est remplacé par les engagements à vue des banques commerciales. Quant aux Billets de banque, ils ont conservé leur importance dans la circulation.

Mais l'or restait toujours la base des systèmes monétaires, il garantissait la circulation des monnaies.

On pouvait peut-être admettre que les émissions de billets étaient proportionnelles, pour la plus grande partie, aux dépôts d'or dans les banques d'émission. Le crédit était presque basé sur l'or.

Le système restait donc basé sur l'or. Sa production et sa distribution dans les différents pays attiraient l'attention des grands économistes qui n'ont pas manqué (surtout les économistes anglo-saxons), d'attribuer les fluctuations des prix d'après-guerre à la diminution de sa production et à sa mauvaise répartition dans les différents pays. M. Cassel, dans un document annexe au rapport provisoire de la Délégation de l'Or, développe les mêmes idées d'insuffisance de la production et de mauvaise distribution.

D'après lui, l'accroissement normal et annuel de la production d'or entre 1850 et 1910 était de 3 % (1) et, pendant cette période, il n'y a pas eu de variations de l'indice des prix, parce que l'accroissement de la production d'or correspondait à celui de l'ensemble de la production. Or

(1) Le chiffre de 3 % est obtenu en faisant la moyenne des pondérés, entre un accroissement annuel de 1,2 de la production agricole et de 4,2 de celle de la fonte. M. Cassel le confirme d'une manière indirecte. Au cours de cette période de 1850 à 1910, le stock mondial de l'or s'est accru de 2,8 % par an. Donc, dans ce laps de temps, l'indice général des prix s'est maintenu au même niveau.

une production d'or de plus de 3 % entraîne une hausse des prix, et de moins de 3 %, une baisse des prix.

Si donc, l'indice du progrès technique après 1910 était demeuré le même que celui de 1850-1910, il aurait fallu, pour que le niveau des prix ne bouge pas, que la production annuelle d'or se maintint à un pourcentage de 3 % du stock total d'or du monde.

Mais la production mondiale était en 1910 supérieure à ce pourcentage, et elle a diminué progressivement dans les années suivantes. Le tableau ci-dessous (1) permet d'en suivre l'évolution :

Années. Production en pourcentage du stock d'or au début de l'année.			
1910	3,81	1918	2,49
1911	3,72	1919	2,33
1912	3,68	1920	2,09
1913	3,46	1921	2,02
1914	3,20	1922	1,91
1915	3,33	1923	2,17
1916	3,12	1924	2,25
1917	2,72	1925	2,25

On peut voir que dans les 7 premières années, le pourcentage est demeuré au dessus de 3 % par rapport aux stocks accumulés, et il y avait tendance à la hausse. Tout au contraire à partir de 1917, on constate une tendance à la baisse. Pour le Professeur Cassel, comme il est à prévoir que la production des mines d'or ne pourra que se ralentir, si de nouvelles découvertes ne viennent pas compenser cet affaiblissement, il faut s'attendre à une baisse continue et illimitée du niveau général des prix.

(1) Chiffres reproduits d'après le « Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich ».

Sir Henry Strakosch, membre de la Délégation de l'or, dans son rapport sur la stabilité monétaire et l'étalon-or, voyait la cause de la dernière crise dans le manque des moyens d'échange et non dans la surproduction. Il rejette l'idée de surproduction — provoquée pourtant par la rationalisation — de la façon suivante :

D'abord la rationalisation — le désir d'améliorer le rendement de la production, c'est-à-dire de fabriquer plus d'articles et à meilleur marché — n'a cessé d'exister depuis la naissance de l'industrie. D'autre part, notre auteur pense que la production des 20 années antérieures à la guerre, dépasse l'accroissement de population correspondant à la même période. Il se base sur les chiffres donnés par M. Carl Snyder, statisticien de la Banque Fédérale de Réserve. D'après ces chiffres, la production des Etats-Unis pendant les 50 dernières années a augmenté de 4 % ; les mêmes études l'ont amené à penser que l'augmentation de la production mondiale a été, pour la même période, de 3 %.

Pendant ce même temps, poursuit-il, la population a cru à raison de 1 %, à l'exception d'un court intervalle en 1907, et l'on n'aperçoit la présence d'aucun des phénomènes qui ont caractérisé les années de la dernière crise. En fait, le niveau général des prix des marchandises n'a cessé de croître. Sir Henry Strakosch pense que, si le volume de production de toutes les catégories de marchandises, qui ont place dans la vie économique des nations, augmente à raison de 3 % par an, les producteurs de chacune de ces marchandises échangeront les marchandises qu'ils produisent dans une proportion accrue de 3 %. Dans ces conditions, il croit que si, pendant la dernière crise, les échanges n'ont pas eu lieu entre les produits, ce n'est pas à cause de leur surabondance, mais parce que les disponibilités monétaires n'étaient pas

suffisantes, et que les échanges étaient entravés par ce dernier facteur.

Cette théorie étant posée, Sir Henry Strakosch essaye de la confronter avec les faits.

Dans le tableau ci-dessous, dressé d'après le système des indices, Sir Henry Strakosch indique les fluctuations des prix des matières premières qui ont un cours sur les marchés internationaux.

	Indice des Prix de Gros.	Pouvoir d'achat cor- respondant de l'or.
Fin Décembre 1925	153,0	65,4
1926	145,1	68,9
1927	141,9	70,5
1928	136,5	73,3
1929	126,9	78,8
Mai 1930	115,8	86,4

Dans cette liste, on voit bien que le niveau général des prix a diminué modérément jusqu'à janvier 1929, date à laquelle les prix tombent subitement et la chute se poursuit jusqu'au 31 mai de l'année suivante. Tandis que, pendant le même temps, la valeur de l'or s'est accrue de la manière suivante:

Durant l'année	1926, de 5,4 %
» »	1927, de 2,3 %
» »	1928, de 4 %
» »	1929, de 7,6 %
» »	1930, de 9,6 %

soit pour la période qui va de fin décembre 1925 au 31 mai 1930 un accroissement de 32,1 %.

Sir Henry Strakosch découvre d'une part un rapport entre la quantité d'or et le niveau des prix et, d'autre part, il trouve que la production d'or est en diminution marquée relativement à la période d'avant-guerre.

La moyenne annuelle de la production de l'or de 1911 à 1914 a été de 90 millions de L. S. soit deux milliards deux cent cinquante millions de francs or. Depuis quelques années, elle oscille entre 82 millions L. S. (2.125.000.000 francs or). Il y a alors un affaissement de la production d'or tandis que le commerce extérieur n'a cessé d'augmenter.

L'auteur ne regarde pas seulement le problème sous l'angle de l'approvisionnement futur en or monétaire : il trouve en même temps que les réserves d'or monétaire disponible, en 1929-30, étaient très mal réparties. Cela provenait de ce que les exigences de la guerre avaient désorganisé les systèmes monétaires de la plupart des pays : une fraction importante de leurs réserves était allée en Amérique et dans certains pays neutres.

Après la guerre, lorsque ces pays ont procédé à la reconstitution de leur système monétaire, ils ont constaté que le libre cours du commerce était entravé par différents obstacles et, de même, le libre cours de l'or était suspendu.

D'après Sir H. Strakosh, ces entraves, aggravées par la politique monétaire mal conçue, inhabile, suivie par certains pays à étalon-or, expliquent pourquoi les réserves mondiales continuent à être mal distribuées et sont en partie immobilisées, spécialement en Amérique, en Argentine et, depuis 1928, en France, alors qu'elles dépassent de beaucoup les besoins normaux de ces pays. Il estime que l'or qui afflue et stagne dans les instituts d'émission de ces Etats ne joue pas son rôle monétaire, du fait qu'il ne sert plus à assurer le fonctionnement du système monétaire, ni à favoriser la marche du mécanisme du crédit. En même temps la communauté des pays à étalon-or se trouve lésée, jusqu'à concurrence du montant de cet or.

Les études du Professeur Cassel et de Sir Henry Strakosh ont prêté à de nombreuses controverses et beaucoup

d'éminents économistes français ont réfuté leurs raisonnements.

On peut résumer leurs arguments comme suit :

1. — Le fondement de leur thèse se confond avec la théorie quantitative de la monnaie.

2. — Pour que les prix demeurent stables, il faut une certaine proportion entre l'accroissement de la production annuelle de l'or et l'accroissement de l'ensemble de la production. Cette proportion est fixée, pour la période 1850-1910 au taux de 3 %.

3. — La dernière crise et la baisse des prix proviennent de l'insuffisance monétaire, étant donné qu'à partir de 1917 cette proportion est tombée au-dessous de 3 %.

4. — A cette cause, vient s'ajouter la mauvaise distribution de l'or et sa stérilisation dans certains pays détenteurs.

5. — Sir Henry Strakosh, s'appuyant sur la théorie des débouchés, rejette l'idée de surproduction.

6. — Comme, selon toutes probabilités, la production de l'or continuera à décroître, la baisse des prix subsistera.

Ayant terminé l'exposé des conceptions propres à ces deux auteurs, nous allons maintenant étudier les critiques dont elles ont été l'objet.

En ce qui concerne le fond de leurs idées, et notamment la théorie quantitative de la monnaie elle est aujourd'hui réfutée dans sa forme primitive par la plupart des grands auteurs. Nous n'entrons pas dans la discussion des détails et nous renvoyons pour l'étude de ce problème, au cours professé en 1934-1935 par M. Aftalion et au livre « La Monnaie et les phénomènes monétaires contemporains » de M. Nogaro. Nous noterons toutefois que M. Nogaro critique le chiffre de 3 % taux auquel doivent répondre à la fois l'accroissement de l'importance des

transactions et l'augmentation de la production d'or (1). M. Nogaro ne croit pas qu'on parvienne à estimer cette progression des transactions par une méthode directe, ni que la dite progression ait été précisément égale à l'augmentation du stock d'or monétaire. Par ailleurs, la vitesse de circulation de la monnaie peut varier entre deux dates déterminées, de telle sorte que pour un même niveau de prix, le volume des transactions peut suivre une courbe très différente de celle des variations du stock monétaire.

En résumé, « on ne saurait admettre, du seul fait que le niveau des prix se trouve être à la fin d'une période ce qu'il était au début, que l'accroissement des transactions dans la période envisagée, se mesure exactement par l'accroissement du stock d'or.

D'autre part, il suffit d'appliquer la même méthode à des dates différentes, pour obtenir des résultats différents. Ainsi, entre 1829 et 1877, le taux de l'accroissement a été de 2,1 % ».

Quant à l'importance du stock monétaire, M. Nogaro ne croit pas, comme M. Cassel, qu'il y a une cause commune à la baisse des prix de toutes les marchandises, à savoir : l'insuffisance de la quantité de monnaie en circulation. M. Nogaro prouve qu'il y a des causes particulières à certains marchés. Au surplus, même en l'état d'un accroissement du stock d'or ou de billets de banque ou encore du montant des dépôts en banque, il peut arriver que cette élévation du stock monétaire n'aboutisse pas à une hausse des prix. Et c'est précisément dans ce cas que ce surcroît de disponibilités n'est pas mis effectivement à la disposition des entreprises, ni ajouté aux revenus des consommateurs. M. Nogaro croit que, parfois, l'abondance des disponibilités monétaires, en facilitant le crédit

(1) Voir « La question de l'or devant la société des nations ». Revue d'Economie politique (janvier-février 1931).

et en abaissant le loyer de l'argent, peut agir dans le sens d'une baisse des prix par stimulation de l'offre des marchandises.

En ce qui concerne la mauvaise distribution des réserves d'or et leur concentration aux États-Unis, en France et en Argentine, M. Très, dans son memorandum à la Société des Nations, a dit: « L'or va où il est payé le plus cher ».

Pour M. Rist (1) c'est la situation de la balance des comptes qui détermine les sorties et les rentrées de l'or. Ainsi la balance favorable de la France après la dévaluation, lui a permis d'augmenter ses réserves en devises étrangères et de les transformer en or. Pour la même raison, les États-Unis pendant la guerre ont pu faire des achats considérables en Europe. C'est toujours en raison de la position favorable de leur balance des comptes après la guerre, qu'un courant d'or important a afflué dans ce pays et n'a cessé de grossir par la suite.

Mais les pays détenteurs d'or ont-ils amélioré leurs systèmes monétaires ? Les entreprises ou les consommateurs ont-ils réellement profité de cet or ? Bref, la circulation monétaire s'est-elle accélérée et le crédit s'est-il développé ? Sir Henry Strakosh répond négativement.

A son avis, l'or est allé directement dans les caves des banques centrales. Il n'a servi ni à la mise au point du régime monétaire, ni au développement du crédit; en un mot, pour lui, l'or s'est stérilisé dans les pays détenteurs.

M. Rist ne croit pas à la stérilisation de l'or en France. Il fait remarquer qu'entre juin 1927 et juin 1929, il y a eu en France une augmentation d'encaisse de 9.338 millions francs-or à laquelle a correspondu une élévation du

(1) Voir « La question de l'or ». Revue d'Economie politique (novembre-décembre 1930).

montant du portefeuille et des avances de 5.916 millions de francs-or.

Mais sous l'influence de la dépression due à la crise bancaire de New-York, cette progression a cessé. L'excédent de l'encaisse-or est tombé de 10.443 millions à 7.832, le 17 octobre 1930. C'est pourquoi il a écarté l'opinion d'après laquelle la Banque de France aurait stérilisé l'or et arrêté le crédit. D'après lui, la prospérité générale qui a suivi la stabilisation de fait du franc, a considérablement accru le crédit. Mais à partir de 1929, la crise survient et, par suite, les demandes de crédit diminuent. On constate alors, que l'encaisse métallique de la Banque augmente tandis que son portefeuille d'effets diminue de volume, mais ce mouvement n'est en aucune façon le résultat de sa politique de crédit.

Selon M. Rist, aucune banque d'émission n'est maîtresse de créer du crédit à volonté. « Que peuvent faire les banques pour étendre un crédit qu'on ne leur demande pas ? » M. Rist répond aussi à d'autres arguments invoqués par les théoriciens de la « stérilisation des réserves ». Il mentionne les différences, du montant des encaisses, d'une banque à l'autre et s'efforce d'en justifier les raisons. Les divers rapports du montant d'une encaisse au montant des billets de banque en circulation et du portefeuille d'effets détenu par les principaux instituts d'émission, sont les suivants : 34 % pour la Banque d'Angleterre, 47 % pour la Reichsbank, 54 % pour la Banque de France et 79 % pour les Federal Reserve Banks des Etats-Unis.

M. Rist explique ces différences de taux par des divergences de politique monétaire.

Quant à la stérilisation de l'or aux Etats-Unis, les auteurs n'y croient généralement pas. Le système des Federal Reserve Banks aboutit en effet, à une circulation fiduciaire plusieurs fois plus abondante que celle qui résulterait de :

la circulation des réserves de banque, comme monnaie d'or.

Mais Sir Henry Strakosh a également rejeté l'idée de surproduction. Il soutient, comme avant lui J. B. Say, que les produits s'échangent entre eux.

Or, tout au contraire, nous avons vu qu'après la guerre la production a pris un rythme croissant et, qu'une fois comblées les grandes pertes de la guerre, dans le domaine industriel d'importants stocks de moyens de production et de produits de consommation se sont formés sur les marchés.

Il faut bien reconnaître que même la consommation des produits agricoles, n'a pas fléchi dans le monde, après la guerre.

Peut être doit-on faire mention d'une légère diminution de consommation relative à certains de ces produits, tels que le blé, mais il faut l'attribuer à une évolution du standard de vie et noter, en contre partie, la consommation accrue de plusieurs légumes et de produits de luxe. Donc les consommateurs ont acheté selon leurs possibilités et leurs besoins, et il restait cependant des stocks, tant sur les marchés agricoles qu'industriels, qui ne trouvaient pas d'écoulement.

Sir Henry Strakosh estime que la quantité de signes monétaires était insuffisante pour assurer le mouvement normal des transactions. Mais nous ne comprenons pas alors pourquoi ces produits ne se sont pas échangés directement les uns contre les autres.

CONCLUSION.

Nous avons étudié dans les trois paragraphes précédents, l'évolution des éléments les plus importants de la vie économique: la production, la consommation, la circulation monétaire et le crédit, pour la période qui suit la guerre.

Nous allons donner dans cette conclusion un exposé très sommaire des observations qui se dégagent de cette étude.

Au point de vue monétaire, deux faits sont à retenir : d'abord la diminution de la production de l'or à partir de 1917 qui ne peut que s'accroître, d'après les prévisions des spécialistes ; d'autre part, une mauvaise distribution de l'or dans les différents pays, qui s'est prolongée, d'autant plus que les pays détenteurs de ce métal tendaient aussi bien à satisfaire des visées politiques qu'à pourvoir à leurs besoins économiques. Cet état de choses existait dès avant la guerre, mais il s'est aggravé pendant et après la guerre : il s'est manifesté par un afflux d'or vers les Etats-Unis, l'Argentine et certains pays neutres d'Europe, puis vers la France en 1928-29.

Mais doit-on expliquer les fluctuations de prix après 1929, par l'existence de ces deux seuls faits. Nous répondrons négativement, bien que la question soit sérieusement discutée.

Le régime monétaire de la plupart des pays, de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la Grande Guerre, reposait sur l'or. Mais au cours de toute cette période, l'or circulait presque librement et, dans ces conditions, l'or pouvait avoir une influence directe sur le niveau des prix.

Après la guerre, même dans les pays qui ont conservé ou rétabli l'étalon-or à la base de leur régime monétaire, il n'y avait plus de circulation effective de l'or. Par suite les quantités de métal précieux détenues par les pays envisagés, n'ont plus d'action directe sur les prix. L'or demeure dans les caves des instituts d'émission, comme garantie des succédanés de la monnaie : billets de Banque et dépôts à vue. Il est toujours à la base du crédit. Dans cette mesure, les pays à étalon-or ont besoin d'une certaine quantité d'or qui varie avec leur situation éco-

nomique et les exigences du crédit dans leur vie intérieure. A défaut de ce minimum d'or, tout pays à étalon-or est obligé, soit d'amoindrir le volume de sa circulation monétaire, ce qui mettra en difficulté ses entreprises et sa production, soit, de diminuer sa couverture d'or, ce qui ébranlera la confiance en la monnaie nationale et aura également des répercussions sur la production.

Si, au contraire, un pays reçoit de l'or au delà de ses besoins, non seulement, il prive les autres Etats de la quantité d'or qui leur est nécessaire, mais il en résultera une inflation de crédit dans le pays, une surcapitalisation, qui mettra les organes économiques intérieurs dans un état de nervosité extraordinaire.

La spéculation dérègle le mécanisme de toutes les institutions économiques du pays. Les effets peuvent en être catastrophiques.

Donc, l'or doit être réparti dans les différents pays suivant leurs systèmes de crédit et leurs régimes monétaires, en considération aussi de l'évolution de leur vie économique.

A partir de 1928, cette répartition a connu un déséquilibre plus grave que jamais et par là, elle a eu des répercussions sur les autres éléments de la vie économique, notamment la production et la consommation.

Mais on ne saurait dire que le déséquilibre entre le rapport production-consommation et le niveau des prix, n'était dû qu'aux variations de volume et de rapidité de la circulation monétaire.

Il y avait incontestablement surproduction et l'excédent de production ne trouvait pas de débouchés, il surpassait les besoins des consommateurs.

D'où venait cette surproduction ?

Depuis un siècle, il s'est produit un grand changement dans la vie économique mondiale. Au fur et à mesure

que l'on approche du XX^e siècle, l'économie individuelle et nationale fait place à l'économie internationale. Bien entendu, les tendances protectionnistes demeurent. Mais les protectionnistes de toutes catégories, désirent tous, voir fermer les portes d'entrée d'un pays et en même temps, les ouvrir toutes grandes pour la sortie. Ils préconisent des moyens pour faire cesser les importations étrangères, mais ils entendent également accélérer l'exportation et approvisionner abondamment les marchés étrangers. Ce désir ardent d'exportation, qui existait du temps des mercantilistes, avivé par le développement et le perfectionnement des instruments de production au siècle dernier, tendit à l'emporter et à faire naître des diverses unités économiques, une grande communauté internationale englobant la presque totalité des nations. De sorte qu'à partir du XX^e siècle, les grands producteurs de chaque pays ou de chaque continent, fournissent le monde entier.

Les voitures américaines en traversant les deux océans, parcourent toutes les routes du vieux monde et les produits japonais se vendent en France moins cher que les produits français.

Cette évolution nous a dotés de tous les avantages habituels du libre-échange : progrès technique, baisse des prix de revient, etc.

Mais l'étendue des marchés, l'amplitude et la multiplicité des oscillations dans la vie économique de chaque pays, les troubles politiques qui engendrent la méfiance, ainsi que de nombreuses autres causes, rendent extrêmement difficiles les prévisions nécessaires à la production, pour sa coordination avec les besoins de la consommation.

Nous pouvons résumer comme suit les principes qui régissent notre vie économique et la rendent si instable :

1) La division du travail, qui ne vise qu'à l'augmentation pure et simple de la production.

2) La libre concurrence.

3) La liberté de consommation.

4) La libre formation des capitaux. (Dans le cas de surcapitalisation, l'économie nationale sursaturée se trouve dans un état de prospérité éphémère, qui fait monter les prix. Dans le cas contraire les prix baissent).

Tous ces principes rendent non seulement les prévisions plus difficiles, mais augmentent la production sans égard aux besoins des consommateurs, ni à leur pouvoir d'achat.

De la sorte, lorsque des produits ne trouvent pas d'acquéreurs sur le marché mondial, ou bien lorsque le pouvoir d'achat des consommateurs est en voie de régression, ces marchandises inutilisées font baisser les prix.

Mais les producteurs renoncent à ralentir immédiatement leur rythme de production et s'efforcent de maintenir le niveau des prix par des procédés artificiels. La situation en est aggravée.

A l'époque où l'économie politique mondiale était fragmentaire et avait un champ d'action plus restreint, la production de chaque pays était plus facilement contrôlable dans les périodes de prospérité et plus rapidement compressible à l'instant de la dépression.

Ainsi, l'extension du marché rend la prévision économique quasiment impraticable; la Grande Guerre qui a battu en brèche les principes les mieux établis et qui a profondément ébranlé la situation économique de chaque nation; les conséquences du machinisme; enfin l'inflation de crédit provoquée par l'afflux d'or dans certains pays, telles sont les causes essentielles et durables du déséquilibre économique qui a suivi la guerre et qui a provoqué la crise de 1929-1935.

CHAPITRE II.

Les conséquences du déséquilibre économique après la guerre — Les manifestations de la crise.

Nous avons étudié, dans le chapitre précédent, l'évolution des éléments les plus importants de la vie économique et le déséquilibre qui s'y est manifesté après la guerre.

Dans le présent chapitre, nous allons faire une étude sommaire des conséquences de ce déséquilibre.

SECTION I.

Le mouvement des prix d'après-guerre.

Dès l'armistice, les soldats commencèrent à quitter les champs de bataille pour regagner leurs foyers et reprendre leur vie normale. Mais le monde pouvait-il aisément revenir à sa vie normale ? Certainement non. D'abord il fallait réparer les dommages causés par la guerre. En fait, en Europe, cinq à six années furent nécessaires pour la remise en état des régions dévastées et la réorganisation des institutions économiques bouleversées durant les hostilités. Ce n'est qu'en 1925 que la production mondiale revint au niveau de la production d'avant-guerre.

Nous diviserons cette partie de notre étude en deux périodes : a) de 1919 à 1925 ; b) après 1925.

Paragraphe a) — Période de 1919 à 1925.

Une fois la guerre terminée, les anciens belligérants entreprirent la restauration des régions dévastées, mais la tâche principale — et la plus importante — qui s'offrait à eux, était la reconstitution de l'économie mondiale. Cette tâche était lourde et, sans une collaboration universelle, quasi impossible. Nous avons vu quelles avaient été les perturbations causées par la guerre dans la marche normale de la production. Par conséquent, aussitôt la paix.

recouvrée, le premier but à se proposer était de faire reprendre à la production son cours régulier. Mais la réparation des dommages de guerre provoqua des anomalies, aussi bien dans le domaine de la production que dans celui de la consommation qui restaient l'une et l'autre soustraites à leurs lois habituelles, comme pendant la guerre. On aurait pu alors prévoir une hausse des prix et cependant, au lieu de cette hausse, apparaît une période de baisse de longue durée, résultat de la raréfaction de l'or et du perfectionnement de la technique de production. Mais pourtant, durant les années de reconstitution, on eut à constater d'abord que, tout au début, le niveau des prix était plus élevé par rapport à 1913. D'autre part, cette période se caractérise par une première phase de hausse qui va de 1919 jusqu'au milieu de 1920, une deuxième phase de baisse presque verticale suivie d'une troisième phase de léger redressement de 1922 à 1925 (1). C'est pourquoi quelques économistes voient une crise cyclique dans la période 1920-1925. En tout cas, on ne peut comparer les fluctuations des prix durant cette période à une crise cyclique ordinaire. D'abord c'était une période tout à fait transitoire, témoin d'une activité économique complètement anormale, due au passage brusque d'une activité exclusi-

(1) M. Nogaro, dans un chapitre de son livre « La crise économique dans le monde et en France », p. 7 à 16; étudie le mouvement des prix dans cette période. Il expose les difficultés où l'on se trouve pour élaborer les indices des prix de gros des différents pays qui sont exprimés en diverses monnaies, surtout dans une période d'instabilité monétaire. De sorte que, pour suivre l'évolution des prix mondiaux, il s'en réfère de préférence aux indices des marchés britanniques et à ceux de l'Amérique du Nord, où se concentraient, pour une grande part l'offre et la demande des produits comme le blé, le coton, les métaux, le caoutchouc, etc. Aux Etats-Unis, l'indice moyen des prix-or s'élevait à 200 (l'indice 100 pour 1914) tout à fait au début de la période considérée. Il est monté ensuite à 240 pour la période située entre 1919 et des premiers mois de 1920. Entre le milieu de 1920 et le milieu de 1921 où se produit une chute, l'indice tombe à 130 pour remonter entre 140 et 150 pour la période 1922-1925.

vement consacrée à la guerre à une activité de temps de paix. D'autre part, les indices des prix de la plupart des pays étaient faussés par le désarroi des changes, et l'on ne saurait apprécier les variations de prix réelles, d'après les indices des prix établis dans les différentes monnaies.

Paragraphe b) — Période postérieure à 1925.

Le commencement de cette période est marqué par deux faits très importants : la revalorisation de la livre sterling et la stabilisation du franc français. Ces deux faits ont eu de sérieuses répercussions, non seulement sur les changes et les régimes monétaires du monde entier, mais aussi sur la situation économique mondiale ; leur examen détaillé sort du domaine de notre étude ; il nous est loisible, pour nous documenter à leur sujet, de nous reporter à l'ouvrage de M. le Professeur Nogaro sur la monnaie. Nous dirons seulement que la restauration des monnaies de la plupart des pays de l'Europe centrale et orientale, avant 1925, suivie par les deux opérations précitées, rendirent à l'économie mondiale sa physionomie et sa marche normales. Les changes stabilisés, on pouvait désormais accorder plus de foi aux indices des prix. En outre, dès que furent achevées les réparations des dommages de guerre, entreprises dans la période précédente, la production des matières premières pour l'industrie et des produits alimentaires, tels que coton, blé, cuivre, zinc, etc., qui jusqu'en 1925 était restée inférieure à celle de 1914, commença à cette date à dépasser la production d'avant-guerre. C'est en 1925, que s'ouvre la période de prospérité qui précède immédiatement la crise actuelle.

Nous allons étudier le mouvement des prix de gros durant cette période.

Mouvement des prix de gros.

On est habitué, dans un cycle économique, à voir les prix monter dans la période de prospérité et baisser dans celle de dépression. Or l'une des caractéristiques de la dernière crise c'est que, dans la phase de prospérité, il n'y a pas eu une hausse continue et rapide comme dans les cycles qui ont précédé la guerre. D'autre part, comme cette crise est survenue au cours d'une période de baisse générale commencée en 1920, on peut constater que, dès 1925, date à laquelle commença la phase de prospérité, les indices des prix ont une tendance à la baisse. Cette situation est le plus nettement accusée dans les indices des prix des Etats-Unis et de l'Angleterre.

Une autre particularité des indices des prix de cette période est l'importance des écarts entre les indices des prix des divers pays, alors que, avant la guerre, les indices nationaux se correspondaient à peu près et les prix n'étaient pas loin d'atteindre un niveau commun. Ces divergences proviennent des différenciations, que la guerre a créées, entre les situations économiques des États qui y ont participé directement ou indirectement; il en est résulté autant de traits particuliers à chaque économie nationale, en raison desquels les prix ont monté ou baissé, à l'exclusion de tout facteur commun et mondial.

C'est donc, en gardant constamment présentes à l'esprit ces considérations générales, que nous procédons à l'étude du mouvement des prix depuis 1925.

On a vu aux États-Unis, à partir de 1925, la vie économique prendre un certain essor; cet essor était dû, pour partie, à l'intensification de la production de quelques grandes industries de transformation, comme la T. S. F., les appareils ménagers, etc., et surtout l'automobile qui occupe une place prépondérante dans la production américaine. Mais la prospérité de l'industrie

automobile connut une interruption dès 1927, lors de la fermeture des usines Ford pendant quinze mois. Puis elle reprit en 1928, année qui vit sortir 4.600.000 voitures, et en 1929, 5.600.000.

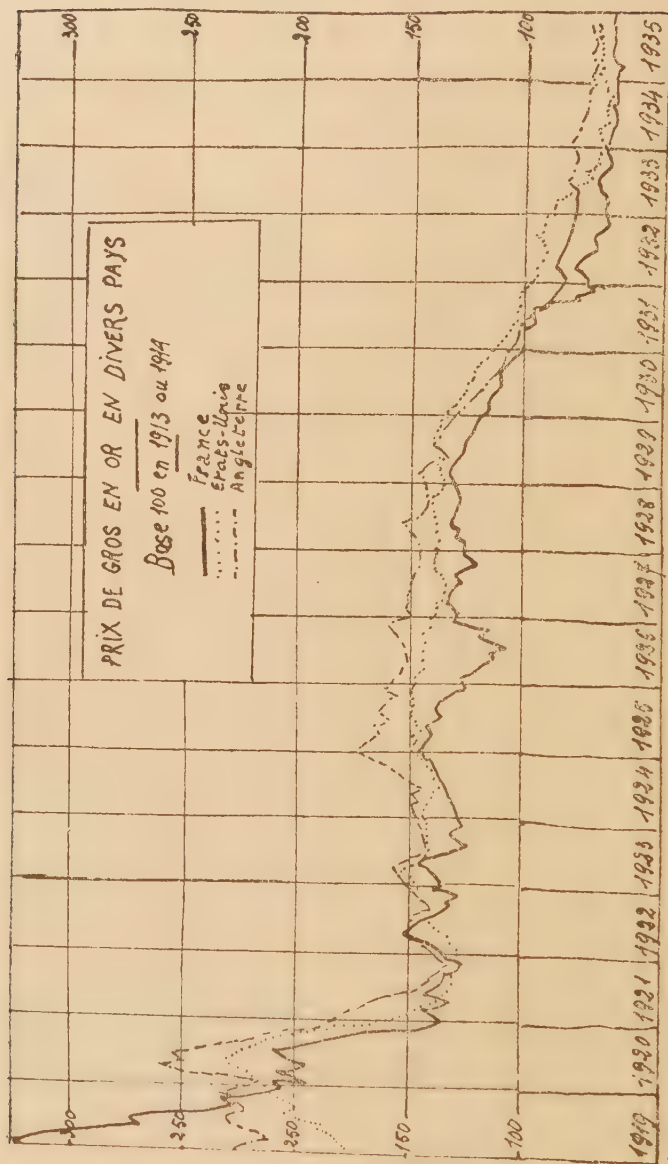
Par contre, l'industrie des chemins de fer, par suite de la concurrence du trafic sur routes et des charges très lourdes du capital, était dans une situation assez précaire; l'industrie textile souffrait d'une pléthore chronique et les mines de charbon ne pouvaient vendre qu'à peine les deux tiers de leur production. A cela venait s'ajouter la situation accablante de l'agriculture, tombée dans une surproduction ruineuse.

Tous ces facteurs ont contribué à limiter les effets de l'essor de la vie économique, surtout en ce qui concerne les indices des prix.

Quant à l'Europe, on peut dire qu'elle a retrouvé une vie économique normale après ses redressements d'ordre monétaire. La France travailla au relèvement de son industrie et de son agriculture; l'afflux de l'or, par suite de la stabilisation de franc, l'aida beaucoup dans cette tâche. L'économie de l'Allemagne et des pays de l'Europe centrale, à l'aide des capitaux américains, parvint à se rétablir. C'est surtout la prospérité allemande qui était solidaire de la prospérité américaine. Les Américains ont investi, depuis 1925; des capitaux considérables en obligations allemandes, ce qui a permis à l'Allemagne de substituer aux anciennes méthodes de travail des méthodes plus rationnelles, en dotant ses usines d'un outillage perfectionné qui assure la puissance actuelle de son industrie.

La prospérité anglaise était due non seulement à la revalorisation de la livre qui rendit confiance en la monnaie anglaise, mais aussi à une détente dans l'atmosphère sociale, la grève des mineurs, qui avait duré cinq mois,

LA CRISE ÉCONOMIQUE DANS LE MONDE



ayant pris fin. Cependant nous devons noter que cette situation prospère fut de courte durée et que les prix ne montèrent pas au niveau que l'on était en droit d'espérer. Nous reproduisons, avec la permission de M. le Professeur Nogaro, le graphique de la parité de 1925 à 1935, extrait de son livre « La crise économique dans le monde et en France ».(1)

On voit sur ce graphique qui compare les prix sur la base 100 pour 1914, que les prix aux Etats-Unis et en Angleterre, entre 1925 et 1929, varient suivant des oscillations très courtes, mais en observant toujours une tendance à la baisse. Pour la France, le point le plus bas se place au milieu de l'année 1926, juste au moment de la stabilisation du franc. Jusqu'à cette époque, les prix français, profitant de la dévaluation du franc, étaient restés inférieurs aux prix anglais et américains. Puis ils montent au milieu de l'année 1926 jusqu'à fin 1929. Et même, à la fin de 1929, les prix sont devenus supérieurs à ceux de 1914.

A partir de la fin de 1929, date du « Krach » de New-York, une baisse vertigineuse s'amorce. On peut donc distinguer dans la décade 1925-1935, deux phases distinctes :

1) de 1925 à 1929 — période d'essor économique, ne présentant pas les mêmes caractères que les périodes d'essor précédentes, et pendant laquelle les prix n'ont pas monté suffisamment.

2) la période qui s'ouvre au moment du Krach de la Bourse de New-York. C'est la phase de dépression et la crise. Les prix tombent à des niveaux extrêmement bas. Des faits multiples, importants par leurs conséquen-

(1) Dans ce graphique les prix sont exprimés en monnaie-or et il est même tenu compte des indices de perte de change, quand la monnaie s'est éloignée de sa parité théorique, de sorte que l'on peut dire que les prix sont cotés en monnaie nationale à leur valeur-or sur la base de l'ancien pair.

ces, et que nous allons étudier en détail, caractérisent cette seconde phase.

SECTION II.

Le Krach de New-York. — Ses conséquences.

On sait que la crise de 1929 eut pour origine le Krach de Wall-Street, le 24 octobre 1929, qui eut des répercussions dans le monde entier. Pour pouvoir étudier ce désastre financier et ses conséquences essentielles, il faut jeter un regard sur la situation de la bourse de New-York et les opérations de spéculation qui s'y développèrent jusqu'au « boom » de 1928.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, à partir de 1925, l'Amérique a vécu une période de prospérité relative. Les Américains, qui étaient déjà naturellement portés à consommer beaucoup, ont encore augmenté leurs achats, cette fois pour revendre et s'enrichir. Les profits s'élevaient progressivement et la prospérité croissait, mais dans cette prospérité entraît, pour une bonne part, l'espérance de bénéfices futurs. Il y eut donc à proprement parler, et très rapidement, de la spéculation. On pensait pouvoir consolider cette situation, bien que dès 1927, le recul de l'industrie automobile, l'ait mise en péril.

Alors intervint l'élection du Président Hoover — ancien Ministre du Commerce — dont les services rendus n'étaient pas négligeables, et en la personne de qui, les Américains cristallisaient tous leurs espoirs. On estimait que son action serait particulièrement efficace pour éterniser cette ère de « Prosperity ». Mais la spéculation dépassait toutes les limites raisonnables et l'activité des Bourses était effrénée. Cette spéculation trouvait d'ailleurs des aliments dans les disponibilités du public et les réserves des sociétés, en quête d'investissements rémunéra-

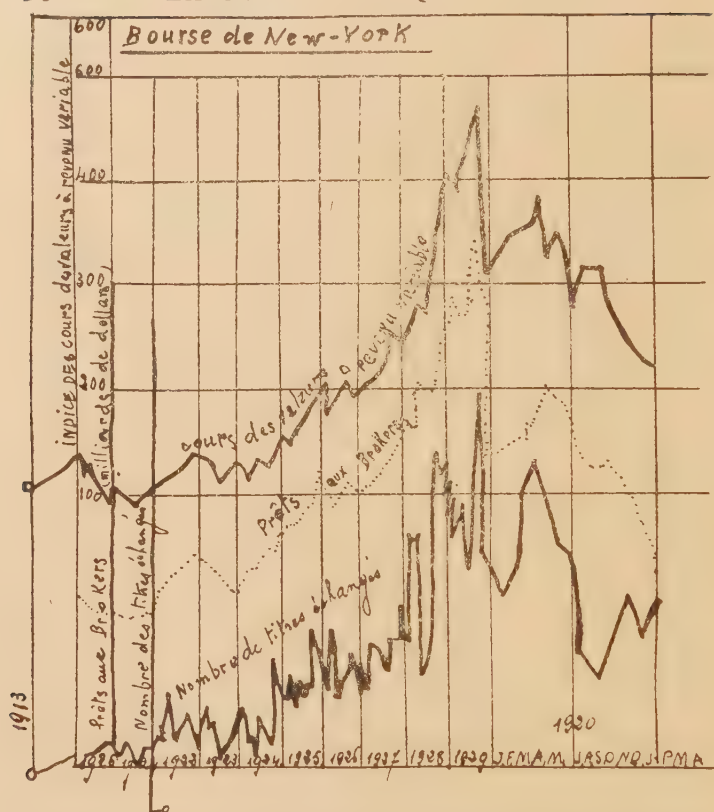
teurs. A cela venait s'ajouter un afflux de capitaux étrangers, qui renforçait et encourageait la spéculation. Elle devint si intense que les Federal Reserve Banks prirent des mesures de précaution en élevant leur taux d'escompte. Mais cet exemple n'étant pas suivi par les autres banques, l'argent étranger continua d'envahir les États-Unis.

Il faut ici mentionner une particularité des Bourses de valeurs américaines. Celles-ci ne connaissent que les opérations au comptant. Seuls les « brokers » ou agents de change, font des opérations pour leurs clients, n'exigeant que 10 % d'avances sur les valeurs achetées et seulement parfois, une garantie supplémentaire. En tous cas, ce sont les « brokers » qui empruntent aux banques et le taux de leurs emprunts est un indice significatif de l'activité spéculative.

A la suite de ces opérations de spéculation sans précédent, les valeurs montèrent d'une manière anormale. Cette hausse fut suivie d'une hausse du taux de l'argent et s'accompagna d'un mouvement de négociations de titres jusqu'alors inconnu. On peut suivre les phases de cette situation sur le graphique que nous avons extrait du livre de M. Lescure (p. 311).

On y verra l'évolution des cours des valeurs et des prêts aux brokers ainsi que le nombre de titres échangés. Depuis 1925, les courbes figuratives ne cessent de monter et le point culminant est atteint fin 1929.

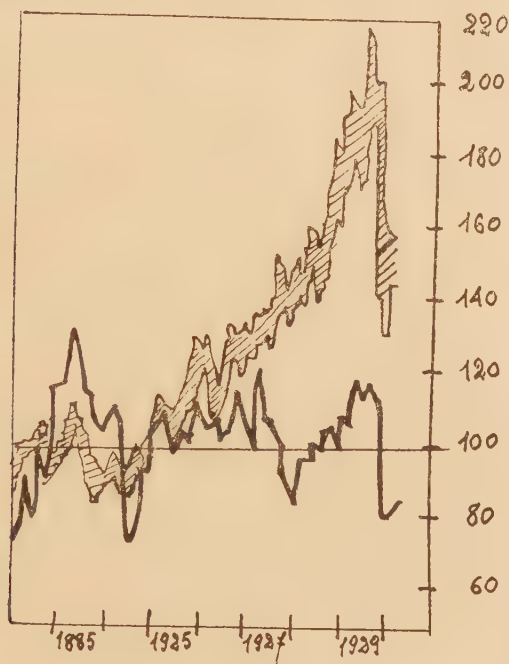
Mais si l'on examine un autre graphique, (p. 312) on s'aperçoit que l'activité de la Bourse à partir de 1929 ne correspondait nullement à la courbe suivie par les principaux éléments de la vie économique américaine : production, prix, circulation des marchandises. Tandis que l'activité de la Bourse progressait sans arrêt, le volume général des affaires diminuait.



Les milieux informés étaient dans l'expectative, prévoyant une catastrophe boursière. Mais la masse des Américains fermait les yeux sur la spéculation toujours plus intense, ne cherchait pas à y rattacher la hausse anormale des prix et faisait des efforts pour que ces prix se maintiennent. Ces efforts restèrent vains. Le fléchissement que l'on pressentait depuis plusieurs mois déjà, se produisit le jeudi 24 octobre avec éclat, et ce fût à Wall-Street un krach sans précédent qui se répercuta dans le monde entier.

La baisse des valeurs fut brutale: le jour même les

GRAPHIQUE MONTRANT LES EXCES DE WALL-STREET



— INDICE DU MOUVEMENT GENERAL DES
AFFAIRES (ANNALIST)

////// INDICE DES COURS EN BOURSE (ANNALIST)

cours tombèrent de moitié, dépossédant ainsi les principaux détenteurs de titres. Ce fût la panique dans le pays. Ce même jour, les banquiers les plus puissants, réunis à la Banque J. P. Morgan, décidèrent d'intervenir sur les marchés, en faisant des achats massifs de valeurs — espérant ainsi enrayer le mouvement de baisse — mais la catastrophe était commencée, trop grave pour qu'on puisse en amoindrir les effets; la baisse s'accrut.

Beaucoup d'économistes attribuent cette baisse à des causes non seulement boursières, mais aussi organiques et économiques.

M. Lescure (1) déclare, qu'entre autres causes de ce krach, il faut citer l'affaiblissement des profits de l'industrie automobile en 1928-29, qui a eu une action décisive — la tention saisonnière du crédit en automne — la contagion du petit krach Harty à Londres, etc.

Le Président Hoover, lui, toujours optimiste, et croyant ferme à la « Prosperity » estimait que le krach provenait, non d'une crise économique, mais de facteurs plutôt psychologiques. Pour lui, c'est la crainte qui a provoqué la baisse des valeurs; il faut donc plus que jamais activer la marche des affaires pour éviter la baisse des prix. Il s'entremet auprès des chemins de fer et d'autres grandes administrations pour procurer des commandes importantes aux industries. Le gouvernement même, entreprit l'exécution d'un programme de travaux publics de 100 millions de dollars. D'autre part, il était convaincu de la nécessité de parer à la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs en empêchant, par des moyens appropriés, les salaires de baisser. Il en conclut qu'il fallait stimuler le crédit à bon marché et décréta, dans ce but, la baisse du taux de l'escompte jusqu'à 1,5 % en mai 1931.

(1) Cf. « Les Crises périodiques et générales de surproduction », p. 320-340.

Mais ce n'était pas le crédit qui faisait défaut. Certes, une partie des capitaux européens avait été rapatriée, mais l'Amérique demeurait suffisamment riche — peut être même trop riche — pour se suffire à elle-même.

Le mal était plus grave qu'on ne le pensait au début. Les excès d'une spéculation effrénée avaient fait monter les prix démesurément; en outre une surproduction considérable dans toutes les branches de l'activité économique, surproduction à laquelle ne répondaient, ni les besoins des consommateurs, ni les débouchés à l'extérieur, provoqua la baisse. Celle-ci pouvait être enrayée que par l'intervention de mesures rigoureuses.

Ce krach éprouva l'économie américaine tout entière. Il sévit d'abord sur l'industrie automobile et se propagea dans toutes les autres catégories d'industries. Ce fut le prélude de la crise économique générale dont nous continuons à subir les effets et il entraîna toutes les conséquences classiques des phénomènes de crise: diminution de la production, baisse des prix — surtout des prix de gros — raréfaction des échanges internationaux, diminution des profits, augmentation du chômage, etc.

La crise américaine ne se limita pas aux Etats-Unis. Elle s'étendit bientôt sur le monde entier.

L'Europe, dont la prospérité était à peine rétablie, et qui n'avait pas eu le temps de connaître un véritable essor économique, souffrait encore d'un malaise, à la fois politique et moral. Sa situation fut sérieusement aggravée par les répercussions de la crise américaine.

C'est l'Allemagne qui en fût le plus directement touchée. L'Amérique, peu après la guerre, s'était d'abord montrée très prudente — presque réticente — pour ses placements à l'étranger, mais ayant été attirés par un taux d'intérêt élevé, les capitaux américains affluèrent en Europe centrale, et plus spécialement en Allemagne. En

1928, l'Allemagne seule reçut 250 millions de dollars des Etats-Unis. Grâce à ces courants d'or, elle avait pu rétablir ses institutions économiques et payer près de 2 milliards de réparations par an, malgré le déficit de sa balance commerciale. Mais dès 1929, à cause des incidents de la Bourse de New-York, les envois de capitaux en Allemagne se sont ralentis. Elle recevra encore des crédits à court terme pendant les années 1929 et 1930, non seulement d'Amérique, mais aussi d'Europe (surtout de Hollande et de Suisse). Ces deux années là, le ralentissement des envois américains n'a pas eu des effets immédiatement désastreux. Les derniers capitaux envoyés, trouvant une bonne rémunération en Allemagne, conservèrent au pays une situation, au moins apparemment, prospère jusqu'à la fin de l'année 1930. Mais, à ce moment, les élections au Reichstag et le remplacement de la politique Briand-Stresemann par celle du National-Socialisme, créèrent une certaine inquiétude dans les milieux financiers.

L'année 1931 débute par un retrait massif de capitaux étrangers et les banques se voient obligées de payer des centaines de millions par semaine. La situation s'aggrave tous les jours. Elle met en péril l'économie et la monnaie allemandes. Les Allemands étaient fermement convaincus que des mesures d'ordre purement économique ou financier ne rétabliraient pas la conjoncture normale, mais que seules des mesures politiques pouvaient empêcher la catastrophe. D'après eux, le Traité de Versailles était seul responsable de cette dépression et c'était uniquement le paiement des réparations qui paralysait toute l'économie allemande.

L'Allemagne profita donc de cette occasion inespérée, pour se débarrasser de ses obligations par une initiative énergique.

Après des pourparlers entre l'Allemagne et les États-Unis, et malgré la résistance de Hoover au début, un moratorium général des réparations — valable pour un an — fut annoncé par le Président Hoover le 20 juin 1931. C'était, à vrai dire, le commencement de la fin des réparations.

Mais ce moratoire a-t-il eu les effets bienfaisants qu'on attendait de lui, sur l'économie allemande et même sur l'économie mondiale ?

La crise allemande, comme les autres, procédait d'une chaîne d'événements postérieurs à la guerre, que nous avons déjà étudiée dans les chapitres précédents. Or, si le paiement des réparations aggravait la situation économique allemande, il n'était certes pas la seule et unique cause de la crise et, tant que d'autres causes coexistaient avec celle, très particulière et peu considérable, des réparations, il ne fallait pas s'attendre à voir disparaître les effets d'une situation obérée. De sorte que, malgré le moratoire, la confiance des créanciers de l'Allemagne n'a pas pu renaître et ils continuèrent à rapatrier leurs capitaux. Ce retrait provoqua une panique bancaire. D'abord la Danet Bank (Banque de Darmstadt et Nationale) puis les autres banques se virent dans une situation si grave que, pendant quelque temps, elles refusèrent à leurs clients le retrait de leurs avoirs et de leurs comptes créditeurs. Les Bourses restèrent longtemps fermées. Le Reich, décida d'assainir la situation bancaire, ce qui lui coûta plus de 800 millions de Rm., outre une garantie de 2.500 millions de Rm. A ce prix seulement, l'Allemagne a pu éviter le krach.

Quant à l'Angleterre, elle a souffert, moins de conséquences directes du krach de New-York que de malaises chroniques. (1)

(1) Cf. « La Crise britannique au XX^e siècle », par A. Siegfried.

Depuis la revalorisation de la livre, la monnaie anglaise, ainsi que l'avaient espéré les dirigeants de l'économie et des finances anglaises, avait attiré la confiance des milieux économiques et capitalistes mondiaux. Les marchés anglais, bénéficiant de cette confiance, ont pris une place prépondérante dans les affaires monétaires et boursières.

Au point de vue de l'économie intérieure anglaise, le premier effet de la revalorisation avait été le renchérissement des prix de revient des produits anglais. Ce renchérissement était dû à ce que tous les organismes économiques de la nation n'avaient pu s'adapter à la nouvelle conjoncture créée par la revalorisation de la Livre. Et, comme l'a dit M. Pirou, après cette revalorisation, tous les prix n'ont pas baissé dans la même proportion.

Ainsi d'après les statistiques, les prix de gros baissaient de 30 % alors que les prix de détail ne fléchissaient que de 11 %.

Un fait était certain : c'est que les produits anglais, d'un prix de revient élevé, ne pouvaient rivaliser avec les autres produits à bon marché de provenances diverses, qui avaient envahi le marché mondial. Mais il ne faut pas voir en la revalorisation la seule cause de ce renchérissement. D'autres raisons intérieures propres à l'organisation économique anglaise, permettent de l'expliquer.

En premier lieu, l'outillage de l'industrie anglaise n'avait pas été renouvelé. Les industriels entendaient utiliser encore de vieilles machines, d'un rendement beaucoup moindre que celui des machines employées par les grandes industries concurrentes. C'était un premier facteur de cherté de la production britannique.

Y contribuait également, le taux élevé des salaires anglais, lesquels n'avaient pu baisser proportionnellement à la hausse du change. En outre ce taux n'était pas compensé par une fabrication en masse, comme aux États-Unis. Il

eut au surplus pour conséquence, l'apparition d'un chômage qui devait être chronique. (1).

M. Siegfried donne, selon le ministère du Travail, une comparaison des salaires anglais et étrangers en 1927 comme suit :

Angleterre	100
États-Unis	175
Canada	150-155
Danemark	105-110
Hollande	85-90
Allemagne	65-70
France	55-60
Belgique	50-55
Italie et Pologne	45-50

En effet, les industriels devant payer cher leur main-d'œuvre, cherchèrent à la réduire le plus possible, espérant ainsi économiser sur le nombre.

Mais il fallait indemniser les chômeurs : cette lourde charge retombait sur le budget anglais. A ces causes, venaient s'ajouter d'autres raisons tout à fait organiques, qui grevaient l'économie anglaise.

Le charbon, élément essentiel de la puissance commerciale de l'Angleterre, commençait à céder sa place dans l'économie mondiale, à l'énergie hydraulique et au pétrole. De cette façon, l'Angleterre perdait la supériorité industrielle qui lui avait été reconnue au 19^e siècle et qui reposait presque uniquement sur son charbon.

A partir de 1927 les exportations anglaises diminuèrent et le déficit chronique de la balance commerciale affecta de plus en plus l'équilibre de la balance des comptes du pays. Pour remédier à ce déficit, l'Angleterre adopta la politique des placements de capitaux à l'étranger. Mais,

(1) Voir A. Siegfried « La crise britannique au XX^e siècle ». Paris, 1931. p. 55.

l'inquiétude économique et politique générale ayant durement atteint la marche des affaires, les crédits exportés devinrent des crédits « gelés » et l'argent ne revint plus. C'est ce qui se produisit en 1931.

Alors l'Angleterre, qui souffrait déjà d'un malaise chronique, tombe dans une situation plus grave que jamais, dont l'origine remonte au krach de New-York de 1929.

Les capitaux placés par les Anglais en Europe Centrale et surtout en Allemagne, y restent immobilisés, notamment à partir de 1931, date du revirement de la politique allemande.

De leur côté, les créanciers de l'Angleterre prennent peur et rappellent leurs propres capitaux. L'or s'évade de la Banque d'Angleterre: du milieu de juillet au 21 août 1931 les ventes d'or et de devises étrangères s'élèvent à 200 millions de livres.

Enfin, le 20 octobre 1931, un communiqué de Downing Street suspend l'application de la Sous-Section II de la Section I du Gold Standard Act de 1925, c'est-à-dire permet à la Banque d'émission de refuser de livrer de l'or en échange de monnaie locale, à toute personne qui se présente à son siège principal. Le lien entre le papier-monnaie et l'or est rompu.

Cette disposition a été régularisée par la loi du 21 octobre 1931, qui n'a pas manqué d'avoir des répercussions directes sur la position des monnaies de plusieurs pays. La situation économique mondiale s'en est donc ressentie.

La France résista plus longtemps à la crise qui la menaçait. Ce n'est qu'en 1931 que les symptômes d'une dépression se manifestèrent d'une façon évidente.

Après la stabilisation de sa monnaie, la France avait suscité la confiance des milieux financiers, de sorte qu'une quantité très considérable de capitaux à court terme étaient venus se placer chez elle. Les capitaux français avaient

eux-mêmes reflué dans leur pays d'origine, et l'argent abondait sur le marché.

L'industrie et l'économie française profitaient dans une large mesure de cet afflux d'argent. La prospérité française se prolongea aussi pour des raisons d'ordre social. C'étaient notamment la meilleure répartition des richesses naturelles, le meilleur équilibre des fortunes privées, la non-évasion des capitaux et le défaut de spéculation exagérée qui garantirent plus longtemps la France contre la crise.

Mais à partir de 1931, des indices annonciateurs se multiplient. A la réduction de l'exportation, qui avait commencé en 1929, et de la production industrielle, qui avait débuté au milieu de 1930, s'ajoute, en 1931, la baisse des produits agricoles; enfin le chômage augmente.

Or la France, pour avoir plus longtemps attendu la crise, a aussi souffert plus longtemps de ses effets. Bien que fidèle à l'étalon or — jusqu'en 1936 — elle était éprouvée dès 1931 par des faits d'ordre monétaire. La dévaluation de la livre sterling et des autres monnaies qu'elle a entraînées dans sa chute — le dollar même en 1933 — a terriblement affecté l'économie française. Celle-ci s'en est ressentie de deux façons.

En premier lieu, les prix français sont devenus relativement très supérieurs à ceux des nations à monnaies dévaluées. M. Nogaro le fait ressortir dans le tableau suivant: (1)

	Années				
	1931.	32	33	34	35
Prix britanniques (prix-or, d'après le Statist)	92	70	66	61	61
Prix des États-Unis (prix-or, d'après le Bureau of Labour)	105	93	75	64	68
Prix français (prix-or, indice des 54 articles)	94	83	79	74	71

(1) Cf. « La Crise économique dans le monde et en France », p. 158.

Les prix français, constamment supérieurs aux prix anglais depuis 1931, dépassent même les prix américains à partir de 1933, date de la dévaluation du dollar. Les exportations françaises diminuent en conséquence.

D'autre part, étant donné le niveau élevé des prix de détail, la vie est chère en France. Certes, elle a baissé par rapport à l'année 1929, mais pas suffisamment, et pas dans la même mesure que dans les pays qui ont dévalué. Il s'en est suivi une diminution sensible du nombre des touristes en France, et une perte proportionnelle portant sur un élément actif non négligeable de la balance des comptes.

Cette situation s'aggrave jusqu'en octobre 1936, époque à laquelle le cabinet Blum dévalue le franc. Mais au moment où nous écrivons, il est encore trop tôt pour juger des résultats de cette dévaluation sur l'économie française.

L'Asie aussi a souffert de la crise. Les pays qui exportaient en Europe et en Amérique tels que le Japon, la Chine, l'Iran... etc... ont été sérieusement touchés par la baisse des prix et la régression de leurs exportations, aussi bien que par la concurrence des produits étrangers pénétrant chez eux à des prix très faibles.

Les pays à étalon-argent, comme l'Iran et la Chine se sont trouvés dans une situation encore plus critique du fait de la dépréciation du métal argent et leur monnaie a perdu une grande partie de son pouvoir d'achat.

Nous parlerons dans la suite de cet ouvrage de la crise économique en Iran.

CHAPITRE III.

Qu'a-t-on fait pour combattre la crise ?

SECTION I. — *Opinions de quelques économistes sur les remèdes possibles à la crise.*

Les économistes sont divisés sur la question des re-

mèdes susceptibles d'atténuer les effets de la crise, selon les causes auxquelles ils attribuent.

Ceux qui n'y voient d'autre cause que la surproduction, c'est-à-dire une augmentation de l'offre, sans rapport avec la demande, proposent de ralentir la production et d'adapter celle-ci aux besoins des consommateurs, compte tenu de leur pouvoir d'achat.

Or, de toute évidence, les besoins des consommateurs sont très élastiques. Si l'on parvenait à élever le «standard de vie» universel des consommateurs, la production mondiale actuelle deviendrait insuffisante au regard d'une consommation ainsi accrue.

Mais il est impossible de prendre le besoin, comme mesure de la production. La production ne trouve à s'écouler que selon la capacité d'achat des consommateurs. C'est donc à cette notion de pouvoir d'achat du consommateur qu'il faut s'arrêter.

Comment réaliser l'adaptation de la production à la consommation c'est-à-dire régler l'offre d'après la demande?

Les économistes, partisans de cette thèse, estiment que la concentration sous des formes telles que le trust, le cartel, etc... constitue un moyen heureux d'étudier les besoins de la consommation et de dresser des statistiques relativement complètes de la production et de la consommation. Seules de telles statistiques, établies avec précision, permettraient d'équilibrer la production et la consommation.

Mais alors intervient l'action néfaste de la spéculation, qui trouble le jeu normal de la loi de l'offre et de la demande sur les marchés économiques. Il en résulte le plus souvent, une demande artificielle excédentaire, qui stimule l'offre, partant la production.

Pour parer à une spéculation excessive, on a préconisé

l'élaboration d'une législation minutieuse sur les opérations de Bourse, afin d'atténuer l'influence de celles-ci sur les divers marchés. Quant aux théoriciens de la « Sous-consommation ouvrière », ils ne voient d'autre planche de salut que dans l'augmentation du pouvoir d'achat de cette catégorie de consommateurs. Pour eux, le mal vient toujours à la demande, jamais de l'offre.

De quelle façon, alors, élever le pouvoir d'achat de cette fraction de la population d'un pays, pour assurer l'absorption des stocks de produits inutilisés.

Sur ce sujet, il y a deux courants d'idées. 1° Certains économistes sont des protagonistes ardents d'une politique de grands travaux publics. D'où intervention de l'Etat et des collectivités publiques.

Les constructions de toutes sortes peuvent rendre sa pleine activité à l'industrie en lui fournissant des commandes. Elle offre alors du travail aux chômeurs et augmente ainsi leur pouvoir d'achat.

Cette thèse a été soutenue, en particulier, par le Bureau International du Travail.

En Angleterre et en France, maints rapports de parlementaires et notamment la Commission de 1908 en France ont recommandé les travaux publics comme étant une mesure très efficace contre la crise.

Par quels moyens, dans cette hypothèse, financer de tels travaux dans une période de dépression?

Les partisans de cette méthode déclarent qu'en temps de crise, les emprunts d'Etat bénéficient d'une faveur considérable, auprès des capitalistes, lesquels, découragés du mauvais rendement des affaires privées, sont tout disposés à prêter leurs capitaux à l'Etat.

2° D'autres théoriciens de la sous-consommation ouvrière, cherchent un remède à la crise dans une transformation radicale des institutions économiques et dans leur

réorganisation suivant des principes socialistes ou collectivistes.

De tels auteurs estiment que les ouvriers ne reçoivent pas une rémunération suffisante en contre-partie de leur travail et que les revenus des entreprises sont mal répartis, selon la formule traditionnelle : rente, profit et salaires.

D'après eux le profit est trop élevé et le salaire ne reçoit pas une part proportionnelle à sa productivité.

Pour faire cesser cette iniquité et augmenter l'importance du salaire, les uns, comme Rodbertus, exigent l'attribution d'une part déterminée de la production au salaire, en faisant valoir que celui-ci reste le même, tandis que la productivité du travail augmente.

M. May entend limiter le profit. Selon lui en assignant au profit un taux invariable, la part du salaire augmentera en même temps que la productivité du travail. (1)

Mais ces idées, une fois suggérées aux partis et aux syndicats, ne se manifestent pas seulement sous la forme de doctrines et de vœux. Elles s'organisent et se transforment en « plans ». Ces plans, selon les auteurs, serviront de moyens d'action, non seulement pour pallier la crise actuelle, mais pour éviter qu'elle se renouvelle dans l'avenir.

Presque tous les syndicats et les partis de gauche ont ainsi émis des vœux et conçu des plans pour remédier à la crise actuelle.

Tous ces plans s'inspirent de la même idée fondamentale, l'insuffisance du pouvoir d'achat des ouvriers, et préconisent les mesures de nature à augmenter ce pouvoir d'achat.

C'est surtout le plan du parti ouvrier belge, conçu et ré-

(1) Voir Théorie de Rodbertus, Théorie de May et leurs critiques par M. Lescure dans son livre : Des crises générales et périodiques de surproduction (4^e édition), pag. 522-526.

digé par H. de Man, qui a attiré le plus l'attention des économistes. (1)

Bien que ce plan fut élaboré selon des concepts nationaux, il ne manque pas d'un réel intérêt général et a servi de modèle à d'autres partis socialistes. M. de Man y revendique « l'institution d'un régime d'économie mixte, comprenant à côté du secteur privé, un secteur nationalisé qui englobera l'organisation du crédit et les principales industries déjà monopolisées en fait ». Puis, par la réalisation d'un plan quinquennal, il envisage de restaurer l'économie belge et d'augmenter de 50 % la capacité de consommation dans les trois premières années et de 100 % à la fin de la cinquième année.

De son côté, M. Edgard Milhaud (2) a fait un projet sur l'augmentation du pouvoir d'achat, projet rendu très intéressant par sa précision. Selon lui, on ne peut arrêter la crise qu'en donnant du travail aux chômeurs dont le nombre s'accroît de jour en jour. D'autre part il cherche des débouchés pour les produits du travail des ouvriers qui ont été embauchés en application de son projet.

Il rejette la théorie de l'intervention de l'État. Il estime que tous les travaux que seraient entrepris par l'État, dans le but de résorber le chômage seraient financés par des augmentations d'impôts ou des emprunts, ce qui se traduirait par un déplacement de capitaux, sans augmentation effective du pouvoir d'achat des consommateurs.

Il a donc imaginé la création d'un pouvoir d'achat nouveau, égal aux salaires touchés par les chômeurs réembauchés, dont le montant absorberait intégralement le produit du travail de ces ouvriers.

(1) Voir: La Crise économique dans le monde et en France de M. Nogaro, pages 281-288.

(2) Cf. E. Milhaud: Un projet d'action immédiate contre le chômage et contre la crise. Création conjointe. (Annales de l'économie collective, mai 1932).

Ceux qui imputent la crise actuelle à une circulation monétaire défectueuse et à une insuffisance d'or ou de crédit, consacrent leurs efforts à chercher un meilleur aménagement du crédit, et à concevoir de nouveaux régimes monétaires ou une répartition différente de l'or. Malgré leur accord de principe, ils divergent dans les détails.

Sir Henry Strakosh croit qu'on peut faire cesser la crise, en entravant la baisse des prix par une répartition rationnelle de l'or. Selon Irving Fisher, la stabilisation des prix peut redresser la situation économique mondiale; à cette fin, il préconise un système d'après lequel l'étalon-or sera remplacé par l'étalon-index. Dans ce système, les prix seront immobilisés et les créances varieront avec l'index (intérêt, escompte, dette en capital et salaires).

Quelques autres économistes de même tendance, sont partisans d'une action sur le taux de l'escompte et prônent l'augmentation des disponibilités monétaires. D'après eux, une politique avisée du taux de l'escompte peut s'opposer à la hausse ou à la baisse des prix. Les banques, par une élévation de ce taux, parviennent à la fois à défendre leur encaisse et à faire échec à une inflation de crédit. Durant une période de hausse des prix, l'élévation du taux de l'escompte obligera industriels et commerçants à vendre leurs produits à bas prix au lieu de présenter leurs effets à l'escompte, ce qui engendrera une baisse générale des prix. Par ailleurs, la hausse du taux de l'escompte en attirant les capitaux étrangers, produit un effet de régularisation sur les cours du change.

En cas de dépression et de baisse des prix, les Banques doivent diminuer le taux de l'escompte ou procéder à des achats de valeurs mobilières: il en résultera une augmentation des disponibilités monétaires au profit du public. Les affaires reprendront et la baisse des prix sera enrayée.

C'est la politique d'argent à bon marché qui fut pratiquée par M. Hoover, pour faire monter les prix aux États-Unis et éviter des liquidations désastreuses. L'action des Federal Reserve Banks fut double : non seulement elles abaissèrent le taux de l'escompte, mais elles achetèrent sur le marché des titres d'État, ce qui créa comme nous l'avons vu, des disponibilités au profit du public. Elles n'obtinrent pas le résultat souhaité.

C'est par application des mêmes principes, mais sur un plan plus réduit, que depuis la crise et la chute de la monnaie anglaise, on a organisé en Angleterre et récemment en France, un fond d'égalisation des changes dans le but de régulariser les changes et de protéger les réserves métalliques de l'Institut d'émission. On vend de l'or et des devises étrangères, lorsqu'il est nécessaire de parer à la chute des cours monétaires et l'on achète dans l'hypothèse inverse.

SECTION II. — *La lutte des pays contre la crise.*

Les traits communs de leurs réactions.

La crise de 1929 sévit et met les organes économiques du monde entier dans un embarras sans précédent. Les pays les plus riches et les plus prospères, aussi bien que les États moins favorisés, se trouvent devant les difficultés insurmontables et s'efforcent d'en sortir avec le moins de pertes possible.

L'histoire nous apprend que dans tous les pays, les moments critiques au point de vue économique sont marqués par des changements politiques des luttes sociales, des grèves, des actes de violence, etc., etc. Bref, on assiste à une vague de secousses qui vont parfois jusqu'à ébranler la situation générale des nations.

Mais la réaction naît du mécontentement général à l'égard de la politique des gouvernants et l'opinion publique intervient.

Chaque fois qu'un pays souffre ainsi de circonstances économiques particulièrement rigoureuses, les divers partis politiques de l'opposition, les syndicats ouvriers, agricoles et autres groupements populaires, profitent de l'occasion pour affirmer au public que c'est l'inaction du gouvernement au pouvoir qui est cause du malaise. C'est l'indice de futures transformations politiques. De nombreux gouvernements se succèdent, apportant chacun un programme détaillé de mesures économiques, chaque programme étant exclusif de chances de salut par tous autres moyens que ceux qu'il préconise.

La guerre a eu pour effet de fausser complètement les rouages des mécanismes économiques fonctionnant dans les pays belligérants ou — comme les États-Unis avant leur entrée en guerre — principaux fournisseurs des belligérants.

Presque tous les pays ont vécu d'une prospérité factice, immédiatement après les hostilités et ont attendu les effets profonds et durables du déséquilibre créé par la guerre pour réagir. Un seul État a devancé les autres dans cette voie et a entrepris des réformes sérieuses avant « La crise ». C'est l'Italie. Dès 1922, avec le mouvement fasciste qui était en apparence purement politique, l'Italie amorce sa reconstruction complète.

D'ailleurs, en y regardant de plus près, on constate que l'économie italienne était la plus éprouvée par la guerre, en raison des transformations que la guerre avait nécessitées dans l'organisation industrielle du pays.

L'industrie lourde italienne avait dû élever considérablement son rendement ; or, immédiatement après la guerre, en 1921, on augurait favorablement de cette surindustria-

lisation, lorsque les deux grandes firmes Ilva et Ansaldo sombrèrent.

Même si des visées politiques hâtèrent la Révolution, on est en droit d'affirmer que cette révolution avait pour cause profonde la situation économique nationale. (Dans les autres pays ce n'est qu'après la crise de 1929 que s'élèvent les luttes sociales, grèves et agitations syndicales accompagnées ou suivies de bouleversements politiques).

Aux États-Unis, le Président Hoover qui ne réussit ni à sauvegarder la « prosperity », ni à empêcher le krach de Wall-Street, l'endettement de l'agriculture et la faillite des banques, céda la place au Président Roosevelt, candidat des démocrates. Ce fut un sérieux échec pour les républicains, le parti le plus fort jusqu'à cette époque.

En Angleterre, le gouvernement travailliste de Mac Donald qui était au pouvoir depuis 2 ans, avait fait tous ses efforts pour relever l'état des affaires, mais accablé par une charge sociale écrasante, il se vit incapable de trouver une issue et, renversé le 23 août 1931, il fut remplacé par un cabinet Mac Donald d'Union Nationale.

En France les différents gouvernements se succédèrent jusqu'à l'avènement du « front populaire » l'arrivée au pouvoir et du cabinet Blum qui se marqua par une certaine évolution vers le socialisme.

L'Allemagne, qui vit quatre gouvernements se succéder à la tâche, tous impuissants à résorber le chômage (1), ainsi qu'à donner satisfaction aux aspirations populaires (2), assista le 30 janvier 1933, à l'avènement du national-

(1) Le nombre des chômeurs en Allemagne arriva à atteindre le chiffre de 5 millions.

(2) Pour l'opinion publique allemande, sagement dirigée, toute la crise allemande et même mondiale était due au Traité de Versailles. D'où la nécessité pour tout gouvernement allemand, de mettre en tête de son programme la suppression du dit Traité et la cessation de ses effets sur l'économie allemande.

socialisme. Cet événement marque un tournant de l'histoire économique et politique de la Nation allemande et constitue le point de départ d'une période dont l'étude sort du cadre de cet ouvrage.

Tous ces changements avaient pour cause première, les difficultés économiques nées de la guerre et la crise de 1929.

Bien entendu, quoiqu'issus de circonstances communes, ils se sont manifestés sous des formes particulières dans chaque pays. Les pays essentiellement industriels assistaient à la détresse de leur industrie tandis que les pays agricoles pensaient que le malaise dont ils souffraient, avait son origine dans la situation de l'agriculture.

Chaque Etat chercha à réagir. Tous les gouvernements, après avoir triomphé de leurs adversaires, faisaient valoir l'échec de leurs prédécesseurs devant la conjoncture économique, et proclamaient leur meilleure volonté et l'efficacité des armes dont ils comptaient se servir pour lutter contre la crise.

Roosevelt dénonçait aux Américains les piteuses tentatives de Hoover pour conserver la « prosperity » et leur rappelait que ce dernier n'avait su empêcher aucun désastre.

Hitler adoptait la même attitude à l'égard de ses antagonistes.

Mais une fois au pouvoir, quelles mesures ont-ils prises eux-mêmes pour combattre la crise ?

Puisque la crise était mondiale, ne valait-il pas mieux se concerter entre nations pour prendre les mesures communes, propres à rétablir la prospérité dans chaque pays.

Ce n'est cependant qu'après huit ans d'expériences plus ou moins stériles que l'Angleterre, la France et les Etats-Unis se sont persuadé que les efforts isolés de chaque pays étaient impuissants à conjurer le mal et ses

effets durables et qu'il était nécessaire de collaborer.

Ces trois Etats alignent leur monnaie en 1936, lors de la dévaluation française. Ils cherchent, par une action commune, à libérer le commerce mondial de ses entraves, lesquelles ont aggravé la situation économique mondiale. Enfin c'est vers un ensemble de mesures internationales qu'ils orientent leurs efforts.

Et pourtant jusqu'à ces derniers temps, malgré les recommandations des conférences économiques et les résolutions d'un organisme économique international, le B.I.T., presque toutes les décisions internationales sont restées lettre morte.

Chaque pays vise à défendre son économie propre, mais dans toutes les mesures prises, on trouve des traits communs que nous allons dégager et examiner brièvement.

Paragraphe a) — L'intervention de l'Etat.

Après la crise, le monde connaît des années extrêmement rigoureuses ; les peuples souffrent d'une misère incroyable. Le mal est si aigu qu'il menace d'ébranler la structure sociale et économique de l'univers entier.

Toutes les branches de l'activité économique étaient atteintes. L'industrie avait encore des moyens de produire, mais elle ignorait quel serait le sort de ses produits. Elle continuait donc à produire sans aucun espoir dans l'avenir.

L'agriculture, qui souffrait déjà de la mévente dès avant 1929, a connu un marasme tel, que les prix pratiqués sur les marchés étaient inférieurs aux prix de revient.

Le monde entrevoyait un avenir sombre. Que devait-on faire en présence d'une telle situation ? Fallait-il laisser la crise se résorber d'elle-même ? La politique du « laissez-faire » était-elle encore acceptable ?

Fallait-il s'en remettre à l'ingéniosité des dirigeants et

leur faire une confiance absolue sur les moyens à employer pour rendre une activité nouvelle aux transactions et rétablir les échanges internationaux ? Mais l'opinion générale ne s'accommodait pas d'une telle résignation. On était convaincu que les dirigeants de l'économie de chaque Etat ne pouvaient agir que dans le sens le plus conforme à des intérêts particuliers et que leurs conceptions trop étroites étaient pour une bonne part dans le désastreux état de choses dont on pâtissait partout.

Or, lorsqu'un régime économique quelconque ne fonctionne régulièrement, on le dénonce comme périmé et des théories nouvelles s'échafaudent.

Il faut donc chercher quelle force supérieure pourra maîtriser les instincts individualistes et agira dans l'intérêt général. Seul l'Etat peut jouer ce rôle. Ce sentiment se fait jour dans tous les pays et l'Etat commence à prendre sous son contrôle, la direction de l'économie. On attend de lui des initiatives hardies et courageuses.

Aux Etats-Unis le président Roosevelt exprimait ainsi la pensée du peuple américain tendant à bannir la politique du « laissez-faire ». « Cette attitude à l'endroit de notre politique économique exige non seulement plus de stoïcisme, mais plus de foi dans le caractère immuable des lois économiques et moins de confiance dans l'aptitude de l'homme à maîtriser ce qu'il a créé que je n'en ai pour ma part ».

On constate après la guerre une étatisation d'un grand nombre d'économies nationales, provoquée par la misère publique et pour d'autres, par l'influence croissante des idées collectivistes. Elle se généralise après 1929. L'Etat dirige, contrôle ou surveille le fonctionnement de tous les organes économiques du pays. C'est le régime de l'économie « dirigée ». Ce régime s'applique de différentes manières selon les pays. Les gouvernants de chaque Etat

n'ont en effet pas pris les mêmes voies pour atteindre le même but.

Aux États-Unis, le Président Roosevelt a succédé à M. Hoover et à sa conception personnelle de l'économie dirigée, le 4 mars 1933. Il a cherché non seulement à lutter contre la crise qui sévissait, mais aussi à reconstruire l'économie américaine de façon que la situation dont on se plaignait ne réapparût plus à l'avenir. Il a dit lui-même : « et maintenant notre tâche est d'exploiter les ressources de l'outillage existant, de retrouver des débouchés à l'étranger pour la part de production qui excède nos besoins, de résoudre le problème de la sous-consommation, ou d'ajuster la production à la consommation, de répartir plus équitablement la richesse et les produits et de transformer notre organisation économique actuelle en un instrument au service du peuple ».

Mais le Président Roosevelt n'a pas cherché à réaliser son programme selon un plan d'ensemble définitif et immuable ; il savait bien qu'en présence d'une pareille catastrophe, on ne peut trouver de solution d'après une recette unique et soigneusement établie suivant les doses de ses éléments composants. C'est lui-même qui explique (1) : « Ce qu'il faut au pays, ce que celui-ci exige, ou alors je me trompe fort sur ses dispositions, c'est une expérimentation hardie et persévérante. Le bon sens commande de choisir une méthode et d'en faire l'essai ; si elle échoue, reconnaissons le franchement, et essayons — en une autre —. Mais ce que importe par dessus tout, c'est de tenter quelque chose ».

Il a commencé par des mesures urgentes pour empêcher l'aggravation de la misère. Mais ainsi qu'il l'affirmait, sa tâche principale était « d'édifier... une prospérité plus durable ».

(1) Cf. I.a Reconstruction économique et sociale aux États-Unis.

C'est dans ce sens que l'expérience Roosevelt a dirigé ses principaux efforts. Roosevelt était convaincu que l'équilibre entre l'économie américaine et l'économie mondiale, était rompu du fait de l'extension démesurée du commerce extérieur, due à la guerre et à la réparation des dommages de guerre, qu'il fallait donc ramener la production américaine dans des limites normales.

Quant au marché interne, il était également à réorganiser, de manière à rétablir l'harmonie qui doit exister entre les différentes branches de la production. Dans un pays tel que l'Amérique, chaque branche de la production assure la consommation d'une partie des produits des autres branches, de telle sorte que lorsqu'un de ces éléments perd son pouvoir d'achat, l'harmonie de l'ensemble est détruite, en plus de la perte partielle encourue.

Ce dérèglement du mécanisme économique interne des Etats-Unis a pris naissance dans l'agriculture. Depuis la guerre, et surtout après la crise, à la suite de l'avalissement général des prix et de la disparition des débouchés, les produits agricoles se sont vendus à des prix insignifiants et l'agriculture américaine a ainsi perdu la majeure partie de son pouvoir d'achat.

Le revenu brut de l'agriculture, qui était en 1929 de 11.918 millions de dollars, est tombé en 1932 à 5.143 millions. On peut facilement observer les résultats désastreux de cet appauvrissement sur l'économie américaine. Il fallait donc absolument tenter de relever les prix des produits agricoles. Toutes les mesures prises dans ce but par le Président Hoover, ne s'étaient pas attaquées au nœud du problème, qui était la surproduction. C'est bien ce qu'on lui avait reproché.

Aussi le Président Roosevelt, après l'abandon de l'étalon-or et la dévaluation volontaire du dollar, qui était essentiellement destinée à relever les prix intérieurs,

(quelles qu'en dussent être les conséquences sur le cours des changes) entreprit une réorganisation complète de l'économie interne, basée sur la réduction immédiate de la production. La partie fondamentale de son programme fut votée sous le nom d' « Agricultural Adjustment Act » (A.A.A.) ou Charte de l'Agriculture, comportant une loi sur le contrôle de la production, des accords de vente, une loi sur les hypothèques agricoles et enfin, une loi concernant le crédit agricole.

Mais l'intervention de l'État, dans l'expérience Roosevelt, ne s'est pas limitée au problème agricole. Le gouvernement a élaboré et rapidement fait voter par le Congrès la loi de « redressement industriel national ». Le Président Roosevelt, en signant cette loi, a déclaré que : « l'Histoire verra probablement dans la loi du redressement industriel national, la mesure législative la plus importante que le congrès des États-Unis ait jamais votée ».

Le but de la loi apparaît nettement dans les termes employés par Donald R., conseiller général de l'Administration nationale : « La loi de redressement a pour but immédiat, le réemploi des chômeurs et l'accroissement de leur pouvoir d'achat. Mais ces mesures d'urgence doivent constituer la première étape d'une action continue sur la stabilisation de l'industrie... ».

L'objet constant de la loi, ouvertement exprimé dans l'exposé des motifs, est d'assurer le bien-être général, en encourageant la réorganisation de l'industrie en vue d'une coopération entre les groupes industriels, d'établir et de maintenir l'unité d'action des travailleurs et du personnel dirigeant des entreprises, moyennant des sanctions et un contrôle gouvernemental adéquat.

Le vote de cette loi a permis au gouvernement de soumettre les entreprises commerciales et industrielles à des règles conventionnelles, afin d'embaucher le maximum de

travailleurs et de contribuer à l'augmentation de leur pouvoir d'achat. En même temps et par les mêmes conventions, les gouvernants ont cherché à mettre fin aux concurrences déloyales qui nuisent grandement à la situation générale de l'industrie.

En résumé, on peut dire que l'intervention gouvernementale aux Etats-Unis a été réalisée dans des conditions tout à fait particulières à ce pays. Elle a été conditionnée par la crise et ses conséquences; elle a tendu à reconstruire l'économie américaine sur des bases solides et durables et à rétablir l'harmonie entre ses éléments.

Passons maintenant en Europe.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, l'intervention de l'Etat dans l'économie interne s'est généralisée dans presque tous les pays.

En Europe, comme en Amérique, et surtout dans les pays à régime autoritaire, c'est l'Etat qui assume la direction de l'économie.

Notons qu'en Allemagne, déjà au 19^e siècle et longtemps avant les réalisations dont nous sommes témoins aujourd'hui, il y a eu des tendances vers l'organisation de l'économie du pays, sous le contrôle ou suivant les directives de l'Etat.

Tandis qu'en France, en Angleterre et aux Etats-Unis, trusts et cartels apparaissaient comme des organismes ennemis du bon marché et prohibés par la loi, on essayait en Allemagne de grouper et d'ordonner les forces productives du pays.

Mais si cette volonté d'organisation a déjà existé, l'esprit qui préside actuellement aux institutions économiques des Etats autoritaires, tels que l'Italie et l'Allemagne, est tout nouveau. Il obéit plus, à des visées politiques qu'au souci de remédier à une situation économique gravement éprouvée.

Les chefs de l'Etat national-socialiste, à leur arrivée au

pouvoir, s'élèvent énergiquement contre les erreurs du passé. Ils promettent de rétablir la confiance dans le pays, de rénover l'économie du Reich et de rendre la vie aux affaires. Ainsi que le déclare le docteur Schmitt, Ministre de l'Économie du Reich, pour mener à bien une pareille tâche « il ne faut pas compter sur des méthodes artificielles, mais ranimer toute l'économie allemande ». Pour les nouveaux dirigeants, c'est une erreur certaine de concentrer l'activité entière du pays dans un petit nombre d'organismes tels que cartels et trusts, qui, dépositaires d'une puissance considérable, ne manqueront pas d'instaurer à leur seul profit une sorte de féodalité économique et financière.

La centralisation doit s'opérer entre les mains de l'État et au profit de l'intérêt général de la *Nation*. On trouve les traits caractéristiques de la doctrine économique du national-socialisme dans le discours prononcé le 11 février 1935 par le D^r Schacht, qui dit notamment : « Seul l'État peut être au gouvernail ; c'est pourquoi la nouvelle organisation économique a été subordonnée au Ministre de l'Économie. »

Des mesures de lutte contre le chômage, une politique agraire, une politique de relèvement des salaires, des efforts pour réorganiser l'artisanat et l'industrie, la création d'une classe moyenne, une réglementation concernant le commerce et les transports, enfin la réorganisation des finances publiques : tels sont les points essentiels du programme économique du nouveau Reich. (1)

En Italie de même, c'est l'État qui dirige l'économie du pays. La doctrine fasciste donne à l'État le pouvoir le plus absolu : les individus et les groupes doivent s'effacer devant cette puissance suprême. Ils ne sont que le « relatif en face de l'État absolu », a dit M. Mussolini dans l'exposé de sa

(1) Cf. « L'organisation économique et sociale du 3^e Reich par Alexandre Tillman. Paris, 1935.

doctrine. Seul l'Etat peut assurer (même au point de vue économique) la suprématie de l'intérêt collectif sur les intérêts particuliers. Mais les mêmes principes veulent que les pouvoirs publics n'interviennent pas directement : ils auront pour mission de suppléer les initiatives privées, lorsque celles-ci seront défailtantes ou contraires à l'intérêt collectif de la nation. Le rôle de l'Etat est d'organiser des groupes et de collaborer avec les individus, au mieux des intérêts généraux.

Ce rôle de l'Etat en Italie a commencé à s'exercer avant la crise de 1929. Des subsides ont été directement alloués à certaines entreprises et à certains organes, qui étaient dans un état en détresse préjudiciable à l'intérêt national. Le fascisme s'est appliqué à réaliser les conditions les plus favorables au développement de l'économie italienne.

Mais l'âpreté de la crise et la rigueur de ses effets en Italie, jointes à d'autres considérations purement nationales, ont obligé l'Etat italien à intervenir dans les affaires privées, dans une plus large mesure que ne l'exigeait la doctrine. Une des propositions essentielles de cette doctrine était l'abandon de l'économie libérale et de ses principes, jugés surannés, stériles et inopportuns, impuissants en tout cas, à conjurer la crise. Le fascisme estimait même, que le libéralisme avait engendré les abus du capitalisme.

M. Mussolini a écrit : « C'est l'Etat seul qui peut résoudre les contradictions dramatiques du capitalisme, et ce qu'on appelle la crise, ne peut être résolu que par l'Etat et dans l'Etat. »

D'après la doctrine fasciste, la meilleure méthode pour ranimer les affaires dans le cadre des intérêts généraux et pallier les abus du capitalisme, c'est de rénover l'économie du pays selon une organisation méthodique qui atteindra, à son stade définitif, la forme corporative. C'est vers cette forme et ce système, que l'économie italienne s'achemine,

et si la crise actuelle n'avait pas ralenti son évolution, sans doute cette rénovation serait aujourd'hui terminée. (1)

Si, dans les deux pays précités, l'intervention de l'État est poussée à l'extrême, elle ne se développe pas moins sûrement, quoique plus lentement, dans d'autres États attachés davantage aux conceptions libérales.

L'intervention de l'État se manifeste alors, par un contrôle étroit du commerce extérieur et surtout par la limitation des importations au moyen d'une politique de contingentements. Nous consacrerons le paragraphe suivant à cette matière.

D'autres formes d'interventions sont à mentionner, telles que le contrôle des changes, la taxation des prix de certains produits agricoles, l'institution de monopoles d'État, la création d'offices etc... Nous nous abstenons d'entrer dans les détails, pour ne pas sortir du cadre de cette étude.

Paragraphe b). — Le système du contingentement.

Si les interventions de l'État se sont multipliées dans tous les pays du monde, dans le but de donner un nouvel essor aux diverses économies nationales et de lutter contre la crise, ce système a abouti à créer de nouvelles formes de protectionnisme.

Nous avons vu quels avaient été les effets de la guerre sur l'économie mondiale. Une demande démesurément accrue avait engendré une surproduction, qui devait rapidement provoquer une crise d'une violence insoupçonnable. Il en est résulté une paralysie soudaine des échanges internationaux et de l'activité économique tout entière. Chaque pays a cherché alors une solution satisfaisant son seul intérêt national. D'où un désir de préservation contre la

(1) Conférence faite par M. Georges Roumilhac, le 16 mars 1934, devant la société des anciens élèves et élèves de l'École libre des sciences politiques.

concurrence étrangère et le monde est ainsi revenu au protectionnisme le plus égoïste.

Jadis ce régime économique se manifestait sous forme de prohibitions d'entrées, d'élévation des droits de douane, de primes à la production nationale, etc., mais ces formes qui subsistent après la crise jusqu'en 1931, n'ont pas répondu aux exigences d'une conjoncture nouvelle, particulièrement déplorable. On les abandonne donc et à partir de 1931, le protectionnisme prend des aspects nouveaux. Il s'applique même aux mouvements des capitaux, qui est intense. En effet les pays, débiteurs ou créanciers les uns des autres, cherchent à se procurer les devises nécessaires à leurs paiements et pour cela forcent leurs ventes à l'étranger. Tous les moyens leur sont bons, pour introduire leurs produits sur les marchés extérieurs et ils y réussissent dans une certaine mesure. Il s'ensuit une réaction nationale dans chaque pays. On s'applique à découvrir les procédés de production les plus efficaces. Le système des contingents s'avère l'un des meilleurs moyens de résister à l'invasion des marchandises étrangères.

Ses partisans font valoir qu'il a non seulement pour résultat de protéger la production nationale, mais qu'il empêche aussi l'exode des monnaies vers les pays exportateurs.

Le protectionnisme, sous son nouvel aspect, réduit au minimum les importations, tandis qu'il encourage les exportations et même au besoin le « dumping ». En outre de nombreuses restrictions sont apportées au commerce des devises. Cette double action est particulièrement remarquable en 1931.

Le contingentement du commerce des marchandises et la réglementation des mouvements des devises et de capitaux, ont été imaginés et pratiqués pour la première fois par les mercantilistes. Mais ce protectionnisme nouveau-né,

était très rudimentaire et son champ d'action très restreint. Il n'avait pas -- il s'en faut -- les mêmes répercussions qu'aujourd'hui.

Actuellement cette pratique est généralisée : elle donne lieu à une restriction du commerce universel. On l'a poussée dans les détails les plus extravagants. Si elle est apparue concurremment avec les divers modes d'intervention de l'Etat dans la politique économique des nations, c'est qu'elle exigeait précisément une organisation fortement centralisée de chaque économie nationale. Elle a même renforcé l'intervention de l'Etat.

Sans vouloir nous engager dans une discussion minutieuse des avantages et inconvénients de tels procédés, nous concluons en citant les paroles de M. Roger Picard (1) : « Le commerce mondial souffre d'une maladie de la circulation ; ce n'est pas en le ligotant qu'on le guérira ».

Paragraphe c). — Vers l'autarcie économique.

Pour combattre la crise, les efforts pouvaient s'exercer dans deux directions différentes : ou bien vivre sur soi-même, en se restreignant par conséquent, ou bien (ce qui était mieux) tendre vers une coopération internationale : cela consistait à créer des régions économiques spécialisées, de manière à faciliter l'écoulement international des marchandises et à prendre toutes mesures semblables. Mais les tentatives faites de ce côté restèrent infructueuses ; ce fut le premier courant qui l'emporta. L'activité mondiale s'est ainsi orientée vers le nationalisme économique intégral et la protection des marchés intérieurs. Nous l'avons vu, toutes les interventions des divers gouvernements ont tendu à renforcer cette politique, donc à anémier de plus en plus le commerce international. Cha-

(1) Cf. « Le Capital ». Supplément économique du 5 mars 1932. Le commerce international des denrées alimentaires et le contingentement.

que pays, agissant selon son propre intérêt, n'a cherché qu'à diminuer le montant de ses achats à l'extérieur. Pour y parvenir il fallait à chacun des ressources naturelles, ou bien il devait se résigner à créer les succédanés des produits qui faisaient défaut. Le monde a évolué, sous l'influence d'un idéal d'autarcie économique.

Chaque communauté songeait à se suffire à elle-même, à produire chez elle tout ce qui était nécessaire à sa propre consommation et à se passer de tout ce qui provenait d'autres communautés, elles-mêmes hostiles aux produits d'origine étrangère.

Ce concept n'a pu, que contrarier davantage le libre jeu des lois économiques, en augmentant encore la surproduction, l'une des causes définitives de la crise. Les pays qui étaient opposés a priori, à de telles pratiques, ont dû s'y soumettre, par mesure de défense personnelle devant le nombre croissant de leurs partisans.

C'est évidemment dans les pays à forme autoritaire, tels que l'Italie et l'Allemagne, que la politique d'autarcie économique des *contingentements et du contrôle du marché des devises* a été appliquées avec le plus de rigueur.

Le Chancelier Hitler a pu dire, dans son discours de Nuremberg en 1936, que l'Allemagne produirait au bout de quatre ans dans ses laboratoires, tous les produits destinés à remplacer les matières premières qui lui manquent.

En Italie, le Conseil fasciste de 1936 a décidé que le pays devait donner à son activité économique, une telle force, que tous ses besoins puissent être satisfaits par le pays même et qu'en peu de temps, il parvienne à se passer de l'étranger.

Mais peut-on croire que les efforts accomplis, pour renforcer l'indépendance économique d'un pays et réduire dans la même mesure le commerce international, auront quelque effet sur la crise ? N'auront-ils pas pour résultat

d'allonger les listes de produits artificiels déjà très importants et de surcharger encore les marchés étouffés par la surproduction ?

Nous parvenons ainsi au terme de la première partie de notre ouvrage sur la crise et l'évolution économique mondiale après la guerre. Les années comprises entre la fin de la guerre et les jours actuels sont remplies d'événements nouveaux, de changements brusques, et marquées par une nervosité économique jusqu'alors inconnue.

L'histoire de cette période doit nous intéresser, non seulement pour la connaissance du passé, mais nous devons en tirer une leçon pour l'avenir.

Malheureusement, un exposé détaillé d'événements si intéressants excéderait les limites de notre étude. Nous comptons en effet, consacrer la majeure partie de cet ouvrage à la crise actuelle et à ses répercussions dans notre pays.

Nous allons donc étudier dans les trois parties qui vont suivre : la crise économique en Iran, partie essentielle de notre sujet, et les réactions de l'Iran en présence des effets de cette crise.

DEUXIEME PARTIE

La Crise et l'Economie Iranienne. Généralités.

L'Iran, pays de plus de 1.600.000 Km², était resté jusqu'à ces dernières années, essentiellement agricole. (Il présente de vastes plateaux exposés à des climats différents, de sauvages et riches forêts au nord et à l'ouest. Des vallées très fertiles que dominent de hautes montagnes, entourent la partie centrale du pays). Malgré l'insuffisance et parfois le manque d'eau dans le centre et dans le sud, notre pays était resté attaché à son agriculture traditionnelle, quoique bien routinière; tout allait à la culture, aussi l'utilisation des ressources naturelles était incomplète, le rendement de notre outillage, d'ailleurs primitif, était très faible et la main-d'œuvre peu habile. Le commerce extérieur de l'Iran, dans le domaine de l'exportation, se traduisait par quelques échanges de produits agricoles qui ne répondaient pas du tout aux exigences des marchés mondiaux, ni à nos besoins de produits fabriqués. L'industrie jusqu'à ces dix dernières années, était restée familiale et artisanale. La seule branche prospère de notre industrie nationale était le tapis. Nous étions dans la nécessité d'importer toutes sortes de produits fabriqués.

Avec de pareilles données, la vie économique de notre pays était très instable et à la merci de nos exportateurs et des importateurs étrangers. Nous étions obligés d'ache-

ter ou de vendre, souvent dans des conditions défavorables. Le manque d'organisation professionnelle, la concurrence des exportateurs nationaux et d'autres causes encore, nous amenaient à une situation, de jour en jour plus grave.

Examinons brièvement les causes essentielles de cette anarchie économique.

Tout d'abord, et ce point est à souligner : *c'était l'absence d'un gouvernement fort connaissant ses devoirs et accomplissant sa tâche*. Faute d'une autorité centrale forte et d'une bonne administration, le pays était tombé dans l'anarchie politique et économique.

A cet élément principal s'ajoutaient la pénurie des moyens de communications et la cherté des transports. Une partie des exportateurs des provinces riches du nord ne connaissait d'autres marchés que ceux de la Russie. Si pour une raison quelconque, la Russie avait décidé de ne plus acheter chez nous, la production de ces provinces n'aurait pu avoir aucun autre débouché. Les échanges des provinces du centre et du sud se faisaient aussi pour une bonne part avec les pays voisins. Quelques articles, comme le coton, la laine, l'opium et surtout les tapis, avaient des débouchés mondiaux et pouvaient diminuer le déficit chronique de notre balance des comptes.

Mais l'avènement de Paphlavi, Sa Majesté Impériale le Shahinshah, ouvre une ère nouvelle dans l'histoire de l'économie iranienne.

Après un effort suivi pour la réorganisation de l'administration et de l'armée, afin de donner une sécurité parfaite au pays, l'amélioration de l'économie prend une grande place dans le programme d'action gouvernementale.

La crise contemporaine avait déjà éclaté. Fort heureusement ses répercussions se manifestaient sur l'économie iranienne, juste au moment où le Gouvernement actuel,

avec une volonté résolue, avait déjà commencé à éliminer les éléments défavorables de notre organisation économique. Le réseau routier ancien était réparé; des routes nouvelles étaient construites. La construction d'un chemin de fer Transiranien était en voie d'exécution.

Dans le domaine de l'organisation économique, le Gouvernement prend le « commandement des opérations » et applique un système d'économie dirigée. Désormais, l'équilibre de la balance des comptes doit s'établir. Une série de lois portant sur le Monopole du Commerce extérieur, l'institution des contingentements, la réforme de la monnaie, etc., etc., montrent que l'œuvre du Gouvernement est en voie d'exécution.

Mais la restriction des débouchés de nos produits d'exportation vient à s'aggraver, par suite de la crise mondiale et de la réduction des achats de la Russie.

D'un autre côté, nos importations de produits fabriqués augmentent, par suite de la construction de voies ferrées et d'achats au dehors, pour le compte de l'armée. Tout cela est susceptible de menacer notre balance des comptes.

C'est pourquoi, le grand maître de l'économie décide de diminuer nos importations en produisant dans le pays même quelques articles comme le sucre, les cotonnades, les fils et tissus, de laine, le thé, etc. Il en résulte qu'au moment où nous écrivons ces lignes, si l'équilibre de la balance des comptes n'est pas encore rétabli, par suite de la situation économique mondiale qui supporte encore les conséquences de la crise, cela ne tardera pas. Notre pays est en pleine évolution économique et industrielle. Les organes productifs de notre économie ont subi une telle rénovation, que l'on veut avoir tous les espoirs dans l'avenir de l'Iran.

CHAPITRE I.

La structure économique de l'Iran.SECTION I. — *Le milieu économique et les richesses naturelles.*

Paragraphe a) — Le Climat et l'Agriculture.

L'IRAN est situé entre le 25° et 40° de latitude Nord et va du 41° 30' jusqu'au 61° de longitude de Paris. Ce pays est remarquable par une variété considérable dans tous les domaines naturels : climat, altitude, qualité de terres. Ces facteurs ont évidemment une grande influence sur les aptitudes économiques du pays. Il a une très grande superficie avec des altitudes différentes qui atteignent dans la plaine (que forme l'immense plateau de l'Iran) 2.500 mètres au dessus du niveau de la mer, ce qui lui donne un climat très variable. Situé entre la Mer Caspienne au Nord, le Golfe Persique et la Mer d'Oman au Sud — avec une différence de 15° de latitude entre la Mer d'Oman et la Mer Caspienne — on peut le diviser en deux régions bien distinctes : l'une sèche et l'autre humide.

La région du Nord sise au bord de la Mer Caspienne constitue les trois Provinces de : GUILAN, MAZENDARAN, ESTERABAD. Cette région est assez humide, on a évalué la quantité moyenne de pluie à 75 cent. Elle est au large de la mer et séparée du centre du pays par la chaîne de l'ALBORZE. Très haute, avec le sommet du DAMAVAND (5.671 mètres), elle empêche la pénétration des vapeurs d'eau dans le centre du pays. Ces vapeurs restent sur la région côtière, et rendent cette partie du pays assez humide. L'abondance des pluies et la bonne qualité des terres en ont fait une région, célèbre par ses forêts luxuriantes et son agriculture très riche. Le riz, le

coton, le blé et depuis peu le thé et le tabac, s'y cultivent abondamment; les oliviers, les arbres fruitiers et surtout les orangers y poussent facilement et se rencontrent sous la forme de forêts.

Les grandes forêts et les vastes prairies offrent à cette région, la possibilité d'un grand élevage d'animaux. La proximité de la mer et les rivières qui la traversent pour se jeter dans la mer, lui donnent de riches pêcheries. Cette proximité de la mer donnait à cette région un autre avantage qu'elle a perdu ces derniers temps, c'était la facilité de commercer avec la Russie et une partie de l'Europe occidentale. Quoiqu'il en soit, cette région reste une des parties les plus riches du pays.

2° L'autre région celle du sud est située au bord du golfe persique. Le littoral est aussi très humide, mais la chaleur brûlante de 10° à 50° et les vents secs qui viennent du désert de l'Arabie, empêchent la tombée des pluies. On a évalué la moyenne des pluies à 30 cent. Cette région a plutôt un climat tropical qui convient à la culture des plantes exotiques et surtout des dattiers. Mais une partie de cette région, la province de Khouzestan, que traverse le fleuve « Karoune » est une des parties les plus riches du pays, grâce à la fertilité de son sol. Mais l'absence d'une bonne irrigation n'a pas permis, jusqu'à ces derniers temps, de la mettre en valeur. En dehors de la côte, le reste du pays est très sec. Le centre de la plaine de l'Iran est entouré au nord, à l'ouest, au sud et en partie à l'est, par des hautes montagnes qui, nous l'avons vu, s'élèvent jusqu'à 5671 mètres (pic de Damavand dans le nord). La qualité des terres de la plaine centrale du pays n'est pas la même partout. Une partie est un désert s'étendant sur plus de 400.000 kilomètres carrés et comprenant les régions de Kaviré-Loute, et de Dachté Kavir; la terre sèche, poudreuse et très salée, est inutilisable pour toute sorte de culture.

Cette région a une altitude moyenne de 300 mètres. Le reste est un plateau avec une altitude qui atteint parfois 2500 mètres et en moyenne 1200 mètres; les hautes montagnes qui l'entourent, empêchent les vapeurs d'eau d'y pénétrer et par conséquent, il a un climat très sec. La quantité de pluie ne dépasse pas 0,25 cent. Mais la partie qui n'est pas dans le désert, a une terre très fertile et les plantes des régions tempérées y poussent abondamment. On y cultive toutes sortes de céréales, du coton, du tabac, des légumineuses, des betteraves à sucre etc...; on y voit beaucoup moins de forêts que dans la région du nord.

Voyons maintenant l'influence de cette diversité d'aptitudes naturelles, sur la structure économique du pays. Des terres fertiles et assez vastes, sous des climats et des altitudes différentes, donnent au pays une variété de produits abondants, suffisante pour en faire un grand pays agricole. Les chefs des plus grandes dynasties, pour développer la prospérité générale, ont toujours commencé par améliorer la situation agricole. L'agriculture a toujours été considérée comme la plus grande richesse naturelle du pays. Mais si le sol est très favorable à l'agriculture, il y a une ombre à ce tableau, qui se rend très difficile le travail agricole: c'est la sécheresse et le manque d'eau dans une partie du pays. Le sol abondant de l'Iran sauf la région de la mer Caspienne n'a pas d'eau en quantité suffisante pour être cultivé. La sécheresse du printemps et de l'été rend nécessaire l'irrigation. On sait que la question de l'irrigation des terres a toujours eu une importance capitale dans la vie agricole de ce pays. Les rois les plus avisés ont consacré des efforts considérables à l'utilisation de l'eau des fleuves ou de la pluie qui tombe en hiver. Sous la dynastie de Sassanides, les grands rois s'intéressèrent beaucoup à ces travaux. Sapor 1^{er} ordonna la construction d'une très grande digue, près de la ville de Grondi-Chapour (où fut emprisonné l'empereur

romain Valérien), pour emmagasiner l'eau des pluies et s'en servir, pendant la saison sèche. Même dans les régions traversées par les fleuves et les rivières, ces eaux fluviales, ne peuvent pas dans toutes les saisons servir normalement, sans un travail préparatoire d'irrigation du sol. Il faut toujours faire monter l'eau par des barrages, de sorte que la construction des ponts et des barrages a pris une place quasiment religieuse dans l'opinion iranienne.

Souvent de grands rois et des gens riches ont laissé un témoignage de leurs bienfaits, grâce à l'édification de grands ponts que, malheureusement, le manque d'entretien ruine.

On peut encore voir « Bandé-Amir », construit sur l'ordre de l'Amir Azedod-Dowleh, en-dessus de la rivière de Kor, près de Persépolis.

Mais les Iraniens avaient trouvé d'autres moyens de se procurer de l'eau: ils amenaient les eaux de source à la surface au moyen de puits et de canaux (1) souterrains qu'on appelle « ghanate ». C'est le moyen le plus pratique pour l'irrigation des régions du centre.

Avec son immense étendue de terres, l'Iran demandait un effort considérable pour son irrigation. Cet effort était toujours fourni pendant les époques de tranquillité et le pays était alors considéré comme un centre agricole de premier ordre: ses produits variés faisaient sa richesse.

Après la dynastie des « Safavides » et l'invasion des Afghans, le pays tomba dans l'anarchie, les querelles intérieures et la lutte entre les différents prétendants au trône firent oublier leur importante tâche, aux dirigeants du pays; les préoccupations économiques passèrent à l'arrière-plan. Personne ne pensait à l'agriculture ni à l'irrigation. Si on voyait encore construire des Ghanates

(1) Voir: « Le régime agraire de la Perse », Paris 1935, de M. Sandjabi.

ou faire procéder à quelques travaux pour l'irrigation, c'était l'œuvre de gens charitables, mus par un esprit de bienfaisance.

En ce qui concerne les outils et les instruments de travail agricole, ils étaient restés toujours primitifs et rudimentaires. Les agriculteurs persans ne connaissaient jusqu'à ces derniers temps ni la science moderne de la production agricole, ni l'emploi des engrais chimiques. Bref, avant l'évolution économique actuelle, commencée à l'avènement du Pahlavi, l'Iran était toujours un pays agricole, mais possédant des instruments de travail rudimentaires. Sa production agricole lui servait non seulement pour la consommation intérieure, mais aussi comme monnaie d'échange avec l'extérieur.

Paragraphe b) — Les richesses du sous-sol.

Il nous reste maintenant à voir les richesses du sous-sol. La richesse générale de notre pays est faite, non seulement de ses produits agricoles, mais aussi de ses ressources minières.

Le sous-sol est très riche grâce à l'abondance des gisements miniers. Ce qui pourra faire un jour de l'Iran un des pays les plus industrialisés du monde. L'exploitation traditionnelle et les dernières recherches faites scientifiquement, révèlent l'existence de gisements de cuivre, de fer, de charbon, de pétrole, de plomb, de nickel, d'étain, d'or, etc...

Le cuivre et le fer étaient toujours connus et exploités, même aux temps les plus reculés, mais avec des procédés non moins anciens. On exploitait dans les mêmes conditions, le charbon qui servait à la consommation intérieure.

Le pétrole était aussi connu dès la plus haute antiquité. Hérodote raconte que, dans la région de Sauchtar, on

l'utilisait en le brûlant dans des lampes. Mais il n'avait jamais été l'objet d'une grande exploitation, avant la concession accordée à Williman Knox au sud de l'Iran, qui est devenue celle de la société « Anglo-Iranian Oil C^o ». (1)

Après cette 1^e concession, on en a accordé encore deux autres à des sociétés étrangères, l'une pour le pétrole de Semman, dans le nord de l'Iran et l'autre toute récente au nord-est à une compagnie américaine, « l'Amiranian Oil C^o » de Delaware. Jusqu'à ces derniers temps, l'exploitation des richesses du sous-sol avait une place secondaire dans l'activité économique du pays. La plus grande part de son activité productrice était portée vers l'agriculture. Sauf au commencement du XX^e siècle, où l'on voit une grande industrie du pétrole au sud, l'industrie était demeurée sous la forme artisanale ancienne, avec de petits ateliers.

Les produits de ces ateliers, quoique beaucoup moins abondants que ceux des usines modernes, avaient toujours une valeur relativement considérable. Ils avaient une place particulièrement importante dans les échanges extérieurs, ce qui constituait une grande source de richesse pour le pays.

C'est ce que nous allons voir dans notre section II.

SECTION II. — *La place de l'artisanat dans l'économie iranienne.*

L'Iran, quoique par excellence agricole, avait toujours eu, à côté de sa production agricole, une industrie domestique. Cette industrie qu'il faut qualifier plutôt d'artisanat, avait été toujours d'un excellent rendement pécuniaire pour le pays. Ses produits étaient toujours appréciés, non seulement parce qu'ils étaient minutieuse-

(1) Voir: Le Pétrole en Perse. Paris 1933, de M. Azam-Zanguenéh.

ment faits à la main, et par conséquent solides et durables, mais encore parce qu'ils constituaient un travail d'une grande valeur artistique, qui se manifestait dans tous les détails de la fabrication.

Le produit le plus connu de cette industrie domestique était le tapis, renommé par son coloris, ses dessins et la finesse du tissage.

Même chez les anciens rois (les Achéménides et les Sassanides), cet art jouissait d'une grande faveur. Ses artisans étaient toujours encouragés, et le meilleur témoin de leur faveur était la splendeur des palais royaux, couverts et ornés de tapis éblouissants et d'autres objets d'art iranien.

En Europe aussi, les arts persans, spécialement les tapis, ont joui depuis des siècles d'une grande faveur. Pendant la période artistique la plus brillante des derniers temps du moyen-âge, on voyait que les tissus et les tapis d'Orient et surtout de Perse, rehaussaient la solennité des intérieurs des grands palais aussi bien que des églises.

A cet égard, on trouve les documents les plus authentiques dans les tableaux des grands peintres de ce temps, les Holbein, les Rubens, les Raphaël et tant d'autres. Peut-être même, peut-on dire que c'est des tissus d'Orient que leur talent de coloristes s'est inspiré.

En Iran, le niveau du progrès artisanal et artistique montait ou baissait suivant la situation générale de sécurité et de prospérité du pays. Chaque fois que régnait un roi faible ou que le pays succombait sous l'envahissement des barbares, l'artisan chassé de son atelier ne pouvait pas continuer son travail. De plus, ajoutons à cela que les meilleurs chefs-d'œuvre anciens étaient emportés au cours de pillages, par des envahisseurs sans goût, ignorants de la valeur de ces merveilles artistiques, qu'ils perdaient

ou détruisaient sans le moindre scrupule. Mais si les œuvres étaient détruites, le goût de leurs créateurs ne disparaissait point. Une fois le calme et la sécurité revenus, les créateurs se remettaient au travail et donnaient de nouvelles œuvres... C'est ce que nous voyons, lors de la renaissance de l'art persan au temps des Safavides (1499-1732). L'art persan avait repris ses progrès et retrouve sa réputation.

Les artisans qui bénéficiaient d'une grande faveur et de beaucoup d'encouragement de la part des grands rois, donnaient des exemples d'habileté et de goût, prodigieux. Leurs créations procurent encore les plus grandes satisfactions au public, dans les plus grands musées du monde. Non seulement l'industrie du tapis était à ce moment là en pleine apogée, mais les manufactures de l'époque produisaient toutes sortes de choses, elles attiraient vivement l'attention des visiteurs et des commerçants étrangers.

Le chevalier Chardin dans son « Voyage en Perse » a dit que l'industrie des tissus en coton, en laine, en poil de chameau était très florissante et très réputée pour sa qualité. C'étaient surtout les tissus en soie qui excitaient son admiration et il a écrit : « comme la soie est une matière abondante et commune en Perse, les Persans sont particulièrement exercés à la bien travailler et c'est à quoi ils réussissent le mieux et en quoi ils ont les plus considérables manufactures de leur pays ».

Bref, c'était la beauté et la bonne qualité, qui attiraient la foule des acheteurs et des amateurs vers les produits de l'Iran. Ils étaient l'objet d'un très grand commerce avec l'étranger, qui était la source de bénéfices assez considérables pour le pays.

Après la dynastie des Safavides, comme dans toutes les périodes de décadence, l'artisanat persan a perdu son rang. Une grande partie des manufactures s'est vue ruinée

et fermée. Les artisans, par suite des invasions afghanes (ou d'autres peuplades), aussi bien que par suite de la nonchalance des dirigeants du pays, ont abandonné leurs métiers.

Quelques secrets techniques et artistiques sur les coloris ont été perdus. Malgré tous les événements défavorables des deux siècles derniers, l'esprit et le goût artistique se sont encore manifestés dans leurs œuvres, mais moins brillamment. Cependant il y avait toujours la fabrication des tapis et d'autres industries domestiques, dont les produits se vendaient sur les marchés extérieurs.

Après la grande guerre, quand l'heure de l'évolution économique de l'Iran a sonné, l'amélioration et le développement de ces industries était un des articles du programme des animateurs de cette évolution. Ils ont pris des mesures que nous allons examiner dans la partie III de cet ouvrage. Nous allons maintenant étudier la situation actuelle de l'artisanat en Iran et sa production.

Actuellement, on peut diviser cette production en deux catégories bien distinctes :

a) Les produits qui servent uniquement à la consommation intérieure.

b) Ceux qui, en plus de la consommation intérieure, font l'objet du commerce extérieur.

Dans la deuxième catégorie, il faut faire entrer comme principaux articles, les tapis, puis les tissus en soie ou en coton (appelés ghalamkar), l'argenterie, la mosaïque sur bois (ou Khatamkari). Tous ces produits sont fabriqués dans des ateliers souvent moyens ou même petits, par des ouvriers qui travaillent sous la surveillance d'un maître et avec un outillage très simple. Mais le travail est si minutieux et fait avec un tel goût artistique, tant du côté du maître que des ouvriers, qu'il a une très grande valeur. Ces produits ont des acheteurs partout où ils sont connus.

Dans les années de prospérité ils se vendent très facilement sur les grands marchés du monde. Les produits de ses artisans ont toujours été pour l'Iran, un élément favorable de sa balance commerciale; ils lui rapportaient chaque année des sommes considérables.

Dans la première catégorie il faut faire entrer les tissus de coton, de laine, de lin, les objets de cuivre et de fer nécessaires pour le ménage, la maroquinerie, les chaussures, les chaussettes et beaucoup d'objets qui, s'ils n'étaient fabriqués dans le pays, devraient être achetés à l'étranger.

Cette catégorie d'objets ne se vend pas au dehors: son rôle est d'empêcher les sorties de capitaux que nécessiterait leur acquisition sur les places étrangères. C'est une chose dont il ne faut pas oublier l'importance dans l'équilibre de notre balance des comptes.

Une question capitale que nous devons examiner, est celle de savoir, si, à côté de l'industrie moderne avec ses machines les plus perfectionnées, les artisans peuvent coexister et continuer à travailler ?

Nous allons voir dans la partie suivante de cet ouvrage que notre pays modernise ses instruments de travail et s'industrialise modérément. Avec cette solution, est-ce que l'artisan iranien peut suivre la marche du progrès technique et continuer à vivre ? Dans l'intérêt général de notre économie, l'artisan iranien doit-il fermer son atelier pour aller travailler dans les usines, ou l'intérêt économique du pays exige-t-il qu'il reste dans son atelier et continue à y produire ? Dans ce dernier cas, les dirigeants de l'économie générale doivent-ils les aider, les encourager, bref leur fournir le moyen de perfectionner leurs instruments de travail ?

Cette question de première importance est discutée, dans notre pays aussi bien qu'ailleurs, et elle a provoqué par-

tout des réponses contradictoires.

Pour notre part, nous pensons que, dans une certaine mesure, l'existence de l'artisanat n'a jamais été menacée par le développement de la grande industrie. Celle-ci non seulement n'a pas fait disparaître l'autre, mais elle a favorisé le développement de la petite industrie dans des conditions nouvelles de travail.

Les progrès techniques réalisés au cours du XIX^e et du XX^e siècle ont bouleversé les anciennes conceptions industrielles, mais par contre ils ont ouvert de nouveaux horizons à l'activité artisanale. Celle-ci, si elle renouvelle et perfectionne ses instruments du travail et s'adapte aux conditions nouvelles de la production, pourra exister et continuer à travailler.

Dans notre pays, ceux qui ne trouvent nul intérêt économique dans le maintien des anciennes industries, fondent leurs raisons sur notre état social et les conditions matérielles de nos travailleurs. Ils critiquent les conditions du travail, notamment sa durée, l'âge d'admission des ouvriers, l'hygiène des ateliers, le taux des salaires. Ces critiques sont fort justifiées: M. Parviz Kazémi, (1) en exposant la situation misérable des ouvriers des manufactures des tapis, croit qu'à tout prix il faut améliorer leur sort; il importe peu que la main-d'œuvre soit chère. « Même, dit-il, si, cela devait être le signal de disparition de cette industrie sous sa forme actuelle, nous signerons de bon cœur son arrêt de mort, en pensant au sort des milliers de nos compatriotes qui périssent sous ce lourd fardeau ».

Encore une fois, toutes ces critiques formulées au sujet des conditions de travail et de vie de ces ouvriers, sont bien fondées. Il faut y porter remède. D'ailleurs, il faut reconnaître qu'un grand changement s'est opéré au cours de ces dernières années. Mais il faut d'une façon permanente sur-

(1) V. le « Commerce extérieur de la Perse ». Paris, 1930.

veiller et contrôler les ateliers. Si l'artisan est mal payé, il faut augmenter son salaire.

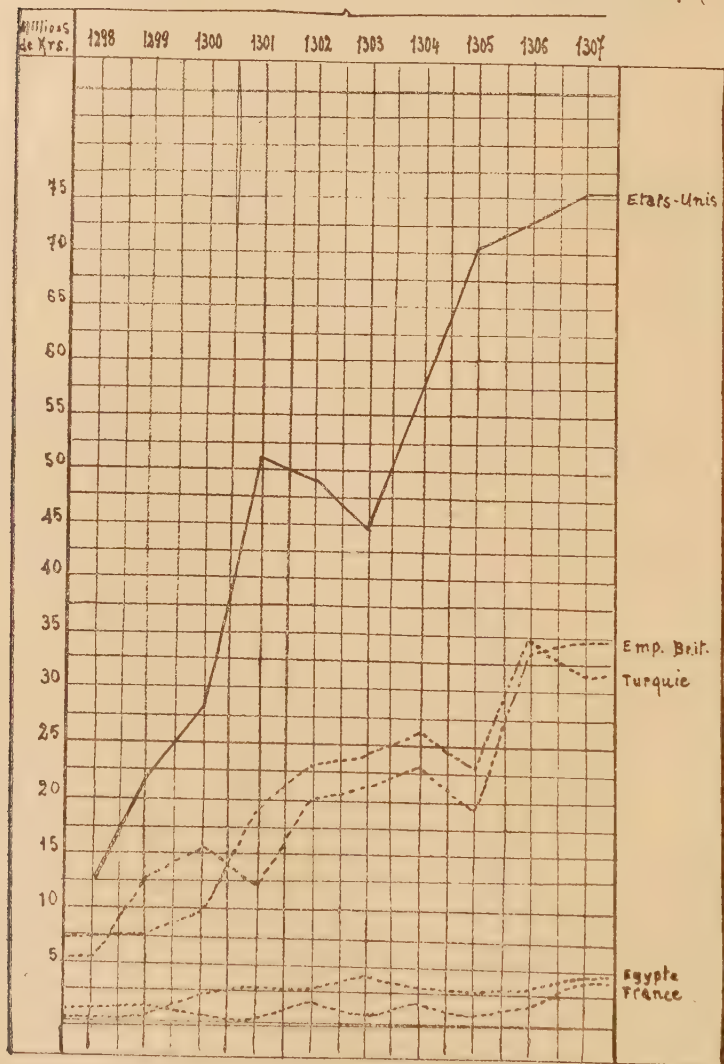
Mais, si l'on considère la situation économique passée et l'avenir de l'Iran, la condamnation de ses industries anciennes serait une grave erreur économique. Dans les années qui ont précédé le régime actuel, les produits étrangers avaient engorgé notre marché intérieur, les ressources ordinaires du pays fort limitées, n'auraient pu suffire à payer à l'étranger les achats des objets indispensables aux besoins du pays. Que s'est-il passé? C'est la vente à l'étranger des produits de nos artisans, qui a pu doter l'Iran de ressources régulières et non négligeables et qui ont diminué grandement le déficit de notre balance commerciale. Pour apprécier l'importance de l'artisanat dans l'économie de l'Iran, sa place dans nos rapports avec l'étranger, nous donnons ci-après les chiffres des exportations de tapis dans les années d'après guerre, jusqu'à la crise actuelle ainsi que le graphique y relatif.

ANNEES		KRANS Cours du KRAN par rapport à la £	
1298	(1) (1919-1920)	29.709.573	25,50
1299	(1920-1921)	49.965.783	39
1300	(1921-1922)	66.100.271	51,29
1301	(1922-1923)	92.864.426	56,56
1302	(1923-1924)	104.755.863	47,28
1303	(1924-1925)	101.881.174	42,5
1304	(1925-1926)	117.580.754	43,5
1305	(1926-1927)	122.563.790	48,6
1306	(1927-1928)	154.062.367	49,25
1307	(1928-1929)	159.442.607	48,03
1308	(1929-1930)	147.151.442	58

(1) de l'Hégire. — Pour plus de clarté, nous donnerons la correspondance de l'année iranienne (qui commence le 21 mars) avec le calendrier européen.

TAPIS DE LAINE

Exportations pendant les dix dernières années de 1298 (1919-1920) à 1307 (1928-



Comme on le voit, dans les dernières années, avant la crise, ces chiffres ont dépassé 150 millions de Krans, ce qui représentait le tiers du chiffre total de nos exportations.

Il existe, par ailleurs, d'autres raisons d'ordre général particulières à notre Pays (que nous développerons plus loin) qui nous obligent à penser que l'artisanat doit garder sa place, à côté des grandes Usines, dans l'économie de notre pays. Ceux qui ont la direction de nos affaires doivent s'efforcer d'améliorer et les conditions de vie et les instruments de travail de nos artisans. Ils doivent surtout leur apprendre à connaître les exigences des marchés mondiaux actuels et à conserver la confiance des amateurs d'art persan.

D'abord, les produits de l'artisanat de l'Iran ne sont pas des produits standardisés et fabriqués en série par des machines, sans aucune préoccupation artistique, pour être vendus sur les divers marchés du monde. Nos fabricants de tapis ne sont pas des ouvriers ordinaires passant leurs journées dans des usines avec la préoccupation du salaire à toucher pour la garantie de leur vie matérielle et indifférents ou presque à la beauté de leur travail; ce n'est pas non plus par une tradition que nos artisans se transmettaient depuis des siècles, que leur travail a cette valeur. C'est par une manifestation esthétique d'un milieu artiste que notre pays a acquis sa renommée, qui date de temps très anciens.

Si on examine un beau tapis iranien, on y voit un ensemble de coloris et des dessins composés par la main d'un artiste de goût. L'auteur a exprimé un sentiment de bonheur profond, éveillé en lui par l'aspect d'une vie naturelle et saine, qui a été puisé dans l'abondance des sensations et s'est épanoui en richesse d'images, en force et en beauté. Un imitateur de cet art, s'il arrive à reproduire l'aspect physique extérieur, ne peut jamais rendre l'âme et le goût.

C'est un art, qui nous est venu par suite d'une évolution naturelle. Ce n'est point un art péniblement acquis en opposition avec tout ce qui s'appelle « tradition ». Il ne faut pas tuer ce goût artistique; nous disons: on ne le peut pas. Il faut laisser évoluer et produire comme jadis, ce qui est d'ailleurs dans l'intérêt matériel et moral du pays.

D'ailleurs, dans un pays agricole comme le nôtre, les paysans et les travailleurs des champs disposent toujours d'une partie de l'année, où ils sont libres et sans travail aux champs. Ils restent chez eux, il faut qu'ils travaillent, et c'est avec des travaux de ce genre qu'ils se distraient. Chez nos paysans, le tissage des tapis ou de toutes sortes de tissus, est une sorte de passe-temps pendant la saison d'hiver. Et d'autre part, c'est d'un rendement qui contribue à augmenter leurs ressources et faciliter leur vie. Il faut les encourager à ces travaux et leur laisser une part de l'activité industrielle sous cette forme d'artisanat, sans quoi nos campagnes pourraient perdre leurs travailleurs, comme cela s'est produit dans tous les pays industrialisés.

Si le paysan n'avait pas une attache à son foyer, la vie urbaine l'attirerait fatalement; les champs seraient vides. Une pénurie de main-d'œuvre agricole s'en suivrait.

C'est une question, comme on le voit, d'une importance considérable, c'est le sujet des plus grandes préoccupations des économistes en quête d'y trouver une solution. C'est un fait, que l'Iran commence à posséder des industries modernes et de grandes fabriques. Les paysans y sont facilement attirés; pour éviter cela, il faut faciliter le développement et l'amélioration des conditions de travail de l'artisanat et des industries domestiques. D'ailleurs, les artisans s'approvisionnent, pour une très grande part, de matières premières obtenues sur place ou provenant d'autres parties du pays. C'est notre industrie domestique qui consommait une partie de nos matières premières, les matières qui,

souvent, ne pouvaient trouver de consommateurs à l'étranger.

Si la laine de l'Iran fait la qualité de nos tapis, cela ne prouve nullement que l'on pourra obtenir la même qualité, pour les tissus de laine fabriqués avec des machines. C'est ce que nous avons vu avec les tissus de Cazerouni (1). On n'a pas pu nous donner des dissus de la qualité de ceux que nous achetions à l'étranger, non parce que les machines ne donnaient pas tout le fini nécessaire, mais parce que la laine de l'Iran n'a pas, par exemple la finesse de la laine d'Australie. Au contraire, cette même laine de l'Iran donne des tapis aussi fins que ceux du Kachan et du Kirman. Peut-on croire qu'il sera possible d'avoir facilement les mêmes matières premières, en changeant le régime des cultures ou de l'élevage. Si c'est encore possible dans l'agriculture, ce qui reste à prouver, ce ne le sera pas dans l'élevage. Sans vouloir entamer une discussion technique sur ce point, nous pensons que l'on pourrait parfaire la qualité de notre laine, en améliorant la race de nos animaux, leur nourriture et leur habitat, mais le climat aura toujours un rôle qu'on ne peut pas modifier.

De toute façon, l'artisan aurait l'avantage de consommer une partie des matières premières domestiques et il les consommerait, même si leur qualité était améliorée comme dans les autres pays industriels.

Les produits de l'art trouvent toujours des acheteurs. Les amateurs de beaux tapis, quoique moins nombreux dans les périodes de crise, tout, en général, des gens riches et auront toujours la possibilité matérielle d'en acheter, à condition que ces articles gardent toujours leur qualité et leur beauté, attirantes pour des connaisseurs.

(1) La première fabrique de tissus de laine, installée depuis la guerre en Iran.

Il nous reste maintenant à traiter la deuxième question : l'artisan peut-il continuer à travailler malgré l'infériorité de son outillage par rapport à celui des grandes usines ? La concurrence des grandes usines ne menace-t-elle pas l'existence des artisans ?

L'utilisation de la force motrice et la concentration des entreprises, avec la supériorité de leur technique, a porté un rude coup à la petite industrie. L'artisan qui travaille dans une petite localité, ou en compagnie de quelques ouvriers, ne peut pas résister à la concurrence des usines, qui vendent beaucoup moins cher et dans des conditions plus avantageuses pour le consommateur. L'artisan, obligé d'abandonner l'atelier va travailler comme un simple ouvrier dans une grande usine.

C'est toute l'histoire de l'industrialisation de la fin du 19^e siècle et du commencement de 20^e siècle. Cela n'empêche pas que la même concentration ait créé une autre catégorie d'artisans, associée aux travaux des usines et nécessaire aux réparations des objets fabriqués qui sont entre les mains des consommateurs. Laissons de côté cette nouvelle forme d'artisans ; nous voyons que le 20^e siècle nous a apporté la machine à explosion très perfectionnée qui peut bien, à tous égards, rivaliser avec la machine à vapeur. Elle a l'avantage d'être moins chère et moins volumineuse et enfin, de pouvoir être très facilement utilisée par les travailleurs à domicile. Un artisan peut parfaitement s'en servir, pour renouveler ou perfectionner son outillage.

C'est pourquoi nous croyons que, désormais, l'artisan, en modernisant sa technique et son régime du travail, peut subsister à côté des grandes usines. Notre pays qui n'a pas suivi l'industrialisation du 19^e siècle, doit profiter des avantages de cette technique nouvelle, basée sur l'emploi de la force motrice distribuée à domicile, comme l'eau ou

le gaz. Il ne doit pas recourir seulement, aux grandes machines et à la création de grandes usines très centralisées ; il peut, et il doit en même temps, renouveler son artisanat, en le dotant d'un outillage moderne et bien perfectionné. Dans ce cas, notre pays profitera, non seulement des avantages économiques découlant de l'existence de petites industries, mais il se constituera une masse de travailleurs propriétaires, bien attachés à leurs foyers, qui formeront la base de la classe moyenne. La formation de cette classe est nécessaire pour la structure politique sociale d'un peuple. Elle permet à un pays, de surmonter les crises économiques comme les révolutions.

SECTION III. — *L'histoire des échanges extérieurs.*

Ayant déjà étudié la situation économique de l'Iran au point de vue agricole et industriel, nous allons passer en revue dans cette section, l'histoire de son commerce extérieur.

Depuis les temps les plus reculés nous avons des relations commerciales avec les pays étrangers. Cette histoire est très longue et ces relations ont changé parfois d'aspect au cours de période différentes. Pour donner plus de clarté à notre étude, nous allons diviser cette section en trois paragraphes distincts :

- a) Des temps anciens jusqu'à la fin de la dynastie des Safavides.
- b) Depuis la fin de l'époque des Safavides jusqu'en 1900.
- c) De 1900 à 1918 fin de la grande guerre.

Paragraphe a) — Des temps anciens jusqu'à la fin de la dynastie des Safavides.

Un regard sur sa situation géographique expliquera pourquoi l'Iran a eu de tout temps des relations commer-

ciales extérieures. Aux temps les plus reculés, les Persans étaient connus comme commerçants et leurs rapports commerciaux s'étendaient non seulement aux pays voisins, mais aussi à des centres très lointains. Située sur la route allant de l'Asie en Europe, cette contrée était, dans l'ancien temps, le trait d'union entre l'Asie productrice et l'Europe consommatrice. L'Asie était alors dans sa toute puissance et en pleine civilisation; elle fournissait au monde entier, connu à cette époque, des produits soit agricoles, soit fabriqués recherchés par tous les commerçants de l'ancienne Grèce, puis les Romains venaient chercher ces produits, ou directement dans notre pays, ou par la voie de l'Iran, ce qui lui procurait un commerce de transit très florissant. L'Iran était un grand fournisseur, en même temps qu'un entrepôt, pour les échanges entre l'Orient et l'Occident.

Mais cette situation dépendait dans une large mesure de la situation politique et de l'autorité de la dynastie régnante. Au temps des grandes dynasties, comme celle des rois Acheménides, le pays était très puissant; le calme et la sécurité régnaient partout, le commerce avait un essor considérable; les échanges étaient très actifs. Sous cette dynastie, non seulement le commerce était très florissant, mais encore on facilitait par tous les moyens le développement des échanges commerciaux.

Entre autres choses, la construction des routes, bien nécessaire dans un pays aussi vaste que l'ancien Iran, était poussée le plus possible. C'est sous le règne de Darius I^{er} que la Route royale de 2400 km de longueur, entre Suse et Sardes, a été construite pour faciliter le commerce avec les cités grecques.

Passons au temps des Sassanides, nous voyons alors que le commerce et les échanges extérieurs étaient en progrès très marqué. A ce moment là, les Romains qui avaient remplacés les Grecs, étaient l'un de nos gros acheteurs. Les

soies des Indes et de la Chine venaient en Iran ; les grands ateliers de tissage les transformaient en tissus très renommés pour leur beauté. D'autres articles iraniens purs, comme les tapis, étaient vendus aux Romains, aux Egyptiens, aux Arabes.

Les routes étaient alors très bien entretenues, on facilitait par tous les moyens les voyages des négociants étrangers dans le pays, en protégeant leurs vies et leurs biens, et en leur offrant une hospitalité incomparable.

Ce fut le commerce extérieur, à côté d'une agriculture florissante et d'une industrie très active, qui fournit à ce pays, une prospérité et une richesse bien connues dans l'histoire. Ce fut là richesse qui donna au pays sa puissance matérielle et le rendit maître de presque toute la partie occidentale de l'Asie ; il étendait tous les jours son prestige et sa puissance : ce fut cette même richesse et la prospérité qui en résultait, qui attirèrent la convoitise des voisins et celle de peuples barbares, affamés et dénués de toute notion de civilisation.

Après les Sassanides, l'Iran fut pendant plusieurs siècles le champ des invasions étrangères. Ce fut d'abord la conquête arabe, qui avait comme raison principale une cause spirituelle, la religion de l'Islam, qui, d'après ses croyants, doit dominer le monde entier.

En fait, les musulmans étaient aussi encouragés par les richesses du pays et la fortune qu'on pouvait réaliser par la conquête de l'Iran.

Après les Arabes, le pays retrouva une fois de plus sa tranquillité et sa stabilité. Les relations commerciales recommencèrent avec les pays étrangers et les convites furent à nouveau éveillées.

Gengis-Khan, avant de penser à envahir l'Iran, envoya des commerçants à la Cour : il voulait ouvrir des relations commerciales avec notre pays. Mais il faut dire qu'à ce

moment, notre commerce n'avait plus l'éclat et la prospérité du temps des Sassanides. Non seulement les luttes intérieures et les guerres continuelles pour chasser les envahisseurs, ne laissaient pas beaucoup de puissance économique au pays, mais un événement extérieur considérable qui eut une grande influence sur le commerce extérieur de l'Iran vint à se produire. Ce fut la découverte de la route des Indes par la voie des mers. En 1497 Vasco de Gama en doublant le Cap, avait découvert la route maritime des Indes, ce qui procura un chemin plus facile aux échanges entre l'Orient et l'Occident. Cette découverte nous a fait perdre une grande partie de notre transit. Désormais, les commerçants de l'Occident, au lieu de venir chercher des marchandises de l'Extrême-Orient en Iran ou par voie de l'Iran, ont préféré aller directement par voie maritime aux Indes et en Chine. Mais la cause principale de la décadence commerciale de cette période, est venue, non par suite de cette découverte, mais toujours en raison des incursions des barbares. Heureusement qu'une fois que les envahisseurs étaient installés en Iran, la vie et la haute culture d'un pays très civilisé, les absorbaient et les faisaient s'adapter à sa vie sociale et économique. Tel a été GENGIS KHAN. Malgré toutes les atrocités qu'il a commises et les malheurs qu'il a causés à l'Iran, comme il avait complètement ruiné une grande partie du pays, il a, toutefois, pensé au commerce. Il a essayé de ranimer les relations commerciales avec l'Europe. Et pour cela, il a pris sous sa protection les commerçants étrangers. Il ne tenait pas du tout compte de la différence de religion ; il correspondait avec le Pape, pour lui expliquer, qu'aucune différence de religion ne serait prise en considération par lui et qu'il protégerait tous les commerçants de toutes les religions.

Après GENGIS et ses successeurs, le pays retomba dans l'anarchie, d'où un affaiblissement du commerce.

Puis, ce fut TAMERLAN qui envahit le pays et s'y installa; alors, de nouveau après qu'une certaine tranquillité eut été reconquise, les courants économiques furent ranimés. Tamerlan, à son tour, aurait bien voulu, malgré toutes les ruines causées par son invasion, que le pays reprit ses relations commerciales avec l'étranger. Dans une lettre (1) qu'il adressait à Charles VI, Roi de France, il l'assurait que les Français pourraient compter sur sa protection. C'était les encourager à fréquenter l'IRAN et à faire des échanges. C'est pendant le règne de son successeur, SHAH-ROKH, que notre commerce a pris un essor assez considérable. Comme ce roi a conquis une partie des Indes, il a donné à l'Iran l'occasion d'intensifier son commerce avec ce dernier pays et même avec la Chine.

D'après Jules Thieury (2), à cette époque l'industrie de l'Iran était encore florissante et servait beaucoup aux échanges extérieures. Voici le passage qui se réfère à cette question dans son livre: « La province de Chirvan produisait la soie. La Géorgie récoltait le chanvre, le lin, et les vins. Mossul fabriquait des étoffes d'or et de soie. On connaît l'importance commerciale de Bagdad. Shiraz faisait le commerce des pierres précieuses du Badakhshan et du musc venant du Thibet. Kerman était célèbre par ses manufactures d'armes et Jzede par ses soieries. Le Golf Persique était alors la grande route des marchands qui apportaient les produits de l'Arabie et de l'Inde, et la plupart d'entre eux remontaient l'Euphrate pour arriver au grand entrepôt de Bassora. »

Nous devons faire remarquer que, si pendant ce temps, le pays a connu des moments de prospérité et de tranquillité, ils ne pouvaient durer longtemps. A chaque changement

(1) Cette lettre est conservée aux Archives Nationales de France.

(2) Voir les « Documents pour servir l'histoire des relations entre la France et la Perse », 1866.

de dynastie ou à chaque nouvelle invasion, tous les organes économiques du pays s'écroulaient. Bien entendu, sous le règne des rois sages, le pays profitait d'un moment d'accalmie, il essayait de reprendre sa vie économique normale. Malheureusement ces périodes n'étaient pas de longue durée. Il faut attendre la dynastie safavide (1499-1732) pour que l'Iran reprenne pendant plus de deux siècles son prestige, sa puissance et surtout le développement de ses organisations économiques presque ruinées depuis le temps des Sassanides.

Les Safavides ont régné de 1499 à 1732. Leur première tâche a été de chasser les envahisseurs étrangers et d'instaurer la sécurité partout. Une fois cette œuvre accomplie, ils ont essayé de réorganiser les institutions économiques du pays. Ils savaient que, si la découverte de Vasco de Gama avait fait perdre une grande partie du commerce de transit, le pays était lui-même très riche par son industrie et son agriculture. Le commerce des matières premières et des produits fabriqués dans le pays pouvait lui redonner une place prépondérante dans l'économie mondiale. Par une politique avisée, ils ont encouragé l'agriculture et l'industrie, ce qui a fourni au pays les richesses nécessaires et de quoi alimenter ses échanges extérieurs.

Nous allons voir sommairement leur politique commerciale. Les rois safavides savaient bien que, dans un vaste pays comme le leur, la circulation intérieure aussi bien que les échanges extérieurs, ne pouvaient être facilités que par de bonnes routes à l'intérieur du pays.

Ayant cette considération en vue, ils ont construit des routes qui étaient utilisables jusqu'à ces derniers temps. Ces routes étaient partout pourvues de « Karevanshra », sorte d'hôtels avec tous les moyens et les facilités de recevoir des voyageurs, des commerçants et des touristes ;

les « Karevanseradars » ou les hôteliers étaient obligés de donner toute sorte de renseignements aux voyageurs, pour faciliter leur voyage.

D'autre part, comme politique commerciale, les rois safavides étaient libre échangistes, les commerçants de toutes les nationalités pouvaient librement apporter leurs marchandises et les échanger contre les marchandises iraniennes. Les droits de douane, bien qu'ils fussent affermés depuis 1674, n'étaient pas très élevés et l'on voyait rarement de monopoles dans les branches du commerce extérieur.

Pour faciliter le commerce extérieur, les souverains envoyaient des ambassadeurs, qui étaient souvent des représentants de commerce dans les pays étrangers.

Ils recevaient aussi dans leur Cour, des ambassadeurs et des commerçants étrangers. Paul Lucas, dans son « Voyage en Iran », au temps de Soliman II, écrit : « On y respecte beaucoup les étrangers et particulièrement les Franks, qui sont considérés comme les hôtes du roi ». Pendant le règne du Chah Abbas, les grands pays de l'Europe avaient des ambassadeurs à la Cour. C'est à cette époque que Richelieu envoya son représentant et obtint l'entrée en franchise des marchandises françaises. Ces relations se continuèrent pendant toute la dynastie des Safavides. Même au temps du Sultan Hossein, le roi correspondait avec Louis XIV, qui envoya un ambassadeur, nommé Michel, à la Cour de l'Iran, et, en 1708, conclut avec le roi une sorte de traité de commerce. Mais ce traité resta lettre morte et n'eut aucune suite pratique.

De son côté, le Chah envoya son ambassadeur (Mohamed Reza-Beik) en France et signa en 1715, un traité d'amitié et de commerce qui remplaça le traité de 1708. (1)

Pour comprendre l'esprit large du gouvernement

(1) Voir « Les traités de commerce conclus entre la Perse et la Normandie » par Jules Thierry, pag. 45 et suivantes.

iranien et la liberté qu'il accordait aux échanges commerciaux, nous allons reproduire l'article 2 de ce traité : « Les Français ou autres, qui feront le commerce en Perse avec passeport et sous bannière de France, pourront partir, soit par mer ou par terre, et dans tous les États de la domination du roi de Perse, et en rapporter, en telle quantité que bon leur semblera, toutes sortes de marchandises, tant des Indes que d'Europe, sans payer aucun autre droit, soit au roi de Perse, soit aux gouverneurs des provinces et places, seigneurs persans et communautés qui ont le pouvoir de lever des droits sur les autres nations ».

Dans les articles suivants, il donne encore d'autres facilités, permettant à ces commerçants, dans les cas où ils ne trouvent pas de marchandises à exporter dans leur pays, de faire sortir l'argent et la monnaie. C'est cette politique de liberté et de facilité de commercer, qui attirait de tous les coins du monde, des commerçants et des visiteurs étrangers. C'est ce qui faisait la réputation et du même coup, la fortune de notre pays.

Paragraphe b) — Depuis la fin de l'époque des Safavides jusqu'en 1900.

Cette grande dynastie, en raison du fatalisme de son dernier roi, tomba à la suite d'une incursion des Afghans. Après cette chute, le pays fut plongé dans une anarchie profonde et désastreuse. A cette époque, les atrocités des Afghans et les guerres intérieures entre les prétendants au trône, ne permettaient pas au pays de faire fonctionner ses rouages économiques. Toutes les institutions créées avec tant de soin par les Safavides, sont mises hors de service, les ateliers, les manufactures sont fermés, les agriculteurs n'ont plus de sécurité pour cultiver leurs champs.

Le pays perdait sa puissance économique, les échanges avec l'étranger diminuaient de jour en jour. Mais pendant que nous nous affaiblissions, l'Europe et les Amériques se développaient et cherchaient la richesse, en étendant leur influence vers l'Orient, du côté des pays qui ne suivaient pas la marche du progrès.

L'Iran, par suite de ses difficultés intérieures, pendant tout le reste du XVIII^e et du XIX^e siècle, perdit le prestige et la puissance qu'il possédait du temps des Safavides. De là, il tomba sous l'influence et fut en butte aux rivalités de ses voisins européens. C'est surtout la Russie, son voisin du nord, qui, après le testament de Pierre le Grand, avait eu l'idée d'une expansion vers le golfe Persique du côté de l'Iran. Pendant cette période, par deux fois l'Iran dut faire face à cette politique et il put empêcher les Russes de pénétrer dans le pays.

La première fois c'était sous le règne du roi Nader et la seconde, sous celui du premier roi Ghadjar, Agha Mohammed Khan. Grâce à leur énergie personnelle et à la force de leurs armées, ils ont arrêté leurs agresseurs et les ont obligés se retirer derrière leurs frontières. Ces guerres défensives, d'un côté, et les luttes intérieures de l'autre, affaiblissaient le pays. Cela donnait aux Russes l'espoir de trouver une occasion opportune, pour exécuter leur expansion du côté de notre pays. Ce qu'ils ont fini par trouver au temps de Fatah-Ali-Chah, deuxième roi Ghadjar. Par deux fois, ils ont envahi le nord du pays et nous ont imposé les deux traités de paix de Golestan (1813) et de Tourkamantchaï.

Ce qui intéresse notre étude, c'est la partie économique de ces deux traités.

Les successeurs de Pierre le Grand savaient bien que pour arriver au golfe Persique, il fallait conquérir tout l'Iran. Or, c'était presque impossible pour eux. C'est pour-

quoi ils ont changé de politique. Désormais, ils ne voulaient plus faire de l'Iran qu'une conquête économique. Ils souhaitaient que ce pays fût un débouché exclusivement réservé à leurs produits fabriqués, et qu'une grande partie de nos matières premières nécessaires à leur industrie allât directement en Russie, sans payer aucun droit... Ils ont bien réussi dans cette dernière politique, par ces deux traités de Golestan et de Torkamantchaï. (1)

Dans ce sens, le traité de Golestan nous obligeait à ne frapper les marchandises russes, que d'un droit ad valorem de 5 %, avec réciprocité pour les marchandises iraniennes. Tout était stipulé dans l'intérêt des Russes, qui nous vendaient des marchandises fabriquées en grande partie avec les matières premières que nous leur avions fournies.

Le traité de Torkamantchaï allait encore plus loin, non seulement il nous enlevait les deux provinces riches de Nakhdjevan et d'Erivan, mais il nous privait aussi, de la réciprocité du droit de douane, accordée par le traité précédent.

La convention commerciale, qui nous était imposée et qui avait été signée le jour de la conclusion du traité de Torkamantchaï, avait été à la base de tous nos échanges commerciaux pendant le XIX^e siècle. On voit par ses différents articles, que la Russie était parvenue à se réserver tout le commerce de l'Iran. Les marchandises russes trouvaient toutes sortes de facilités et la plus grande protection sur les marchés iraniens, et d'un autre côté, les matières premières nécessaires à l'industrie russe, avec les charges de cette convention, étaient plus avantageusement vendues en Russie. (2)

(1) Voir « Les relations économiques irano-russe » de Navai Hassein. Paris, 1935.

(2) Voir « Les relations économiques irano-russe », pag. 16 et suivantes.

Laissons là, l'examen des répercussions de ces deux traités qui avaient été désastreux pour notre pays. Mettons en regard, la situation générale économique et les échanges extérieurs de l'Iran. Comme on le sait, le XIX^e siècle a été une période d'essor industriel et économique. Les grandes inventions et le développement du machinisme ont complètement changé la structure économique du monde. Les pays qui suivaient le courant du progrès scientifique, ont adopté leurs industries aux inventions modernes; ils ont rencontré la prospérité matérielle et morale. Ils ont pris le premier rang dans l'économie mondiale. Malheureusement, l'Iran qui, jusqu'au premier quart du XVII^e siècle, était encore l'un des centres économiques du monde, n'a pu suivre le progrès moderne. Non seulement son industrie n'a pas profité des inventions nouvelles, mais il a perdu beaucoup de ses secrets artistiques, ce qui a diminué la valeur et la finesse de ses produits par rapport aux siècles précédents. Son agriculture restait encore routinière et les agriculteurs voulaient toujours travailler sans connaître la moindre chose des sciences agricoles.

Le développement et la rapidité des moyens de communication n'avaient pas touché l'Iran. Ce pays était resté avec ses routes anciennes, et bien que les usagers payassent un péage pour leur entretien, rien n'était fait pour les entretenir. Les chemins de fer s'arrêtaient juste à nos frontières et, à l'intérieur du pays, les moyens de communication étaient les mêmes que ceux des siècles précédents.

Un pareil état de choses ne pouvait engendrer que la décadence de notre économie générale (1) et par là, la perte d'une grande partie de nos échanges extérieurs qui

(1) Voir « L'évolution économique de l'Iran et ses problèmes » de Hassan Sotoudeh. Paris, 1937.

avaient été si florissants dans les siècles précédents. Mais ce qui subsistait encore de ces échanges, portait sur quelques produits agricoles et des matières brutes qui se vendaient pour une grande part aux Russes; quant au reste, il s'écoulait difficilement vers les autres marchés mondiaux. Les produits des anciennes industries avaient beaucoup diminué et perdu également de leur renommée. Nous avions encore les tapis qui se vendaient en Europe, mais beaucoup moins bien qu'au temps des Safavides.

C'est à ce moment que, deux rois des Ghadjars, Nassereddine et Mazaffared-dine, ont fait plusieurs voyages en Europe; ils ont vu par eux-mêmes à quel point les Européens étaient plus avancés que nous dans tous les domaines. La science et la technique modernes leur avaient donné une capacité de production, telle que notre pays était dans l'impossibilité de pouvoir leur faire concurrence, avec ses anciens instruments de production.

Quelques hautes personnalités, patriotes avisés, avaient profité de cette occasion pour faire sentir aux rois, les avantages qui résulteraient de la modernisation complète du pays. Mais l'absolutisme qui dominait l'esprit de ces rois, trouvant dans ces projets la source d'une diminution de leur autorité, et de plus l'influence des étrangers intéressés à l'affaiblissement de notre pays, ont empêché jusqu'au dernier moment ces réformes nécessaires au bien du pays. La voix de ces personnalités clairvoyantes, qui ne voyaient que l'intérêt supérieur de la patrie et de leurs compatriotes a été étouffée. Si, de temps à autre, quelques réformes dans le domaine économique et spécialement industriel, comme les installations d'usines, ont pu être faites, les étrangers qui ne voulaient qu'un Iran faible et attardé, ont fait une concurrence déloyale et impitoyable à ces usines qui ont fermé très vite leurs portes, jamais rouvertes avant notre récente transformation.

Comme l'Iran, avec les traités de Golestan et de Tourkamtchâï, n'avait pas la liberté d'action en matière douanière, toutes les tentatives d'industrialisation moderne pendant le XIX^e siècle, tout restées sans succès. On peut résumer l'évolution de l'économie iranienne depuis les Safavides jusqu'à la fin du XIX^e siècle, comme suit : une décadence progressive qui réduisit au minimum possible, nos échanges extérieurs et surtout nos exportations. En contre partie d'une exportation très réduite, nous devions acheter toutes sortes de produits fabriqués. Lord Curzon (1) évaluait en 1889 nos importations, à 136.696.000 Krans ou 3.913.100 livres (35 Krans = 1 livre) et nos exportations à 74.420.000 krans, donc un total de transactions de 211.116.000 krans. Devant un déficit pareil de notre balance commerciale, les autres éléments de la balance des comptes n'étaient pas suffisants pour le couvrir. L'Iran payait ce déficit, pendant cette période, par les richesses accumulées des siècles précédents ; tout l'or, l'argent, les bijoux s'expatriaient avec les habitants qui allaient s'installer à l'étranger. On a évalué la population de la Perse sous les Safavides à 40 millions d'âmes, à la fin du XIX^e siècle, il ne restait plus que 10 ou 12 millions d'habitants.

Le gouvernement s'endetta à l'étranger. Vers la fin du XIX^e siècle, il décida de refondre son administration des douanes, en vue d'augmenter ses recettes. Il engagea des fonctionnaires belges sous la direction de M. Nauss. Ce dernier réorganisa notre administration des douanes, mais malheureusement sous l'influence des Russes, il poussa le roi Mazaffared-dine, à conclure avec eux des accords douaniers et commerciaux qui furent autant de coups mortels pour l'économie du pays et ses échanges intérieurs. C'est ce que nous allons voir dans le paragraphe suivant.

(1) Voir: « Persia and the Persian question ».

Paragraphe c) — *La période 1900 à 1918.*

Ainsi, depuis les traités de Golestan et de Tourkamantchaï, les Russes avaient acquis une grande influence politique et économique chez nous. Depuis lors, ils ont cherché par tous les moyens (concession de la création de la Banque d'escompte, concession de routes, de pétrole, de la navigation sur la Caspienne, octroi d'emprunts aux rois et aux particuliers, etc...) à renforcer leur influence et jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la Russie occupait le premier rang dans nos échanges extérieurs.

Nous donnons, ci-après, les trois tableaux :

- 1°) Tableau Général des Echanges de l'Iran avec les Pays étrangers ;
- 2°) Tableau Général des Echanges de l'Iran avec la Russie ;
- 3°) Tableau Général du commerce extérieur de l'Iran en 1912-1913 d'après le rang d'importance des pays.

TABLEAU GENERAL DES ECHANGES DE L'IRAN
AVEC LES PAYS ETRANGERS.

Année	Importation	Pourcentage	Exportation	Pourcentage	Total du commerce extérieur en Krams
1901-1902	298.577.216	66,47 %	150.597.757	33,53 %	449.174.973
1902-1903	273.442.664	59,10 %	189.020.079	40,90 %	462.462.743
1903-1904	385.036.158	65,33 %	254.774.504	39,67 %	639.810.662
1904-1905	349.914.613	58,52 %	247.961.340	41,48 %	597.875.953
1905-1906	386.463.091	56,87 %	293.143.331	43,13 %	679.606.422
1906-1907	431.039.773	54,95 %	353.376.841	45,05 %	784.416.614
1907-1908	408.434.263	56,30 %	317.080.682	43,70 %	725.514.445
1908-1909	372.484.073	53,31 %	326.206.999	46,69 %	698.691.027
1909-1910	442.428.516	54,35 %	377.526.189	45,65 %	813.954.705
1910-1911	484.507.631	56,35 %	375.426.903	43,65 %	859.934.534
1911-1912	570.208.440	57,53 %	420.784.682	42,47 %	990.993.122
1912-1913	567.575.639	56,54 %	436.333.271	43,46 %	1003.908.910
1913-1914	647.164.841	58,67 %	455.839.635	41,33 %	1103.004.476

TABLEAU GENERAL DES ECHANGES DE L'IRAN
AVEC LA RUSSIE.

Année	Importations de la Russie en Iran	Exportations de l'Iran en Russie	Total du commerce en Krans
1901-1902	105.020.000	92.100.000	197.120.000
1902-1903	126.350.000	93.000.000	219.350.000
1903-1904	176.000.000	124.800.000	300.800.000
1904-1905	169.979.355	147.489.578	317.543.933
1905-1906	194.355.522	198.489.818	398.845.440
1906-1907	222.403.750	225.379.668	447.883.418
1907-1908	171.171.879	202.661.562	393.833.441
1908-1909	178.817.144	229.817.173	408.734.517
1909-1910	226.580.980	262.523.063	599.104.044
1910-1911	219.559.206	262.226.136	481.786.442
1911-1912	267.797.875	284.279.796	552.077.670
1912-1913	328.980.042	300.877.858	629.875.900
1913-1914	355.888.133	302.060.039	657.984.172

TABLEAU GENERAL DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'IRAN
EN 1912-1913 D'APRES LE RANG D'IMPORTANCE DES PAYS.

Rang	Pays	Commerce Total	Exportations	Importations en Krans
1	Russie	629.857.900	328.980.042	300.877.858
2	Empire Britan- nique - Indes	209.799.568	153.181.074	56.618.499
3	Turquie	61.315.483	23.388.831	37.926.835
4	Allemagne	24.316.252	21.387.831	2.928.421
5	France	15.860.201	11.031.457	4.828.744
6	Italie	10.741.643	2.737.923	8.003.720
7	Autriche	8.609.039	8.042.380	566.659
8	Oman	8.424.298	1.046.785	7.377.513
9	Belgique	8.336.807	7.928.806	408.001
10	Etats-Unis	7.321.683	947.153	6.374.530
11	Afganistan	6.802.948	4.359.657	2.443.291
12	Chine	4.263.480	789.437	3.474.043
13	Pays-Bas	3.422.163	1.274.470	2.147.693
14	Egypte	2.165.385	591.475	1.573.910
15	Suisse	1.161.738	1.033.411	128.327
16	Suède	567.913	566.565	1.348
17	Mascate	485.601	272.817	212.784
18	Grèce	226.936	5.126	221.810
19	Japon	217.544	2.114	215.430
20	Espagne	5.392	5.392	—
21	Norvège	54	54	—
22	Autres pays	6.882	3.002	3.860

Malgré leur prépondérance, les Russes n'ont pas empêché ce qu'ils craignaient : l'influence et la rivalité anglaise ; ils cherchaient un moyen décisif pour avoir, en fait, le monopole de notre commerce extérieur. Ils ont suggéré au roi, par l'intermédiaire de M. Nauss, de faire conclure avec eux l'accord douanier de 1902. C'est par cet accord que les visées économiques russes sur notre pays, ont été couronnées du plus grand succès.

Si dans les deux traités précédents, ils nous avaient enlevé notre liberté de tarification douanière et le pouvoir de nous industrialiser, par ce dernier accord ils avaient porté le coup de grâce à notre agriculture.

L'article premier avait remplacé la taxation de l'article III du traité de commerce de 1828 par les tarifs (A-B-C) de l'annexe de cet accord. D'après l'article II, les exportations de la Russie chez nous étaient taxées au tarif A, cet article nous interdisait de leur appliquer d'autres droits, même le « rahdari » (le droit d'entretien des routes).

Le tarif A condamnait notre agriculture à la ruine, parce que, dans ce tarif, 34 articles d'importation russe étaient exempts de tout droit d'entrée. Parmi ces articles, on trouvait les animaux vivants, le beurre, l'huile, le blé, l'orge, le charbon de bois, la houille, la farine, le poisson, les légumes, le miel, les œufs, le caviar, etc., etc. En un mot, tous nos produits agricoles, les produits de moyenne production et même des instruments de travail routiniers rencontraient la concurrence des produits d'un grand pays agricole, beaucoup plus fort et plus évolué, comme la Russie.

Il suffit de lire la liste des articles agricoles exemptés des droits de douane chez nous, pour voir la mauvaise foi de ceux qui avaient suggéré la conclusion de cet accord et surtout celle du chef de la douane qui connaissait

mieux que personne la situation économique exacte du pays, par l'état de ses importations et de ses exportations.

Peut-être, le Tsar de Russie voyait-il dans l'Iran un pays frère et pensait qu'entre des frères il ne devait exister nulle barrière s'opposant à l'entrée libre de leurs produits. Mais « notre grand frère » était beaucoup plus fort et plus riche que nous ; il avait toutes sortes de ressources industrielles agricoles, commerciales, et notre fraternité ou amitié ressemblait beaucoup à l'amitié du coq et du renard. Enfin, nous le montrerons dans notre deuxième partie, il n'a pas autorisé chez lui l'entrée libre de nos exportations. Tout au contraire, il a fait une distinction entre nos marchandises : celles qui l'intéressaient, payaient le droit favorable au tarif B, les autres payaient le tarif ordinaire du droit de douane russe. Dans tous les cas, avec cette convention, les autres moyens économiques que nous avons déjà cités dans la période précédente et surtout, les avances que la Banque d'Escompte accordait à nos commerçants, la Russie monopolisait une grande partie de nos échanges extérieurs.

A la veille de la grande guerre, les échanges extérieurs de l'Iran formaient un total de 1.103.908.910 kran (1) La Russie arrivait au premier rang : elle bénéficiait d'un chiffre de 629.857.900 kran, c'est-à-dire, à elle seule, de plus des 6/10 de ces échanges. L'Empire britannique venait au deuxième rang, avec un chiffre de 209.759.568 kran. Ces deux pays représentaient plus des 8/10 de nos échanges extérieurs.

Mais si l'Empire Britannique venait au deuxième rang après la Russie, il y avait une grande différence entre notre commerce avec elle et celui que nous faisons avec les Russes. Cette différence provenait non seulement de

(1) La valeur moyenne du Kran était de 0,45045 francs français d'avant-guerre, pour la période 1900-1914.

la différence des chiffres, mais aussi de ce que les 3/4 des transactions avec le Royaume-Uni étaient des importations. La Russie, au contraire, dans son propre intérêt, nous achetait presque autant qu'elle nous vendait. Ses achats se faisaient surtout dans les provinces du nord. Les commerçants de ces provinces avaient pris, depuis des années, l'habitude de vendre leurs marchandises aux Russes. De plus, la difficulté des moyens de communication à l'intérieur du pays ne leur permettait pas très facilement d'envoyer leurs marchandises, par d'autres chemins, sur d'autres marchés du monde. Pour avoir une idée des difficultés des moyens de communication à l'intérieur du pays, avant la guerre (1), nous allons donner la durée et les prix du transport sur les quelques lignes principales qui communiquaient avec Téhéran. Les marchandises étrangères devaient passer par ces routes pour atteindre la capitale et les produits nationaux devaient à leur tour les traverser, pour aller sur les marchés étrangers.

Dans le nord, Téhéran communiquait avec la mer Caspienne (via Russie) par deux routes : Téhéran-Pahlavi (Anzali), d'une longueur de 381 kilomètres et Téhéran-Bendar-Chapour (Bendar Gaz). Pour les transports de marchandise par la première route, il fallait compter, selon les différentes saisons de l'année, de 11 à 13 jours et le prix du transport était de 130 à 230 krans par « Kharvar ». (2) Au nord-ouest, il y avait la route Téhéran-Tauris-Trébizonde, via la Turquie et la mer Noire, d'une longueur de 1730 kilomètres ; la durée du transport variait de 75 à 100 jours et le prix de 800 à 1.000 krans. Dans l'ouest et le sud-ouest, il y avait les routes de : Téhéran-Kermanchah-Ghasr-Chirine, via Bagdad, d'une longueur de 800

(1) Statistique de la douane 1912.

(2) Le Kharvar vaut environ 1/3 de tonne.

kilomètres et dont le prix était de 300 à 350 krans par Kharvar. Sur la route Téhéran-Espahan-Ehvaz-Mohammarah, via Bagdad ou le golfe Persique, d'une longueur de 1077 kilomètres, la durée du transport était de 50 à 60 jours et le prix variait de 550 à 650 krans.

Dans le sud, il y avait la route Téhéran-Espahan-Chiraz-Buchir, via le golfe Persique et l'Europe, d'une longueur de 1232 kilomètres; la durée du transport variait de 60 à 90 jours et le prix de 550 à 750 krans par kharvar.

Dans le Nord, il y avait aussi la route de Téhéran-Méched jusqu'à la frontière irano-afghane, via les Indes ou la Russie, d'une longueur de plus de 1100 kilomètres; le prix allait de 600 à 700 krans par kharvar et la durée était de 40 à 45 jours. Cependant, malgré les différences considérables qui existaient entre les prix et les durées des transports, selon les saisons et les différentes régions à parcourir, on peut estimer, d'après la vitesse moyenne, qu'on ne dépassait pas 30 kilomètres par jour et que le prix de transport variait de 1 à 2 krans pour une tonne et par kilomètre. A la même époque (1912), en France, la vitesse pour les transports de marchandises variait de 35 à 40 kilomètres par heure et le prix était environ de 0,20 à 0,30 francs.

Ajoutons que cette étude peut nous renseigner pour connaître les progrès qui ont été réalisés en Iran depuis les dix dernières années. Aujourd'hui, sur toutes les voies principales ou secondaires, les services réguliers de voitures et de camions transportent les marchandises avec, à peu près, la même vitesse qu'en Europe. Enfin, d'ici moins de deux ans, le chemin de fer Transiranien fera communiquer directement la Mer Caspienne avec le Golfe Persique, en passant par Téhéran, ce qui facilitera encore plus les relations commerciales avec l'étranger.

Pendant la guerre, le volume de nos échanges exté-

rieurs, aussi bien avec la Russie qu'avec les autres pays, a baissé dans les proportions suivantes :

Année	Exportations	Importations	Total en Krans
1914-15	499.322.910	396.067.863	895.380.773
1915-16	464.107.965	397.134.614	841.242.579
1916-17	494.771.917	433.895.346	928.666.363
1917-18	468.065.910	338.714.384	806.780.299

CHAPITRE II.

L'évolution de l'économie iranienne depuis la guerre et les manifestations de la crise.

SECTION I. — *Les facteurs généraux.*

Nous avons vu dans les chapitres précédents que l'Iran, pays essentiellement agricole, n'avait avant la guerre qu'une industrie domestique et que ses échanges extérieurs étaient fondés pour l'exportation sur ses produits agricoles, des matières premières et quelques articles de la fabrication de ses artisans et principalement les tapis. A l'importation, il recevait toutes sortes de produits fabriqués qu'il était dans l'obligation de se procurer au dehors. Quant à ses coéchangistes, la Russie prenait la première place, venaient ensuite l'Angleterre et la Turquie. La balance commerciale était déficitaire et la balance des comptes aussi, malgré quelques éléments favorables.

Ce sont ces considérations générales qu'il ne faut pas perdre de vue, pour étudier l'évolution de notre économie jusqu'à la crise mondiale.

Pendant cette période, l'économie iranienne a évolué sous l'influence de trois facteurs principaux : l'un intérieur et qui ne dépendait que de nous-mêmes, c'était le réveil du pays et la tendance générale vers l'amélioration et le renforcement de sa situation politique et économique.

L'autre facteur international, c'était la situation économique mondiale qui avait ses répercussions chez nous, comme partout ailleurs. Les accès de prospérité et de dépression se sentaient chez nous et réagissaient sur la valeur et la quantité de nos échanges extérieurs; ces derniers augmentaient dans les bonnes années et baissaient dans les mauvaises. C'est l'étude de ces facteurs qui constitue la partie principale de notre exposé.

A côté de ces deux facteurs, il y en avait un troisième qui était notre commerce avec la Russie. Etant donné l'importance de notre commerce avec ce pays, le voisinage et les facilités que nos commerçants, surtout ceux des provinces du Nord, trouvaient dans la vente aux Russes, ce dernier facteur a pris une grande influence sur l'évolution économique de notre pays après la guerre.

Le premier facteur qui était un mouvement intérieur et psychologique, venait comme nous l'avons déjà dit, du réveil du sentiment national et patriotique. Les élites de toutes les classes et la jeunesse cultivée du pays, se rendant compte de l'évolution et des progrès des sciences et de la technique moderne mondiale dans le dernier siècle, pouvaient estimer à quel point notre pays était resté en arrière.

Il faut dire que cet état d'esprit s'était déjà manifesté avant la guerre, mais l'influence étrangère beaucoup trop forte avait empêché notre liberté d'action de prendre le dessus. L'histoire de notre pays prouve que, par tous les moyens, nos voisins intéressés ont cherché à nous affaiblir pour nous asservir. Toutes nos tendances nationales étaient étouffées.

C'est pendant la guerre, quand on a vu que malgré la neutralité de notre pays, les armées des belligérants se battaient sur notre territoire, détruisant les villes et les villages, incendiant les maisons, massacrant et condamnant

à mort la population civile, que cet esprit s'est réveillé avec énergie. Si la guerre a été néfaste au point de vue de l'état matériel du pays, par contre elle nous a servi à refaire notre état d'âme, à réagir et à marcher vers le progrès pour retrouver le prestige et la place prépondérante que nous avions jadis.

C'est grâce à ce même esprit qu'après la guerre, sous l'égide de Sa Majesté Impériale Chahinchah-Pahlavi, l'Iran moderne s'est relevé. Cet esprit n'est dirigé contre personne, il ne considère que l'intérêt suprême du pays, en s'efforçant d'améliorer la situation économique. Mais ayant en vue l'intérêt général, on ne peut agir sans perdre de vue la situation économique internationale. C'est le deuxième facteur qu'il faut considérer. La communauté économique internationale est telle que, malgré la tendance vers l'autarcie économique, l'Iran est toujours obligé de tenir compte de ce facteur dans son action intérieure nationale. D'autant plus que la conjoncture économique et la crise actuelle ont une part prépondérante dans l'évolution économique de notre pays. (1) Donc, si par suite de particularités dues au milieu, les répercussions de cette crise ont pris un certain aspect dans notre pays, les réactions ressenties et la lutte qu'on a engagée chez nous contre la crise, ont eu naturellement des traits spéciaux qui lui ont donné un caractère assez particulier. On a réagi chez nous non seulement contre une crise cyclique, momentanée, mais aussi pour améliorer la structure économique déjà malade et que par suite cette crise allait aggraver mortellement.

Quant au troisième facteur, les échanges avec la Russie, il a eu une très grande influence. Pendant des années,

(1) C'est d'ailleurs en considération de cette importance que nous avons choisi la conjoncture économique et spécialement la crise contemporaine avec ses répercussions sur notre économie, comme point de départ de notre étude.

notre commerce avec ce pays avait la première place dans nos échanges extérieurs. Mais le changement de régime et l'avènement du communisme ont eu une telle répercussion dans le fonctionnement de leur commerce extérieur que notre pays, comme les autres qui contribuaient à ces échanges, a trouvé qu'il était impossible de suivre une politique commerciale, basée sur la liberté complète des échanges. Mais, étudiant le commerce extérieur comme indice de la conjoncture économique et de la crise, nous donnerons sommairement la part d'influence de ce facteur sur l'évolution de notre situation économique.

SECTION II. — *Aperçu général de nos échanges commerciaux. — L'évolution de la balance commerciale et de la balance des comptes.*

En commençant cette étude, il est nécessaire de mentionner un grand événement d'ordre politique qui a eu une influence certaine sur notre situation économique et, spécialement, sur notre commerce extérieur. Après la révolution bolchévique, la Russie, par suite de la misère et de ses difficultés intérieures, a perdu la place prépondérante qu'elle occupait en Iran dans nos échanges extérieurs. L'absence de politique commerciale, la méfiance de nos commerçants pour le nouveau régime, leur non habitude de ce Monopole d'Etat et le système économique communiste, ont réduit nos transactions, de sorte qu'en 1920-21 le chiffre total de nos échanges était tombé à : 28.718.078 krans, c'est-à-dire, un dixième du chiffre d'avant la révolution.

Voici les chiffres de nos transactions avec la Russie depuis l'année 1917-1918 :

Années	Importations russes	Exportations russes	Total général en Krans
1917-1918	107.482.251	162.076.293	269.558.508
1918-1919	33.387.515	52.932.740	86.320.255
1919-1920	84.965.731	75.478.664	160.438.385
1920-1921	20.103.177	8.614.931	28.718.078

Mais les dirigeants du régime bolchéviste savaient bien que le commerce avec l'Orient et surtout avec l'Iran restait tout à leur avantage. C'était leur intérêt qui les avait poussés, pendant deux siècles, à nouer des relations commerciales avec nous. Ils cherchaient des matières premières chez nous, en même temps qu'ils nous vendaient leurs produits fabriqués. D'ailleurs les Anglais, profitant de cette occasion, ont développé leur commerce avec nous, pour prendre la première place que les Russes avaient gardée pendant si longtemps. Mais le quasi monopole de fait de notre commerce avec l'Empire britannique, présentait cette différence que les Russes nous achetaient en même temps qu'ils nous vendaient, et que les importations et les exportations s'équilibraient, au contraire l'Empire britannique nous vendait beaucoup plus qu'il ne nous achetait. C'est pourquoi les milieux commerciaux du pays avaient une préférence marquée pour le commerce avec la Russie. Ils trouvaient beaucoup plus avantageux de commercer avec les Russes qu'avec les Anglais.

De leur côté, les dirigeants bolcheviks voyaient dans cette expansion un défi contre leurs intérêts en Iran.

D'autant plus qu'ils voulaient se présenter comme les défenseurs des pays d'Orient opprimés par la politique européenne, surtout l'anglaise. Ils voulaient attirer la sympathie de ces pays pour leur régime. Ils savaient bien que la Russie tsariste opprimait autant que les Anglais et que ses visées politiques et économiques, surtout chez nous, étaient

en cours d'exécution depuis deux siècles. Donc, pour attirer la sympathie d'un pays rendu méfiant par les précédents historiques, il fallait oublier les avantages acquis, les concessions arrachées par la force sous l'ancien régime ainsi que le système de monopole du commerce, et laisser toute liberté aux échanges commerciaux. Toutes ces considérations ont obligé les « bolcheviks » à négocier avec l'Iran un traité d'amitié qui a été conclu le 26 février 1921. Comme son nom l'indique, ce n'est pas un traité de commerce. Mais la conclusion de ce traité a eu une grande influence sur la situation économique et commerciale de notre pays. Par ce traité la Russie communiste abandonne tous les avantages obtenus par la force et la violence, fruit de la politique de la Russie tsariste. Le gouvernement bolchevik considère comme nuls les traités précédemment mentionnés et toutes les concessions acquises chez nous, il nous abandonne les routes construites, le chemin de fer de Djolfa, la banque d'escompte; d'autre part toutes les dettes du gouvernement iranien envers la Russie sont annulées. Il faut dire que les « bolcheviks » avaient une raison majeure, en dehors de ce que nous avons déjà dit, pour conclure ce traité. En principe, comme la Russie nouvelle ne voulait pas prendre en charge tous les engagements et les obligations de l'ancien régime envers l'Europe, elle devait renoncer, à son tour, à conserver les avantages obtenus par le même régime. C'était là une raison décisive de la conclusion de ce traité.

On peut facilement voir les avantages que ce traité apportait à notre situation économique. D'un côté, notre balance des comptes était déchargée du paiement des intérêts et du remboursement du capital des dettes contractées envers la Russie, en même temps que l'abandon de toutes les concessions et de tous les avoirs du gouvernement russe dotait l'Iran d'un capital important et d'avantages intéressants. D'autre part, en attirant l'amitié et la confiance du

pays, nos rapports commerciaux allaient reprendre avec une rapidité croissante sans jamais dépasser les chiffres d'avant guerre. On peut voir la situation de notre commerce avec la Russie par le tableau suivant :

Années	Importations de la Russie en Iran	Exportations de l'Iran en Russie	TOTAL en krans
1921-22	41.731.557	26.489.564	68.221.121
1922-23	73.416.237	62.122.678	135.568.915
1923-24	105.158.792	158.013.519	263.173.311
1924-25	125.669.816	244.669.499	370.339.315
1925-26	211.764.270	281.141.890	492.906.160
1926-27	184.483.742	161.912.142	348.395.884

Mais, comme nous l'avons dit, le traité du 26 février 1921 n'était pas un traité de commerce et le gouvernement iranien n'avait pu profiter de l'occasion pour supprimer le régime douanier de 1902. Malgré l'annulation de tous les traités précédents, cet accord douanier reste toujours en vigueur. Les Bolcheviks ne voulaient d'ailleurs pas l'abandonner, pour conserver les avantages et les facilités que cet accord apportait au commerce russe en Iran ; le traité prévoyait donc une convention commerciale qui devait aménager entre les deux pays le régime douanier et les modalités techniques de leurs échanges.

Quittons la Russie et examinons l'évolution de notre commerce avec les autres pays après la guerre jusqu'à la crise mondiale.

Dans les deux tableaux suivants « I-II », ainsi que dans le graphique, nous allons voir, au point de vue importance des échanges, le rang des autres pays qui commerçaient avec l'Iran, depuis 1298 (1919-1920) jusqu'à l'année 1307 de l'ère iranienne (1928-1929) et la valeur de leurs exporta-

tions et importations dans cette année, y compris les exportations des huiles minérales.

D'après ces tableaux établis par l'administration des douanes à la veille de la crise, l'Empire britannique a la première place pour l'importation et l'exportation. Mais il faut faire des réserves sur les chiffres des exportations de l'Empire Britannique et celles des pays qui exportent des huiles minérales de « l'Anglo-Iranian C^o ». Le montant de ces exportations ne revient pas à notre pays et ne nous apportent pas de devises étrangères. Ils vont au compte de cette compagnie et ne participent pas à l'activité économique de l'Iran. D'un autre côté, dans les chiffres des importations de l'Empire Britannique, on a compté les importations de cette compagnie pour les besoins de son exploitation, ces importations ne devraient non plus figurer dans nos tableaux. En tenant compte de ces réserves, la Russie reprend la première place, l'Empire Britannique la seconde et les Etats-Unis d'Amérique du Nord la troisième.

Nous allons reproduire le tableau « III » de notre commerce extérieur pour l'année 1307 de l'ère iranienne (1928-1929), tel qu'il a été établi par le Ministère du Commerce après déduction des importations et des exportations qui ne doivent pas figurer dans l'activité économique du pays.

I.

TABLEAU GENERAL DES EXPORTATIONS DE L'IRAN
DE 1298 (1919-1920) A 1307 (1928-1929)
Y COMPRIS LES HUILES MINERALES.

[illegible]

II.

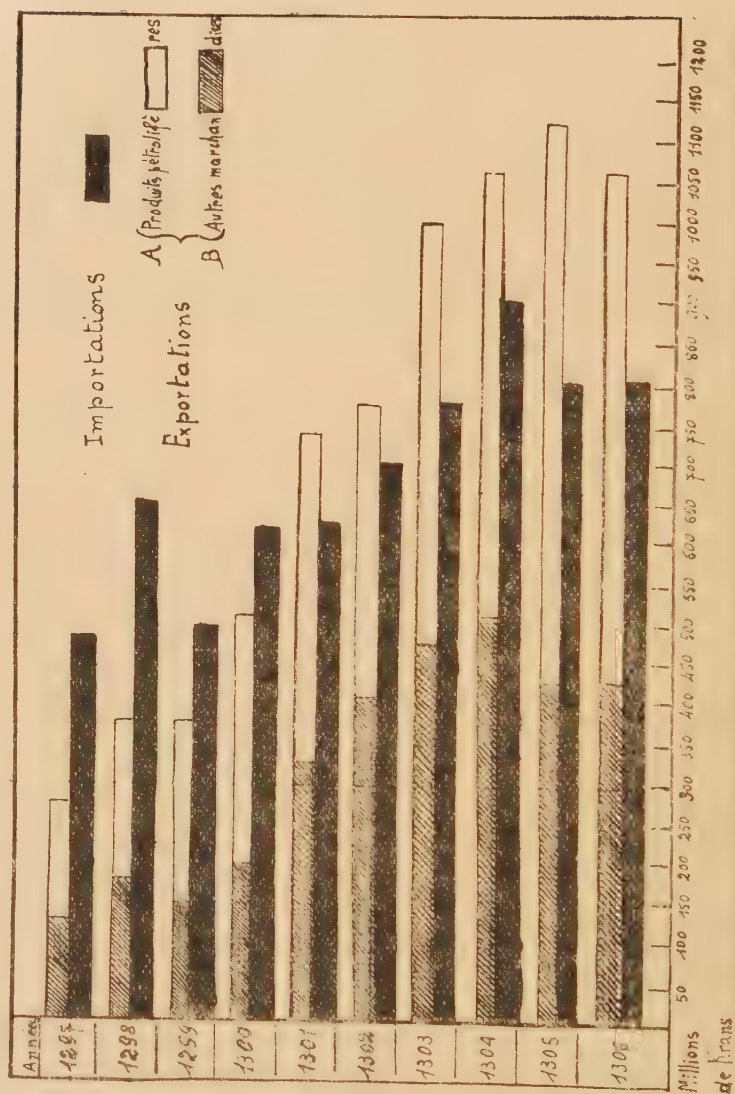
TABLEAU GENERAL DES IMPORTATIONS DE L'IRAN

DE 1298 (1919-1920) A 1307 (1928-1929)

Y COMPRIS LES IMPORTATIONS DE « L'ANGLO-IRANIAN C^o »

Pays de provenance	Valeurs en 1307 Krans	Rang d'importance									
		1298	1299	1300	1301	1302	1303	1304	1305	1306	1307
Empire Britannique											
Indes compris	315.198.674	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
U.R.S.S.	291.061.341	2	3	2	2	2	2	2	2	2	2
Allemagne	47.236.907	15	11	6	5	6	4	3	3	5	3
France	39.835.986	12	12	6	4	4	4	5	4	3	4
Etats-Unis Amér.	39.213.627	6	7	9	10	14	12	10	7	6	5
Belgique	28.938.097	20	4	3	3	3	3	3	6	7	6
Italie	20.843.498	10	14	13	13	10	8	6	5	4	7
Pays-Bas	7.149.927	13	5	5	5	6	5	7	9	11	8
Irak	6.792.737	—	6	7	7	8	11	9	10	8	9
Japon	4.001.372	7	12	14	15	12	10	11	8	9	10
Afghanistan	3.896.479	5	8	12	12	11	9	12	13	10	11
Thécoslovaquie	3.331.800	—	—	24	19	18	15	15	14	14	12
Chine	2.205.987	11	17	16	16	16	14	13	12	12	13
Pologne	1.966.906	—	20	20	24	24	23	23	22	16	14
Suisse	1.880.331	15	16	17	20	17	19	17	17	18	15
Suède	1.598.968	8	9	15	11	13	16	14	18	15	16
Autriche	1.454.015	18	19	21	18	19	18	18	16	17	17
Turquie	703.503	4	13	8	8	7	7	8	11	13	18
Grèce	343.785	—	—	—	25	21	20	19	15	19	19
Oman	317.215	9	10	10	14	15	17	16	19	20	20
Egypte	90.117	3	2	4	9	9	13	20	21	23	21
Espagne	54.135	19	21	26	26	26	26	24	26	25	22
Mascate	16.766	14	18	22	22	20	24	21	24	21	23

Graphique des Importations et des Exportations de l'Iran
 (y compris les produits pétroliers)
 de 1297 (1918-1919) à 1307 (1928-1929)



III.

TABLEAU GENERAL DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'IRAN
POUR L'ANNEE 1307 (1928-1929).

Pays	Valeur du Total des Transactions en		Exportations		Importations	
	1307 (1928-1929)	Rang	en Krans	Rang	en Krans	
U.R.S.S.	452.490	1	161.429	1	291.061	2
Empire Britannique						
- Indes	419.058	2	103.861	2	315.197	1
Etats-Unis	119.899	3	80.686	3	39.213	5
Allemagne	57.233	4	9.997	8	47.236	3
France	45.658	5	5.823	11	39.835	4
Turquie	40.045	6	39.342	4	703	18
Belgique	29.277	7	339	15	28.938	6
Italie	28.136	8	7.293	9	20.843	7
Irak	26.451	9	19.659	5	6.792	9
Japon	21.974	10	17.973	6	4.001	10
Chine	13.437	11	11.132	7	2.305	13
Pays-Bas	7.195	12	46	18	7.149	8
Egypte	7.064	13	6.974	10	90	20
Afghanistan	6.370	14	2.474	12	3.896	11
Autriche	3.852	15	2.398	13	1.454	17
Tchecoslovaquie	3.343	16	12	19	3.331	12
Oman	2.444	17	2.127	14	317	19
Suisse	2.091	18	211	16	1.880	15
Pologne	2.056	19	90	17	1.966	14
Suède	1.608	20	10	20	1.598	16

B. — *L'évolution de la balance commerciale et de la balance des comptes de l'Iran depuis 1921.*

Dans le tableau ci-dessous :

Années	En millions de rials	
	Importations en Iran	Exportations en Iran
1299 (1920-21)	182	137
1300 (1921-22)	609	179
1301 (1922-23)	619	305
1302 (1923-24)	694	385
1303 (1924-25)	771	485
1304 (1925-26)	881	514
1305 (1926-27)	787	449
1306 (1927-28)	807	463
1307 (1928-29)	819	480

On voit que la balance commerciale de l'Iran dans les années d'après-guerre était toujours déficitaire. Ce n'était pas un caractère particulier à cette période, car, depuis le siècle précédent et surtout depuis l'année 1283 (1904-1905), date à partir de laquelle l'Iran a une organisation moderne de douane et une statistique digne de foi, ce déficit se présentait déjà et demeurait, en quelque sorte, à l'état chronique. Mais il prend une allure plus accentuée après la guerre. A ce sujet, rappelons que, pendant l'année 1912-1913, les exportations atteignaient le chiffre de 455.839.635 Krans et les importations 647.164.841 Krans : par conséquent, le déficit était de 191.325.206 Krans. Donc, sur un total de 1103.004.476 Krans de transactions, l'importation avait une part de 58,67 % et l'exportation une part de 41,33 %.

Au contraire, pour la première année de la période considérée l'année 1920-1921, nous avons un total de 788 millions de Krans avec 609 m.k. pour l'importation, soit, 77,1 % et 179 millions de Krans pour l'exportation, soit,

22,8 %. Bien entendu, les premières années après la guerre ont été exceptionnellement mauvaises pour l'économie iranienne. Nous savons déjà que l'Iran n'avait pas participé à la guerre et était resté neutre, néanmoins, une partie de son territoire avait été envahi par les belligérants, ce qui avait entraîné un énorme déficit dans sa production agricole.

L'Iran, après la guerre, fut obligé de mettre quelque temps pour réparer ses pertes et dans les premières années, naturellement, ses exportations diminuèrent beaucoup. En même temps, son commerce avec la Russie était complètement paralysé. Mais à mesure que les pertes étaient réparées et que le commerce avec la Russie reprenait, la valeur des exportations augmentait.

Si bien qu'en l'an 1303 de l'ère iranienne (1924-1925), la valeur des exportations a atteint le chiffre de 485 millions de Krans qui était celui de l'année 1912-1913, juste avant la guerre.

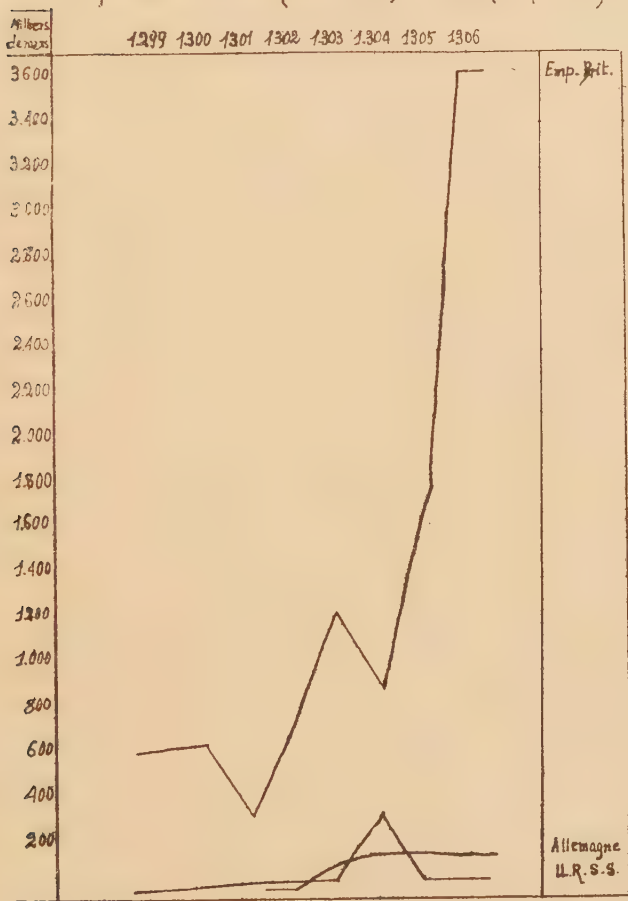
On peut donc dire que c'est à partir de cette année là, que notre pays a repris sa vie économique normale.

Quant à nos importations, elles ont suivi dès la première année après la guerre, une marche ascendante, et cela pour plusieurs raisons: d'abord pour réparer les pertes de la guerre, notre pays a été obligé de faire beaucoup d'achats à l'étranger. A cette cause initiale, viennent s'en ajouter plusieurs autres: nous avons vu que l'un des facteurs de notre évolution économique a été le réveil du pays devant le progrès gigantesque du monde dans le domaine de la technique industrielle. L'Iran, qui était resté jusqu'à ce moment là en dehors du cercle, devait faire tous les efforts et sacrifices nécessaires pour y pénétrer. Nous n'avions pas encore de moyens modernes de communication: il fallait modifier notre outillage et, pour cela, il fallait faire des achats à l'étranger.

Nous reproduisons ici deux graphiques faits par le Bu-

MACHINES ET OUTILS DE TOUTE ESPECE

Importations de 1299 (1920-1921) à 1306 (1927-1928)



reau de statistique des douanes, révélant clairement que, dans ces années là, les importations de voitures et d'autres moyens de transports, d'outils et de machines avaient progressivement augmenté.

Malheureusement les importations d'articles nécessaires à la modernisation du pays n'augmentaient pas seules ; nous pouvions constater que les articles de luxe, qui n'étaient d'aucune utilité pour le pays, affluaient sur notre marché. Notre politique commerciale qui était basée sur des échanges, laissait la porte ouverte à l'afflux de ces articles. D'autant plus que les pays importateurs, pour conquérir les marchés iraniens, se faisaient une concurrence formidable et que les prix baissaient démesurément. La baisse de prix encourageait les acheteurs et augmentait leurs importations.

Notre tarif douanier était aussi, bien encourageant pour les importateurs. Il faut mentionner ici que, depuis 1920, nous avions deux tarifs douaniers.

A cette date, le gouvernement en changeant le tarif de 1902, a voulu l'appliquer, même aux marchandises russes ; mais les Russes ont protesté contre l'application du tarif nouveau et le gouvernement n'a pas entendu l'imposer unilatéralement. Donc, pour les marchandises russes, c'était toujours le tarif de 1902 qui s'appliquait.

C'est en 1927, que le pays a fait alors appel à la Société des Nations et à la Conférence Economique Internationale, qui venait de réunir les représentants de 51 pays. Cette Conférence donna raison à l'Iran et vota une recommandation dans le sens de notre autonomie douanière.

Le gouvernement une fois assuré de son succès demanda au Parlement le vote d'une loi établissant un tarif autonome, qui fut votée le 3 mars 1928.

Mais, même avec l'institution de ce tarif, le gouvernement iranien, poursuivant sa politique de liberté des échanges, n'a pas voulu imposer des droits lourds et prohibitifs aux im-

portations étrangères. Les importations de toutes sortes augmentaient et l'équilibre de notre balance commerciale restait de plus en plus menacé.

Balance des comptes. — Après avoir étudié l'évolution de notre balance commerciale après la guerre, nous allons voir celle de notre balance des comptes pendant la même période ; notre tâche sera plus difficile et ce que nous obtiendrons comme résultats, sera moins clair. Faute de documents précis, nous sommes obligés de rechercher des éléments dans des renseignements approximatifs. Mais nous tâcherons d'étayer notre opinion sur les faits les plus proches de la réalité.

Le premier élément, et le plus important de cette balance, est la balance commerciale qui était déficitaire après la déduction des exportations d'huiles minérales. Ce déficit dépassait en 1307 (1928-1929) 340 millions de Krans. Laissons de côté cet élément ; nous en avons d'autres qui sont, soit favorables, soit défavorables.

Voyons d'abord les éléments défavorables.

a. — Les envois des fonctionnaires et conseillers étrangers, engagés par notre gouvernement. Ils reçoivent habituellement la moitié de leur traitement en devises étrangères, pour en effectuer l'envoi dans leur pays. Cet élément a pris une importance particulière, depuis que le pays a décidé de faire une rénovation de ses organes scientifiques et économiques.

b. — Les paiements effectués par le gouvernement ou les particuliers, pour couvrir les dépenses des étudiants, boursiers ou particuliers, ainsi que celles des touristes ou des malades qui vont consulter de grands médecins étrangers etc... Depuis quelques années, le montant des envois de ce genre a considérablement augmenté.

c. — Les intérêts que les banques et les compagnies étrangères, installées en Iran, touchent dans le pays. Le montant des sommes ainsi sorties est assez considérable, mais il était

beaucoup plus important avant l'année 1927, date de la création de la Banque Mellie Iran.

d. — Les paiements effectués par le gouvernement pour régler les intérêts des dettes extérieures. Cet élément a perdu beaucoup de son importance. Une grande partie des dettes a déjà été payée, ce qui reste n'est pas très considérable. Enfin il y a les sommes versées aux armateurs et aux compagnies d'assurance étrangère qui varient selon l'importance des transactions faites dans les différentes années.

e. — Il y a encore les sommes payées pour notre représentation diplomatique, militaire et commerciale à l'étranger. Elles sont compensées en grande partie par les mêmes dépenses des pays étrangers en Iran.

Comme on le voit, les sommes sorties du pays par ces différentes voies sont assez considérables; elles vont charger le déficit de la balance commerciale qui était déjà lourd et écrasant.

En contre partie de ce passif, nous avons un actif; ce sont les éléments favorables.

a. — C'est d'abord une somme assez importante, que « l'Anglo-Iranian C^o » dépense, pour payer ses employés iraniens et les frais de ses établissements en Iran, ainsi que les dividendes des actionnaires iraniens.

Comme nous ne comptons pas les exportations des huiles minérales dans les exportations purement iraniennes, nous devons prendre en compte, les sommes dépensées par cette Compagnie dans notre pays.

b. — Les sommes que la compagnie paye annuellement au gouvernement iranien, d'après les stipulations de sa concession. Cette somme est depuis quelques années mise en réserve pour les dépenses exceptionnelles, ainsi que pour les réserves d'or nécessitées par le changement de l'étalon argent en étalon or. Nous rencontrerons cette question dans les sections suivantes.

c. — La quote-part de l'Iran dans les bénéfices de la société russo-iranienne de pêcheries de la mer Caspienne.

d. — Les sommes que les Iraniens, résidant à l'étranger, envoient dans notre pays, les dépenses faites par les touristes ainsi que les sommes touchées par nos capitalistes pour leurs capitaux placés à l'étranger. Parmi ces divers éléments d'actif, ce sont les deux premiers qui ont une certaine importance et qui rapportent au pays des sommes assez considérables, susceptibles de couvrir tout le déficit des autres éléments du passif et une partie du déficit de la balance commerciale. C'est même l'importance de ces sommes qui a divisé l'opinion des économistes et de certains publicistes iraniens sur l'évolution de notre balance des comptes après la guerre. Tout en estimant que cette balance était déficitaire avant la guerre, il y en a quelques-une qui croient que, depuis la guerre et à cause de ces paiements, cette balance est en équilibre et même favorable. M. Parviz Kazemi, en émettant cette dernière opinion, reproduit ainsi une partie d'un article paru dans le Journal « Iran », de Téhéran : « D'ailleurs, ce qui prouve d'une façon indiscutable que, dans ces dernières années, la balance des comptes a été favorable à la Perse, c'est que la Perse n'a fait aucun emprunt extérieur, ni intérieur et que pendant les années 1306 et 1307, il est entré d'une façon définitive pour plus de 92 millions 240.000 krans de métaux précieux et monnaies d'or et d'argent ». Selon nous, ce qui paraît, pour l'auteur de cet article, indiscutable, ne saurait être accepté sans réserves et n'est pas hors de discussion. Comme nous l'avons déjà vu, notre balance des comptes qui était aussi, sans discussion, déficitaire avant la guerre, a trouvé deux éléments favorables, à son actif et plusieurs défavorables, à son passif. Si le montant de ces derniers n'est pas précisément déterminé, celui du premier peut l'être approximativement :

Voici d'abord les sommes, que le gouvernement iranien

a reçues, pour sa part, depuis la guerre :

Années :	Montant en Livres Sterlings
1920	469.000
1921	585.000
1922	593.000
1923	533.000
1924	411.000
1925	831.000
1926	1.054.000
1927	1.400.000
1928	1.031.000
1929	1.478.000
1930	1.323.000

D'après ce tableau, c'est donc en 1929 que la part de notre pays a atteint le maximum, c'est-à-dire 1.478.000 Livres Sterlings. La même année, la livre cotait 58 Krans. Par suite, le maximum que notre Gouvernement ait touché, en 1929 ressort à : $1.478.000 \times 58 = 85.724.000$ Krans.

En ce qui concerne le deuxième élément, nous n'avons malheureusement pas en mains, de chiffres exacts, mais, d'après les statistiques de la Compagnie en 1931, on peut retrouver le nombre des salariés iraniens qu'elle employait :

Employés	.....	.....	.....	12
Subalternes	.....	.....	.....	855
Ouvriers Spécialistes	.....	.....	.....	2609
Ouvriers Qualifiés	...	.....	.....	4643
Ouvriers Simples	...	.....	.....	8808
Journaliers	.....	.....	.....	2098

TOTAL 19016

De ces chiffres on peut déduire que la plupart de ces sala-

riés sont des ouvriers simples ou qualifiés ; ils touchent environ de 1000 à 2000 Krans par an : par conséquent, si nous évaluons les dépenses de la compagnie en Iran, à 150 ou 200 millions, le total de ces deux éléments ne dépasserait pas en moyenne, et dans les dernières années, 250.000.000 krans. En face de cet actif, nous avons en 1928-29, le déficit de 379 millions de krans de la balance commerciale et tous les autres éléments du passif qui s'élevaient, dans les dernières années, à une somme considérable.

Malgré les explications de M. Parviz Kazemi, on peut dire qu'indiscutablement, notre balance des comptes n'était pas en équilibre et accusait un solde déficitaire. D'ailleurs, le raisonnement, qu'a présenté le rédacteur de l'article que nous discutons, nous paraît comporter encore une réserve. Dans notre pays comme ailleurs, le déficit de la balance des comptes se solde toujours par des déplacements de capitaux. Ces capitaux viennent, ou des réserves du pays, ou des emprunts contractés. Si notre pays n'a fait de dettes extérieures, cela ne prouve pas qu'il n'a pas eu de sorties de capitaux. Or, on constate que toutes les réserves et la richesse liquide du pays sont sorties pour parer au déficit.

Les Iraniens, comme toutes les populations d'Orient, avaient cette habitude de faire des réserves, en thésaurisant l'argent ou l'or ; cela se voyait dans toutes les familles et dans toutes les classes. Tout l'or et tout l'argent thésaurisés dans les périodes de prospérité sont partis du pays.

Même durant les premières années après la guerre, il y avait encore des gens, qui déposaient ou changeaient leurs pièces d'or chez les cambistes et dans les Banques ; on voyait clairement que les réserves et les richesses du pays sortaient et que le pays, dans l'ensemble, s'appauvissait. Quelle importance peut-on donner à des rentrées, si l'on voit que, d'un côté, de l'or et de l'argent entrent

dans le pays, alors que, de l'autre, une quantité double ou triple en sort. Pour nous, c'est avec raison que le Gouvernement a cherché à remettre en équilibre notre balance commerciale, par d'autres moyens. Il a considéré que notre quote-part dans les bénéfices de « Anglo-Iranian C^o » devait rester en réserve dans les Banques étrangères, pour collaborer au changement de l'étalon-argent en étalon-or et à d'autres dépenses exceptionnelles que nous verrons dans les sections suivantes ; enfin, les dépenses de la Compagnie dans notre pays devaient couvrir d'autres éléments du passif de notre balance des comptes.

Nous allons voir, dans la 3^e partie de cette Etude que, pour notre Gouvernement et la direction nouvelle de notre économie, la mesure de la prospérité ou de la dépression de la situation économique du pays est fondée sur nos échanges extérieurs. Tous les efforts et la tâche de la direction nouvelle se sont portés sur le déficit à combler et, dans la mesure du possible, sur le retour à l'équilibre de notre balance commerciale.

SECTION III. — *Les manifestations de la crise.*

Pour étudier la crise et ses répercussions, on a toujours recours à l'examen de différents signes caractéristiques : l'indice général des prix, celui de la production industrielle, l'augmentation du chômage, l'élévation du taux de l'escompte, etc...

Nous ne ferons pas l'étude de l'indice des prix, non seulement parce qu'il n'y a pas eu, jusqu'à ces derniers temps, de statistique très sûre pour cette documentation, mais parce que les prix, aussi bien de détail que de gros, subissaient de grandes fluctuations et présentaient des différences énormes selon les diverses régions du pays. La difficulté des communications et la cherté du prix des transports influaient sur les prix de la même marchan-

dise (fabriquée au pays ou achetée au dehors), on trouvait autant de prix qu'il y avait de régions. Le prix du blé et celui des autres produits agricoles étaient, dans les années normales et de bonne culture, fixés différemment selon les régions et si, pour une cause quelconque, l'état des cultures était défavorable sur un certain point, les différences de prix atteignaient des niveaux fantastiques.

On n'a pas encore oublié qu'une année, à la fin de la guerre, par suite de la sécheresse, on ne trouvait pas du blé à Téhéran; il s'y vendait à un prix presque cent fois plus élevé que dans la province de Sistan. Le manque de moyens de communication n'avait pas permis de transporter le blé abondant dans ces provinces à la capitale, Téhéran. Voilà un cas exceptionnel, mais la grande différence des prix était la règle générale.

Quant aux prix des articles importés, ils subissaient aussi les mêmes variations suivant qu'ils se vendaient dans une province proche, près de la frontière par laquelle cette marchandise était entrée, ou dans une province éloignée. De toute façon, les prix à l'intérieur de l'Iran, avant les mesures que le gouvernement actuel a prises pour faciliter les moyens de communication, avant la construction des routes nouvelles et des chemins de fer, ne suivaient pas les prix mondiaux. Nous ne pouvons donc pas étudier cette crise, en nous basant sur l'indice des prix depuis la guerre.

Quant à l'indice de la production industrielle, nous n'en parlerons pas non plus. Comme l'Iran n'est pas un pays industriel à grand rendement, on ne peut pas noter la répercussion de la crise sur sa production. En ce qui concerne l'indice du chômage, nous ne pouvons pas l'étudier, étant donné le manque de statistiques et la non-organisation du travail. D'autant plus qu'on peut dire qu'en Iran, il n'y a pas de chômeurs, comme il en existe dans

les pays soumis aux nouvelles législations sociales. Si tous les travailleurs iraniens n'avaient pas un emploi régulier pour toute la saison, du moins ils trouvaient assez de travail pour gagner leur vie, quoique très modestement.

D'autre part, la journée de travail était de plus de 8 heures et si l'on avait cherché à réglementer le mode et la durée du travail, c'aurait été les travailleurs qui auraient manqué et non le travail.

Ce que nous proposons d'étudier comme indices de la crise, ce sera le commerce extérieur et la baisse de notre change. L'un comme l'autre étaient, dans une large mesure, sous l'influence de l'économie mondiale. C'est pourquoi nous pensons que leur étude sera de quelque intérêt dans les recherches que nous poursuivons.

Paragraphe a) — Indice du commerce extérieur.

Nous avons déjà vu comment et pour quelles raisons le commerce extérieur de l'Iran avait évolué après la guerre. Le montant de nos transactions qui était en 1925 de 1256 millions de Krans (771 pour les importations et 485 pour les exportations) atteignait en 1929, 1406 millions de Krans dont 919 pour les importations et 487 pour les exportations.

Ces dernières, qui sont les éléments les plus caractéristiques de la conjoncture économique, voient la phase critique des premières années d'après guerre prendre fin en 1925; après cette date, leur montant atteint le niveau des années qui ont précédé la guerre.

C'est à partir de cette date que la conjoncture actuelle commence; le montant des exportations reste alors presque stationnaire (1) jusqu'à l'année 1308 de l'ère iranienne (1929-1930), époque où la valeur de nos transactions atteint le maximum de son développement.

(1) Voir page 134.

Donc, s'il faut évaluer la mesure de notre prospérité dans cette période d'après nos exportations, on peut dire qu'il n'y avait pas une prospérité marquée avant la phase de dépression. D'autant plus que nos importations dans la même période suivaient une marche ascendante. Dans l'ensemble, la valeur du commerce extérieur a progressé dans cette période, mais dans un sens tel que l'équilibre économique du pays devenait de plus en plus menacé et précaire.

Passons à la phase de dépression. Nous savons qu'à la suite du crack de la Bourse de New-York, la crise a éclaté et que ses effets se sont propagés dans le monde entier. Chez nous, c'est en 1309 (1930-1931) que les effets de la crise se firent sentir. Bien entendu, la situation de tous les pays devant cette crise n'était pas la même. Les grands pays industriels ou agricoles qui avaient une production intense et taylorisée et, par conséquent, pouvait-on dire, que avaient contribué à la surproduction, une des causes principales de la crise, sont devenus le centre de l'épidémie. Chez eux, tous les effets de la crise ont été ressentis et réalisés. Mais un pays comme le nôtre, qui n'a pas contribué aux causes de la crise, ne pouvait être touché que par les effets qui correspondaient à sa situation économique. La crise s'est sentie à partir de 1930-1931, dans notre commerce extérieur. Mais, il y avait d'autres facteurs que la conjoncture mondiale de la crise, qui influaient sur l'évolution économique de notre pays et sur son commerce extérieur. C'est pourquoi en étudiant, ci-après, notre commerce extérieur depuis 1930-31, nous tâcherons de donner plus de détails et de nous rendre compte dans quelle mesure il a été sous l'influence de la crise et des autres facteurs. Dans les tableaux ci-contre, nous allons voir la quantité et la valeur de nos échanges extérieurs depuis 1308. Le tableau I nous four-

nira, d'après le système adopté par le congrès international de la statistique commerciale de Bruxelles du 9 septembre 1910, les 5 subdivisions de nos exportations. Cela nous aidera beaucoup à distinguer les articles qui ont été spécialement touchés par la crise proprement dite.

T A B L E A U I
Exportations en milliers de mans

Années	Animaux vivants	Boissons et objets ali- mentaires	Matières brutes ou simplement préparées	Produits fabriqués	Métaux précieux et monnaies or et argent
1308	774	45.477	15.659	3.054	4
1309	1636	42.773	12.907	2.115	19
1310	2574	60.964	18.882	1.922	3
1311	1746	34.004	12.194	2.222	1
1312	1448	24.552	19.755	1.678	—

Parmi ces cinq subdivisions, ce sont les 2^e, 3^e et 4^e qui compteront comme les articles les plus importants de nos exportations. La deuxième subdivision comprend le riz et les fruits secs, qui, à eux deux, constituent plus des 4/5 de cette subdivision (pour l'année 1308 sur un total de 45.477 millions de man, (1) 18.680 pour le riz et 18.701 pour les fruits secs). Le marché du riz se trouvant presque entièrement en Russie, c'était les échanges avec ce pays qui pouvaient avoir une influence définitive sur les fluctuations de notre commerce. Dans le graphique suivant, on peut voir la courbe de nos exportations depuis 1925 qui est très accidentée.

(1) 1 man = 0,00297 tonnes.

RIZ

Exportations pendant les dix dernières années

de: 1298 (1914-20) à 1307 (1928-1929)



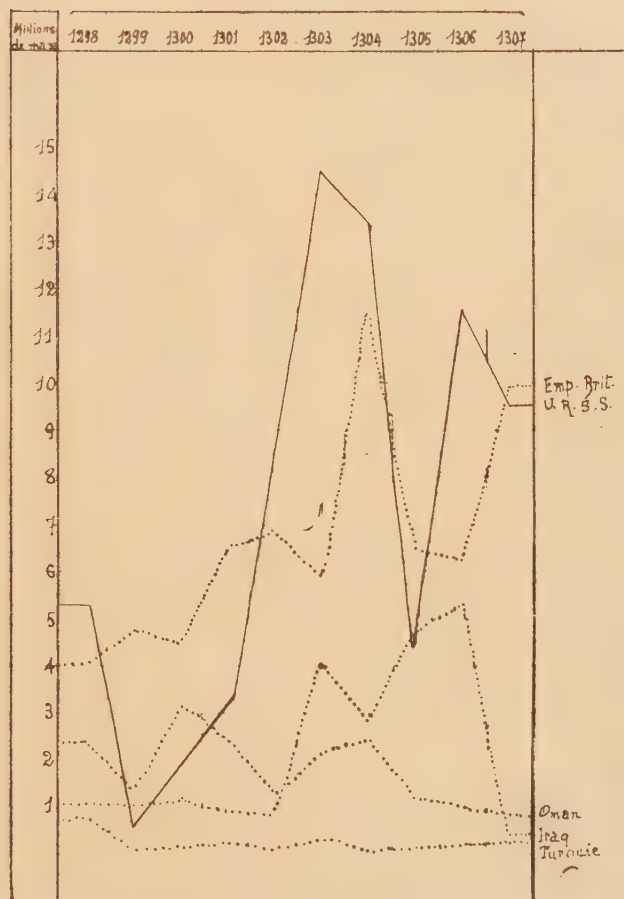
Elle a monté quand les Russes ont acheté; et comme l'économie russe s'est séparée depuis la Révolution bolcheviste de l'économie mondiale, on ne peut pas considérer que la conjoncture mondiale et la crise pouvaient avoir une grande influence sur les exportations de cet article. Quant aux fruits secs on ne les vendait pas exclusivement en Russie, ils avaient d'autres marchés dans le monde. L'Empire britannique nous en achetait une quantité importante. C'est pourquoi cet article, beaucoup plus que le premier, pouvait souffrir de la crise mondiale. Nous donnons ci-dessous la courbe de son exportation depuis l'année 1925: (page 151)

Mais ce sont les subdivisions 3 et 4 surtout qui ont été affectés par la crise. Leurs marchés étaient plus sous l'influence de la conjoncture économique que le commerce avec la Russie. La première comprenait le coton (pour l'année 1308, 5069 millions de mans sur 15.659 ou presque un tiers du total). Mais il faut remarquer que jusqu'à l'année 1308, les Russes étaient aussi grands acheteurs de cette matière, mais avec cette différence pour le riz que si les Russes ne voulaient pas en acheter il s'écoulait beaucoup plus facilement dans les autres marchés que le dernier.

Nous allons donner ci-dessous le graphique de ses exportations depuis 1925: (page 152)

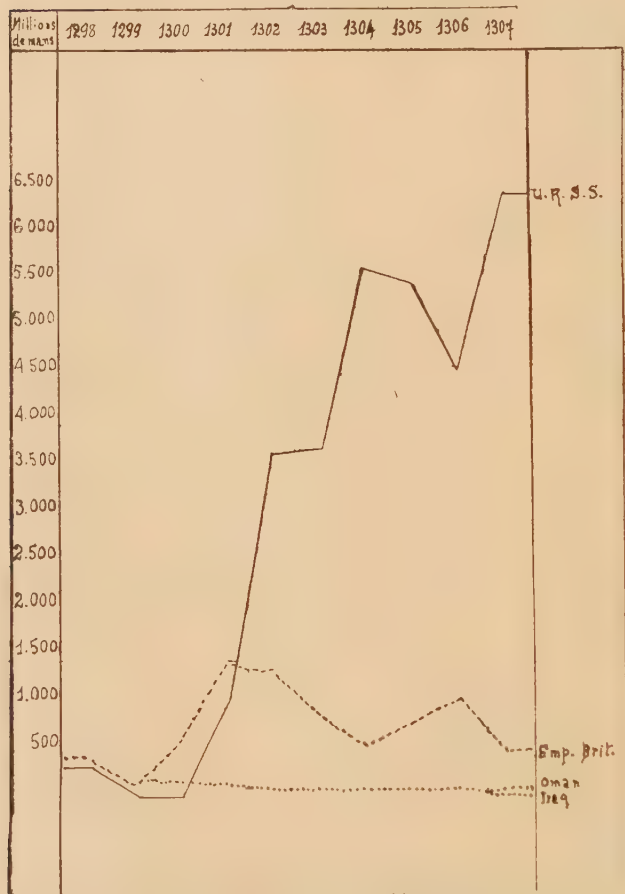
FRUITS FRAIS ou SECS DE TOUTE ESPECE

Exportations pendant les dix dernières années
de 1298 (1919-20) à 1307 (1928-29)



COTON BRUT

Exportations pendant les dix dernières années
de 1298 (1919-20) à 1307 (1928-29)



Pour les principaux articles des autres subdivisions, les Russes, ne figurant pas comme acheteurs, sont considérés comme des clients ordinaires. Par conséquent, le marché russe n'était pas considéré comme marché unique de ces articles.

En remarquant l'influence prépondérante du commerce russe pour quelques articles, on peut dire que la crise mondiale, dont les répercussions ont été ressenties par l'économie iranienne, a diminué pour l'année 1309, la quantité de nos exportations. Mais il faut reconnaître que cette diminution n'a pas été très considérable. Si on prend l'indice 100 pour nos exportations pendant l'année 1308, en 1309 il est tombé à 90 et il aurait pu encore fléchir, si les mesures nécessaires n'avaient été prises à temps. Mais, une fois ces mesures prises (1), nos exportations ont augmenté dans l'année 1310 pour atteindre l'indice 125.

Aussi, pour connaître l'influence de la crise, d'une manière plus précise, il faut étudier la valeur de nos exportations.

Avant de commencer cette étude, nous devons mentionner que, depuis 1308, notre change a commencé à baisser, nous étudierons cette question dans le paragraphe suivant; pour le moment, nous donnons dans le tableau «II» ci-après, le taux de notre monnaie Rial (2) et l'importance de sa baisse depuis 1308 par rapport de l'ancien dollar or (1 \$ or = 1,5046 gr. d'or fin) et par rapport à la Livre Sterling.

(1) Ces mesures concernant la loi du monopole du commerce et l'institution du système des contingentements, nous les verrons dans la partie III de cet ouvrage.

(2) Depuis l'année 1310 (1932) le Kran a été remplacé par le Rial, nous verrons les détails de cette modification dans le paragraphe suivant, concernant la crise monétaire en Iran.

TABLEAU II

Moyennes annuelles non pondérées du cours de

Années	\$ or en Rials	Rials en \$ or	£ en Rials	Rials en £
1308	11,917	0,0839	58	0,01724
1309	13,026	0,0768	63,40	0,01577
1310	20,671	0,0484	84,85	0,01179
1311	28,838	0,0347	98,27	0,01018
1312	25,673	0,0389	80,45	0,01243

On peut voir que notre monnaie, de 1308 à 1312, a perdu plus de 40 % de sa valeur, par rapport à la Livre et plus de 50 % par rapport à l'ancien Dollar or.

Après la constatation de cette baisse, nous pouvons maintenant donner le tableau des prix de nos exportations depuis l'année 1308 en Rials or, en Livre Sterling et en \$ or.

TABLEAU III

PRIX DES EXPORTATIONS DE L'IRAN DEPUIS L'ANNEE 1308 (1929-1930) EN RIAL, \$ OR ET EN LIVRES STERLING.

Année	Animaux vivants		Boissons et objets d'alimentation		Matières brutes ou spécialement préparées		Produits fabriqués		Métaux précieux						
	Rial	\$ or £	Rial	\$ or £	Rial	\$ or £	Rial	\$ or £	Rial	\$ or £					
1308	2289	192	39,5	100375	8421	1730,5	199069	16701	3431,9	168622	14147	2907	4338	363	74,8
1309	6631	509	104,6	108266	8314	1707,4	180352	13851	2844,1	141883	10897	2237,5	1331	81023	210
1310	13144	636	155	173186	8382	2041,8	294587	14258	3473,2	219474	10623	2587,6	1703	82	20,1
1311	18574	644	189,1	93902	3259	955,9	204757	7105	2084,4	204807	7106	2084,9	1	—	—
1312	7690	299	95,6	66663	2593	828,6	228802	8900	2844	162944	6339	2025,4	26	1	0,3

Dans ce tableau, on peut très bien voir l'influence de la crise, se traduisant par la baisse de la valeur de nos exportations mentionnées dans les subdivisions 3 et 4, même en Rials. Au contraire, la valeur en Rials de la partie 2, non seulement n'a pas baissé, mais encore elle a monté. Nous avons vu que les échanges de cette subdivision dépendaient plus du commerce avec la Russie que de la conjoncture mondiale. Même pour cette subdivision, en convertissant notre Rial en Livre ou en dollar-or, cette valeur baisse d'une façon catastrophique. Cette baisse s'est accentuée encore après l'année 1310, bien que les mesures et les réactions de l'économie iranienne contre la crise eussent été mises à exécution. On peut imaginer si ces mesures, que nous allons étudier dans la partie III, n'avaient pas été prises, quelle aurait été la situation de l'économie iranienne devant la crise mondiale d'un côté et la diminution de nos échanges avec la Russie de l'autre.

On peut donc dire que la crise a eu une influence bien marquée, en diminuant sinon le volume, au moins la valeur de nos exportations.

Nous allons examiner l'évolution de nos importations depuis 1308. Dans le tableau IV.

T A B L E A U I V
I M P O R T A T I O N S E N M I L L I E R S D E M A N S

Années	Animaux vivants	Boissons et objets d'alimentation	Matières brutes ou simplement préparées	Produits fabriqués	Métaux précieux et monnaies or et d'argent
1308	454	41.300	65.068	50.244	72
1309	600	35.717	48.776	38.335	—
1310	692	17.272	31.257	13.996	—
1311	196	18.749	31.984	13.532	—
1312	168	15.420	29.633	34.437	—

nous allons voir le volume de nos importations depuis 1308 en milliers de man et dans le tableau V

TABLEAU V

VALEUR DES IMPORTATIONS EN RIALS, \$ OR ET EN LIVRES STERLING

Année	Animaux vivants			Boissons et objets d'alimentation			Matières brutes ou spécialement préparées			Produits fabriqués			Métaux précieux		
	Rial	\$ or	£	Rial	\$ or	£	Rial	\$ or	£	Rial	\$ or	£	Rial	\$ or	£
1308	1687	141	29,1	213842	17942	3686,6	11154,3	9358	1923	550375	46177	9488,5	424,6	3558	7311
1309	2922	224	46,1	195834	15040	3088,3	102958	7907	1623,6	508745	39072	8022,9	70	5	1,1
1310	1768	86	20,8	120212	5818	1417,3	73377	3551	865,1	435737	21090	5137,4	269	13	3,2
1311	579	20	5,9	104642	3631	1065,3	71699	2488	729,9	434333	15071	4421,5	412	15	4,2
1312	459	18	5,7	96241	3744	1196,3	60037	2335	746,3	444616	17296	5526,5	4141	161	51,5

nous verrons sa valeur en Rial, Dollar or et en Livres sterling. Au point de vue de leur volume, ces chiffres ont baissé depuis 1308 et ce, pour les raisons suivantes : d'abord par suite de la crise et de la diminution du pouvoir d'achat du pays on ne pouvait pas acheter autant que pendant les années avant la crise.

Ensuite, les mesures prises par le gouvernement, limitaient les importations dans une certaine proportion avec les exportations annuelles.

Nous l'avons déjà vu lors de l'étude des facteurs de l'évolution économique et du développement de nos importations après la guerre. Après la crise, un autre facteur venait charger encore le passif de nos échanges. C'était la concurrence des pays étrangers qui encombraient les marchés des pays qui suivaient encore une politique de liberté du commerce. Or, l'augmentation de nos importations au moment où nous exportations diminuait, ne pouvait amener que l'appauvrissement du pays. Par conséquent on a proportionné, dans la mesure du possible, le passif à l'actif.

Mais dans notre tableau, on voit bien que la diminution varie suivant les différentes branches ; elle est très accentuée pour les boissons et les matières alimentaires, matières dont le pays pouvait se passer ou qu'il pouvait obtenir sur place. Elle est beaucoup plus modérée pour les matières brutes ou simplement préparées, et surtout pour les produits fabriqués. Dans ces deux rubriques se plaçaient les machines industrielles et agricoles, les outils, les voitures et les camions etc... par suite des mesures prises pour le développement économique du pays et le changement des instruments du travail, les importations de ces deux catégories avaient beaucoup augmenté.

Paragraphe b). — La crise monétaire.

Comme nous l'avons déjà dit, l'une des caractéristiques

de la crise contemporaine a été l'effondrement des changes. Presque partout, on a vu que, par suite des perturbations économiques, la monnaie a été dévaluée volontairement. Les dévaluations étaient en apparence, volontaires, mais, souvent, cette apparence ne répondait pas à la réalité des choses. Aucun pays n'aurait dévalué, si la crise économique et ses conséquences désastreuses ne l'avaient mis dans une situation critique d'où il espérait sortir par la dévaluation. En Iran, comme partout, la crise ne pouvait rester sans influence sur les changes et la monnaie. Avant d'étudier les fluctuations de notre change, conséquence de la crise, il nous paraît nécessaire, de donner un aperçu sommaire de l'histoire de notre monnaie ce qui fera mieux, voir dans quelle mesure elle a été influencée par la crise et mieux suivre les fluctuations qui survinrent.

Sans remonter, aux temps anciens, nous partirons du début du XIX^e Siècle, époque à laquelle la monnaie iranienne était sous le système du bimétallisme, or et argent. (1)

Les unités monétaires se définissaient ainsi: un Toman or contenait 3,38 grammes d'or fin et un Kran argent contenait 4,79 grammes d'argent fin. Comme il y avait un rapport fixe entre la valeur de ces métaux et que dix Krans argent valaient un Toman or, on peut en déduire: 3,38 gr. or = 47,9 Gr. d'argent ou 1 gramme or = 14,2 d'argent. Cette proportion se rapprochait du rapport bien connu de là 15,5 entre l'or et l'argent fixé par la Loi française de germinal an XI. Mais, même à ce moment là, la monnaie qui circulait en fait était l'argent.

Nous savons que, dans le dernier tiers du XIX^e siècle, le métal argent a commencé à baisser de valeur et à devenir une mauvaise monnaie. Il en est résulté que, dans les pays

(1) Bulletin de la Banque de Perse N^o 1.

bimétallistes, pour que la mauvaise monnaie ne chasse pas la bonne, on a dû prendre des mesures arrêtant la frappe libre de l'argent ou abandonner complètement le bimétallisme pour adopter le monométallisme or. Mais, ainsi que nous l'avons dit, en Iran, la monnaie qui servait dans les transactions courantes était l'argent : ce métal a presque chassé l'or et la loi de Gresham s'est bien appliquée.

Bref on peut dire que de 1870 à 1932, l'Iran a vécu avec une monnaie d'argent le Kran qui contenait au lieu de 4 gr. 79 — 4 gr. 1427 d'argent fin. Depuis cette époque, la valeur de l'unité monétaire de l'Iran a changé sous l'influence de deux facteurs principaux.

1° la valeur du métal argent sur les marchés monétaires.

2° la situation économique de l'Iran et les fluctuations de l'offre et de demande des devises étrangères sur notre marché.

Pour pouvoir bien suivre les fluctuations de la valeur de notre monnaie, nous avons choisi la livre sterling comme monnaie or et nous allons étudier les variations du Kran par rapport à la livre.

Nous savons qu'une once d'argent pèse 31 grs, 1 au titre de 920/1000 ou 28,77 d'argent fin. Comme un kran d'argent contient 4 gr. 1427 d'argent fin, une once équivaut $28,77 : 4,1427 = 6$ Kran, 949.

D'autre part nous savons qu'une livre sterling équivaut à 240 pence ou 1 penny = $\frac{1}{240}$ de livre. Pour trouver la valeur du kran par rapport à la livre, il faut que nous trouvions d'abord la valeur du kran en pence.

Comme une once vaut 6,944 krans, la valeur d'un penny est égale à 6,944, le prix d'une once d'argent. Donc une livre vaut :

$$\begin{array}{rcl} 240 \times 6,944 & = & 1666,66 \text{ krans} \\ \text{prix d'une once d'argent} & & \text{prix d'une once d'argent.} \end{array}$$

C'est la formule de la parité du kran par rapport à la livre sterling. Si la valeur de la livre était au dessus de sa parité avec le kran, c'est que le kran valait moins que son prix en métal argent. Mais, avec la frappe libre de l'argent on ne pouvait pas trouver un grand écart entre le cours du kran et sa parité, et le « silver point » aurait fonctionné pour diminuer cet écart. Avant la crise monétaire et la baisse rapide de notre monnaie en 1930-1931, le prix du kran a diminué dans une large mesure sous l'influence de la baisse de l'argent depuis 1867.

D'après M. le professeur Nogaro, il faut distinguer la baisse de l'argent qui s'est produite à partir de 1867 dans les limites correspondant au fonctionnement du régime bimétalliste et celle qui s'est produite après la suspension de la frappe libre de l'argent, c'est-à-dire après 1873: « La première baisse s'est accomplie sous l'influence des règlements à effectuer entre pays monométallistes-or et pays monométallistes-argent, dans les limites que la convertibilité d'un métal dans l'autre a maintenues pendant toute la période du bimétallisme. Au contraire, la dépréciation de l'argent qui commence en 1873, est un phénomène nouveau, qui, sans doute, est dû, pour une part, à l'état de la balance des comptes entre pays à monnaie d'or et pays à monnaie d'argent, mais qui ne saurait s'expliquer pleinement que par la transformation radicale résultant pour le marché de l'argent, de la suppression de la frappe libre. » (1)

Nous allons donner le tableau du cours du Kran par rapport à la Livre Sterling depuis l'année 1246 (1867-1868) jusqu'à 1308 (1929-1930).

(1) Voir « La monnaie et les phénomènes monétaires, 2^e édition page 57, Paris 1935.

TABLEAU GÉNÉRAL DU COURS DU KRAN PAR
RAPPORT A LA LIVRE STERLING DEPUIS L'ANNÉE 1246
(1867-1868) JUSQU'À 1308 (1929-1930).

Années	Cours de la Livre en Kran	Prix de l'argent en Pence à Londres	Parité du Kran
1246 (1867-68)	25	60.9/16	27,5
1247 (1868-69)	25	60.1/2	27,5
1248 (1869-70)	25	60.7/16	27,6
1249 (1870-71)	25	60.9/16	27,5
1250 (1871-72)	22,65	60.1/2	27,5
1251 (1872-73)	23	60.5/16	27,6
1252 (1873-74)	24,5	59.1/4	28,1
1253 (1874-75)	25	58.5/16	28,6
1254 (1875-76)	26,5	56.7/8	29,3
1255 (1876-77)	27	52.3/4	31,6
1256 (1877-78)	27,8	54.13/16	30,4
1257 (1878-79)	28	52.9/16	31,7
1258 (1879-80)	27 5/8	51.1/4	32,5
1259 (1880-81)	27 1/2	52.1/4	31,9
1260 (1881-82)	27 7/8	51.15/16	32,1
1261 (1882-83)	28 5/8	51.13/16	32,2
1262 (1883-84)	29	50.5/8	32,9
1263 (1884-85)	30 1/2	50.3/4	32,8
1264 (1885-86)	33 1/2	48.9/16	34,3
1265 (1886-87)	33 1/2	45.3/8	36,7
1266 (1887-88)	34	44.5/8	37,3
1267 (1888-89)	34	42.7/8	38,9
1268 (1889-90)	35	42.11/16	39
1269 (1890-91)	34	47.11/16	34,9
1270 (1891-92)	36	45.1/16	36,9
1271 (1892-93)	38	39.13/16	41,9
1272 (1893-94)	45	35.5/8	46,8

1273	(1894-95)	50	28.15/16	57,6
1274	(1895-96)	50	29.7/8	55,8
1275	(1896-97)	50	30.3/4	54,2
1276	(1897-98)	50	27.9/16	60,5
1277	(1898-99)	50	26.15/16	61,9
1278	(1899-00)	51 3/4	27.7/16	60,7
1279	(1900-01)	52 1/2	28.1/4	59
1280	(1901-02)	53	27,19	61,3
1281	(1902-03)	57	24,09	69,2
1282	(1903-04)	56	24,77	67,3
1283	(1904-05)	60,60	26,41	63,1
1284	(1905-06)	61,50	27,84	59,9
1285	(1906-07)	55	30,88	54
1286	(1907-08)	49 1/2	30,20	55,2
1287	(1908-09)	52 1/2	24,37	68,4
1288	(1909-10)	54	23,72	70,3
1289	(1910-11)	54,53	24,67	67,6
1290	(1911-12)	55,1	24,59	67,8
1291	(1912-13)	55,78	28,03	59,5
1292	(1913-14)	55,51	27,59	60,4
1293	(1914-15)	61,74	25,30	65,9
1294	(1915-16)	58,43	23,67	70,4
1295	(1916-17)	38,90	31,31	53,2
1296	(1917-18)	29,15	40,88	40,8
1297	(1918-19)	27,70	47,56	35
1298	(1919-20)	25,50	57,06	29,2
1299	(1920-21)	34	61,48	27,1
1300	(1921-22)	51,29	36,89	45,2
1301	(1922-23)	56,56	34,44	48,4
1302	(1923-24)	47,28	31,92	52,2
1303	(1924-25)	42	33,99	49
1304	(1925-26)	43,5	32,10	51,9
1305	(1926-27)	48,6	28,68	58,1
1306	(1927-28)	49,25	26,03	64
1307	(1928-29)	48,03	26,75	62,3
1308	(1929-30)	58	24,45	68,2

On voit par ce tableau que depuis 1867, sauf dans la période 1920-1923, le Kran a été coté à des cours qui étaient toujours au-dessus de sa parité.

Mais, comment expliquer ce fait qui paraît assez anormal? Comment, dans un pays comme l'Iran qui a eu pendant toute cette période sa balance commerciale et sa balance des comptes déficitaires, la monnaie a-t-elle pu rester au dessus de sa parité?

Les économistes et les publicistes qui ont traité cette question ont eu recours à différentes explications.

On a voulu expliquer ce fait par la théorie de la balance des comptes, en disant que la sortie continuelle de l'or équilibrait le déficit des autres éléments et remettait la balance en équilibre. Si nous suivons les partisans de cette explication, (sorties continues de l'or) nous constatons que cette cause ne pouvait faire monter le Kran au-dessus de sa parité.

D'abord, nous avons vu précédemment que la balance des comptes de l'Iran, depuis que nous connaissons ses éléments et surtout avant la guerre, était déficitaire. Le fait qu'on était obligé d'exporter de l'or, le prouve. Eh bien, si nous basons la théorie de la Balance des comptes qui était d'ailleurs la théorie dominante avant la guerre, nous devons accepter les principes suivants: la balance des comptes détermine le montant des devises offertes et demandées sur le marché: leur prix, comme celui de toute marchandise, sera déterminé par la loi de l'offre et de la demande et le cours de notre change dépendra aussi des fluctuations de l'offre et de la demande.

Or, avec notre balance des comptes déficitaire, nous demandions toujours plus de devises étrangères qu'il n'y en avait d'offertes. Donc le cours de notre monnaie devait baisser au-dessous de sa parité. Si nous avons exporté de l'or pour parer à ce déficit et équilibrer la balance, ce fait ne pouvait pas faire monter le cours du kran au-dessus de sa parité, il pouvait empêcher la baisse et le faire coter au prix de sa quantité argent métal ou de sa parité. Donc, le

fait qu'il est resté toujours au dessus de sa parité ne nous paraît pas suffisant comme explication.

M. Chidfar, dans son livre: « La Réforme monétaire et l'étalon d'or en Iran », trouve une explication dans le « pouvoir d'achat » du kran à l'intérieur de l'Iran.

C'est la théorie qui explique le niveau du cours du change et ses variations, par le pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur. Elle a pris une grande importance après la guerre. C'est le professeur Cassel qui a donné l'essor à cette théorie. Il cherche un fondement à la valeur de la monnaie étrangère et d'après lui, c'est un élément qualitatif, le pouvoir d'achat de la monnaie étrangère qui joue, en cherchant un fondement à son prix, il l'a trouvé dans son pouvoir d'achat.

De sorte que, pour lui, le change et le prix de deux monnaies se déterminent non par les éléments quantitatifs qui sont les offres et les demandes, mais par un élément qualitatif qui est leur pouvoir d'achat. M. Chidfar, imbu de cette théorie voit l'explication du cours du kran, qui était coté au-dessus de sa parité par son grand pouvoir d'achat à l'intérieur du pays.

C'est une explication qui nous paraît plus subtile que celles déjà données avant notre auteur. Mais, avant de commencer l'adaptation de la théorie au cas du change de notre pays, il convient de tenir compte des réserves faites sur son fondement par d'éminents spécialistes des études monétaires.

M. Nogaró rejette cette conception d'après laquelle: « la courbe du change serait déterminée lorsqu'elle a franchi les gold points, par la relation existant entre les pouvoirs d'achat respectifs des monnaies à convertir l'une dans l'autre et que le cours devrait être tel que chacune d'elles, après avoir été transformée en monnaie étrangère, conserve un pouvoir d'achat sensiblement égal à celui

qu'elle possède à l'intérieur ».

Pour lui, cette thèse, paraît peut-être séduisante au premier abord, mais ne repose pas sur des données conformes à la réalité. (1)

« Elle suppose d'abord que l'acquéreur d'une marchandise étrangère peut opter à son gré entre le marché étranger et le marché national et, d'autre part, qu'il n'acceptera pas de payer les traites nécessaires aux règlements à effectuer à un prix tel que la marchandise achetée au-dehors lui reviendrait plus cher que sur le marché intérieur. Or, cette conception est doublement inexacte.

En premier lieu, il est plus sage d'admettre que l'on achète à l'étranger surtout les marchandises que l'on ne peut se procurer — ou du moins en quantité suffisante — sur place. Dès lors, on ne saurait s'appuyer sur le prix du marché intérieur pour refuser de payer... l'instrument de paiement lui-même, à un cours qui majorerait à l'excès le prix de revient de la marchandise acquise à l'extérieur. D'autre part, c'est attribuer à l'acheteur d'une traite sur l'étranger un pouvoir de discussion et une action sur le cours bien excessifs, que de supposer qu'il pourra ainsi refuser de payer les traites sur l'étranger à un taux supérieur à la parité du pouvoir d'achat... ».

M. Nogaro pense qu'on ne peut pas admettre la théorie de Cassel dans toute sa rigueur. Les pouvoirs d'achat respectifs des deux monnaies ne peuvent agir, selon lui, sur les cours du change que pas l'intermédiaire de la balance des comptes et « dans la mesure où il est exact qu'un change déréglé dépende de la balance des comptes. Ils peuvent tendre à se fixer aux alentours de la parité des pouvoirs d'achat ».

M. Aftalion, de son côté, critique la théorie du pou-

(1) Voir: « La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains ». 2^e édit. p. 362-372.

voir d'achat dans les termes suivants : « Si donc la théorie de la parité des pouvoirs d'achat représente, ainsi d'ailleurs que la théorie de la balance des comptes, une partie de la vérité, elle ne constitue, pas plus que cette dernière, la vérité tout entière. La parité des pouvoirs d'achat exerce quelque influence sur le change. Elle n'en est pas la loi suprême...

Elle a tort d'omettre les facteurs quantitatifs. D'après la conception moderne de la loi de l'offre et de la demande, dans les courbes d'offres ou de demandes, entrent à la fois et se combinent la considération des prix d'offre ou de demande et celle des quantités offertes et demandées...

Mais, en outre, la théorie de la parité a le tort d'oublier les facteurs qualitatifs autres que le pouvoir d'achat qui influent sur l'appréciation de la valeur des devises étrangères, sur les prix d'offre ou de demande de ces devises... Pour beaucoup de personnes, la devise étrangère représente tout autre chose qu'un pouvoir d'achat... »

Étant données les réserves faites par ces éminents auteurs, nous ne pouvons pas baser d'une manière catégorique l'évolution de notre change sur la théorie du pouvoir d'achat.

Il n'est sans doute pas aisé, sur la seule base de renseignements statistiques globaux (des moyens annuels et d'ailleurs insuffisants en ce qui concerne la parité métallique et le cours du kran, car il n'existe pas de statistique rigoureuse de la balance des comptes) de donner une explication de la différence entre les cours du change effectif du Kran et celui qui correspondrait à sa parité argent. Cependant, il convient de présenter ici une observation essentielle que voici : lorsqu'un pays est théoriquement à l'étalon-argent, mais lorsqu'il n'y a pas entre sa monnaie métallique et le métal argent une liaison constante,

résultant de l'exportation, de l'importation et de la *frappe libre* (entendez *frappe effectivement libre* du métal), il est normal que le cours de son change ne corresponde pas à la valeur, au cours du métal, du poids d'argent contenu dans son unité monétaire. C'est ce qui s'est produit notamment dans l'Inde anglaise entre 1893 et 1900, et en Indo-Chine française depuis la fin du bimétallisme jusqu'au rattachement de la piastre au franc.

Dans ce cas, aux époques où la monnaie d'argent peut et doit être exportée par suite d'une balance des comptes déficitaire, le cours du change suit de près celui du métal. Au contraire, aux époques où la balance des comptes est créditrice, il s'élève au-dessus, puisqu'il n'est pas possible, aux débiteurs étrangers, quand la frappe libre ne fonctionne pas, de s'acquitter en envoyant du métal. Dès lors, la moyenne annuelle du cours du change est supérieure à la parité métallique.

Quoiqu'il en soit, nous allons voir pourquoi le pouvoir d'acquisition du kran était si grand à l'intérieur du pays. M. Chidfar croit que la véritable cause était sa rareté. Pour nous, cette explication n'est pas suffisante; et il ne faut pas chercher seulement du côté de la monnaie pour en trouver la raison. Nous devons envisager aussi le coût de la production iranienne, qui était très bas, et qui procurait en échange de la monnaie, une quantité considérable de produits. Donc, l'importance du pouvoir d'achat de la monnaie provenait de deux causes: du côté de la monnaie, sa rareté et du côté des marchandises, leur production à bon marché.

Nous allons donner les explications nécessaires, qui nous paraissent convaincantes pour prouver l'exactitude de cette opinion.

En ce qui concerne la rareté de la monnaie malgré la frappe libre de l'argent, il n'y a pas eu la possibilité

matérielle et technique de répondre aux exigences de ceux qui demandaient à bénéficier de la frappe et, par conséquent, il n'y a pas eu, en fait, un monnayage suffisant pour les besoins du marché intérieur. C'est pourquoi, le « Silver point » n'a pu fonctionner chez nous pour faire baisser le prix du Kran.

2) Quant au papier monnaie, c'était la Banque Impériale qui avait le privilège de l'émission.

Nous extrayons, des différents bilans fournis par cette Banque, la partie qui nous intéresse.

Dates (septembre)	Billets en circulation valeur en £	Cours de la Livre en Krans	Billets en circulation en Krans
1909	634,649	54	34.271.046
1910	683,945	54,53	37.295.520,85
1911	805.133	55,10	44.362.828,30
1912	859,064	55,78	47.918.509,92
1913	962,419	55,51	53.423.878,69
1919	1.109,204	25,50	28.289.625,50
1920	670,204	34	22.786.936
1921	733,327	51,29	37.612.393,12
1922	815,822	56,56	46.142.892,32
1923	930,498	47,28	43.933.945,44

D'après ces bilans, la valeur des billets en circulation est exprimée en £; nous l'avons convertie en Krans d'après le cours du change de l'époque.

En étudiant ce tableau, nous pouvons voir que le montant des billets en circulation n'était pas très considérable et ne dépassait jamais 54 millions de Krans.

Le système des comptes courants, des chèques et du Clearing-House n'était pas encore bien connu dans le pays

pour suppléer, dans les transactions au manque de monnaie argent ou de papier monnaie.

Enfin, la thésaurisation, autre cause de la raréfaction de la monnaie, a toujours été pratiquée dans notre pays. On thésaurisait non seulement les pièces d'or et d'argent mais, même le papier monnaie.

Les grands propriétaires, aussi bien que les gens des classes moyennes et du peuple, qui se constituaient des réserves, ou, pour faire des économies, thésaurisaient la monnaie.

La monnaie thésaurisée sortait de la circulation, ce qui entraînait une pénurie monétaire.

3) Nos « kran » circulaient aussi dans quelques pays voisins. Nous avons beaucoup d'Iraniens qui habitaient l'Irak, qui y voyageaient; il en était de même en Arabie et dans la ville sainte de la Mecque. Tous les voyageurs emportaient pour leurs dépenses de la monnaie iranienne.

Pour ces différentes raisons, on peut dire qu'il y avait une pénurie de monnaie dans la circulation du pays qui la faisait apprécier davantage dans les achats.

D'un autre côté, les marchandises du pays étaient, toutes choses égales, bon marché, la vie était très facile et pas chère. L'ouvrier était si peu payé qu'il ne pouvait vivre que dans une situation misérable. Enfin, comme les moyens de transport et de communication étaient très difficiles et souvent impraticables, les marchandises se vendaient sur place et, bien entendu, dans des conditions beaucoup plus favorables pour les acheteurs que pour les producteurs. C'est pourquoi, on voyait les échanges des provinces du nord se faire presque exclusivement avec le pays voisin, la Russie et ceux des provinces du sud pour une grande partie avec l'Empire Britannique ou les autres pays voisins comme l'Arabie, l'Empire Ottoman et dans l'est avec l'Afghanistan.

La Chute du Kran en 1308 (1929-30).

Après cet exposé de l'histoire de notre monnaie qui était nécessaire, nous allons étudier la crise monétaire de l'Iran depuis 1929-30 (1308) dans la mesure où elle est déterminée par la crise économique mondiale. On sait que l'Iran vivait sous le régime du monométallisme argent. Par suite, le prix de l'argent et ses fluctuations avaient une grande influence sur la valeur de notre monnaie. Mais la baisse de l'argent, avant sa chute actuelle, était dans une large mesure due à la suppression de la frappe libre et à l'abandon du bimétallisme. (1) Cette chute est survenue pour les mêmes raisons que celles qui ont provoqué la baisse des prix en général, par suite de la crise et de l'effondrement des affaires non seulement sur le marché des métaux précieux, mais aussi sur le marché général des métaux. En un mot le prix de l'argent a baissé comme le prix de toutes les marchandises par suite de la crise mondiale.

Pour achever de donner tous les éclaircissements sur cette situation, nous allons étudier le marché de l'argent, avec les offres et les demandes des dernières années.

L'argent offert sur le marché vient des deux sources suivantes :

1°) l'argent extrait chaque année des mines d'argent en exploitation.

2°) L'argent déjà produit.

En ce qui concerne la première source : ces mines d'argent sont de trois sortes : a) les mines d'argent qui donne 27 % de la production totale b) les mines de cuivre d'or et de nickel où l'argent est exploité comme premier produit et qui donne aussi 27 % c) le reste de l'exploitation ou 46 % vient de ces mêmes mines, mais l'argent y est exploité com-

(1) Voir page 161.

me produit accessoire, la somme donne bien: $27 \% + 27 \% + 46 \% = 100/100$.

Donc, une grande partie de l'argent vient de mines où l'on exploite d'autres minerais; sa production et son offre sur le marché dépendent de l'activité économique générale du monde.

Mais, en ce qui concerne la deuxième source, qui est l'argent déjà produit, elle est due à l'argent existant comme réserves et thésaurisé aux Indes et en Chine, etc...

D'après « L'Economiste » du 20 juillet 1933, l'offre du métal argent pour les quatre années antérieures, avait varié dans la proportion suivante:

En millions d'onces

<i>Années</i>	<i>Produits des mines</i>	<i>Déjà produit</i>	<i>Total offert</i>
1929	261	67	328
1930	244	72	316
1931	194	57	251
1932	161	69	230

On peut facilement déduire du tableau précédent que, par suite de la baisse des prix, conséquence de la crise mondiale, depuis 1930 l'argent produit qui avait perdu beaucoup de son prix, a diminué sa production, mais par contre l'argent provenant des Indes, de la Chine et des autres sources déjà existantes, n'a pas beaucoup diminué.

En ce qui concerne les demandes de métal argent, elles émanaient: a) de pays qui ont encore la monnaie d'argent comme étalon, telle la Chine; b) des thésaurisateurs des Indes; c) de certains pays pour la frappe de leurs monnaies d'argent; d) de certains acheteurs pour leurs besoins

industriels; e) enfin, de diverses sources pour d'autres besoins,

D'après le même « Économiste », le total de l'argent employé était :

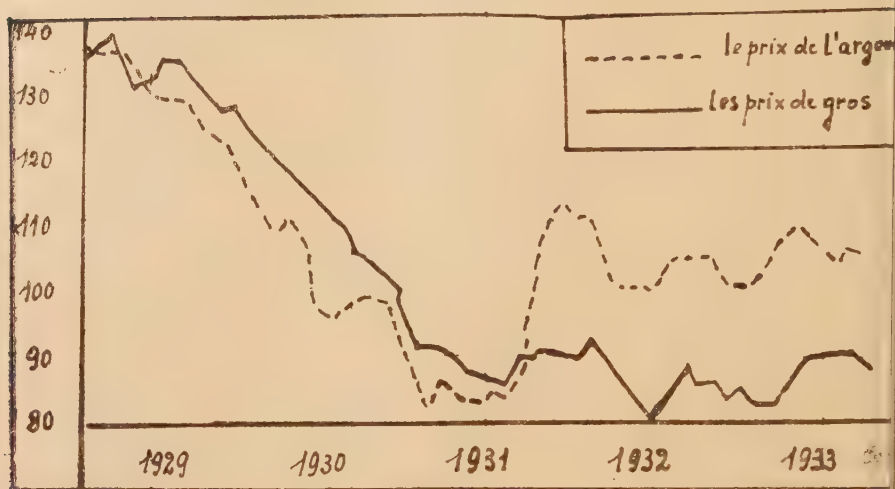
En millions d'onces

<i>Années</i>	<i>Chine</i>	<i>Indes</i>	<i>Frappe</i>	<i>Besoins</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
			<i>de la</i>			
			<i>monnaie industriels besoins</i>			
1929	137	82	37	44	28	328
1930	123	95	28	36	34	316
1931	59	57	49	42	44	251
1932	40	12	71	31	76	230

On peut voir par ce tableau que, depuis la crise mondiale, les demandes d'argent de la Chine et des Indes qui sont les deux plus grands consommateurs d'argent, ont diminué. Cela est dû à ce que la crise mondiale a réduit l'activité économique et les échanges commerciaux. La Chine et les Indes ne pouvaient vendre leurs produits, par suite ils avaient moins de pouvoir d'achat pour acquérir autant que pendant les années d'avant la crise, l'argent offert sur le marché.

Nous pouvons donc dire que l'argent, comme tous les produits, a perdu par suite de la crise une grande partie de son marché et que par là son prix a baissé. Nous allons reproduire le diagramme donné par « l'Économiste » pour l'évolution du prix de l'argent et des prix de gros des marchandises :

L'Evolution du prix de l'Argent et des prix de gros des marchandises.



On peut déduire de ce diagramme que le prix de l'argent a évolué de la même façon que les prix de gros des marchandises, sauf dans une courte période en 1931, quand la Livre Sterling est tombée. Bien entendu cette chute a eu une grande influence sur le prix de l'argent comme sur celui d'autres marchandises. Mais, après cette courte période, le cours de l'argent a repris sa marche normale et évolué comme toutes les autres marchandises.

Telle a été l'évolution du prix de l'argent; la cause principale de sa chute pendant la crise, résultait de la crise elle-même.

Comme notre monnaie était rattachée au cours de l'argent métal, on peut facilement voir les répercussions de la crise modifiant le prix de l'argent et par là même notre

monnaie d'argent. Mais, si notre monnaie a subi indirectement, par suite de la baisse du prix de l'argent métal, les conséquences de la crise mondiale, elle n'a pas moins subi, par ailleurs, les conséquences directes de la crise en Iran avec ses propres répercussions sur le marché monétaire local.

Nous ne pensons pas que la balance des comptes soit le seul facteur du cours du change, mais nous avons vu que dans le cas présent, elle a eu une grande influence sur le change de notre monnaie pendant la crise contemporaine.

Précédemment, nous avons expliqué que la balance commerciale de notre pays était, déjà avant la guerre, déficitaire. Après la guerre, les éléments favorables de la balance des comptes ont comblé en partie ce déficit, mais elle est restée toujours déficitaire. Cette situation a continué jusqu'à l'année 1308 (1929-30), où le déficit de la balance commerciale, par suite de la crise, a dépassé celui des années précédentes.

En millions de rials

		Importation	Exportation	Déficit
1928-29	(1307)	820	490	340
1929-30	(1308)	920	487	433

Comme l'augmentation du déficit était assez considérable, elle a eu une influence immédiate et distincte sur le marché des changes qui recevait toutes les offres et les demandes des devises étrangères. Donc, la demande s'était augmentée sans contre-partie d'offre pour les devises étrangères. D'autant plus qu'entre temps, une mesure avait été prise, qui diminuait encore les offres de devises étrangères.

Le parlement avait voté une loi, aux termes de laquelle la quote-part du gouvernement iranien dans les bénéfices de l'« Anglo-Iranien Oil Co » et les dividendes de ses

actions devaient être déposés, comme réserve du gouvernement, dans une banque de Londres.

Cette mesure, quoique nécessaire pour couvrir les dépenses exceptionnelles et urgentes, notamment celles résultant du changement de notre étalon monétaire d'argent par l'adoption de l'étalon-or, n'a pas moins eu pour effet de diminuer les offres de livres sur notre marché des changes et d'aggraver le déséquilibre entre l'offre et la demande des devises étrangères. Mais, si nous attribuons dans la chute de notre monnaie, une grande influence à notre balance des comptes, ce n'est pas dans le sens tout à fait quantitatif de la conception (ancienne) de la loi de l'offre et de la demande, que nous l'entendons. C'est la conception moderne de cette loi que nous avons en vue, qui donne une place, à la fois aux quantités et aux estimations.

C'est ce qu'on a vu chez nous depuis 1930. Les détenteurs de devises étrangères les appréciaient beaucoup et espéraient les vendre à un prix toujours plus élevé. Ils savaient bien que par suite de la crise mondiale la situation économique du pays devenait de jour en jour plus difficile. D'autant plus que le gouvernement avait en vue un plan de rénovation des organes économiques et que, de ce chef, il devait faire des achats exceptionnels à l'étranger qui l'obligeaient, comme les acheteurs ordinaires, à se procurer des devises étrangères à tout prix. Cette augmentation des besoins n'avait pas seulement augmenté la quantité des demandes, mais elle avait influencé l'esprit des possesseurs de devises dans leurs estimations, ce qui eut pour effet de mettre l'offre à des conditions plus chères.

Mais, sans oublier l'influence de la baisse du métal argent, la chute de notre change a été surtout déclenchée par l'aggravation du déséquilibre de l'offre et de la de-

mande des devises étrangères en 1308 (1929-30).

Cette chute s'est aggravée dans les années qui suivirent, par suite de facteurs d'ordre psychologique.

Devant une demande toujours grandissante en raison des besoins du pays et de l'Etat pour les achats à l'étranger, le gouvernement a dû prendre des mesures pour le contrôle des devises et le monopole du commerce.

Nous verrons les détails de ces mesures dans notre III^e partie. Nous dirons pour le moment que, si ces mesures, étaient bien nécessaires pour équilibrer, dans la mesure du possible, la balance commerciale et empêcher les importateurs d'acheter des marchandises de luxe sans le moindre intérêt pour les besoins du pays, elles n'ont pas moins réagi et influencé les esprits des exportateurs et des possesseurs de devises. Ceux-ci cherchaient à tout prix à cacher leurs devises ou à les vendre clandestinement dans des bourses noires, mais à un prix plus élevé que le taux fixé par la commission de contrôle. Les spéculateurs et les profiteurs qui cherchaient un terrain propice à exploiter, se sont mis à l'œuvre. Ils troublaient l'esprit des commerçants iraniens, habitués depuis des siècles à la liberté des échanges.

Ils s'inquiétaient du résultat de ces mesures, qui n'avaient pourtant en vue que l'établissement de l'équilibre de notre commerce et cherchaient à donner aux commerçants iraniens l'arme nécessaire pour se défendre devant les invasions de nos marchés et les abus commerciaux du régime soviétique.

Les spéculateurs profitaient surtout de ces difficultés (entre autres les formalités administratives), que le contrôle des devises et le monopole du commerce avaient, surtout au début de leur fonctionnement, apportées aux opérations commerciales, en troublant le marché monétaire. Il faut dire que ces formalités, au début, gênaient le com-

merce en 1309 (1931-1932) ce qui était tout naturel de la part d'une Administration nouvelle, créée de toutes pièces avec des règlements sans précédents dans le pays. Or, c'étaient ces difficultés qui étaient mal interprétées par les spéculateurs de mauvaise foi et troublaient l'esprit des commerçants de bonne foi. On croyait que le commerce serait désormais paralysé et que la monnaie allait baisser encore d'une façon catastrophique. Cette appréhension d'une nouvelle cherté de notre monnaie a été la cause principale et psychologique qui en a accentué la baisse.

Remarquons, d'ailleurs, que notre pays n'avait pas eu les difficultés sérieuses que les autres pays ont éprouvées pendant leur crise monétaire. D'abord, il n'y avait pas chez nous, ni inflation monétaire, ni prévision d'inflation comme en Europe lors des crises monétaires d'après-guerre. D'autre part, notre budget était bien en équilibre et les revenus budgétaires augmentaient chaque année, sans avoir même besoin de notre quote-part de l' « Anglo-Iranian Oil Co » pour obtenir l'équilibre budgétaire (nous avons vu que cette quote-part était mise en réserve). L'Etat iranien n'avait pas de dette intérieure et la dette extérieure était insignifiante. Un budget en déficit, la prévision d'un déséquilibre futur ou la crainte d'une forte dette de l'Etat, qui peuvent donner l'occasion à de nouvelles émissions de papier monnaie, sont des éléments qui influent sur les changes pour les faire baisser. Tous ces facteurs n'existaient pas chez nous.

Tout cela donnait l'espoir au gouvernement et aux esprits avisés, qu'une fois l'équilibre de la balance commerciale rétabli, tout reprendrait sa marche normale et que la monnaie pourrait rattraper, tout au moins, la partie de la baisse qui venait des fluctuations de la balance des comptes, sinon celle qui venait de la chute des prix de l'argent.

TROISIEME PARTIE

Les Réactions de l'Economie Iranienne devant la crise...

CHAPITRE I.

L'intervention de l'Etat et l'économie dirigée.

Nous avons vu dans notre deuxième partie l'évolution de l'économie iranienne après la guerre et sa situation devant la crise. La crise de 1929 était universelle, tout le monde en a souffert. Mais, devant une épidémie, la résistance du malade dépend non seulement de la virulence du mal, mais aussi de sa propre résistance au mal, conséquence de sa robustesse physique.

L'Iran, bien qu'il ne fût pas un des foyers de la crise, n'en a pas moins souffert de ses répercussions. Mais, n'ayant pas déjà une santé économique florissante, il pouvait supporter, par suite de la crise, des conséquences désastreuses pour sa vie économique et politique, si un remède énergique ne lui avait pas été administré, à temps.

Devant de telles circonstances et avec un pays comme l'Iran, que pouvait-on faire ?

Dans un pays économiquement fort et bien équipé, pourvu d'une organisation rationnelle solide, qui aurait souffert seulement de sa suractivité et d'une surproduction, on aurait pu laisser la crise se liquider d'elle-même et les producteurs moins favorisés céder la place à de plus fa-

vorisés qu'eux. Mais pour décongestionner le marché, pouvait-on imaginer la même solution pour la crise de notre pays ? La situation différerait sur trop de points, en Iran.

Si l'excès de perfectionnement dans tous les domaines de l'économie : production, organisation du travail, crédit, moyens d'échange et autres faisaient du tort à l'économie américaine et à l'économie européenne c'était, au contraire, de ce manque de perfectionnement, que souffrait l'économie iranienne. Si c'était par suite de surproduction que l'équilibre de l'économie européenne ou américaine était compromis, c'était dans la sous-production et la limitation du pouvoir d'achat, qu'il fallait chercher la crise de notre pays. Au fait, on n'y aurait pas trouvé d'entreprises assez favorisées pour imaginer qu'elles allaient prendre la place des autres qui l'étaient moins ; chez nous, elles étaient toutes en état d'infériorité.

En présence d'un pays agricole avec des moyens de production encore routiniers et d'un artisanat aux méthodes anciennes, qui doit acheter presque tous les produits fabriqués, peut-on le laisser s'effondrer et disparaître dans la crise ?

Si la crise doit se liquider par elle-même, comme les économistes libéraux intransigeants le croient, les membres faibles doivent disparaître et céder la place aux forts. Mais est-ce que la société en profitera ? Certainement pas. Quelle est la place de chaque membre dans la société économique internationale ? Chaque membre est producteur en même temps que consommateur.

Si un membre est ruiné et par là, perd tout son pouvoir d'achat, il est non seulement lui-même réduit à disparaître, mais la société toute entière, en perdant un consommateur, en souffre. Si cette crise universelle est plus grande, plus intense que les précédentes, c'est parce que tous les éléments de la vie économique sont désorientés

et contribuent à son déséquilibre. S'il y a une surproduction causée par la rationalisation de l'industrie des grandes puissances économiques, il y a en même temps une sous-consommation chez les membres faibles de la société économique mondiale.

Sans vouloir encore une fois discuter sur les raisons de cette sous-consommation, nous pouvons dire qu'une chose est certaine : si tous les grands pays avaient le pouvoir d'achat nécessaire pour s'offrir une vie confortable et agréable, tous les stocks emmagasinés sur les diverses places pourraient facilement être absorbés et le monde ne souffrirait pas d'une crise pareille. Mais, si l'on laisse un pays ruiné disparaître dans la crise, la société perdra un consommateur. Nous ne parlons pas des intérêts nationaux et des arguments que Frédéric List et tant d'autres après lui, ont présentés, pour prouver qu'une nation doit développer son industrie, ses instruments de production, etc... dans son propre intérêt national. Nous ne considérons que l'intérêt international. Pour que la société internationale devienne prospère, pour que la production sur une grande échelle, des produits américains ou européens puisse s'écouler et trouver des consommateurs dans les autres continents, il faut que les autres nations aient elles-mêmes une certaine force de production industrielle ou agricole et que ces nations produisent des matières échangeables sur le marché international qui leur donnent un pouvoir d'achat. Si, comme dit Jean-Baptiste Say dans sa théorie « des débouchés », les produits s'échangent contre les produits, il faut que des produits existent dans les mains des deux co-échangistes. Prenons comme exemple le cas de l'Iran, qui a acheté en 1929-1930, année du début de la crise, pour 919 millions de krans et vendu pour 487 millions, et a donc un déficit de 432 millions de krans. Déjà, il ne pouvait acheter qu'un quart de ce qu'il lui aurait fallu

pour mener la vie confortable de l'Europe. Mais pour acheter, il faut avoir de l'argent liquide ou fournir des produits à échanger. L'Iran n'a pas de mines d'or ou d'argent en exploitation, comment aurait-il pu éteindre le passif de ses échanges, s'il était resté inactif sans essayer d'améliorer sa situation économique au moment le plus critique de la crise, alors que ses clients étrangers ne pouvaient pas ou ne voulaient pas lui acheter autant que durant les années ayant précédé la crise ?

Dans ce cas, il est bien évident que l'idée du « laisser-faire » n'offre pas d'issue à ce qui est plus qu'un malaise, c'est le chemin vers la ruine et la mort complète.

Nous n'aurons aucune peine à établir qu'après 1929, il n'y avait qu'un moyen pour combattre les répercussions de cette crise en Iran, *stabiliser ses bases économiques*.

Ce programme se ramenait aux mesures suivantes : donner le pouvoir à une force bien puissante, pour prendre la direction de l'économie du pays en main, réorganiser tous les éléments de sa production et proportionner la consommation des produits étrangers au pouvoir d'achat du pays ; en même temps s'y forcer par des moyens appropriés d'augmenter ce pouvoir d'achat. C'était l'opinion de tous les gens avisés du pays.

Mais à qui confier ce pouvoir ?

Dans un pays où il n'existait pas encore d'organisation professionnelle, où les industriels et les commerçants étaient enfoncés dans l'idée individualiste que l'intérêt personnel est le seul support de l'activité économique, pouvait-on fonder un espoir sur cette classe. Donc, c'était l'État et celui seul, qui pouvait s'assurer ce devoir vital pour le pays, devoir nécessaire pour rétablir le prestige et la force économique de l'Iran ancien, Empire des Safavides et Sassanides.

Ces idées ont pris corps, pour être mises en pratique

lors de l'avènement de Sa Majesté Chahinchah Pahlavi et surtout, depuis que le pays s'est trouvé engagé dans la crise. L'Etat a pris la direction de l'économie générale, qui n'était pas d'ailleurs facile à diriger. Il a dû organiser une économie, qui ne connaissait jusqu'alors aucune discipline, avec une balance des échanges défavorable depuis longtemps, dont le déficit devenait de plus en plus lourd.

D'un autre côté, il devait reviser nos échanges avec la Russie qui, non seulement pratiquait un dumping ruineux pour notre économie, mais, comme nous l'avons déjà vu, par suite de son plan quinquennal tâchait d'acheter le moins possible de nos produits et de nous vendre le plus possible des siens.

Quant aux autres pays, par suite de la crise et de la restriction des marchés, ils engorgeaient notre marché intérieur de produits très bon marché, en même temps qu'ils fermaient leurs marchés à nos produits. Notre change venait de baisser d'une façon catastrophique. L'industrie nationale était autant dire ruinée. L'agriculture, sans parler des méfaits de la nature, pluies et sécheresse, souffrait de la mévente et de la baisse des prix, etc... etc...

Tel est le schéma de la situation que l'Etat va prendre en charge, pour y remédier. Il doit tout refaire, créer une organisation moderne digne de l'époque actuelle, sans compter que le temps presse et que des mesures urgentes sont à prendre pour arrêter les répercussions de la crise.

Quelles étaient ces répercussions, en Iran ? Nous avons déjà dit que son premier effet s'est fait sentir sur le commerce extérieur. Nos importations augmentaient sans aucune augmentation corrélative de nos exportations, malgré une perte au change de notre monnaie, entraînant une diminution des prix-or de nos marchandises.

Le déficit de la balance commerciale venait de s'accroître, et s'il devait se poursuivre avec le même rythme

qu'en 1930, il aurait des conséquences beaucoup plus catastrophiques encore, sur notre économie nationale. En outre, il y avait la chute de notre monnaie par conséquence de la baisse de l'argent, provenant elle-même de la crise mondiale et ainsi de suite en cascade, presque à l'infini.

La direction de l'économie iranienne devait s'efforcer, comme première mesure, de diminuer le déficit de la balance commerciale et donner au pays un change stable, indispensable pour attirer la confiance de l'étranger et développer nos transactions au dehors. C'est dans ce sens que va agir le gouvernement iranien.

SECTION I. — *L'institution du monopole du commerce extérieur en Iran.*

Le 25 février 1931 (6 Esphand Mah 1309), le Parlement confie le monopole du commerce extérieur au gouvernement par le vote d'une première loi comportant un article unique. (1).

Article unique: « A partir de la date de l'approbation de cette loi, le commerce étranger persan deviendra monopole de l'État et le droit d'importer et d'exporter tous les produits naturels et industriels, ainsi que de fixer, provisoirement ou pour toujours, la quantité des susdites importations et exportations, est concédé au gouvernement.

Ce dernier peut empêcher l'importation des marchandises étrangères jusqu'au vote du supplément à ce loi ».

D'après le texte de cet article, on peut s'imaginer que l'institution de ce monopole, voté par le Parlement, donnait au gouvernement seul, le droit exclusif de faire du commerce avec les étrangers et que le gouvernement, pour réaliser ce programme, devait effectuer toutes les opérations commerciales à l'aide de ses propres administrations.

(1) L'année économique de l'Iran d'après cette loi est déterminée par Tyr mah jusqu'à la fin de Khordad mah de l'année suivante (23 juin-22 juin).

Cette idée est bien naturelle, si l'on se réfère aux précédents monopoles qu'on avait vu créer de nos jours, un peu partout. En 1918 par exemple, quand le monopole du commerce extérieur fut accordé à l'État, en Russie soviétique, c'était un monopole effectif et bien pratiqué par l'État. Le conseil du commerce extérieur du commissariat du commerce et de l'industrie était chargé de l'exécution de ce monopole et il prit la direction des affaires. Désormais, toutes les ventes et tous les achats des marchandises s'effectuaient par le moyen des représentants commerciaux de l'U.R.S.S. qui étaient des fonctionnaires de l'État. Mais le monopole de commerce extérieur de l'Iran n'a rien de commun avec cette sorte de monopole. Le gouvernement iranien n'avait aucune intention ni envie d'entreprendre des opérations commerciales. C'était seulement la direction et l'orientation du commerce dans l'intérêt général du pays qu'il avait en vue avec, comme conséquence, les mesures d'organisation nécessaire. On peut le voir, en lisant l'exposé des motifs de la loi supplémentaire sur le monopole du commerce, votée le 20 Esphand mah 1309 (11 mars 1931) :

Exposé des Motifs :

« L'article unique concernant la monopolisation du commerce extérieur, que le Parlement vient de voter, détermine cette tâche. Comme il est indispensable de déterminer les modalités relatives à la mise à exécution de la dite loi et de fixer les attributions des fonctionnaires de l'Etat et celles des commerçants, les articles suivants sont déposés au Parlement avec prière de les ratifier.

Ces articles ont pour principal but la protection des produits naturels du pays, l'encouragement à l'exportation et la restriction de l'importation des produits qui ne sont pas d'une nécessité absolue pour l'usage public ou qui peuvent être produits en Perse en quantité suffisante. En même

temps, les plus grandes précautions ont été prises pour que la mise en application de cette loi ne porte aucune atteinte au fonctionnement des affaires commerciales et que la procédure à suivre pour sa mise en vigueur, ne crée aucune difficulté aux commerçants. »

On voit clairement dans cet exposé des motifs que le gouvernement iranien, en instituant le monopole du commerce, n'avait en vue aucun intérêt particulier, soit dans le domaine financier pour augmenter ses revenus, soit dans le domaine politique, pour restreindre nos échanges avec un pays en particulier ou l'étranger en général.

Il nous paraît nécessaire d'éclairer certains points de cet exposé par de très brèves explications.

En ce qui concerne la protection des produits nationaux, c'est une question qui peut, à première vue, faire croire que l'Iran voulait par cette protection fermer ses portes aux produits étrangers et s'industrialiser aveuglément sans prendre en considération l'aptitude économique du pays; ni la surproduction mondiale, résultat incontestable de l'intensification de l'industrialisation des grandes puissances économiques.

Ce serait une erreur de l'interpréter dans ce sens. Il faut connaître l'histoire de l'industrie moderne iranienne, pour en juger impartialement. Depuis la décadence économique de l'Iran au XVII^e et surtout au XIX^e siècle, les pays intéressés à son économie faisaient un effort déloyal pour empêcher à tout prix la naissance dans notre pays d'industries modernes. L'Iran avec ses richesses naturelles était leur fief. Nous devions leur vendre au prix qu'ils voulaient bien nous payer et leur acheter à un prix imposé. Nous ne devions pas avoir de petites industries, destinées à travailler nos produits naturels pour en faire des produits œuvrés.

Il arriva que, pendant la deuxième moitié du XIX^e siè-

cle, un des rois Ghadjar après quelques voyages en Europe, décida de faire installer dans le pays quelques raffineries de sucre. En raison de la création d'une raffinerie à Kraradj près de Téhéran, la concurrence et les intrigues étrangères commencèrent. D'ailleurs, les Russes firent du dumping avec leurs sucres de sorte que notre établissement fut obligé de fermer ses portes.

Les autres tentatives de création, soit de filatures, soit de fabriques d'allumettes se heurtèrent au même obstacle. Le zèle et la bonne volonté des promoteurs restèrent infructueuses.

Après la grande guerre de 1914-1918, avec le réveil de l'esprit national, on tenta quelques efforts pour renouveler les essais infructueux du siècle précédent. De grands commerçants, informés des progrès techniques mondiaux, créèrent des usines comme celles pour la fabrication des allumettes à Tauris et pour les tissages à Ispahan, etc... Mais leurs efforts restaient toujours vains, par suite du dumping russe et de la concurrence déloyale des autres pays intéressés. Pour empêcher la fabrication des allumettes à Tauris, les Russes faisaient une concurrence ridicule, mais bien caractéristique de leur état d'esprit. Ils avaient mis sur pied une organisation de colporteurs, vendeurs d'allumettes russes, qui offraient leurs articles dans les rues avoisinant l'usine, à haute voix et à un prix dérisoire. Souvent ils les donnaient même gratuitement. Eh bien, c'est contre cette concurrence déloyale et le dumping que la loi du monopole entendait protéger la production nationale.

Mais, en ce qui concerne l'amélioration et l'intensification des produits naturels et l'encouragement à l'exportation, le gouvernement iranien savait bien que le pays, jusqu'à ces derniers temps, était resté essentiellement agricole, mais un pays agricole très mal équipé, avec des instru-

ments agraires très rudimentaires. L'agriculture du pays n'utilisait pas encore la science agricole et les machines perfectionnées que les grands pays employaient couramment. Mais, pour profiter des richesses naturelles des vastes champs et des terrains fertiles, il faut savoir mettre en valeur les terres et profiter des ressources naturelles du pays. Il est certain, que si le rendement du travail agricole et des produits naturels augmente le pays s'enrichit; son pouvoir d'achat augmente et par voie de conséquence, les échanges extérieurs augmentent aussi.

La loi du monopole considère que le pays ne peut augmenter ses importations, sans augmenter les exportations et ses produits naturels, ses seules ressources de richesse et moyens de paiement des achats de produits étrangers. Mais, la dernière partie de cet exposé explique que la loi du monopole n'a en vue que la restriction de l'exportation des produits qui ne sont pas d'une nécessité absolue. C'est très simple: comme le gouvernement iranien, pour équilibrer la balance commerciale, est forcé de restreindre les importations, il commence d'abord par diminuer celles des objets non nécessaires. On avait remarqué avant cette loi que des stocks de marchandises de luxe et d'articles absolument inutiles, avaient été constitués, sous prétexte de modernisation et qu'ils ruinaient le pays. C'était rémunérateur pour les commerçants, mais désastreux pour l'intérêt du pays. Ils achetaient, lors des soldes des grands magasins d'Europe et des établissements en faillite, des marchandises qui ne pouvaient être vendues sur place, à des prix dérisoires; ils les introduisaient chez nous et les revendaient 10 fois plus cher à leurs compatriotes. M. Chidfar a donné le chiffre de 12.300.000 krans, pour l'année 1927, comme le prix global de quelques articles de luxe importés en Iran. Et encore, c'était le prix annoncé à la douane pour diminuer les droits à payer et certainement,

Le prix réel de ces marchandises était beaucoup plus élevé. D'autant plus qu'ils se vendaient dans les magasins sans contrôle du prix d'achat et à des prix très exagérés.

Donc, non seulement la vente de ces articles dans notre pays allait à l'encontre de l'intérêt général et sans aucun rapport avec les besoins du pays, mais ce système de vente était, de plus, immoral. Il ne faisait que vider les poches de pauvres ignorants au profit de malfaiteurs, au détriment des commerçants honnêtes. Le meilleur moyen d'en finir avec ces actes illicites au fond, était, comme la loi l'a décidé, d'interdire l'importation et la vente de ces objets dans le pays.

Toutes ces mesures qui pouvaient se justifier dans un temps normal, étaient encore plus nécessaires dans un moment critique pour le pays, comme celui qui a suivi la crise de 1929.

Dernière remarque: cette loi consacrant l'ingérence des pouvoirs publics, diffère à deux points de vue des économies dirigées de la plupart des pays engagés dans cette voie.

D'abord, la crise des grands pays industriels ou agricoles provenait, dans une large mesure, d'une exagération de leur production entraînant la chute des prix. Dans ces derniers pays, on voulait substituer à une production indisciplinée une autre, mieux organisée. On voulait assurer l'équilibre de l'offre et de la demande sur les marchés. On cherchait cet équilibre, soit du côté de la monnaie, c'était la monnaie dirigée; on remaniait les moyens monétaires en les augmentant quand ils étaient insuffisants, ou en les diminuant quand ils étaient excessifs, soit dans d'autres voies, en agissant, par exemple, directement sur la production, pour la limiter suivant les exigences des marchés. Dans tous les cas on avait un seul but: rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande pour faire remonter les prix.

La chose était toute différente en Iran. Nous avions aussi souffert de la chute des prix mondiaux à la suite de la crise, mais nous ne pouvions employer tous nos efforts pour les faire remonter, cela sortait du cadre de notre économie. Notre but fondamental était la reconstitution des éléments de notre économie, tâche bien supérieure à notre point de vue, qui devait enrichir le pays et augmenter notre pouvoir d'achat dans l'économie mondiale.

b) Dans toutes ces tentatives, les pays intéressés, envisageant leur intérêt particulier, ont cherché souvent à isoler leur économie nationale de l'économie mondiale. C'est pourquoi, à juste titre, on peut dire que l'économie dirigée a relâché l'interdépendance des différentes économies du monde civilisé, en la remplaçant par une autarcie économique. Cet esprit que existait déjà avant la crise, à pris une grande force d'expansion après la crise.

Voyons les États-Unis, un des centres de l'économie mondiale. Dans toutes leurs expériences après la crise, ils ont oublié le monde et ont fermé leurs frontières aux exportations étrangères, ce qui n'était pas une chose nouvelle. Mais dans toutes ces tentatives, on voyait se manifester ouvertement cet esprit de séparation de l'économie américaine de celle des autres contrées du monde. Il faut dire cependant, qu'ils n'ont pas été aussi loin, ni aussi ouvertement que quelques pays de l'Europe, vers l'autarcie économique. Seulement, par suite de leur importance considérable dans l'économie mondiale, la moindre restriction qu'apportent les États-Unis aux échanges, se fait sentir dans le monde entier.

Le Président Roosevelt estimait que la crise de 1929 était plus grave qu'une crise cyclique ordinaire et qu'il fallait, procéder à un réajustement nouveau de l'économie. Mais quelle économie, c'est le point capital de la question : économie américaine seule, ou l'économie mondiale ? Ne

pouvait-on obtenir des résultats plus définitifs, si l'économie mondiale était plus en vue dans cette expérience de réajustement ? C'est la même tendance vers l'autarcie, qui a séparé l'économie américaine de celle des autres parties du monde.

D'un autre côté, cette tendance a gagné du terrain en Europe. L'Allemagne et l'Italie ont pris ce chemin ouvertement. (1)

Mais, tous les plans d'autarcie totale paraissent très difficilement réalisables même avec de grands sacrifices d'argent et beaucoup de privations. D'abord, l'indépendance économique complète n'existe pas : quand on en parle, c'est dans le sens très relatif du mot. Si un pays comme les Etats-Unis d'Amérique peut satisfaire tous ses besoins dans le domaine de la production, nous voyons qu'il en a aussi d'autres dans le domaine de la consommation. Cette indépendance relative ne peut être créée que grâce à des sacrifices et des privations de longue durée, touchant même aux matières de première nécessité, de la part de la population du pays qui cherche à réaliser cette autarcie.

Sans aller bien loin dans la discussion de cette question qui n'est plus du domaine de notre étude, nous devons dire qu'il n'était pas dans l'intention dans la Loi du Monopole du Commerce Extérieur en Iran, de manifester cette tendance vers l'autarcie économique. C'est le deuxième point qui différencie cette mesure de la plupart des autres tentatives faites contre la crise actuelle.

Ayant déjà donné un schéma de la situation critique de l'économie de notre pays depuis plus d'un siècle, nous dirons seulement ici que devant les besoins croissants d'une importation étrangère, nous n'avions que quelques articles d'exportation qui n'étaient ni assez bien présentés, ni même offerts là où il le fallait, pour trouver des clients. D'au-

(1) Voir la première partie de cet ouvrage, pages 80 à 82.

tant plus que pendant très longtemps, l'influence russe avait tout monopolisé chez nous.

Un pays peut se hasarder à faire une expérience autarcique, quand ses richesses naturelles sont suffisantes, quand l'industrie et l'agriculture ont déjà passé les étapes préliminaires du progrès et de l'évolution, enfin, surtout quand son régime politique est inconciliable avec les autres et si des arrière-pensées politiques exigent une certaine indépendance économique.

Mais l'Iran était et est toujours loin de ces conditions et de telles idées.

Nous avons toujours pensé que le régime économique le meilleur dans l'intérêt national aussi bien que dans l'intérêt mondial, est basé sur le développement de transactions internationales et des échanges entre les pays.

Mais, pour cela il faut que tout le monde et surtout les grandes puissances économiques pensent un peu au sort des économies plus faibles que la leur. Elles considèrent avant tout leurs intérêts nationaux, c'est bien naturel, mais il ne faut pas que, devant leurs intérêts elles sacrifient les intérêts des autres. *Il faut que les intérêts nationaux soient protégés dans un cadre d'ensemble et sur un plan international, et que tout le monde en profite.*

Une preuve que l'Iran a toujours eu la bonne intention de laisser libre accès aux marchandises étrangères et n'a pas voulu fermer ses frontières, c'est le tarif douanier qu'il a choisi après l'obtention de son indépendance douanière en 1928. (1).

A cette époque, dans les autres pays, souvent l'existence d'un tarif élevé servait encore à empêcher l'afflux des produits étrangers. Mais nous allons voir que notre gouvernement, ne voulant pas profiter de cette arme pour

(1) Voir la 2^e partie, page 138.

restreindre nos échanges extérieurs, a agi dans le sens contraire.

Il a d'abord signé avec certains pays des accords provisoires, qui nous ont permis d'avoir le temps nécessaire, pour préparer d'autres conventions sur la base juridique nouvelle. C'est ainsi que nombre des pays qui avaient des relations commerciales avec nous, ont conclu des accords provisoires.

Ainsi la grande Bretagne à la date du 10 mai 1928, la France le 11 mai, les Etats-Unis le 14 mai, la Belgique et l'Allemagne le 15 mai de cette même année, s'assurent l'application de droits minimes. Par la suite, des traités définitifs ont été signés avec l'Allemagne, le 17 février 1929, avec l'Italie le 25 juin 1928, avec le Japon le 30 mars 1929, avec la Belgique le 9 juin 1929, etc...

Dans toutes ces conventions, on voit l'intention du gouvernement iranien qui cherchait, même au prix du sacrifice de la protection des produits intérieurs, à faciliter les échanges extérieurs, de sorte que les produits étrangers pussent aborder, sans aucune restriction, le marché iranien. Ce que prouve que notre pays, quoiqu'ayant l'occasion de fermer ses portes et d'aller vers l'autarcie, ne s'est pas du tout engagé dans cette voie. L'une des plus importantes conventions douanières que nous ayons signées à cette époque, était celle passée avec la Russie et contenant sept articles et un protocole additionnel (10 mars 1929 à Téhéran).

L'article premier de cette convention prévoit que « les produits du sol et de l'industrie soviétique, importés directement de l'Union en Iran, ne seront frappés d'aucun droit de douane, coefficient, surtaxe ou imposition minimum quelconque d'entrée, autres ou plus élevées que les droits coefficients, surtaxes ou impositions, qui sont ou seront prélevés sur les articles similaires importés par un

tiers pays quelconque. Les mêmes produits, à leur exportation de l'Union vers l'Iran ne seront frappés d'aucun droit et imposition de sortie, autres ou plus élevés que les droits minimum qui sont ou seraient prélevés à l'exportation des produits similaires à destination d'un tiers pays quelconque.

L'article II donne la réciprocité aux importations iraniennes en Russie soviétique.

Donc, on voit bien que ces articles donnent le droit d'application d'un tarif minimum, avec la clause de la nation la plus favorisée aux marchandises des deux pays, pour leur accès sur leurs marchés réciproques. Mais, comme le tarif douanier persan était très bas et proportionnellement beaucoup moindre que le tarif douanier russe, c'était plutôt les marchandises russes qui profitaient de ces stipulations et de l'esprit libéral de la convention. Cependant le gouvernement n'a pas augmenté le tarif douanier, malgré sa liberté d'action, parce qu'il voulait faciliter les échanges et non les empêcher. Le traité était conclu pour une durée de 7 ans et si, un mois avant la fin de cette durée, il n'était pas dénoncé, il pouvait continuer jusqu'à sa dénonciation.

Les deux parties contractantes, dans le protocole additionnel, s'engageaient à ne pas augmenter leurs tarifs, mais si, par mesure de nécessité à l'égard d'un Etat tiers, cette augmentation était nécessaire, l'Iran devait, préalablement, obtenir l'accord de la Russie pour la modification apportée de notre côté aux droits mentionnés dans le tarif de 1928.

Nous verrons dans la section suivante que l'économie russe a profité de cet esprit libéral, manifeste dans cette convention, pour exécuter son programme économique à notre égard. Ce qui n'a pas manqué d'un autre côté de produire une réaction dans l'esprit des dirigeants iraniens et de les amener à prendre des mesures appropriées pour

potéger, dans toute la mesure nécessaire, l'économie de notre pays.

SECTION II.

L'Etablissement des systèmes de contingentement.

Si la loi du monopole de commerce n'a pas eu en vue, comme nous l'avons dit plus haut, le monopole effectif de l'Etat dans toutes les transactions et des échanges commerciaux avec l'étranger, elle voulait du moins rétablir l'équilibre dans les échanges extérieurs. Cette idée se voit manifestement dans l'article 2 de la loi additionnelle à la loi de monopole du commerce extérieur.

Article 2. — « L'importation en Perse de produits naturels ou fabriqués étrangers, de quelque nature qu'ils soient, ne pourra se faire que sous la stricte condition d'exporter des produits naturels ou fabriqués de Perse dans les limites de la valeur des marchandises à exporter, que l'exportation soit faite par l'exportateur ou par un autre. Pour les marchandises faisant l'objet d'un monopole, l'exportateur ne pourra pas importer des produits dans une proportion supérieure de 20 % de ses exportations. L'exportation du pétrole, des matières pétrolifères et des produits de pêche ne donnera pas droit à l'importation des marchandises. L'importation d'or en lingots ou en poudre dispense de l'obligation d'exporter. »

Mais une fois cet équilibre entre les exportations et les importations acquis, il fallait que les importations des produits fabriqués fussent réglementées selon les besoins du pays. Comme nous l'avons vu, ce n'est pas le Gouvernement qui importe effectivement, mais des commerçants et, par conséquent, ces derniers pouvaient importer des marchandises rémunératrices pour eux, mais non conformes à l'intérêt et aux besoins du pays. C'est pourquoi le législa-

teur a établi le système des contingentements par l'article 5 de la même loi, qui dispose :

« Le Gouvernement est tenu de dresser la liste des marchandises à importer suivant les besoins du pays et de la porter à la connaissance du public chaque année avant le mois de juin et pour l'année en cours immédiatement après la ratification de la présente loi, tout en prenant en considération la durée nécessaire pour la commande et le transport des marchandises en question.

« Les dites marchandises à importer se divisent en deux catégories :

- a) — Les marchandises dont le droit d'importation, déterminé d'après la quantité et le montant, en tenant compte des dispositions de l'article 3, sera accordé par le Gouvernement à des particuliers.
- b) — Les marchandises dont le droit d'importation est exclusivement réservé au Gouvernement et qui ne pourra être accordé à personne. (1)

« Les listes en question, relatives à chaque année économique, partant du premier Tyr Mah jusqu'à la fin de Khordad Mah (2) (23 juin-22juin) de l'année suivante, pourront être modifiées et remaniées.

« L'importation des marchandises mentionnées dans l'alinéa (a), dépassant la somme ou la quantité déterminées, est interdite à moins d'une autorisation spéciale du Conseil des Ministres. »

Tel est l'article en vertu duquel le système du contingentement est établi en Iran. Ce système s'est généralisé presque partout dans le monde, ces dernières années. Il a été vigoureusement critiqué par les partisans du libre échange qui trouvent en lui un obstacle à la liberté du com-

(1) Ce sont des marchandises comme le matériel de guerre.

(2) L'année économique iranienne.

merce et, par conséquent sinon la cause principale de la crise, du moins la raison de sa longue durée et de sa violence.

Ce système contrarie la théorie du commerce international, défendue par les grands économistes classiques comme RICARDO, STUART MILL, J. B. SAY, etc... etc... Après les classiques, les partisans du libre échange défendaient encore à peu près la même théorie et croyaient que la liberté du commerce dans tous les temps et toutes les périodes, est la règle naturelle qui doit commander le mécanisme des échanges internationaux. La théorie est basée, pour la plus grande partie de ses adeptes, sur la théorie quantitative de la monnaie ou sur le jeu de la loi de l'offre et de la demande, dont ils croient qu'elle peut régler, à tout moment, la division du travail entre les différents pays: le jeu des prix et la concurrence amèneraient chaque pays à se spécialiser dans la production des choses qui lui reviendront le moins cher. Et grâce au mécanisme des échanges internationaux, chaque pays peut profiter de produits beaucoup moins chers que ceux qu'il voudrait produire lui-même.

D'après cette théorie, avec la liberté du commerce et le mécanisme des échanges, tout le monde profitera des facilités et des avantages naturels que chaque pays ou chaque région peut procurer par ses produits spécialisés. Sans entrer dans la discussion des fondements de cette théorie, nous pensons que, si elle peut fonctionner entre pays qui sont parvenus au même stade de l'évolution économique, on ne saurait la généraliser. Certainement, elle ne peut pas jouer entre tous les pays du monde, dont le développement économique est loin d'être le même.

Si on envisage la situation économique des différents pays, on peut facilement voir d'abord que leur situation économique respective est différenciée par l'aptitude et les

dispositions naturelles de chaque pays, selon qu'il s'agit de pays agricoles ou industriels par exemple; mais elle diffère également suivant le degré d'évolution économique qu'a atteint chacun d'eux dans le domaine scientifique et technique de la production. Cette différence s'accuse, quand on compare des pays qui sont placés aux limites extrêmes de l'évolution. Un pays, comme les Etats-Unis d'Amérique, qui a rationalisé et profité de tous les progrès de la science dans sa production industrielle et agricole diffère clairement d'un pays qui travaille encore avec des instruments datant de quelques siècles. Dans cette division, l'étendue et le chiffre de la population, ne comptent pas. Un petit pays industriel, comme la Belgique avec ses 8 millions d'habitants, peut avoir la même évolution que les Etats-Unis d'Amérique. La différence dans cette évolution vient d'un élément qualitatif, qui est la science moderne et qui se matérialise dans la technique et dans les instruments de production. Bien entendu, l'égalité complète n'existe jamais, même entre les pays bien évolués: qu'ils soient industriels ou agricoles, il y a toujours quelque différence provenant, ou des dispositions naturelles du pays, ou de l'organisation économique et sociale, ou même du goût personnel des dirigeants de l'économie. Mais, ce n'est pas la différence d'évolution dont nous entendons alors parler, ce sont des petites nuances, avantages ou désavantages, qui se compensent facilement et n'empêchent pas le jeu de la théorie internationale du commerce. Cette différence d'évolution peut exister dans toutes les phases par lesquelles un produit doit passer, avant d'arriver sur les marchés où les échanges internationaux s'effectuent.

Les défenseurs de la théorie, sans prendre en considération ces degrés d'évolution, admettent que, à tout moment, et entre tous les pays, les échanges fonctionneront tout seuls, et que chaque pays, à n'importe quel stade d'évolution éco-

nomique qu'il soit, peut produire et vendre suffisamment pour payer ses besoins et ses achats à l'étranger. Or il y a lieu de faire la distinction suivante :

- a) — les échanges entre pays qui ont la même évolution économique ;
- b) — les échanges entre pays qui n'ont pas la même évolution économique.

Entre les premiers pays, la théorie trouve, généralement, sa justification dans les faits ; entre les derniers, il n'en va pas de même.

Mais voyons comment les partisans de la théorie conçoivent que même, entre les derniers, les échanges peuvent fonctionner.

D'après eux, il n'est pas concevable qu'un pays soit défavorisé à tous les points de vue ; la chose certaine, c'est que les pays moins favorisés ont une main-d'œuvre moins chère, qui diminuera beaucoup leurs prix de revient, et leur donnera ainsi une possibilité de concurrence avec les produits des pays les plus favorisés.

La chose n'est pas si facile à concevoir. Supposons deux pays qui ne sont pas aussi évolués économiquement. Le premier est en plein essor, avec l'outillage économique le plus moderne et le plus perfectionné. Il peut produire aux prix de revient les plus bas, les marchandises de toute première qualité et il est bien représenté sur le marché mondial. Il peut envoyer ses marchandises sur les divers marchés avec les moyens les plus rapides de transport, juste au moment où leur vente rapportera le profit maximum, d'autant plus que ses agents d'information le renseignent sur les dispositions du marché. Il approvisionnera, par conséquent, les marchés où il y aura le plus de demandes pour ses marchandises.

A l'opposé, un concurrent faible, dépourvu de tous les avantages et dénué d'une technique rationnelle de production, manquant de **moyens de transport**, etc... etc... qui ne peut

compter que sur une main-d'œuvre moins chère pour lutter contre la concurrence, vendra ou échangera ses produits contre ceux dont il a besoin. Il ne résistera pas longtemps à la concurrence étrangère. D'après les partisans de l'équilibre automatique, par le jeu de la théorie quantitative ou seulement, par la loi de l'offre et de la demande, les prix baissent dans les pays moins évolués. Dans ces derniers, pour s'adapter aux conditions nouvelles de production et de vente créées par le degré de la technique, ou bien il faut faire baisser les prix de revient, ou bien abandonner les branches de production qui se heurtent à la concurrence d'un pays évolué. D'abord, pour diminuer le prix de revient on peut agir sur chacun des trois éléments de la production : intérêt, salaire et profit ; on ne peut pas diminuer le premier, parce que, dans ces pays, le capital est rare et par suite de besoins croissants la demande du capital est supérieure à l'offre et le taux d'intérêt est très élevé et très difficile à abaisser. Donc, il faut chercher la diminution du côté du salaire ou du profit. Mais dans ces pays, le profit est aussi peu élevé que le salaire. En fait, l'ouvrier et le patron touchent, chacun, une somme qui peut tout juste leur assurer le minimum vital et, par conséquent, il est impossible de réduire aucun de ces éléments. L'ouvrier ne touche presque rien et vit dans les conditions les plus déplorables, comment pourrait-on diminuer encore son salaire et son pouvoir d'achat ?...

Si les partisans de l'équilibre automatique voyaient de plus près les conditions de vie des artisans, agriculteurs, ouvriers, etc... de ces pays, non seulement ils ne trouveraient pas que la main-d'œuvre à bon marché, est un avantage, mais ils ne pourraient jamais compter sur cet élément du salaire pour penser que l'équilibre s'établira automatiquement. D'autant plus que cette baisse du salaire et du profit diminuera le pouvoir d'achat des habitants d'un tel pays, ce qui est contre l'intérêt national, aussi bien que contre

l'intérêt des échanges internationaux. Donc, du moment qu'on ne peut pas diminuer dans ces pays le prix de revient, il faut qu'on oriente différemment la production.

Ce changement même n'est souvent pas réalisable pour des raisons que nous donnons ci-dessous :

a) — Dans la société économique mondiale, il y a, dans toutes les branches de production industrielle ou agricole des pays bien évolués et spécialisés qui peuvent empêcher la vente des produits de pays moins évolués.

b) — La production habituelle et traditionnelle des pays moins favorisés s'était portée, depuis des siècles, sur des marchandises qui trouvaient des avantages naturels dans le pays, ou dans les aptitudes artistiques et artisanales de ses producteurs, ou encore qui répondaient plus particulièrement aux besoins des consommateurs intérieurs et même extérieurs, mais plus proches du lieu de la production.

Pour modifier cette branche de production, il faut échanger tous ces avantages contre d'autres plus illusoires que réels. C'est pourquoi nous voyons que les transformations dans la production traditionnelle des pays moins évolués, quand elles ne sont pas impossibles, sont le plus souvent très lentes et infructueuses. Si tel est le sort de ces changements en temps normal, quel sera-t-il dans une période de dépression et de marasme, comme la crise contemporaine ? Si, en temps normal, les produits des pays moins évolués pouvaient trouver encore des consommateurs en marge de la consommation, à cause de leurs prix intéressants, pendant la crise ils ne pourront certainement pas trouver cette marge. Dès que la crise éclate et que la demande diminue, les pays évolués arrivent à diminuer leurs prix de revient par suite du perfectionnement de leurs instruments de production. Et même si les prix de revient sont très bas et la diminution impossible, les produits des pays économique-

ment forts, arriveront à évincer les autres produits de tous les marchés mondiaux. C'est donc, grâce à une organisation et une structure économique puissantes et à des réserves abondantes qu'ils parviendront à abaisser leurs prix de vente, même au dessous des prix de revient. De sorte que le dumping et la concurrence déloyale ne laisseront aucune place aux produits des autres pays. En tous cas, je ne sais pas comment les partisans de la théorie de l'équilibre automatique peuvent prouver que leur théorie s'applique en général, sans condition de temps ni de lieu.

Prenons comme exemple l'Iran en 1929, et nous allons voir si la théorie de l'échange international a jamais fonctionné dans ses échanges internationaux. Pendant un siècle, cette théorie n'a pas pu fonctionner avec l'ensemble de nos acheteurs. L'Iran faisait des échanges commerciaux avec deux catégories de pays : les pays qui avaient la même évolution économique que lui, comme la Turquie, l'Égypte, etc..., les pays qui avaient une évolution supérieure, comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne, etc. L'Équilibre des échanges avec la première catégorie se réalisaient automatiquement. Certes, le volume des échanges variait avec les années, mais sans que ces variations nuisent à l'équilibre général des échanges. Tandis qu'au contraire, en ce qui concerne la deuxième catégorie, la théorie des échanges internationaux n'a jamais fonctionné.

Ces pays achetaient très peu et à des prix dérisoires, quand ils ne trouvaient pas la même marchandise ailleurs. Mais nous étions obligés d'acheter à tout prix les objets dont nous avons besoin. Seulement, nous profitons de la concurrence entre eux, ce qui faisait baisser leurs prix de vente. Quant à nos échanges avec la Russie, ils étaient caractérisés par le fait que ce dernier pays était relativement plus évolué que nous, mais que, par contre, son organisation et la technique de sa production n'étaient pas

très poussées. Certainement, notre voisine a fait d'importants efforts pour améliorer sa production; elle a essayé d'avoir le monopole des échanges de certaines matières premières nécessaires à son industrie, qu'elle se procurait à bon marché et, en échange, elle vendait ses produits fabriqués. C'est pourquoi la balance de nos échanges s'égalisait et même, souvent, se soldait à notre profit. Mais il ne faut pas voir dans cette situation une justification de la théorie des échanges internationaux. C'était en, à la fois, le besoin et le profit qui les encourageaient dans leurs achats. Mais une fois le régime et la politique de l'économie russe transformés, nos échanges se sont arrêtés. Les Soviets ont séparé leur économie de l'économie mondiale, et, désormais, c'est par décision du Gouvernement Soviétique, lequel a le monopole effectif du commerce extérieur, que les échanges commerciaux avec l'étranger sont commandés et la théorie des échanges internationaux automatiques ne joue plus.

Ce changement radical de l'économie russe ne pouvait rester sans influence sur l'économie iranienne. Nous avons vu, dans les premières années qui ont suivi la révolution, les bolcheviks, en cherchant à s'attirer l'amitié des pays d'Orient, conclure avec nous le traité d'amitié de 1921. Ce traité a eu une grande influence sur nos relations commerciales et économiques. Dans ce traité, on prévoyait une convention commerciale qu'il a fallu attendre jusqu'en 1927 pour la voir conclue. Nous le savons, nos échanges étaient basés, non sur la liberté de commerce favorisant l'équilibre automatique de nos échanges, mais sur l'équivalence des échanges. Le commerce extérieur soviétique étant soumis au monopole effectif de l'État, aucun échange ne pouvait être effectué sans la permission du Gouvernement. Par cette convention, nous avons obtenu le droit d'acquérir les licences d'exportation, mais limitées suivant

des contingentements et des nomenclatures des marchandises spéciales. Voilà que pour la première fois, nos échanges se trouvaient devant un obstacle nouveau et sérieux : les contingentements. Les Russes qui voulaient exécuter leur plan d'industrialisation avaient changé leur tactique commerciale même avec les pays d'Orient. Désormais, pour favoriser leur industrie nouvelle, ils se conformaient à un protectionnisme très rigoureux. Ils avaient limité les exportations étrangères et ne cherchaient que les machines et les matières premières nécessaires à leur industrie. Et c'était le même principe, qui dominait la conclusion de cette Convention.

En conséquence, cette dernière a limité d'abord nos échanges à une somme déterminée de 250.000.000 de Krans (50.000.000 de roubles) pour l'importation, et de 250.000.000 pour l'exportation. Donc, elle était basée sur l'équilibre des importations et des exportations. Nous devons importer 90 % de cette somme et 10 % pouvaient être payés par les Russes, en argent. On voit que, désormais la liberté du commerce n'existait plus avec la Russie et que la théorie du commerce international était loin de fonctionner. D'après cette Convention, les commerçants iraniens avaient le droit d'importer en Russie des matières premières et des produits alimentaires déterminés, selon une liste préparée par une Commission mixte. C'étaient surtout des matières premières nécessaires à l'industrie de la Russie. Dans cette liste on ne trouvait : ni les produits de notre artisanat (tapis, etc, etc..), ni des matières premières très importantes pour l'économie de l'Iran, mais que les Russes n'estimaient pas nécessaires à leur industrie. En ce qui concerne les importateurs et les exportateurs, les commerçants iraniens avaient le droit d'exporter en Russie les marchandises de l'Iran pour 50 % du total de l'exportation, mais la Convention stipulait qu'ils devaient vendre

la moitié ou 25 % du contingentement aux institutions de l'Etat du Gouvernement des Soviets, tandis que l'autre moitié du contingentement devait être exportée de notre pays par les organisations économiques de l'U.R.S.S. en Iran. En échange, les commerçants iraniens avaient le droit d'acheter toutes sortes de marchandises russes, sauf quelques exceptions, qui étaient mentionnées dans la Convention en ce qui concerne l'importation en Iran. Ces stipulations qui paraissent sans grand intérêt au point de vue des principes de nos échanges, avaient une grande influence dans la pratique. Nous allons voir que l'institution d'agents russes comme intermédiaires dans ces échanges, créait un sérieux obstacle aux transactions entre les deux pays, car ceux-ci ne manquaient pas de faire leur possible pour faire tourner les affaires au détriment des commerçants iraniens. (1)

La Convention étant conclue pour une durée de deux ans et, après l'expiration de ce délai, le système de l'équivalence des échanges, prévu dans cette Convention, étant supprimé, il n'y avait pas de système particulier. Les Russes suivaient leur tactique commerciale, qui était de vendre le plus possible et d'acheter le moins possible. Nous avons vu déjà que la Convention douanière de 1929 entre l'Iran et les Russes, accordait aux marchandises russes le tarif minimum avec le traitement de la nation la plus favorisée.

Sous la protection de cet article, les marchandises russes pénétraient à très bas prix en Iran. Tandis que les marchandises iraniennes, avant d'arriver sur les marchés russes, devaient franchir mille obstacles. Les administrations russes cherchaient tous les jours des obstacles nouveaux et des vexations nouvelles et, une fois la Conven-

(1) Pour plus de détails, on peut consulter: « Les relations économiques irano-russes » de M. Navai.

tion commerciale de 1927 venue à échéance, pour avoir les mains libres, ils ne voulaient ni prolonger la Convention, ni en conclure une nouvelle. Voici les chiffres des transactions avec les Russes, pendant les quatre années postérieures à 1927 (date de la conclusion du traité commercial) :

Années :	Exportations soviétiques en IRAN	Exportations iraniennes en U.R.S.S.	Total des transactions en Krans :
1927-1928	199.071.825	209.159.090	408.231.915
1928-1929	291.061.341	166.288.430	457.349.771
1929-1930	274.461.002	148.586.745	423.302.035
1930-1931	234.242.582	158.827.157	393.069.740

On peut facilement juger de la situation de notre commerce avec la Russie : notre balance commerciale, qui était, avant la guerre, toujours bénéficiaire, devient déficitaire. Si, dans le temps, nous pouvions payer une partie de nos déficits commerciaux avec les autres pays par nos excédents dans nos échanges avec la Russie, désormais nous devons chercher d'autres ressources pour combler le déficit de notre commerce avec ces derniers. Et, d'autre part, jamais pendant ces quatre ans, nous n'avons pu exporter jusqu'à la limite fixée à 250.000.000 de Krans, en Russie. Ce sont les obstacles et les vexations des administrations russes qui sont la cause principale de cette diminution.

Bien que d'après la Convention ils fussent obligés de payer 10 % de nos exportations en monnaie, les commerçants iraniens ne pouvaient rien recevoir, parce que les Russes voulaient changer leur monnaie contre des devises étrangères à un cours beaucoup plus élevé que le cours réel. D'autre part, les commerçants iraniens avaient des difficultés pour régler le prix de leurs marchandises ; en ce qui concerne les importations russes en Iran, les Soviets s'ef-

forçaient de vendre les bons produits russes, — ceux qui avaient une grande consommation sur les marchés, — directement par leurs agents et ils cherchaient à échanger contre des produits iraniens ceux de leurs produits qui ne trouvaient pas facilement acquéreurs.

Donc, nous voyons que, depuis le commencement de la crise, l'Iran souffrait dans ses échanges commerciaux, non seulement de la crise elle-même et de ses répercussions dans notre pays, mais déjà, de la situation désastreuse de son commerce avec la Russie.^a

Enfin, après plusieurs plaintes des commerçants et des débats très importants au Parlement, où les Députés défendirent la cause des commerçants de leurs circonscriptions électorales, le Ministre de l'Economie Nationale en réponse à ces doléances affirma, dans les termes suivants, l'intention du Gouvernement de protéger l'économie et les commerçants iraniens: (1)

« Quoique nous reconnaissons, a-t-il dit, que les relations économiques entre les deux pays soient loin d'être bonnes, cependant nous devons aussi reconnaître que le Gouvernement Soviétique a le droit d'adopter le régime qui lui plaît; de même que nous aussi nous avons le droit d'adopter tel régime qui nous convient. Mais, du moment que le régime soviétique porte atteinte à nos intérêts, nous avons le droit de prendre une attitude pouvant sauvegarder nos intérêts, sinon entièrement, du moins jusqu'à un certain point. Je dois dire que le précédent accord russo-persan n'était pas très bon et n'a pas été bien mis à exécution. De même que les particuliers sont libres dans leurs transactions, de même nous sommes libres d'adopter à l'égard des Russes la même politique qu'ils adoptent à notre égard. S'il y en a qui reprochent au Gouvernement persan de pousser la patience

(1) Bulletin périodique de la Chambre de Commerce Franco-Persane (septembre-octobre 1930).

beaucoup trop loin, je leur dirai qu'il agit très bien. Car il ne faut jamais trop se presser dans une question d'une telle importance, que tout le monde sache que le Gouvernement ne néglige pas son devoir dans cette affaire, qu'il compatit au sort de ses commerçants lésés dans leurs droits ; car, depuis quatre mois, il conduit des pourparlers avec le Gouvernement Soviétique pour résoudre à l'amiable cette question, de façon à satisfaire les deux parties. »

On peut voir que le Gouvernement iranien tâchait toujours de faciliter les relations commerciales et les échanges avec les Russes, aussi bien qu'avec les autres pays. Il était souvent sujet à des critiques acerbes pour avoir donné aux étrangers trop de facilités, qui se retournaient en fin de compte contre l'intérêt du commerce du pays. Déjà la Convention douanière de 1929 était la meilleure preuve de bonne foi du Gouvernement iranien et de sa volonté de faciliter les transactions commerciales avec les pays étrangers. Nous n'avions pas fermé nos frontières, parce que nous ne cherchions pas à vivre sur nous mêmes et nous étions convaincus que la liberté des échanges et des transactions entre tous les pays était conforme à nos intérêts aussi bien qu'aux intérêts de la communauté économique mondiale.

Mais avec un coéchangiste comme la Russie et un régime des échanges comme le sien, et d'autre part les restrictions que le monde en général, surtout après la crise, a apporté à la liberté du commerce, les partisans de la théorie internationale du commerce et l'équilibre automatique des échanges, doivent-ils croire encore qu'il faut rester inactifs et attendre que l'équilibre revienne de lui-même ? Nous croyons, pour notre part, que cette théorie a trouvé tant d'exceptions, qu'elle nous permet de faire la distinction que nous avons déjà faite (voir page 199). Par conséquent, si la théorie pouvait et peut encore fonctionner entre des pays au même stade d'évolution économique, elle n'a jamais

fonctionné pour l'Iran dans ses relations commerciales avec les pays plus évolués. Elle ne pouvait non plus fonctionner après cette crise, et avec les restrictions apportées au commerce mondial d'un côté et, de l'autre au commerce avec la Russie, dont la politique commerciale écrasante était intolérable et vexante.

Voilà pourquoi, par la loi du monopole du commerce, le système des contingentements fut établi en Iran pour donner au pays les moyens de défendre ses intérêts vitaux et de sauvegarder son existence économique dans la société internationale. Suivant le système des contingentements établi en Iran, l'article 3 de la loi supplémentaire du Monopole du Commerce Extérieur autorise le Gouvernement à donner le droit d'importation aux commerçants et aux particuliers, par la voie du permis d'importation. Cet article est ainsi conçu :

« Le Gouvernement est autorisé à concéder le droit d'importation des produits qu'il ne veut pas importer lui-même, à des particuliers ou à divers établissements commerciaux, au moyen de permis spéciaux, dans des conditions déterminées. Dans les permis en question le genre et la quantité de la marchandise, le bureau des Douanes et les autres engagements des importateurs, tels que le non accaparement, la vente de la marchandise à un juste prix, l'impartialité dans la vente et autres engagements de ce genre, devront être sanctionnés, etc... »

Pour la bonne exécution de ce programme, le Parlement a voté, sur la proposition du Gouvernement, une loi sur l'organisation du Ministère de l'Economie Nationale. D'après cette loi, le Ministère est divisé en trois Administrations générales : l'Administration générale du Commerce, l'Administration Générale de l'Agriculture et l'Administration Générale de l'Industrie. Toutes les trois seront désormais indépendantes, sous la direction d'un Administrateur

Général, ayant le rang d'un Sous-Secrétaire général, qui assistera aux Conseils des Ministres et y défendra la cause de son Administration devant le Parlement.

Mais elles fonctionneront sous le haut contrôle de la Présidence du Conseil et leurs attributions respectives seront déterminées par le Conseil des Ministres. Ces trois Administrations générales sont devenues les organes exécutifs de la Direction de l'Économie Nationale. Toutes les décisions du Gouvernement concernant chaque branche de l'activité économique du pays : Industrie, Agriculture et Commerce, seront désormais exécutées par chaque Administration respective.

C'est l'Administration Générale du Commerce qui a le plus de contacts avec le pays et qui doit diriger le monopole du commerce et appliquer le système du contingentement, en donnant aux particuliers les licences d'importation. Elle a donc la direction effective des échanges extérieurs. C'est cette Administration, qui, désormais, devra faire face aux organisations commerciales russes et traiter avec les pays qui ont des relations commerciales avec nous. Certainement, au commencement de l'exécution de la loi du Monopole, par suite de la nouveauté de cette loi et des règlements, et l'inaccoutumance de nos commerçants aux conditions nouvelles du commerce, aussi bien qu'en raison de l'inexpérience des fonctionnaires et des Directeurs, l'exécution de la loi rencontrait des difficultés pratiques ; mais, après quelque temps d'expérience, le commerce s'y est accoutumé et l'Administration, plus expérimentée, a mieux rempli sa tâche.

Pour plus de détails, on peut consulter la loi du Monopole, son supplément et le règlement pour la mise en application du supplément à la loi du Monopole du Commerce dans le Bulletin périodique de la Chambre de Commerce Franco-Persane (Mai 1931).

SECTION III. — *L'organisation intérieure du commerce
par la formation des sociétés.*

L'Etat n'avait pas seulement à intervenir pour faire face aux obstacles extérieurs et pour assurer le développement et l'équilibre de son commerce extérieur. Il devait aussi équiper le pays et lui donner une organisation solide digne du commerce actuel mondial.

Le Commerce extérieur de l'Iran s'était fait par des commerçants isolés. Manquant de connaissances sur la technique commerciale moderne et de capitaux suffisants, leurs transactions se faisaient dans des conditions rudimentaires, sans grand profit pour eux et pour le pays. Il n'y avait aucune sorte de groupement professionnel pouvant guider, aider ou faciliter la tâche de ces personnes isolées. Chacun travaillait pour son compte personnel et ne considérait dans ses affaires qu'un gain personnel, momentané et bien maigre. Ils exportaient les produits de notre pays, sans les grouper, d'après des échantillons différents, sans les avoir emballés, ni s'être souciés de leur présentation, etc.

Par suite, lorsque nos produits arrivaient dans les marchés mondiaux dans de telles conditions, ils perdaient beaucoup de leur prix. Au cours du dernier siècle, jamais nos commerçants n'ont eu l'idée de se grouper, de s'associer et de donner par un effort commun, une meilleure organisation à leur profession. Cet esprit d'individualisme ne se manifestait pas seulement dans le domaine du commerce. Malheureusement, il avait pénétré tous les organes économiques du pays (Industrie, Agriculture et Commerce) et nous en parlerons dans le chapitre suivant.

En tous cas, le commerce souffrait de cet état cataleptique et c'était au pouvoir supérieur de la Direction de l'Economie, qu'il appartenait de lui donner une meilleure organisation et de faire grouper les commerçants dans des

Sociétés qui, par l'importance de leur capital, pouvaient exporter dans des conditions beaucoup plus conformes à l'intérêt général du pays et même à l'intérêt personnel des commerçants. Mais, pour encourager la fondation des Sociétés, l'État, les premiers temps, a trouvé opportun de participer lui-même aux entreprises commerciales. Et d'ailleurs, pour que le commerce extérieur des différents articles d'exportation et d'importation se réalisât dans les conditions les plus avantageuses pour l'équilibre de notre balance commerciale, on a donné le Monopole d'une grande partie de ces articles à des Sociétés qui sont sous la surveillance du Gouvernement ou bien, dans lesquelles l'État possède une participation.

On peut donner la liste des principaux articles d'importation ou d'exportation, monopolisés par ces Sociétés, d'après les relevés du Bulletin de la Banque MELLIE IRAN, N^{os} 9 et 10 comme suit :

EXPORTATIONS

Coton, laine, peaux salées et non salées des moutons et des chèvres (Société par actions de coton, de laine et de peaux, fondée de 16-5-1314 — 8-8-1935).

Jute (Sté. par actions « Centrale », fondée le 12-5-1314 — 4-8-1935).

Riz (Sté. par actions « d'exportation du riz », 16-3-1314 — 7-6-1935).

Safran (Sté. par actions « Kala », 10-3-1314 — 2-7-1936).

Assa foetida (Sté. par actions « d'Assa foetida », fondée le 10-10-1314 — 1-1-1936).

Tapis (Sté par actions de tapis, fondée le 7-11-1314 — 28-1-1936).

Gomme adragante (Sté par actions pour l'exportation des Gommés Adragantes de l'Iran, fondée le 25-5-1315 — 16-8-1936).

- Fruits Secs* (Sté par actions pour l'exportation des Fruits Secs de l'Iran, fondée le 20-5-1315 — 11-8-1936).
Peaux (Sté par actions pour l'Exportation des Peaux de l'Iran, fondée le 5-5-1315 — 27-7-1936).
Opium (Sté par actions pour l'Exportation de l'Opium, fondée le 7-11-1312 — 27-1-1934).

IMPORTATIONS

- Graines de ver à soie* (Sté par actions de cocon, fondée le 9-7-1313 — 1-10-1934).
Sucre et allumettes (Sté par actions de sucre et d'allumettes, fondée le 13-5-1314 — 5-8-1935).
Soie (Sté par actions de soie, fondée le 9-7-1313 — 1-10-1934).
Cotonnade (Sté par actions de Cotonnades, fondée le 1-9-1313 — 22-11-1934).
Cartes à jouer (Ministère des Finances).
Bas de soie (Sté par actions « Kala », fondée le 10-4-1314 — 2-7-1936).
Automobiles, camions, leurs pièces détachées et chambres à air (Sté par actions « Centrale », fondée le 12-5-1314 — 4-8-1935).

Depuis la création de ces sortes de Sociétés, le Gouvernement a, sous son contrôle direct ou indirect, plus de 33 % des importations et plus de 49 % des exportations du pays.

Mais il faut remarquer que l'Etat, dans ses participations directes (ou par l'entremise de la Banque MELLIE et de la Banque Agricole ou Industrielle) dans les Entreprises privées et les affaires commerciales, n'a en vue ni les gains pécuniers, ni la limitation des initiatives privées; nous l'avons déjà dit, et nous le répétons, son seul but est de les organiser et de leur donner une forme digne

du monde économique actuel, aussi bien que de les aider dans la formation de leur capital initial.

Une fois que cette tâche sera accomplie et que ces Sociétés acquerrons des bases solides et pourront se développer sans l'aide du Gouvernement, ce dernier se retirera certainement.

Pour terminer cette Section, nous donnons la liste des sociétés commerciales enregistrées, leur nombre et le montant total de leurs capitaux jusqu'à la fin de l'année 1314 (1935-1936) dans tout le pays. (1)

	<i>Nombre:</i>	<i>Capital total en millions de Rials:</i>
TEHERAN	204	348,1
MECHED	34	24,8
RECHT	40	18,8
ISFAHAN	49	18,6
CHIRAZ	18	17,7
TAURIS	26	13,7
KERMANCHAH	35	7,5
HAMADAN	40	5,3
Totaux:	446	454,5

SECTION IV.

Prime à l'exportation par le prix du certificat d'exportation.

L'article « 3 » de la loi additionnelle à la loi de monopole du Commerce Extérieur est ainsi conçu :

« Article 3. » — Le Gouvernement est autorisé à concéder le droit d'importation des produits qu'il ne veut pas importer lui-même, à des particuliers ou à divers établissements commerciaux, au moyen des permis spéciaux
.....

(1) D'après le Bulletin de la Banque Mellie Iran N° 10.

A partir du 1^{er} Tyr-Mah 1310 (24 août 1931), la livraison des permis d'importation des marchandises mentionnées dans l'alinéa « 3 » de l'Article « 5 » est subordonnée à la présentation du certificat d'exportation des produits persans, pour un montant équivalent à celui des marchandises à importer. »

Comme nous le voyons, d'après cet article, on ne peut désormais importer des marchandises, qu'à la condition de présenter des certificats d'exportation pour le même montant que celui qui figure sur le permis d'importation.

Les Bureaux des Douanes étaient chargés de contrôler et d'évaluer attentivement les produits iraniens qui sortaient du pays aux fins d'exportation, et de donner des certificats sur le montant des prix des marchandises exportées.

En tous cas, les exportateurs n'étaient pas obligés d'importer eux-mêmes pour le montant de leurs exportations. Ils pouvaient transférer leurs certificats d'exportation et les vendre sur le marché aux importateurs.

C'est le prix obtenu pour ces certificats qui constituait une prime aux exportateurs. Les prix des certificats ont changé sur le marché, d'après la loi générale de l'offre et de la demande; mais la spéculation faussait souvent le jeu normal de cette loi. De sorte que le Gouvernement, soucieux de surveiller l'intérêt des exportateurs aussi bien que l'intérêt des importateurs, décida de centraliser la vente et l'achat des certificats d'exportation.

Les premiers éléments de cette centralisation sont inclus dans le projet de loi votée en juin 1934 par le Parlement, sous 6 articles qui sont ainsi conçus :

ARTICLE 1^{er}. — L'alinéa (c) de l'article 6 de la loi du 19 Tyr 1911 sur le Monopole du Commerce Extérieur « c » : *« Les certificats d'exportation sont transférables et leur délai de validité est de 6 mois à partir du jour où l'engagement des devises à tenir au moment de l'exportation*

de produits persans est accompli » est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes ;

« Le Gouvernement est tenu d'acheter les certificats d'exportation délivrés par la Douane, que les exportateurs désireraient vendre à un prix fixé d'avance et payable dans un délai maximum de 6 mois. Ce prix, une fois fixé sera porté par le Gouvernement à la connaissance du public et ne pourra être modifié durant une année au moins.

Le Gouvernement achètera les certificats d'exportation actuellement existants à un prix égal à la moyenne de leurs cours pendant les vingt premiers jours du Khordad de l'année courante. »

Dans les autres articles étaient mentionnés les détails sur la délivrance des certificats d'exportation, l'achat par le Gouvernement, etc... etc...

C'est l'article 4 qui nous intéresse plus particulièrement. Il est ainsi libellé :

ARTICLE 4. — « Le Gouvernement pourra distribuer des primes pécuniaires aux exportateurs des produits nationaux dont l'exportation est jugée digne d'encouragement. La nomenclature des produits bénéficiant de la prime, les conditions de son octroi, ainsi que la durée pendant laquelle elle sera accordée, seront portées par voie d'annonce, à la connaissance du public. »

Donc, comme nous le voyons, les exportateurs, comme primes, avaient non seulement le prix de leurs certificats d'exportation, mais pour quelques articles dont l'exportation devait être encore encouragée, le Gouvernement avait envisagé d'autres primes pécuniaires. Mais il faut dire que le Gouvernement ne cherchait pas dans son budget des revenus pour payer ces primes. Il les payait avec les recettes qu'il réalisait au moyen de la différence entre le prix d'achat des certificats d'exportation et leur prix de vente.

A ce sujet, l'Article 5 est bien significatif :

ARTICLE 5. — « Les recettes réalisées par le Gouvernement, du chef des prix d'achat et de vente des certificats, seront exclusivement affectées aux dépenses occasionnées par l'exécution des dispositions de la présente loi ».

Enfin, le Gouvernement par le règlement de l'exécution de cette loi, votée dans la séance du 14 juillet 1934 du Conseil des Ministres, donne le droit exclusif d'achat et de vente de ces certificats et leur centralisation à la Banque Nationale de Perse (Banque Mellie Iran).

L'Article premier du règlement est ainsi conçu :

« L'achat et la vente de tous les certificats d'exportation s'effectueront exclusivement par l'entremise de la Banque Nationale de Perse ».

Désormais, c'est cette Banque qui s'occupait de cette centralisation. C'était par son Siège central à TEHERAN que tous les achats et les ventes s'effectuaient. Mais, sur la demande des détenteurs des provinces, les succursales des provinces étaient obligées, d'après le Règlement, d'envoyer les certificats à Téhéran sans percevoir aucun frais d'envoi.

Après l'exécution de cette loi, le marché des certificats a pris un aspect calme et, sans l'intervention des spéculateurs, les achats et les ventes s'effectuaient normalement dans l'intérêt des exportateurs et des importateurs, aussi bien que dans l'intérêt général du pays et des consommateurs nationaux.

CHAPITRE II.

Les mesures monétaires.

Nous avons vu que la chute de notre monnaie s'était accélérée, d'un côté, par suite de la chute du prix de l'argent, conséquence de la crise de 1929, et de l'autre, en raison de l'aggravation du déficit de notre balance commerciale et de la diminution de l'of-

fre des devises étrangères devant une demande toujours grandissante. Pour empêcher la chute, il fallait réagir contre ces deux causes principales : pour couper le lien de notre monnaie avec l'argent qui était devenue une mauvaise monnaie, soumise aux fluctuations des circonstances économiques, il fallait remplacer l'étalon-argent par l'étalon-or et, d'autre part, il fallait remédier au déséquilibre et au déficit de la balance commerciale et à celui de la balance des devises.

Le Gouvernement iranien avait agi dans ces deux directions par l'établissement de l'étalon or, d'une part, et le système des contingentements, d'autre part, que nous avons étudié, dans le chapitre précédent. Mais ces deux mesures étaient, l'une et l'autre, très lourdes de conséquences. Le Gouvernement ne pouvait les appliquer qu'avec une grande prudence, et tout le temps nécessaire à leur préparation. C'est pourquoi, avant l'établissement de l'étalon d'or et à titre de mesure préparatoire, le Gouvernement est intervenu dans le contrôle direct des devises, en établissant le système du contrôle des devises étrangères. Ce contrôle préparait déjà le terrain pour la diminution des importations des articles de luxe et la Commission de Contrôle n'accordait pas facilement des permissions d'achats de devises pour l'importation de ces articles.

Quoi qu'il en soit, le contrôle des devises étrangères a précédé le monopole du commerce et le système des contingentements, et il est resté comme mesure complémentaire, en vue de réaliser la tâche fondamentale, qui est le rétablissement de la situation économique du pays.

Nous allons voir, dans deux Sections, l'établissement du contrôle des devises étrangères et de l'étalon or en Iran.

SECTION I. — *Contrôle des devises étrangères.*

Avant l'établissement du Monopole du Commerce, le

contrôle des devises est établi par la loi du 25 février 1930, d'après laquelle le contrôle de l'achat et de la vente des devises étrangères étaient confié à un Office de contrôle composé de plusieurs commissions.

La première, la Commission du cours des devises, était composée des représentants de deux Ministères (Finances et Economie Nationale), de la Douane et des Banques autorisées. Tous les règlements concernant cette Commission étaient pris par le Conseil des Ministres.

Une autre Commission, la Commission du Contrôle, était créée, mais les cinq Membres qui en faisaient partie étaient nommés par le Conseil des Ministres. D'après cette loi, tous ceux qui avaient besoin de devises étrangères devaient envoyer leurs demandes à cette Commission; la Commission étudiait la demande et, si elle l'estimait justifiée par des nécessités d'intérêt général, elle accordait un permis d'achat, établi d'après le montant de la demande. Voilà une disposition très importante de cette loi et nous voyons que le Gouvernement et le législateur avaient en vue d'équilibrer l'offre et la demande des devises en empêchant leur sortie pour le solde de dépenses qu'il ne jugeait pas justifiées. En outre, dans l'annexe de son règlement, la loi donnait la liste des marchandises pour le paiement desquelles l'autorisation de la Commission était nécessaire, relativement à l'achat des devises destinées à effectuer le règlement. La Loi (1) interdisait aussi les ventes clandestines de devises, le transfert télégraphique ou par traites, lettres de crédits, chèques, etc... à un cours autre que celui fixé par la Commission du cours des devises. Elle prohibait aussi toute espèce de spéculation: l'accaparement des devises, l'achat et la vente des devises

(1) Ne disposant pas de texte original de cette loi, nous avons pris les différentes dispositions de la loi dans la thèse de M. Chidfar (*La réforme monétaire et l'étalon or en Iran*).

en vue d'engendrer leur hausse ou leur baisse artificielle, etc... En même temps, elle prohibait l'importation de l'argent, monnayé ou non, (excepté l'argenterie), l'exportation de l'or sous toutes ses formes et l'exportation des billets de Banque en dehors des limites indiquées par les lois et règlements.

La Commission avait établi, le 7 mai, les taux du cours des principales devises étrangères à : 1 Livre Sterling = 59,9 Krans (achat), 60 (vente) — 100 Frs. français = 47,9 Krans (achat), 48,35 (vente) — 1 Dollar = 12,25 Krans (achat), 12,35 (vente).

Mais l'achat et la vente clandestins, par les combinaisons que les possesseurs des devises étrangères inventaient, nuisaient ainsi à la bonne exécution de la loi. C'est pourquoi le Gouvernement a fait voter, le 27 juillet de la même année, une loi complémentaire tendant à compléter la loi sur le contrôle des devises étrangères. Dans l'exposé des motifs de celle-ci, le Gouvernement explique que quelques possesseurs de devises étrangères recourent à des combinaisons, en dehors des Banques autorisées à vendre des devises étrangères, échappant ainsi au contrôle Gouvernemental et employant leurs devises, qui auraient pu servir aux besoins urgents du pays, à importer des produits tout à fait inutiles. En même temps, l'exposé dit que le nouveau projet a également pour but, de faciliter à certains commerçants les moyens de remplir les engagements qu'ils auraient pris avant le vote de la loi de contrôle, pour le paiement des devises étrangères, engagements qui atteignent approximativement le chiffre de deux millions de Livres Sterling.

L'Article premier dispose :

« Tous les exportateurs sont tenus de vendre au Gouvernement ou aux Banques autorisées par lui, 20 jours après avoir touché le produit de leur vente, 90 % des

valeurs étrangères provenant de cette vente. Mais dans le cas où les susdits possesseurs de devises étrangères s'engageraient à importer, au bout d'un certain délai, pour 50 % de leurs devises, des produits pour lesquels il ne serait pas nécessaire de demander une autorisation à la Commission du Contrôle des Devises Etrangères, ils seraient exemptés de la vente des susdits 50 % de leurs devises ».

C'est l'Article 5 de cette loi qui facilitait les paiements des engagements antérieurs à la loi du contrôle, en autorisant les personnes qui s'étaient engagées antérieurement à la loi à exporter des marchandises, en règlement de leurs engagements et déclarait qu'elles seraient exemptées pendant six mois des prescriptions de cet Article à la condition de présenter par écrit leur déclaration, concernant leur engagement, à la Commission de contrôle et d'obtenir un certificat qu'ils présenteront au Bureau douanier d'exportation.

Comme nous le constatons, dans la loi de contrôle et dans son complément, le Gouvernement avait en vue, en équilibrant l'offre et la demande des devises étrangères, d'empêcher la chute de notre monnaie et, cela ne pouvait être réalisé que par la diminution des importations qui ne paraissaient pas nécessaires aux besoins du pays. Mais en fait, le résultat immédiat de la loi n'a pas répondu au but cherché par le Gouvernement. Si le Gouvernement par la mise en vigueur de ces dispositions était, dans une certaine mesure, arrivé à atténuer le déséquilibre de la balance commerciale, il avait par contre augmenté la défiance des possesseurs de devises, susceptibles de les offrir sur le marché officiel. Nous voyons, par l'Article premier de la loi complémentaire, que l'exportateur pouvait seulement importer, en échange de ses exportations, pour une valeur de 50 % ; les autres 50 % devaient être vendus

au Gouvernement et aux Banques autorisées, selon le taux fixé par la Commission du Contrôle qui était beaucoup plus bas que le taux des devises sur le marché libre. Cette mesure paraissait très dure aux exportateurs, d'autant plus que l'exécution du contrôle ne paraissait pas encore bien fonctionner et qu'ils doutaient de l'emploi des 50 % de leurs devises, vendues à ce prix aux Banques.

Pendant ce temps, l'action des spéculateurs entraînait en jeu. Ils trouvaient toujours des combinaisons ingénieuses pour vendre des devises en dehors du taux fixé, ce qui accentuait la chute du Kran sur le marché libre. C'est pourquoi, cette loi et son exécution étaient le sujet de critiques très sévères. Mr. Chidfar dans « La réforme monétaire et l'étalon or en Iran » condamne sévèrement cette loi. Il dénonce l'inefficacité de la loi à ces deux points de vue : Contrôle de l'exportation des capitaux et limitation des importations en Iran. Il croit, d'une part, que l'exportation des capitaux n'existait pas en Iran et, d'autre part, que le pays ne pouvait pas se passer d'importations.

Malgré notre grande estime pour l'étude si approfondie de Mr. Chidfar, nous ne partageons pas son opinion à ce sujet. En ce qui concerne l'exportation des capitaux, Mr. Chidfar trouve la loi inefficace, parce qu'il n'y avait pas de circulation internationale des capitaux en Iran. Nous croyons aussi qu'il n'y avait pas une circulation internationale assez considérable de capitaux. Mais la loi n'avait pas en vue d'empêcher la sortie de ces capitaux. Elle voulait empêcher la fuite des capitaux iraniens devant une monnaie dépréciée. Les exportateurs iraniens et les possesseurs de devises étrangères, en perdant leur confiance dans notre monnaie, préféraient garder leurs avoirs en dehors du pays, et dans une monnaie, étrangère qui leur paraissait plus stable. D'autre part, comme nous y avons déjà

fait allusion, les Russes qui étaient en train d'exécuter leur plan d'industrialisation, cherchaient à tout prix des devises étrangères. Ils achetaient donc les devises qu'ils trouvaient, à un prix assez haut. Et c'était cette demande qui était un des principaux facteurs de l'exode des devises étrangères possédées par les Iraniens. A cause de cette fuite, l'offre des devises demeurait insuffisante en face d'une demande toujours grandissante. La loi du contrôle des devises tendait à diminuer autant que possible, les ventes et les livraisons de ces devises sur les marchés extérieurs. Elle voulait les faire rentrer dans le pays.

En ce qui concerne la limitation des importations, Mr. Chidfar croit qu'à part quelques articles de luxe, le pays avait besoin de tout ce qu'il importait et ne pouvait pas produire les mêmes articles. Il dit notamment que : « dans l'état actuel des choses, nous ne trouvons pas souhaitable la création de telles industries. Mieux vaudrait s'occuper, pour le moment, de l'exploitation des richesses naturelles du pays, que de fonder une industrie automobile par exemple, qui ne trouverait pas assez d'acheteurs pour écouler le produit de sa fabrication ».

Cette critique paraîtrait alors porter sur le principe de toutes les mesures prises par l'Etat dans sa direction de l'économie du pays, plutôt que sur la simple loi du contrôle des devises. Cette loi était, d'ailleurs, le préliminaire d'une série de mesures prises par l'Etat pour lutter contre la crise actuelle et ses conséquences sur l'économie iranienne. D'autant plus qu'elle tendait, en même temps, à refondre cette économie traditionnelle et non rationnelle, pour la fonder sur une base plus solide et adaptée à la situation économique mondiale. Nous estimons nous être suffisamment expliqué pour justifier l'intervention de l'Etat dans la direction de notre économie. Jamais l'Etat n'avait songé à jeter le pays dans une industrialisation aveugle. Si on

a doté le pays d'une petite industrie, c'est pour lui permettre de produire lui-même certains articles qui lui étaient nécessaires. En fait, leur fabrication sur le marché national était très opportune. D'autre part, devant une balance commerciale et une balance de compte déficitaires que pouvait-on faire ? Mr. Chidfar pense qu'il fallait profiter des richesses naturelles du pays. Sans oublier les efforts de l'État dans ce domaine, nous devons dire que la richesse naturelle résidait essentiellement dans l'agriculture et dans les richesses du sous-sol. Mais, malheureusement, vu les circonstances de l'époque, en raison de la crise croissante, on ne pouvait pas donner de débouchés ni à l'une ni aux autres. Partout les frontières étaient fermées et l'étranger ne voulait pas acheter les produits de notre sol et de notre sous-sol. Nous étions obligés de fabriquer nous-mêmes, une partie des produits finis dont nous avions besoin, pour ne pas les acheter à l'étranger ; pour cette bonne raison que l'étranger ne nous achetait pas suffisamment et qu'avec la baisse de notre monnaie, nous avions perdu une grande partie de notre pouvoir d'achat.

Nous ne pouvons aller plus loin dans la discussion de cette question déjà traitée en détail. Nous devons vous dire aussi, que toutes les mesures nouvelles n'ont pas débuté par une bonne exécution. Des institutions et des règlements sans précédents étant appliqués par un personnel peu ou pas expérimenté, on soulevé, au début, beaucoup de difficultés dans leur exécution. D'autant plus que les mesures nouvelles doivent rester quelque temps en suspens, afin que puissent s'effectuer l'évolution, les changements et le perfectionnement nécessaires, pour qu'elles soient parfaitement adaptées aux besoins réels du pays. Tous ces développements expliquent pourquoi la loi du contrôle des devises n'a pas donné le résultat attendu par ses promoteurs. D'autant plus qu'elle ne pouvait pas, à elle seule,

permettre de contrôler efficacement les échanges extérieurs. Or, trouvant que le contrôle des devises était insuffisant, sans le contrôle général des affaires commerciales, le Gouvernement s'est hâté de préparer le projet de loi du Monopole du Commerce et de la faire voter. (1) Désormais, ces deux lois marchaient de pair et l'une complétait l'autre. Nous voyons que l'Article 13 de la loi additionnelle à la loi du Monopole du Commerce parlait du contrôle des devises et de l'obligation des exportateurs de vendre leurs devises au Gouvernement. En voici le texte :

« Tout exportateur est tenu de vendre au Gouvernement, dans le délai pour lequel il sera engagé au moment de l'exportation, ses devises étrangères au cours du Rial fixé au moment de l'évaluation de ses exportations. Le Conseil des Ministres pourra exempter, pour une certaine durée, certains exportateurs, partiellement ou totalement, de cette obligation. Les devises en question seront destinées, en premier lieu, à l'exportation des marchandises mentionnées dans l'alinéa (a) (2) de l'Article 5. Dans le cas, où, avant l'expiration du délai déterminé pour la vente des devises au Gouvernement, l'exportateur retirerait des douanes, contre son certificat d'exportation, des marchandises mentionnées dans l'alinéa (a) de l'Article 5, dans les limites du permis d'importation, il sera déduit de son engagement, pour la vente des devises, l'équivalent du prix des marchandises qu'il importe ».

Par conséquent, le contrôle des devises continuerait avec la loi du Monopole du Commerce. Mais le Gouvernement savait bien, puisque notre monnaie est basée sur l'argent, qu'elle ne pouvait avoir une grande stabilité à cause des

(1) Voir le chapitre précédent sur le Monopole du Commerce extérieur.

(2) Alinéa (a). Les marchandises dont le droit d'importation, d'après la quantité et le montant déterminés en tenant compte des dispositions de l'Article 3 sera accordé par le Gouvernement à des particuliers.

fluctuations des prix de ce métal. Chose plus grave, en raison de l'instabilité du prix de l'argent et par suite de la valeur des monnaies rattachées à ce métal, ces dernières ne pouvaient être cotées sur les marchés monétaires internationaux.

C'est pourquoi le Gouvernement portait ses efforts sur le remplacement de l'étalon argent par l'étalon or.

SECTION II. — *L'effort du Gouvernement pour l'établissement de l'étalon-or et les raisons de sa non-application.*

A la Séance du 21 janvier 1931, le Gouvernement donna lecture de son programme. En voici le résumé: (1)

« Messieurs les Députés n'ignorent certainement pas que d'importantes réformes s'opèrent actuellement dans le domaine politique, social et économique du pays et que le Gouvernement Impérial s'est engagé à développer et à compléter les susdites réformes. Ces dernières se réalisant en vertu des lois qui les concernent, le Gouvernement estime qu'il est superflu d'en mentionner aujourd'hui, tous les détails, remettant ceux-ci au moment de la discussion des projets. Dans le cours de l'année 1310 (1931) qui restera dans les annales de l'économie persane comme une ère importante, de grands progrès seront réalisés, notamment, dans le domaine économique: *les questions de l'établissement de l'étalon d'or et de l'émission des billets de Banque recevront leur solution. L'importante réserve d'or dont dispose le Gouvernement assure l'établissement de l'étalon d'or.* »

« Malgré cela, en vue de faire progresser rapidement l'économie et d'augmenter la richesse publique, le Gouvernement prendra toutes les mesures possibles pour la réalisation de l'équilibre de la balance commerciale et pour

(1) Bul. périod. de la Ch. de Comm. Franco-Persane (mars 1931).

l'intensification de la force de production du pays ».

Comme nous le constatons dans ce programme, le Gouvernement devait porter ses efforts sur l'amélioration de la situation économique du pays et l'établissement de l'étalon d'or. La base de cette réforme était déjà prévue par une loi préliminaire, votée le (18 mars 1930) 27 Esfand 1308, peu de temps après l'établissement du contrôle des devises. D'après cette loi, l'unité monétaire légale de l'Iran devait être le « Rial or », qui serait divisé en 100 Dinars. Cette unité équivaldrait à 0,07322382 gr. d'or fin.

D'après cette loi les pièces de monnaie étaient les pièces en or : le Pahlavi = 20 Rials qui contenait 7 gr. 322382 d'or fin — demi Pahlavi = 10 Rials qui contenait 3 gr. 661,191 d'or fin. Les pièces en argent : demi Rial — un Rial — deux Rials et 5 Rials. Les pièces de cuivre : un dinar et deux dinars.

Les pièces d'argent avaient cours légal à l'intérieur du pays et possédaient un poids d'argent qui représentait un certain équivalent en monnaie d'or ; par exemple, un demi Rial argent équivalait au demi Rial or à l'intérieur du pays et possédait 2,07 grammes d'argent pur. En ce qui concerne la frappe des pièces de monnaie, l'article 6 donnait la liberté de la frappe des pièces d'or pour le compte des particuliers. (1)

Le même Article réservait la frappe des pièces d'argent, nickel et du cuivre au Gouvernement. Quant aux réserves, elles existaient en monnaie et lingots d'or et en devises sur les pays où l'achat, les ventes et les transactions de l'or étaient libres.

D'après l'Article 11, la date de la circulation des Rials, la manière de changer les Krans en Rials et les Rials d'argent en Rials or ou en devises étrangères, et la limite

(1) Pour les détails, voir « La réforme monétaire et l'étalon d'or en Iran par M. Chidfar.

de la frappe des Rials d'argent et des pièces en nickel et en cuivre, devait être déterminée par une loi spéciale, approuvée par le Parlement dans un délai ne dépassant pas un an.

Comme on le voit, d'après cette loi, l'étalon d'or devait prendre la place de l'étalon argent en Iran. Mais sous quelle forme : GOLD STANDARD — GOLD EXCHANGE STANDARD ou GOLD BULLION STANDARD ? Certainement, le Gold Standard pur et simple ne pouvait pas exister. La circulation intérieure restait en argent ou en papier monnaie, non seulement parce que le système du Gold Standard a été abandonné presque dans le monde entier, après la guerre, mais parce qu'un pays à étalon d'argent ne pouvait pas abandonner si facilement la circulation d'argent. Toutes les réserves monétaires du pays étaient jusqu'à cette époque en argent. On ne pouvait pas les abandonner et les vendre comme métal marchandise, ce qui en aurait encore diminué le prix. Donc, au lieu de mettre en circulation une quantité d'or, il était préférable de garder toujours l'argent dans la circulation intérieure. Mais entre les deux autres systèmes : Gold exchange ou bullion standard, la loi préliminaire ne donnait pas les détails et les explications nécessaires pour savoir auquel on allait se rallier. Il fallait donc attendre des lois postérieures qui mettraient la réforme à exécution.

En tout cas, cette loi n'était qu'une loi préliminaire pour donner une base et laisser au Gouvernement le temps nécessaire pour bien étudier le problème et les conditions d'application de l'étalon or en Iran.

Ces conditions consistaient tout d'abord à avoir une réserve suffisante d'or ou de devises échangeables contre de l'or, comme couverture de la nouvelle monnaie. Cette condition était déjà réalisée ; car, depuis 1925, notre quote-part du profit de l'« Anglo-Iranian Co » existait en

réserve dans les Banques anglaises. Mais ce premier point étant acquis, il y en avait une autre condition, non moins importante, dont la réalisation devait être préalable à l'exécution de la réforme. Le droit d'émission des billets était concédé à la Banque Impériale de Perse. Dès lors que cette concession existait, la Banque Nationale ne pouvait émettre de nouveaux billets. Pour éviter les complications, il était nécessaire de résoudre à l'avance la question du papier-monnaie. Et pour cela, ou bien il fallait attendre que la concession vienne à expiration, ou bien il fallait la racheter. C'est ce qu'a fait le Gouvernement. D'après la loi du 6 Khordad 1313, le Parlement autorisa le Gouvernement à racheter cette concession en échangeant les quatre Articles de l'annexe 5 de la concession de la Banque Impériale.

D'après ce changement, la Banque Impériale renonce à son privilège d'émission des billets et doit payer le montant de tous les billets émis et présentés sous la surveillance du Haut Commissaire du Gouvernement. Par contre, le Gouvernement iranien renonce, après le retrait des billets, à son droit de contrôle et paye une somme de 200.000 Livres Sterling à la Banque. Ainsi, la Banque Impériale perd son caractère de Banque d'émission.

Or, une fois cette concession dénoncée et le terrain préparé, le Gouvernement a décidé de mettre en exécution la loi sur l'étalon-or.

Désormais, c'est la Banque Nationale qui aurait pour 10 ans le privilège d'émission.

C'est pourquoi nous avons déjà vu que le Gouvernement dans son programme présenté au Parlement le 21 janvier 1931, met en relief la réforme de l'étalon or. L'on pouvait imaginer que, vers la fin de cette année, l'Iran aurait deux monnaies à cours légal. La monnaie or de Pahlavi et la monnaie argent Rial, sans compter les monnaies divisionnaires. Mais un grand événement, d'ordre

extérieur, empêcha l'exécution de cette partie du programme du Gouvernement.

Nous savons que, d'après la loi du 18 mars 1930 (27 Esfand 1308) le Gouvernement devait préparer les conditions préliminaires de la réforme dans l'année; ainsi la loi devait être appliquée en mars 1931.

Quelques questions d'ordre technique, comme l'impression des billets, etc... avaient reculé la date vers la fin de cette année. Mais, juste au moment où le Gouvernement devait faire entrer la loi en application, l'Angleterre abandonna, le 19 septembre 1931, le régime de l'étalon-or.

Sans entrer dans les détails de cette suspension et chercher les raisons de la crise monétaire anglaise, nous dirons qu'entre autres conséquences, elle a empêché la réforme de l'étalon or en Iran. La crise monétaire anglaise eut une grande répercussion sur les systèmes monétaires des pays tels que les pays scandinaves, qui avaient de nombreuses relations commerciales avec l'Angleterre, ou tels que la Grèce, le Siam, etc... qui avaient d'importants crédits ouverts à Londres. Ces pays furent obligés de se solidariser et d'aligner leur monnaie sur la monnaie anglaise, en somme de dévaluer, à leur tour leur monnaie. Mais cet acte eut une répercussion encore différente sur la réforme monétaire iranienne. Quand le Gouvernement Anglais suspendit, dès le 21 septembre, par le « Gold Standard amendment bill », le paiement en or, le Gouvernement iranien ne put recevoir d'or en échange de ses devises qu'il possédait en réserve à la Banque d'Angleterre, et, par suite, fit une grosse perte sur la couverture et la réserve de notre monnaie.

Le Gouvernement iranien se trouva obligé de renoncer momentanément à l'exécution de la réforme et de conserver l'étalon d'argent, sans renoncer, toutefois, au principe du changement projeté; seulement il fut remis à un moment

plus opportun et ainsi que l'Article 10 de la loi le disait :

« En attendant le retour à une situation économique normale et le rétablissement de l'obligation de remboursements en or ou en devises étrangères, suspendus par suite de la crise économique, la Banque Nationale est autorisée à s'abstenir du paiement en or, ou en lingots d'or, ou en devises étrangères, des monnaies d'argent ou des billets en circulation ».

En tout cas, pour ne pas laisser la situation monétaire du pays en état d'indécision, le gouvernement a fait voter, en date du 22 Esfand 1310 (13 mars 1932), une loi de réforme monétaire. Cette loi, dont nous avons cité ci-dessus l'Article 10, en gardant les principes de la loi précédente, a apporté quelques changements dans les modalités du rétablissement en Iran de l'étalon argent. Les principaux changements sont : le Pahlavi or et le demi Pahlavi or qui devaient représenter 20 et 10 Rials, représentant dans cette nouvelle loi, 100 et 50 Rials. Le poids d'or du Pahlavi n'est pas changé : il reste toujours de gr. 7,322 382 d'or fin.

Mais il n'y aura pas de circulation effective de monnaie d'or. La monnaie courante du pays sera le Rial argent qui contient 4 gr. 14 d'argent pur. Avec le nouveau Rial, on a pu facilement changer le Kran en Rial. Mais le titre des nouvelles unités sera 828/1000 et pour avoir la même valeur d'argent que le Kran, il devra peser 5 grammes, tandis que le Kran ne pesait que 4,64 gr.

D'après l'Article 2 de cette loi :

« A Partir du 1^{er} F'arvardine 1311, les monnaies d'or, de Pahlavi, demi Pahlavi et celles en argent de demi Rial, de Rial, de deux Rials et 5 Rials, de même que les pièces en nickel de 5 dinars, de 10 dinars et de 25 dinars, ainsi que les billets de 5 Rials, de 10 Rials, de 20 Rials, de 50 Rials, de 100 Rials et de 500 Rials imprimés par la Compagnie de billets américaine, à New-York, seront mis en

circulation et auront cours légal pour les transactions ». Mais, comme nous l'avons déjà dit, par l'Article 10 de la même loi, la Banque Nationale s'abstiendra du paiement en monnaie or. De sorte que, en fait, il n'existait aucun paiement en or, soit pour la circulation intérieure, soit pour les paiements à l'extérieur et la Banque était obligée de verser de l'argent sans délai en échange des billets présentés à ses guichets. D'après l'Article 8 de la loi de réforme, qui remplace l'Article 9 de la première loi sur les réserves : « le Gouvernement est tenu de garder disponible, pour l'équivalent du montant total des billets en circulation et des monnaies en nickel, une réserve consistant en monnaies et lingots d'or, en monnaies et lingots d'argent et en devises de pays où l'achat, la vente, l'exportation et les transactions sur l'or sont libres.

La partie de la réserve en question ne se trouvant pas en circulation sera mise en dépôt à la Banque Nationale. Celle-ci conservera en Iran une partie des lingots et des monnaies, et, dans les Banques de premier ordre de l'étranger, une partie des devises étrangères et ce, sur les instructions écrites du Conseil des Ministres ».

Enfin, dans l'Article 12, la loi interdit l'exportation de l'or et l'exportation de l'argent et chaque fois que, pour un besoin réel du pays, une infraction à cette règle sera nécessaire, c'est le Conseil des Ministres qui devra donner l'autorisation à la Banque Nationale.

Nous constatons d'après cette loi que le système monétaire actuel de l'Iran est le monométallisme argent. Donc, la crise économique, non seulement a diminué la valeur de notre monnaie, mais par une répercussion indirecte elle a empêché l'adoption de l'étalon or chez nous, lequel nous aurait assuré une monnaie plus stable, cotée dans les Bourses monétaires internationales.

Quant à l'avenir de notre monnaie, il dépend entière-

ment de la situation économique et monétaire mondiale.

Depuis le commencement de la crise actuelle, le monde, au lieu de chercher certaines solutions pratiques dans l'intérêt général et, plus précisément, dans le but de rendre la confiance aux milieux économiques, s'est hasardé dans des solutions assez ténébreuses et a, toujours, progressé dans le sens d'une plus grande méfiance. Ainsi que nous le voyons depuis 8 ans, ces expériences n'ont donné que des résultats minimes. Nous croyons que, si l'on peut employer ici le mot « tort », cela a bien été le tort de certaines puissances d'agir de cette façon. Avant cette crise, c'était toujours la situation économique générale du pays qui décidait du sort de la monnaie. Et aujourd'hui c'est dans le sens contraire que les grandes puissances cherchent à trouver la solution de la crise. D'abord l'Angleterre et après l'Amérique ont dévalué leur monnaie pour faire face à la crise économique. Déjà, à cause du fléchissement de ces deux monnaies, une grande partie du monde est tombée dans l'indécision monétaire. Ils n'ont pas même dévalué ouvertement pour se présenter devant le monde avec une monnaie dotée d'une valeur précise, dont la valeur eût pu être aisément déterminée par les autres pays qui ont des relations monétaires étroites avec ces deux États. On pourrait nous objecter que nous aurions dû prévoir la suspension de l'étalon or en Angleterre et faire sortir nos réserves avant le 22 sept. 1932. Ce serait une observation bien justifiée; mais supposons que nous ayons retiré notre or d'Angleterre, comme la France et les autres pays prévoyants. Aurions-nous pu nous donner une monnaie stable basée sur l'or? Pour notre part nous ne le croyons pas.

Voyons les grands pays comme la France et tous les pays du bloc or avant la dévaluation de 1936: Ils possédaient une grande réserve métallique. Ont-ils pu résister à la crise monétaire de ces cinq dernières années? Nous avons vu.

que non. De propos délibéré, ils ont dû, eux aussi dévaluer, leur monnaie.

Mais il faut dire que, si ces dévaluations ont pour effet d'activer momentanément le rythme des affaires et de stimuler l'économie du pays en permettant de vendre moins cher aux acheteurs étrangers, ce qui augmente les exportations, l'afflux des touristes, etc... de tels effets ne sont pas durables.

Tous ces avantages ne reviennent à un pays qu'au dépens de l'intérêt des autres et, du moment qu'il n'y a pas une décision générale acceptée par le monde économique international, personne ne peut empêcher les autres pays d'annihiler ces avantages par des mesures appropriées.

Le jour où l'Angleterre et l'Amérique, ou les autres pays, se seront aperçus que les plus récentes dévaluations confèrent une situation privilégiée aux pays dévaluateurs, aux dépens de leurs propres intérêts, comme ils n'ont pas encore donné une stabilité définitive à leur monnaie et, en dépit du dernier alignement des trois monnaies (française, anglaise et américaine) ils pousseront volontairement la baisse de leurs monnaies, grâce aux moyens techniques dont ils disposent. Donc il ne faut pas chercher la solution de la crise économique dans la crise volontaire monétaire, et, par conséquent, la solution du mal dans le pire.

Avec une bonne volonté commune, une conférence internationale, opérant sur la base d'un effort commun et sincère de toutes les grandes Puissances économiques, doit, en prenant en considération les intérêts des petits pays, chercher les causes du mal qui sont presque toutes connues, et trouver une solution acceptable pour chacun, dans l'intérêt de tous. Cette initiative doit venir de l'Amérique ou de l'Europe, peu importe. Ce n'est sans doute pas aussi facile qu'on l'imagine, mais, c'est nécessaire, sinon le monde demeurera dans un cercle vicieux auquel on ne trouvera pas facilement

d'issue.

Quant à notre sort, il est, lui aussi, lié à la situation générale et mondiale. Du moment que nos intérêts ne sont pas sauvegardés par une solution générale, nous sommes bien forcés de suivre l'exemple des autres. Nous ne pouvons pas avoir une monnaie d'or stable, avant que les autres monnaies ne soient, elles-mêmes, stabilisées et que les grandes Puissances trouvent la solution de la crise, ailleurs que dans la dévaluation et l'instabilité monétaires.

CHAPITRE III.

Les mesures prises pour l'amélioration de l'agriculture.

L'une des caractéristiques de la dernière crise était sa généralité. Tous les domaines de l'activité économique étaient éprouvés par ses conséquences. L'Agriculture spécialement était durement atteinte et, même, la baisse des prix agricoles avait commencé avant la baisse des autres prix et s'était accentuée très rapidement. Les partisans de la théorie monétaire de la crise, disaient que cette baisse, de même que la baisse des produits industriels, était due uniquement aux fluctuations de la monnaie. Mais, nous avons déjà fait remarquer dans la première partie de cet ouvrage, que cette baisse ne venait pas uniquement de cette raison ; qu'au contraire, une grande partie des économistes expliquent cette baisse par la surproduction due à l'augmentation de l'emblavure, au changement et au perfectionnement de la technique de la production agricole pendant et après la guerre. Mr. NOGARO, dans une étude intéressante et documentée sur « les prix agricoles mondiaux et la crise », explique, d'après différentes statistiques, que sur les grands marchés agricoles comme ceux du blé, du café, du coton, du sucre etc... etc... il y avait une surproduction et que les excédents de chaque année, qui pouvaient ne pas être très importants, s'accumulaient, ce qui avait constitué des stocks

très importants. La consommation de ces articles, qui a aussi souvent augmenté après la guerre, n'a pas pu s'élever proportionnellement à la production ; d'où une offre supérieure à la demande. Dans ces conditions, naturellement, les cours baissent, mais, ainsi que Mr. NOGARO le signale, d'après la remarque déjà faite par GREGORY KING au XVII^e Siècle « les variations des prix sont toujours plus que proportionnelles à celles de la récolte ». De sorte, que la baisse du prix des marchés agricoles, tels que celui du blé, était, proportionnellement, beaucoup plus accentuée que celle des stocks de cette céréale. Or, cette baisse était tellement importante que les entreprises les moins favorisées ne pouvaient couvrir les frais de la production. D'autre part, elle a diminué grandement le pouvoir d'achat du monde agricole, réduisant les achats des produits fabriqués.

Pour soutenir les prix et empêcher la baisse, les dirigeants de l'économie, après 1929, n'ont pas manqué de recourir à toutes sortes de procédés qui leur paraissaient utiles, comme la diminution des stocks, etc... etc... De sorte que la production et la fixation des prix à l'intérieur de chaque pays étaient, presque partout, le fait d'interventions de l'État.

Aux États-Unis, le président Roosevelt disait que : « cinquante millions d'hommes, de femmes et d'enfants, à l'intérieur de nos frontières, sont directement affectés par l'état, présent et à venir, de l'agriculture. Cinquante ou soixante autres millions d'individus engagés dans le commerce ou l'industrie de nos centres urbains, grands et petits, en viennent enfin à comprendre le simple fait que leur vie et leur avenir, à eux aussi, dépendent étroitement de la prospérité de l'agriculture. Ils se rendent de mieux en mieux compte qu'ils ne pourront trouver de débouchés, que si l'on donne aux cinquante millions de leurs compatriotes de la campagne, le pouvoir d'acheter les produits urbains. » (1)

(1) La reconstitution économique et sociale aux États-Unis.

Le président Roosevelt a fait des efforts considérables pour la réorganisation de l'agriculture dans son pays et on peut résumer son programme, comme suit: « la restriction immédiate de la production, en vue de faire monter les prix agricoles à des taux assez rémunérateurs — la réorganisation du crédit agricole, pour aider les agriculteurs à travers la période difficile de la crise et alléger leurs dettes. Enfin, son programme a été complété et, dans une certaine mesure, remplacé par un programme plus étendu de colonisation intérieure et de suppression de la culture des terres pauvres.

En France, les interventions de l'Etat sur le prix des produits agricoles comme le blé, le vin, etc..., sont inspirées de la même doctrine: il faut augmenter le pouvoir d'achat des agriculteurs pour qu'ils puissent acheter des produits fabriqués. Sans nous étendre davantage, revenons à notre étude, qui concerne l'agriculture de l'IRAN.

L'Iran, qui est encore un pays agricole, a bien souffert de la baisse des prix des produits de son sol. Ses exportations agricoles sur les marchés mondiaux ont beaucoup baissé, par suite de la mévente et de la diminution des prix. Quant aux articles qui se vendaient normalement aux Russes, après les restrictions de leurs achats, on n'a pu les répartir sur les marchés mondiaux, à cause de cette même crise, ce qui n'a pas manqué de se répercuter sur les prix intérieurs et de les faire baisser dans une proportion très accentuée.

Devant cette baisse, que pouvaient faire le Gouvernement et la Direction de l'Economie Iranienne, pour atteindre ce même but qui était l'augmentation du pouvoir d'achat des agriculteurs? Y avait-il une surproduction en Iran pour que l'on oriente les efforts vers la diminution de la production? Pas le moins du monde. Ici, comme dans les autres domaines économiques, il y avait une grande

différence entre la situation de l'Iran et celle de la plupart des grands pays agricoles de l'Europe et de l'Amérique.

Manquant des statistiques nécessaires, nous ne pouvons donner les chiffres de production d'avant guerre et les comparer avec la production des années d'avant la crise. Mais, ce qui est certain, c'est qu'il n'y a eu aucune augmentation de la production. Pendant la guerre, la partie du pays, envahie par les armées des belligérants, avait beaucoup souffert et sa production agricole avait diminué dans une proportion très importante. Après la guerre, les propriétaires et les paysans des régions envahies qui étaient en état de réparer les dommages causés, sont parvenus à rendre ces territoires à la production. Mais une partie de ceux-ci est demeurée pendant un certain temps, complètement inculte. De sorte que, comme nous pouvons le voir dans les chiffres des exportations extérieures, la production agricole n'a jamais dépassé son chiffre d'avant guerre. En réalité, l'agriculture souffrait d'une sous-production et non d'une surproduction.

Munie d'un outillage arriéré, soumise aux procédés cultureux des siècles précédents et dotée d'une main-d'œuvre ignorante de la technique moderne, elle n'obtenait pas un rendement suffisant.

Nous ne voulons pas entrer dans les détails du régime de la propriété agricole en Iran, seulement, il faut dire que la plus grande partie des terres sont aux mains de propriétaires souvent absentéistes et vivant dans les grandes villes. Même ceux qui vivent dans leurs terres, ne savent rien de la science agricole. Or, privée de connaissances techniques et scientifiques, l'agriculture de l'Iran ne produit que ce que la nature, le terrain et la lumière du soleil lui fournissent. Malheureusement, un facteur naturel et essentiel manque beaucoup sur le pla-

teau de l'Iran : c'est l'eau. Dès les temps les plus reculés, les Iraniens cherchaient l'eau souterraine par des procédés différents, surtout le « GHANAT » et c'est encore le procédé couramment employé de nos jours. Mais, l'eau qu'on obtient par ce moyen n'est pas suffisante. De sorte qu'avec son matériel, son régime de travail et le manque d'eau, la production agricole de l'Iran, compte tenu de la surface des terres ensemencées et du travail fourni, a un rendement très faible par rapport au rendement moyen de la production agricole moderne. Donc, le Gouvernement, au lieu de diminuer la production, doit fournir un effort considérable pour changer le régime ancien du travail et octroyer les crédits nécessaires à l'achat des machines agricoles et des instruments de travail. Il doit également pourvoir au développement de la science agricole et lutter contre les insectes et les maladies des animaux et, enfin, il faut qu'il conçoive un plan d'irrigation des terres.

Mais il y avait encore des modifications, plutôt dans l'ordre économique que dans le domaine de la production proprement dite, qu'il fallait apporter à la production agricole de l'Iran.

Nous avons déjà dit, qu'avant la guerre, les produits agricoles d'une grande partie du pays et surtout des provinces du Nord se vendaient sur les marchés de la Russie. Les trois provinces, en bordure de la Mer Caspienne, grâce à leur climat privilégié produisaient comme céréales, du riz qui, en dehors de la consommation intérieure, était vendu à la Russie. Avec le changement de régime survenu dans leur pays, les Russes ont cessé d'acheter du riz comme par le passé et, ont réduit chaque année la proportion qu'ils nous achetaient. Ces provinces ont donc beaucoup souffert et le Gouvernement a décidé de remplacer une grande partie de cette production par d'autres

produits qui pouvaient, ou être consommés à l'intérieur, ou être envoyés sur les marchés autres que la Russie. D'autre part, pour équilibrer la balance commerciale, il aurait fallu changer la production de quelques articles agricoles contre celle d'articles, pouvant remplacer les produits jusqu'alors importés de l'étranger, tels que le thé. Le climat du pays se prête, d'ailleurs, tout à fait à de pareilles cultures.

Une dernière remarque : c'est que l'augmentation de la production agricole de l'Iran est nécessaire, avant tout, pour la consommation intérieure. Le paysan iranien doit produire plus, pour se nourrir lui-même. Monsieur SANDJABI, dans la dernière partie de son livre (1) a très bien mis en lumière la situation matérielle et la condition sociale de nos paysans. Ces gens, qui travaillent rudement toute une partie de l'année dans les champs et le reste du temps dans leurs maisons, se nourrissent souvent uniquement de pain. Ils ne connaissent pas la variété de légumes ou s'ils en produisent très peu, c'est uniquement pour les vendre et assurer leurs besoins essentiels. Ils mangent très peu de viande. Enfin, les laitages si bons et si nécessaires à la santé, se consomment très peu chez eux. Venons dans les villes ; bien qu'il ne faille faire aucune comparaison entre le standard de vie des villes et celui des villages, le premier étant beaucoup plus élevé, il n'est cependant pas encore suffisant. En dépit d'une si faible consommation, les prix de quelques produits agricoles et surtout des laitages en général, (lait, fromage, beurre, œufs) ceux de la viande et des différents légumes maraîchers sont proportionnellement assez élevés. Cela tient surtout à la sous-production de tous ces articles. Le pays a, par conséquent, tout intérêt à augmenter cette production qu'il doit consommer lui-même. Les paysans

(1) Essai sur l'économie rurale et le régime agraire de la Perse. Paris 1934.

doivent produire pour leur propre subsistance, en premier lieu, et ensuite, pour vendre le reste sur les marchés des villes.

Nous allons voir quelles ont été les mesures prises en Iran pour améliorer la situation agricole dans les buts déjà cités. On peut les diviser en trois parties :

a) les mesures prises pour l'amélioration de la production sont : l'institution de la Banque Agricole, l'institution des Ecoles Agricoles pour l'enseignement de la science agricole, la lutte contre les insectes, etc.

b) l'effort pour remplacer quelques produits agricoles par quelques autres, afin de diminuer l'importation de certains articles, etc...

c) enfin, et la troisième partie : les efforts pour la stabilisation et le relèvement du prix de quelques produits agricoles à l'intérieur du pays.

SECTION I. — *L'organisation du crédit agricole.*

L'organisation du crédit agricole a toujours eu une grande importance dans tous les pays. En général, lorsque l'organisation du crédit agricole est bien établie, les agriculteurs, en cas de besoin, peuvent recourir à trois sortes de crédit : Le crédit hypothécaire, le crédit mobilier et le crédit agricole personnel.

Dans le premier cas, le paysan, pour emprunter de l'argent, concède une hypothèque sur son fonds et se procure ainsi de l'argent à court ou à long terme. Ce genre de crédit ne comporte pas seulement des inconvénients pour l'emprunteur qui entame son crédit, mais il n'est non plus avantageux pour le prêteur qui, malgré un gage sûr, ne peut pas facilement mobiliser sa créance. (1) C'est

(1) Voir le cours d'économie politique de Mr. Pirou, 1932-33.

pourquoi on a cherché, par différentes méthodes, la négociabilité des créances hypothécaires.

Quant à la deuxième catégorie de crédit — le crédit mobilier — qui est gagé sur les récoltes, il est sujet à de nombreuses difficultés d'application. Ce type de crédit est analogue aux avances sur warrants, mais en agriculture, l'immobilisation des récoltes n'est pas aussi facile que celle des autres marchandises. Elles peuvent facilement se gâter, ce qui causera un dommage aussi bien à l'emprunteur qu'au prêteur. C'est pourquoi on a cherché la solution du problème du crédit agricole dans une troisième sorte de crédit : le crédit personnel.

Ici, le crédit est gagé sur la solvabilité de la personne de l'agriculteur.

Mais, pour donner plus de confiance aux prêteurs, qui ne consentaient leurs prêts que difficilement et moyennant de nombreuses cautions, un bourgmestre allemand, nommé RAIFFEISEN conçut vers 1850, un système de caisses, aujourd'hui nommées « Caisses de Raiffeisen ». C'étaient de petits groupements d'agriculteurs qui donnaient leur signature solidairement et, de cette façon là, augmentaient la solvabilité de chacun des membres. C'était donc un système de mutuelle de crédit qui, après avoir obtenu un grand succès en Allemagne, s'est répandu en Italie, en Belgique et même en France.

En Iran, avant l'institution d'un crédit agricole par la Banque Agricole et Industrielle, les agriculteurs qui travaillaient pour les grands propriétaires, recouraient toujours à leurs propriétaires lesquels leur consentaient des prêts sans intérêt (Mossaedeh) pour les besoins de leur travail. C'était une sorte de crédit mobilier gagé sur les récoltes, dont les paysans remboursaient le montant sur leurs parts.

Les petits propriétaires ou les paysans indépendants,

qui travaillaient à leur propre compte, n'avaient d'autre moyen que de s'adresser à des usuriers qui leur prêtaient avec des intérêts très lourds, en laissant comme gage leurs propriétés. C'était alors une sorte de crédit hypothécaire de sorte que, quand ils ne pouvaient rembourser la somme prêtée, parfois insignifiante, au bout de quelque temps, avec les intérêts composés, ils perdaient leurs terres. Et, d'autre part, comme les transformations apportées dans la culture et la modernisation des instruments de travail, etc... coûtaient très cher, les grands propriétaires, eux-mêmes, n'étaient pas matériellement en état de prêter l'argent nécessaire à leurs cultivateurs. De sorte que l'aide de l'Etat était indispensable. Dans ce but le Gouvernement a fait voter un projet de loi, en Chahrvivar 1309 (30 août 1930) sur l'organisation du crédit agricole.

D'après cette loi, le Ministère des Finances versera annuellement, pendant 10 ans, à la Banque Nationale (1) une somme qui ne sera pas inférieure à 500.000 Tomans (5.000.000 de francs); on n'a pas voulu alors instituer une Banque Agricole indépendante et les opérations étaient faites par un service spécial de la Banque Nationale, chargé de consentir des prêts aux agriculteurs.

Mais l'article 3 prévoyait que, si les opérations prenaient une grande extension et qu'elles justifiaient la création d'une Banque indépendante, le Conseil de la Banque Nationale saisirait son Comité de contrôle ainsi que le Gouvernement en vue des mesures à prendre.

Le taux d'intérêt des sommes prêtées était de 4 %. La Banque Nationale pouvait l'élever jusqu'à 6 % (dans le cas où les frais généraux ne seraient pas couverts avec le taux de 4 %).

L'article 4 définit les raisons d'après lesquelles le Ser-

(1) Depuis 1935 la Banque Nationale a changé de nom et est dénommée, maintenant, Banque Mellie Iran.

vice de Crédit Agricole peut accorder les prêts :

a) l'entretien de l'organisation ou les travaux nouveaux d'irrigation ;

b) l'entretien des cultures que le Ministère de l'Économie Nationale jugera appropriées à la région d'où émane la demande d'emprunt, notamment : thé, coton, indigo, soie, chanvre, canne à sucre, tabac, etc...

Mais au début, en raison des faibles ressources existantes, les opérations étaient assez modestes et le Service ne pouvait aider que les petits propriétaires. D'ailleurs, c'était cette classe qui souffrait le plus de l'usure et exigeait le plus la sollicitude du⁶ Gouvernement. Mais comme le prévoyait l'article 3, il fallait attendre jusqu'en 1933 l'institution de la Banque Agricole qui devait se consacrer aux travaux de grande envergure que nécessitait la situation générale de l'agriculture en Iran.

L'article 1^{er} de cette loi autorisait le Gouvernement à créer la Banque Agricole et Industrielle par actions, au Capital de 20.000.000 de Rials. Le Gouvernement s'engageait à verser cette somme, en apportant comme part du Capital ; l'actif (Meubles, Immeubles, Créances) de l'ancienne Banque Iran et de l'ancien service agricole de la Banque Nationale ; il devait verser en espèces le solde du capital, moyennant attribution des actions correspondant à ces versements, qui doivent être effectués en totalité, au plus tard avant la fin de l'année 1937. Comme nous le constatons, le capital de la Banque est très modeste, eu égard aux grands travaux qui devaient être entrepris pour l'amélioration de l'agriculture d'un vaste pays comme le nôtre. (1) Mais, dans un pays où tout était à réorganiser, il ne fallait pas attendre des années pour la création d'une institution parfaite : il fallait créer quelque chose, même dans les conditions les plus

(1) Bull. de la Chambre de Commerce Franco-Persane, N° 15, page 23.

modestes. Le temps et les besoins devaient amener l'extension de cet organe.

En outre, la Loi prévoyant cette modicité du capital, permettait au Ministère des Finances de mettre en dépôt à la Banque Agricole et Industrielle, les sommes disponibles du Trésor et qui pouvaient servir en considérant le règlement pour les travaux de la Banque.

Après l'institution de cette Banque, le Gouvernement, pour augmenter son capital et lui donner ainsi la possibilité d'étendre son rayon d'action, a fait voter d'autres lois, telles que la loi du 17 Day 1312 (7 janvier 1934), d'après laquelle on pouvait vendre une partie des domaines de l'État pour assurer à la Banque pendant une période de 4 ou 5 ans, les moyens nécessaires au développement de son activité. (1) Une autre partie des domaines devait être réservée à la création de fermes modèles, etc...; on prévoyait que le produit de ces ventes pouvait donner 50 millions de Rials, le Gouvernement devait ajouter deux dépôts de 20 et de 5 millions, ce qui ferait au total 75 millions. Cette somme venait s'ajouter aux 20 millions de Rials du capital initial qui devait être entièrement versé; la loi même prévoit l'augmentation du capital.

Par contre, la banque est tenue d'accorder des prêts et de consentir des crédits agricoles, pendant une période de 10 ans, pour une somme de 350 millions de Rials, avec un intérêt qui ne doit pas dépasser 6 %.

Ces prêts doivent servir à l'amélioration et au développement de l'agriculture et, notamment, à l'extension et l'amélioration des cultures du coton, du thé et de la betterave, etc...

Ils pourront aussi servir à l'amélioration de l'élevage et

(1) Bulletin de la Banque Nationale de l'Iran, N° 2.

des méthodes d'irrigation ainsi qu'à l'encouragement de l'exportation des produits agricoles. La loi prévoit en même temps les crédits nécessaires pour des prêts industriels; le Gouvernement doit mettre une somme de 500 mille Livres Sterling à la disposition de la Banque, somme qui sera prêtée à l'industrie et aux établissements industriels pendant une période de 10 ans (cette partie de la loi regarde les mesures de l'Etat pour le développement de l'industrie chez nous).

La Banque aura la faculté de recevoir d'autres dépôts et d'émettre des obligations.

Avec cette loi, le capital et les disponibilités de la Banque ont augmenté et elle a pu développer son champ d'activité.

Comme nous le constatons, la Banque Agricole et Industrielle de l'Iran, malgré la date tardive de son institution, est un établissement qui peut servir, dans une large mesure, non seulement à améliorer la production proprement dite, mais à coopérer aux changements qui doivent être apportés dans l'agriculture de l'Iran. Elle a l'avantage de laisser tous ces changements à l'initiative des propriétaires et des particuliers, tout en donnant à l'Etat la possibilité de faire un contrôle général et de veiller à ce que les affaires se développent dans l'intérêt du pays.

Mais, pour que l'initiative privée des propriétaires et des particuliers puisse réussir, il fallait leur donner l'argent, il fallait aussi leur enseigner les procédés techniques nouveaux ainsi que l'emploi des machines modernes.

Cette tâche était accomplie grâce au développement des études agricoles dans tout le pays. Les écoles agricoles de trois degrés: primaire, secondaire et supérieur étaient instituées pour préparer les ouvriers agricoles à devenir des ingénieurs et former des spécialistes (dans l'école supérieure de Karadj ouverte en 1307).

Les ingénieurs sortis de nos écoles agricoles ont tra-

vaillé pour accomplir d'autres tâches comme la lutte contre les maladies des plantes et des animaux et la destruction des insectes nuisibles qui ravageaient chaque année nos cultures en endommageant terriblement les récoltes. Nous ne voulons pas entrer dans les détails de ces mesures prises par le Gouvernement, nous sortirions du cadre de notre étude; d'autant plus que Mr. SOTUDEH, dans son excellent ouvrage les a parfaitement étudiées. (1)

SECTION II. — *Les mesures prises pour réduire l'importation des produits agricoles, et pour favoriser la vente des produits propres à l'exportation.*

Nous avons déjà dit que le Gouvernement s'était également efforcé d'augmenter la production des articles qui pouvaient réduire le volume des importations, notamment par l'extention et l'amélioration de la culture du coton, du thé, des betteraves, etc... Ces mesures avaient en vue l'équilibre de notre balance commerciale. Pour pouvoir compenser un déficit de presque 400 millions de cette balance, il fallait produire des articles qui aient un débouché plus vaste que le riz et le blé, les produits traditionnels et séculaires de notre pays. Nous avons vu que ce but était prévu dans la Loi sur le crédit agricole et l'institution de la Banque Agricole et Industrielle.

En ce qui concerne les produits agricoles exportés comme par exemple le thé, on exportait environ dans l'année 1311 une quantité de 4.754.000 kg. d'une valeur de 38.310.000 Rials. Les provinces de la Mer Caspienne ont un climat très favorable à cette culture, de sorte que, depuis quelques années, grâce à l'initiative d'un propriétaire clairvoyant, cette plante a été rapportée de l'étranger

(1) Voir l'évolution économique de l'Iran et ses problèmes, chapitre 6, pag. 183 et suivantes, Paris 1937.

et, actuellement dans une partie du Guilan et de Lahidjan, la culture en est très répandue.

Mais, l'extension de cette culture et sa préparation qui s'effectuait jusqu'à ces derniers temps à la main, devaient être financées par la Banque Agricole. D'après les estimations des spécialistes, pour satisfaire aux besoins du pays entier, il faudra étendre la culture du thé jusqu'à une superficie de 12.000 hectares, tandis que, jusqu'à présent, seulement 1500 hectares sont cultivés. Ainsi, grâce au climat très favorable de ces provinces, le pays pourra certainement disposer du terrain nécessaire pour assurer sa consommation intérieure et plus encore.

Un autre article d'importation, qui pesait lourdement sur l'équilibre de la balance commerciale, était le sucre. Il nous a coûté pour l'année 1307 (1928-1929) 97.017.000 île Rials. Etant donné les vastes terrains et le climat très propice à la culture de la betterave et de la canne à sucre, le Gouvernement a décidé, toujours dans l'intention d'équilibrer la balance commerciale, de diminuer l'importation de cet article dans toute la mesure du possible. La mise à exécution de ce programme a progressé depuis l'année 1931 où la première raffinerie a été installée près de Téhéran. Depuis cette année jusqu'à l'année dernière, 8 raffineries ont été construites dans les différentes provinces de l'Iran. Elles fonctionnent régulièrement. Elles sont alimentées par les betteraves cultivées dans des régions avoisinantes. Les spécialistes attachent une grande importance à la culture de la betterave; sa production actuelle est assez satisfaisante. De sorte que, grâce à cette production intérieure, la quantité de sucre importée a diminué et, au cours de l'année 1313-1314 (22 juin 1934-juin 1935) nous n'avons eu que 14.606.000 mans de sucre importé pour un prix de 52.243.000 Rials.

Quant aux articles agricoles d'exportation, nous avons

les céréales, surtout le blé, le riz, etc... et enfin l'opium.

En ce qui concerne la production des céréales, elle dépendait, dans une large mesure, du temps et de la nature. Dans une bonne année, avec des pluies suffisantes, il y avait toujours une production assez importante pour pourvoir à la consommation intérieure du pays et, dans le cas contraire, c'est-à-dire, dans les années de sécheresse, il y avait une pénurie de céréales qui avait même occasionné des famines horribles dans le pays.

Après la crise de 1929, à la suite d'une série de bonnes années, les stocks de blé, pour les marchés intérieurs, augmentèrent. Il s'en suivit que les prix baissèrent; dans certaines provinces, le prix de vente ne couvrait pas même le coût de production. Le Gouvernement chercha à diminuer ces stocks en les faisant exporter à l'étranger. Dans ce but, il permit en avril 1932 au Département Général du Commerce de délivrer contre des certificats d'exportation de céréales (blé, orge, farine) aux provinces qui possédaient d'importants stocks de celles-ci, des licences d'importation de marchandises interdites. Cette décision était un encouragement à l'exportation de ces produits, parce que le prix de vente de ces certificats recherchés par les commerçants était très élevé et donnait une prime à ces exportations. (1) Malgré cette décision, l'exportation des céréales ne pouvait se développer beaucoup. Les marchés de ces produits étaient suffisamment approvisionnés depuis 1929, à bas prix, et nos exportateurs n'avaient

(1) Par une loi du 23 Azar 1310, le Département du Commerce était aussi autorisé à délivrer des licences pour les marchandises dont l'importation était interdite, marchandises qui étaient arrivées à la fin de Mehr Mah 1310 (après l'institution du Monopole du Commerce et du système des contingentements) dans les Bureaux des Douanes et qui se trouvaient dans les entrepôts de ces Bureaux. — Bulletin mars-avril 1932 de la Chambre de Commerce Franco-Iranienne, N° 9.

ni une grande connaissance des marchés, ni la facilité d'exporter leur production dans les pays lointains.

Dans les pays voisins on ne pouvait les vendre qu'en quantité limitée. C'est ici que la troisième partie de l'œuvre du Gouvernement, à savoir la stabilisation et le relèvement des prix, prend place. Le Gouvernement s'est efforcé de relever les prix et de les stabiliser à l'intérieur du pays en créant, par l'intermédiaire de la Banque Agricole, des Sociétés dans toutes les provinces, destinées à acheter le blé à un prix assez rémunérateur pour les agriculteurs et à le vendre aux consommateurs à un prix légèrement plus élevé. En même temps, comme la production des céréales n'était pas un élément très intéressant pour l'exportation de notre pays, le gouvernement a essayé de maintenir la production dans les limites de la consommation intérieure.

En ce qui concerne le riz, pendant que le commerce avec la Russie était florissant, il constituait un article très important pour l'exportation; mais, avec les difficultés actuelles du commerce, comme il n'y a pas d'autre marché, le Gouvernement essaye de diminuer sa production. D'autant plus que cette culture, très malsaine dans les conditions où elle se pratique (rizières), a provoqué l'apparition de la malaria et a nécessairement rendu nuisible le climat de nos provinces de la Mer Caspienne. On a essayé d'y substituer d'autres produits: le coton, la culture du ver à soie, le thé, etc... Il y a un autre produit dont, malgré l'importance pour l'économie du pays, le Gouvernement a essayé de diminuer la production dans l'intérêt général de l'humanité: c'est l'opium. L'opium était un des principaux produits de notre agriculture; il avait toujours tenu la première place dans l'exportation agricole. Le Gouvernement, désireux de diminuer peu à peu sa culture, a établi par la Loi de 1928 et des Lois posté-

rieures un Monopole d'Etat de l'opium. Ce Monopole donne à l'Etat, seul, le droit de se livrer à des transactions relatives à l'Opium, ainsi qu'à l'entrepôt, l'emmagasiner, la préparation, le transport en vue de la consommation à l'intérieur ou à l'extérieur et l'exportation. Il a obtenu le résultat souhaité, en sorte que la culture de cette plante s'est nettement ralentie aussi bien que son exportation. On constate aisément ce résultat dans les chiffres comparatifs de l'étendue des terrains cultivés et de la quantité de l'exportation de l'opium dans ces dernières années. (1)

L'étendue en hectares des terrains cultivés:

1931	1932	1933	1934
40.130	29,436	34,174	18,860

L'exportation en kgs. de l'opium :

1931	1932	1933	1934
306.571	129.240	297.380	159.204.

Il faut remarquer que depuis 1934, le Gouvernement pour centraliser son exportation a organisé « la Société du Monopole de l'Exportation de l'Opium de l'Iran ». C'est cette Société qui achète tout l'opium du pays et l'exporte à l'étranger. Mais, chose très importante, il était nécessaire de remplacer ce produit par un autre pouvant être exporté aussi facilement. On a essayé de le remplacer par le coton, mais les résultats de cette substitution ne sont pas encore satisfaisants et les cultivateurs souffrent grandement de la disparition d'une culture qui était rémunératrice.

(1) Voir la thèse de Mr. Chahkar: « Le problème de l'Opium en Iran », Paris 1936.

Il faut énumérer dans le même genre d'opérations les efforts du Gouvernement pour augmenter la culture des arbres fruitiers comme la vigne, l'amandier, etc... et en augmenter l'exportation.

Notre commerce de fruits secs n'était pas de taille à rivaliser avec celui des autres pays producteurs tels que l'Amérique et certains pays d'Europe, à cause des procédés défectueux de séchage des fruits, en usage chez nous et aussi à cause de sa mauvaise présentation et de l'emballage. D'autant plus que le choix des arbres et des greffes n'était pas fait avec perspicacité. Donc, une partie de ces marchandises, une fois arrivée sur les marchés étrangers, ne se vendait pas à un prix assez rémunérateur, comparativement aux prix des mêmes marchandises en provenance des pays concurrents. Le Gouvernement a fourni un effort particulier dans la sélection des arbres et a constitué une Société dotée du Monopole d'exportation des fruits secs. On a également beaucoup amélioré les conditions dans lesquelles ces marchandises étaient exportées.

CHAPITRE IV.

Les mesures concernant le relèvement industriel du pays.

De nombreux commentaires sur le redressement de l'économie iranienne, des journaux et des ouvrages, etc... développent le sujet de l'industrialisation de l'Iran. A notre avis, avant d'exposer les détails de cette industrialisation, nous croyons nécessaire de donner une explication préliminaire qui peut mettre en lumière la raison principale de ces changements, le degré de cette industrialisation et la différence ce qui existe entre un pays vraiment industrialisé et le redressement qui s'accuse au cours de ces dernières années.

dans la technique de production chez nous.

En général, l'activité économique et la production d'un pays, d'après ses aptitudes naturelles, peut se concentrer soit sur l'agriculture, soit sur l'industrie. Mais, même dans les temps très reculés, ces deux activités n'étaient pas tout à fait séparées et, dans une certaine mesure, elles étaient combinées. On n'a jamais vu un pays qui portait exclusivement sa force de production sur l'agriculture, sans consacrer une partie de ses efforts au développement de son activité industrielle.

Nous pouvons distinguer, avant l'éclosion de l'industrie moderne, toutes les étapes de la civilisation et du progrès économique; l'état pastoral, puis l'état purement agricole, après lequel une certaine activité industrielle tend à se manifester. Dans un pays où l'artisan avait toujours, soit à fabriquer les instruments de travail, soit à pourvoir à certains besoins personnels des agriculteurs, la science, la technique moderne n'ont pas apporté un grand changement dans ces données.

Seulement, la différence provient de ce que le pays porte la plus grande partie de sa force de production sur l'agriculture ou sur l'industrie. Dans cette mesure, il devient un pays agricole ou industriel. On constate toujours l'existence d'une petite industrie de fabrication des outils ou de transformation des produits agricoles dans les pays agricoles. Les agriculteurs même consacraient leurs loisirs à tisser la laine ou le coton pour leur usage personnel et quelquefois pour les vendre.

La science et la technique modernes ont accentué la division du travail, surtout à l'intérieur de chacune de ces deux catégories d'activité, mais ne les ont jamais isolées complètement l'une de l'autre.

Nous voyons actuellement dans les pays les plus industrialisés comme les États-Unis d'Amérique, l'Angleterre, l'Allemagne, etc..., l'agriculture coexister avec l'industrie.

On n'y laisse jamais les terres en friche; on les cultive avec des instruments de travail les plus perfectionnés et, même dans les pays agricoles, tels que le Canada, l'Autriche, la Hongrie, etc... toute une partie de l'industrie nationale est consacrée à la transformation des produits agricoles.

Agriculture et industrie vont donc de pair dans l'activité économique du pays.

Le grand changement que la science moderne a apporté dans l'activité économique, est le développement de l'industrie et le perfectionnement des instruments de travail, ainsi que de la technique de production. Nous remarquons que l'Iran a, de tout temps, été un grand pays agricole; mais cela n'a pas empêché qu'il s'y trouvait une industrie très active. On exploitait les richesses naturelles du pays et l'on en tirait parti dans les limites des connaissances scientifiques et techniques du temps. Malheureusement, pour des raisons d'ordre intérieur et extérieur (1), l'économie de notre pays n'a pas pu suivre pendant deux siècles le courant des progrès scientifiques de la technique moderne. Le pays a conservé la même structure économique que jadis. Pendant de longues années, toute son activité économique est demeurée essentiellement agricole, tandis que l'industrie restait stationnaire. L'outillage économique ne se transformant guère, cette activité industrielle était surtout artisanale et manufacturière.

Si, dans ces dernières années, il y a eu de plus fortes tendances vers l'industrialisation du pays, il ne faut cependant pas croire que le pays ait beaucoup changé son mode d'activité économique. On tenait à lui conserver la même structure en faisant une place à l'industrie à côté de l'agriculture. Le pays est resté et restera toujours un pays agricole. Mais le développement de la technique moderne exige

(1) Voir « L'Évolution économique » de M^r Sotudeh, Paris 1936.

l'abandon des outils anciens et leur remplacement par des machines. L'Iran a toujours eu une industrie du tissage : non seulement des tissus de soie remarquables par leur valeur artistique et leurs couleurs naturelles éblouissantes, mais aussi le tissage du coton, de la laine et du lin.

Ces tissus étaient utilisés à l'intérieur du pays et ils se vendaient aussi dans les pays avoisinants. Mais l'outillage rudimentaire ne permettait pas d'en accroître la production pour satisfaire à tous les besoins du pays. Le jour où le pays s'est trouvé dans une impasse économique et où la crise économique a commencé à sévir dans toute sa rigueur, un Gouvernement fort et avisé, possédant les moyens d'éviter la ruine de cette industrie, a décidé de transformer et d'améliorer la technique industrielle et de la mettre au niveau des Etats modernement outillés.

Cependant la structure du pays n'a pas beaucoup changé et l'Iran n'a pas acquis une industrie lourde. De cette façon, il n'a pas connu les méfaits de la surproduction qui était une des causes principales du malaise économique mondial. Nous insistons sur ce point, parce que nous avons examiné les différents commentaires donnés sur l'éclosion de l'industrie moderne en Iran. Les auteurs de ces commentaires, remarquant que le pays était depuis des siècles un pays agricole, déclarent que l'Iran doit rester à jamais un pays agricole, profiter de ses richesses naturelles, acheter au meilleur marché les produits fabriqués. Bien que ces théories paraissent séduisantes, nous pensons après ce que nous avons déjà exposé sur l'industrialisation de l'Iran, qu'il est facile de les réfuter :

a) d'abord, il n'y a aucun changement de structure dans l'économie du pays. L'Iran était et demeure un pays agricole, parce que les conditions naturelles et climatiques, etc... lui imposent ce genre d'économie interne. Ces conditions ne devant pas se modifier, l'Iran gardera toujours

la même activité économique. Mais l'agriculture moderne ne peut pas obtenir le rendement voulu, sans l'appui d'une industrie ayant pour mission de l'aider et d'activer ses possibilités de production, soit par la fabrication d'engrais chimiques, soit par celle des instruments de travail de la terre, soit par la transformation de quelques matières agricoles, etc...

b) L'Iran a toujours eu une production industrielle qui fonctionnait à côté de son agriculture et l'industrialisation de l'Iran n'a tendu essentiellement, qu'à donner à son industrie déjà ancienne des instruments de travail plus perfectionnés et plus modernes.

c) Or, si d'après les dires de ces commentateurs, l'Iran doit profiter de ses richesses naturelles, comment y parviendra-t-il sans avoir une certaine industrie d'exploitation ? Comment peut-on profiter des mines de toute sorte sans une industrie moderne ?

Une dernière question que nous devons étudier ici, c'est de savoir si l'Iran doit toujours rester un pays agricole ou consacrer la plus grande partie de son activité à la production industrielle et devenir un pays essentiellement industriel ? Question souvent discutée par les économistes iraniens et étrangers. Nous croyons que la réponse à cette question dépend plutôt des faits et de l'évolution économique de l'Iran. On constate actuellement dans les deux catégories des pays industriels et des pays agricoles relativement évolués, une super-activité qui, en fait, ne laisse aucune place aux pays moins évolués dans l'activité économique mondiale, industrielle ou agricole, compte tenu des besoins de la consommation actuelle. C'est pourquoi nous trouvons sans intérêt de dire à l'avance que le développement de notre industrie ou de notre agriculture nous conférera une place plus importante dans cette activité internationale et de rechercher ce qui sera le plus conforme

à notre intérêt. Ce que doit faire le pays pour le moment, c'est moderniser son outillage et suivre le progrès technique. D'autre part, il faut qu'à côté de la production agricole, nous profitons de la richesse minière de notre sous-sol. Nous devons exploiter les matières premières de notre pays et les mettre à la disposition de la société économique internationale. Et pour cela, il faut que le pays possède une industrie d'exploitation et des moyens de production tout à fait modernes. Une fois cette évolution accomplie, le jour où les économistes du pays estimeront, en raison de la situation économique internationale, que l'intérêt national est d'orienter le pays vers une production industrielle intense, l'évolution se fera d'elle-même.

Ainsi, toutes les discussions préalables sur cette question ne sont que polémiques inutiles.

Nous pensons qu'après cet exposé, on peut avoir une idée sur la portée du redressement industriel de notre pays et nous pouvons maintenant expliquer comment ce relèvement s'est réalisé, comment il a été financé et quels sont les capitaux qui y ont participé.

SECTION I. — *Le financement de l'industrie en Iran.*

Si l'on examine l'histoire du redressement des différents pays, depuis la fin du siècle dernier jusqu'à nos jours, on constate que c'est toujours, pour la plus grande part, l'investissement des capitaux étrangers des grands pays riches qui ont aidé à cette œuvre de redressement. Arrêtons-nous, par exemple, sur la situation d'après-guerre des grands pays vaincus comme l'Allemagne et ses Alliés, ou bien, examinons ce qui est advenu des pays neufs comme : la Pologne, la Yougoslavie, etc... Tous avaient la main tendue vers les Etats-Unis d'Amérique, l'Angleterre, la France, pour demander l'argent nécessaire à leur redressement. Ce sont bien les capitaux à court terme, prêtés

par ces derniers pays, qui ont permis aux premiers de se relever et d'acquérir un équipement industriel des plus perfectionnés, qui est actuellement en plein rendement, et qui constitue une menace pour les pays prêteurs. L'investissement des capitaux étrangers a certainement l'avantage de fournir très rapidement les fonds nécessaires pour donner au pays la possibilité matérielle de s'équiper dans le temps voulu.

Mais, par contre, ce procédé a l'inconvénient, non seulement de peser lourdement sur la balance des comptes en faisant sortir les intérêts de ces capitaux, mais de mettre souvent l'économie des petits pays sous la sujétion économique et politique des pays prêteurs. D'ailleurs, ces capitaux pénètrent dans le pays emprunteur de deux façons ;

1°) à court terme, c'est-à-dire plus facilement et moyennant un intérêt plus raisonnable, mais avec l'inconvénient d'être très instables. Au moindre changement politique ou économique, ils prendront la route du retour, ce que menacera l'équilibre économique du pays. Le même fait s'est produit dans plusieurs cas et après la crise de 1929, la fuite de ces capitaux a lourdement pesé sur l'économie des pays emprunteurs.

2°) Dans d'autres pays où viennent des capitaux à long terme, ce qui ne présente pas les mêmes inconvénients, les prêteurs demandent sinon des concessions, du moins des privilèges qui affectent sérieusement l'économie de ces pays et nuisent à son indépendance économique, quand ce n'est pas, parfois, à son indépendance politique.

L'Iran qui avait déjà l'expérience du passé et les exemples des prêts russes accordés à notre Gouvernement et à des particuliers par la Banque de l'Escompte, a préféré exécuter son programme et réaliser son redressement industriel plus lentement, mais avec ses propres capitaux nationaux.

Il est bon de savoir que les capitaux étrangers ne sont soumis à aucune restriction dans notre pays. Ils peuvent librement y entrer et s'investir comme des capitaux nationaux. Seulement, nous n'avons pas voulu accorder des avantages particuliers aux prêteurs étrangers. Ils ont dû se soumettre aux mêmes lois et règlements que les participants nationaux.

D'ailleurs, comme le mouvement d'industrialisation du pays n'était pas très poussé, le concours des capitaux étrangers était moins urgent.

Mais, pour le groupement des capitaux à l'intérieur, au début, la tâche du Gouvernement fut assez ardue. L'esprit individualiste dominait dans tous les organes économiques; les commerçants et les industriels préféraient travailler à leur compte personnel. Les Sociétés étaient peu nombreuses surtout les « Sociétés par actions ». Il n'est pas dit que c'était la méfiance pure et simple qui empêchait la constitution des Sociétés, c'était plutôt le manque de connaissances et d'habitudes à l'égard de cette forme d'économie, qui en écartait commerçants et industriels.

D'une part, en effet, les formes de constitution des Sociétés modernes étaient peu connues en Iran. D'autre part, dans toutes les affaires commerciales ou industrielles la personnalité des parties avait une grande importance. Cela tenait à la place occupée, dans l'économie du pays, par la production artisanale et artistique, dont l'élément essentiel est le travail d'une seule personne. L'artisan ne pouvait donc imaginer qu'une Société pourrait aussi facilement attirer la confiance et se faire une réputation solide par son propre nom ou par la personnalité de ses sociétaires. Mais, sans grandes Sociétés, on ne peut jamais avoir de grands établissements, car l'industrie moderne nécessite d'importants capitaux, qui ne peuvent exister, spécialement dans un pays comme l'Iran, que sous la forme de Sociétés.

Aussi, le Gouvernement, dans son plan de réorganisation, a décidé de donner au pays une forme de société, telle que les capitaux nécessaires puissent s'y grouper. Cette tâche présente de nombreuses difficultés et, comme nous l'avons dit, le Gouvernement s'est trouvé dans l'obligation de constituer directement ces Sociétés, tout au moins au début. Mais, après l'institution de la Banque Agricole et Industrielle, cette mission a été confiée à cette dernière et nous avons vu comment, grâce à l'action de cette Banque, aussi bien dans le commerce extérieur que dans l'industrie et l'agriculture, on a pu former différentes Sociétés. L'Etat a même fourni, une partie des capitaux, et est devenu lui-même associé.

Heureusement, grâce à l'effort et à la bonne volonté du Gouvernement, on a obtenu le résultat escompté.

D'après les données suivantes, reproduites dans le Bulletin de la Banque Mellie Iran on verra à la fin de l'année 1314 (1935-1936) que le nombre des Sociétés enregistrées dans tout le pays était: 861 avec un capital de 844,9 millions de Rials.

Années	Téhéran		Provinces		Total	
	Nombre	Capital en millions de Rials	Nombre	Capital en millions de Rials	Nombre	Capital en millions de Rials
1310	63	116,9	30	26,0	93	143,0
1311	150	154,3	176	76,9	326	231,2
1312	267	228,1	374	125,5	641	353,8
1313	322	289,8	426	177,5	748	467,4
1314	377	570,2	484	274,6	861	844,9

Les us et coutumes juridiques du pays ne réglementaient pas la constitution de tels organismes. Le législateur iranien ne s'était jamais beaucoup occupé de la ma-

tière spéciale des sociétés; aussi le code de commerce iranien contenait fort peu de dispositions concernant les sociétés. Mais le mouvement de réforme et les besoins que le pays éprouvera, à partir de la crise, agiront en faveur du développement des Sociétés. Le législateur sera amené à examiner la question plus soigneusement et les capitaux auront confiance dans les mesures de surveillance instituées par les lois nouvelles. C'est en 1932 que le nouveau code de commerce fut voté. En même temps, pour donner plus de sécurité aux petits capitalistes qui voulaient investir leur argent dans les Sociétés, une loi sur l'enregistrement des Sociétés, fut bientôt votée. Grâce à cette loi, le Gouvernement peut veiller attentivement à leur formation.

Mais, dans le total, la part des sociétés commerciales est la plus importante; pour fournir un exemple: l'investissement purement industriel évalué dans tous les Bureaux d'enregistrement du pays, jusqu'à la fin de 1314 (1935-1936), ne s'élevait qu'à 206,6 millions de Rials.

Le tableau suivant nous donne le nombre des Sociétés et leur centre:

<i>Villes</i>	<i>Nombre</i>	<i>Capitaux</i>
TEHERAN	151	92,1 millions de Rials
ISFAHAN	19	45,3 » »
TAURIS	35	23,8 » »
RECHT	14	15,4 » »
MECHED	6	11,6 » »
CHIRAZ	6	10,1 » »
YEZD	3	8,3 » »
Total	234	206,6 » »

On constate que ce chiffre est bien modeste et bien qu'il

ait certainement augmenté à la date où nous écrivons, il reste très faible, en comparaison des capitaux énormes investis dans l'industrie des pays industrialisés. Mais, cela ne prouve pas moins que le Gouvernement et les dirigeants de l'économie iranienne ont réussi dans leur tâche tendant au groupement des capitaux iraniens. Les industriels eux-mêmes se sont bien rendu compte que leurs modestes capitaux ne pouvaient rien faire pour l'équipement moderne du pays. Il fallait qu'ils trouvent des associés, il fallait que les capitaux se réunissent et participent ensemble à la même entreprise. Nous avons déjà dit que le Gouvernement avait laissé, par l'intermédiaire de la Banque Agricole et Industrielle, des capitaux assez considérables à leur disposition.

Les capitaux étaient empruntés dans des conditions très avantageuses. Quoiqu'il en soit, on peut dire que l'équipement industriel de l'Iran s'est réalisé avec des capitaux iraniens et, si cette évolution s'est accomplie lentement, elle a donné des résultats beaucoup plus sûrs et plus profitables pour le pays, lui épargnant les exigences écrasantes des capitaux étrangers. Mais ces derniers, nous le savons déjà, ils n'étaient soumis à aucune restriction. Ils pouvaient librement entrer dans le pays, en respectant les mêmes règlements et prescriptions (d'enregistrement, etc...) que les capitaux nationaux.

D'après le relevé de l'enregistrement, le nombre des sociétés étrangères enregistrées jusqu'à la fin 1314 est de : 84. Mais la presque totalité de ces Sociétés est formée de Sociétés de Commerce, d'Assurance ou de Transports. Il n'y a, en outre, que 7 Sociétés Industrielles : L'Anglo-Iranian Oil Company qui est anglaise et qui a fourni le capital social de trois autres Sociétés ; on trouve enfin trois sociétés industrielles allemandes qui travaillent en Iran.

En ce qui concerne l'Anglo-Iranian Oil C^o, elle possède

la concession de pétroles du Sud du pays. En fait, c'est la seule grande industrie établie chez nous. Cette institution s'est installée en Iran avant le régime actuel et l'on peut dire que son activité industrielle n'a aucun rapport avec l'évolution de l'industrie moderne de ces derniers temps.

Seulement après la dénonciation de sa première concession et la conclusion d'une nouvelle concession, la Compagnie a établi, en 1935, une autre raffinerie à Kermanschah. Cette institution avait pour but la transformation des produits des Naphtes Chah et elle comportait plusieurs installations :

- a) pour le nettoyage à l'acide, de l'essence et du pétrole lampant ;
 - b) pour la fabrication de récipients en fer blanc ;
 - c) pour la préparation de l'acide sulfurique ;
 - d) pour le mélange du plomb avec la benzine,
- et, enfin, une installation électrique à 3 moteurs qui donnent chacun 150 kilowats.

Quant au montant des capitaux étrangers investis dans les établissements industriels ou commerciaux, etc... *nous ne pouvons donner de grandes précisions* à ce sujet.

Le Bulletin de la Banque Mellie Iran évalue le total des capitaux étrangers investis en Iran jusqu'à la fin de l'année 1314, à 22 millions de Livres Sterling.

Dans ce total, la plus grande partie consiste en capitaux anglais investis dans « l'Anglo-Iranian Oil Co ».

Voici le résumé de ce relevé :

Capital britannique :	£ 19.500.000
» soviétique :	» 1.500.000
» irakien :	» 300.000
» allemand :	» 200.000
» suédois :	» 150.000
» d'autres pays :	» 350.000

Il est certain que c'est une simple estimation et nous ne sommes pas encore en état de pouvoir donner le montant exact, de ces capitaux.

SECTION II. — *L'artisanat ne perdra pas sa place à côté de l'industrie moderne.*

Nous avons déjà expliqué, dans la deuxième partie de cet ouvrage, la place que l'artisanat avait toujours tenu dans l'économie iranienne. Nous allons voir, si dans l'évolution industrielle moderne, l'artisanat a été oublié. Non seulement il n'a pas été oublié, mais au contraire, le Gouvernement a pris des mesures pour le renouveler, l'encourager et enfin l'étendre dans le pays. Il faut consulter sur ce point, les statistiques de l'Administration de l'Industrie qui passe en revue toutes les mesures prises dans ce but.

On remarque, entre autres, l'existence d'écoles où l'on enseigne l'ancien art persan : peinture, sculpture, tissage de tapis et différents tissus, etc...

Dans toutes ces écoles, les jeunes artisans, étudient un programme essentiellement pratique et passent rapidement en revue les anciens arts persans. Il est certain que, quand les artisans ont étudié d'abord dans ces écoles, ils acquièrent des connaissances techniques et scientifiques qui leur serviront beaucoup dans leur travail, pour améliorer la qualité de leurs produits, cela procurera plus de satisfactions aux amateurs d'art persan et augmentera la vente. C'est ainsi que l'enseignement a des résultats indirects sur l'augmentation des exportations de produits iraniens, ce qui atténue un peu le déficit de la balance commerciale.

Mais la question la plus importante qui nous reste à étudier, est de savoir si la technique et la concentration de l'industrie moderne ne tuent pas l'artisanat.

Ces divers éléments de l'économie moderne peuvent-ils coexister sans se détruire réciproquement en Iran ?

Il est certain que l'invention de la machine à vapeur et la concentration industrielle, en raison de leurs avantages incontestés, tels que la diminution des prix de revient, l'accroissement du rendement et la rationalisation de la production, ont fait disparaître, sinon complètement, du moins en grande partie, l'artisanat ancien.

L'artisanat, sous sa forme primitive qui n'utilisait que la force productrice humaine, ne peut pas continuer à vivre et ne saurait concurrencer la production des gigantesques machines mécaniques modernes. Donc, ou bien il est condamné à mourir, ou bien il faut le rénover et lui donner les moyens modernes d'existence. Cela paraît possible avec l'invention du moteur à explosion, grâce auquel l'artisan sera doté de très petites machines, mais très perfectionnées, qui prendront place dans les ateliers familiaux. Grâce à cette invention, l'artisan moderne peut profiter de la technique moderne, principal facteur de la supériorité de la grande industrie, tout en conservant ses avantages économiques et sociaux.

a) En effet, les artisans sont en général propriétaires de leurs outils et de leurs instruments de travail, ils travaillent pour leur compte personnel et avec l'aide de quelques membres de leur famille ou même avec un petit nombre d'ouvriers. Ils travaillent avec plus de zèle et de dévouement que les masses considérables d'ouvriers employés dans la grande industrie;

b) D'autre part, comme l'artisan travaille le plus souvent à proximité des régions productrices des matières premières, il économise les frais de transport de ces matières que les grandes usines sont obligées de faire.

c) Ils n'ont pas les frais et les dépenses énormes de publicité que les grandes industries engagent pour l'écoulement de leurs produits.

d) Et, enfin, quand l'artisan ou le travailleur est pro-

priétaire et travaille à son compte dans de petits ateliers, il n'y a pas de manifestation d'esprit de classes, ni de luttes sociales, comme il s'en présente tous les jours dans les grandes industries. On n'y voit pas de grèves, destructrices des moyens de production.

Or, sans croire que l'artisanat sous sa forme moderne et même muni d'un outillage perfectionné, pourra jamais prendre la place de la grande industrie, nous dirons seulement qu'il pourra continuer d'exister aux côtés de cette dernière, surtout dans des pays comme l'Iran, où l'histoire et la tradition lui ont laissé une place dans la production. Nous pourrions donc le conserver en le perfectionnant et en le dotant de la technique moderne.

Nous allons terminer cette partie de notre étude, en disant que le Gouvernement iranien a fait et fait toujours un gros effort, pour faciliter les moyens de communication et augmenter la vitesse de circulation des marchandises à l'intérieur du pays, et en même temps, pour que les produits des différentes régions du pays puissent arriver facilement aux frontières, en vue de l'exportation. Cette partie de l'œuvre du Gouvernement sort de notre étude proprement dite parce qu'elle a été amorcée même avant la crise contemporaine. Nous donnerons seulement comme exemple, la construction du Chemin de Fer Transiranien qui relie la Mer Caspienne au Golfe Persique, la construction et la réparation des grandes artères, chemins et routes, dans tout le pays.

QUATRIEME PARTIE

L'Influence des mesures récemment prises sur l'Economie de l'Iran.

Ayant déjà étudié la situation économique de notre pays devant la crise mondiale et les mesures prises par notre Gouvernement pour sauvegarder l'économie du pays, nous allons voir dans cette partie, quels sont les résultats et l'influence de ces mesures. Avons-nous efficacement lutté contre la crise ? Quelle est la situation actuelle de notre économie ?

Nous l'avons vu, la crise avait eu des répercussions très sérieuses sur notre commerce extérieur et la valeur de notre monnaie. Nous examinerons dans cette partie : a) dans un premier chapitre : l'effet de ces mesures sur le commerce extérieur et la balance des comptes ; b) dans un autre chapitre, leur effet sur la monnaie et, par conséquent, sur sa valeur actuelle.

D'autre part, pour les raisons que nous avons développées dans la deuxième partie, nous n'avons pas étudié les prix de gros pendant la crise. Mais, nous croyons, qu'après l'évolution économique de ces dernières années, les facilités et la régularisation des moyens de transport, la courbe des prix dans tout le pays a pris un aspect uniforme et national, au lieu d'être le plus souvent local ou régional. Désormais, on ne voit plus de grandes différences entre les prix de gros dans les grands centres commerciaux du pays. De sorte qu'on peut étudier ces

variations, pour se rendre compte de la situation économique nationale. C'est pourquoi nous verrons dans un troisième chapitre les prix de gros et le coût de la vie.

Enfin, nous allons examiner, dans le quatrième et dernier chapitre, l'influence de ces mesures au point de vue international et au point de vue des traités commerciaux que notre pays a conclus avec les différents États.

CHAPITRE I.

L'influence sur le commerce extérieur et la balance de comptes.

Nous avons déjà examiné la situation de notre commerce extérieur, dans l'étude des répercussions de la crise. Nous allons voir quel changement y a été apporté par les mesures prises et quelle est la situation actuelle. Peut-on conclure à une amélioration en présence du déficit chronique de la Balance Commerciale ? D'après la statistique annuelle de l'Administration Générale du Commerce, les chiffres du Commerce extérieur, après la crise, sont les suivants : (1)

(1) A partir de 1931, l'année économique iranienne commence le 28 juin de chaque année.

IMPORTATIONS EN MILLIONS DE RIALS.

ANNEES	Importations commerciales	Importations des machines indust. et agr.	Importations du Gouvernem.	Importations de l' « Anglo- Iranian Oil Co »
1931-32	612	19,363	4,349	28,426
1932-33	525	31,308	56,357	32,458
1933-34	454,299	39,261	255,055	79,927
1934-35	520,614	31,259	125,408	139,820

ANNEES	Importations des Stés Pê- cheries de la Mer Casp.	Importations du corps Diplomatique	Totaux
1931-32	3,744	1,338	669,220
1932-33	2,746	10,079	667,578
1933-34	2,376	10,458	841,736
1934-35	1,908	4,605	823,614

EXPORTATIONS DES PRODUITS IRANIENS

en millions de Rials non compris celles de l'Anglo-Iranian Oil Co
et la Sté des Pêcheries de la Mer Caspienne:

	1931-32	702,094	
	1932-33	512,044	
	1933-34	466,125	
	1934-35	513,747	

ANNEES	Exportations de l' « Anglo- Iranian Oil Co »	Exportations des Stés Pê- cheries de la Mer Casp.	Totaux
1931-32	1,017,948	15,930	1,735,972
1932-33	1,143,280	9,735	1,675,056
1933-34	1,336,941	14,190	1,817,257
1934-35	1,396,776	20,755	1,931,278

D'après ces données, on peut constater que l'effort du Gouvernement pour ajuster les importations, est, dans une certaine mesure, couronné de succès.

La première année, après la crise, c'est-à-dire l'année 1931-32, époque à laquelle le Monopole du Commerce a été institué chez nous, les exportations atteignirent le

chiffre de 702.094 millions de Rials et dépassèrent de beaucoup les chiffres des années précédentes, qui avaient eu pour maximum 487 millions durant l'année 1929-30. Mais, en considérant la baisse de notre change, la valeur réelle des exportations, après la crise, est beaucoup moindre que leur quantum. D'autant plus, qu'en raison de la crise et des restrictions apportées par nos acheteurs à leur commerce extérieur, la baisse de notre monnaie, qui doit favoriser nos exportations, n'a pas produit les effets qu'on en attendait. Ainsi le chiffre de l'année 1931-32 a encore diminué dans les années suivantes; il est tombé à 522 millions pour 1932-1933.

Mais, de leur côté, les importations de produits commerciaux ont baissé également. Voici le tableau comparatif des importations et des exportations durant les 4 années qui ont suivi la crise:

EN MILLIONS DE RIALS

Années	Importations	Exportations		Différence
1931-32	612	702,094	+	90,094
1932-33	524	522,041	—	1,959
1933-34	454,299	466,125	+	11,828
1934-35	520,614	513,747	—	6,867

Mais, à côté de cet équilibre presque parfait des importations et des exportations purement commerciales, nous avons encore d'autres importations et exportations.

En ce qui concerne les exportations, nous avons déjà dit précédemment, que celles de « Anglo-Iranian Oil Co » et celles de la Sté des Pêcheries mixtes de la Mer Caspienne (S.P.M.C.) ne doivent pas être considérées comme purement iraniennes. Elles sont réalisées pour le compte de ces deux Sociétés et, sauf notre quote-part dans les

bénéfices et les dépenses qu'elles font pour payer leurs employés iraniens, leurs exportations ne rentrent pas dans le volume des exportations de notre pays. Les devises reçues en contre-partie ne viennent pas sur nos marchés. En même temps, nous ne comptons pas les importations faites par ces Sociétés pour les besoins de leurs installations ou de leur personnel, qui sont inscrites à leurs comptes particuliers. Mais, il reste encore deux catégories d'importations dans notre balance commerciale, qui sont exemptées des certificats d'exportation : l'une se fait par les particuliers pour les machines industrielles, agricoles et, dans ces dernières années, elle a pris une importance particulière. L'autre est à l'actif du Gouvernement, pour les besoins des Administrations et de l'armée, la construction du Chemin de Fer, etc...

De sorte qu'en additionnant ces chiffres avec ceux des importations, nous aurons les données suivantes :

EN MILLIONS DE RIALS

Années	Importations	Importations des machines agrico- les ou industr.	Importations pour le Gou- vernement	Totaux
1931-32	612	19,363	4,349	635,712
1932-33	522	31,308	56,357	609,665
1933-34	454,299	39,621	255,055	748,975
1934-35	520,614	31,259	125,408	677,281

Donc, nous pouvons donner comme total des exportations et des importations, dans les quatre années qui ont suivi la crise les chiffres ci-dessous :

ANNEES:	IMPORTATIONS:	EXPORTATIONS:
1931-32	635,712	702,094
1932-33	609,665	522,041
1933-34	748,975	466,125
1934-35	677,281	513,747

Pour pouvoir comparer l'état de nos échanges extérieurs après la crise et les mesures prises par le Gouvernement, avec la situation antérieure à cette époque, nous allons donner ci-dessous le total de ces échanges, dans les trois années qui ont précédé la crise :

ANNEES:	IMPORTATIONS:	EXPORTATIONS:
1928-29	819	480
1929-30	919	487
1930-31	810	458

Ainsi qu'on le voit dans les tableaux précédents, les importations ont diminué par rapport aux années antérieures à la crise, mais elles demeurent toujours supérieures aux exportations.

Il faut dire cependant que ce déficit provient, non pas, comme par le passé, des achats de produits de luxe ou de ceux dont le pays pouvait facilement se passer, mais des achats de machines et de ceux qui ont été faits pour les besoins du Gouvernement.

D'ailleurs, dans notre balance des comptes, ce déficit est compensé, dans une certaine mesure, par notre quote-part dans les bénéfices de « l'Anglo-Iranian Oil Co » (C.A.N.O.) et par les revenus de la Sté des Pêcheries de la Mer Caspienne (S.P.M.C.), ainsi que par les dépenses qu'elles font pour payer leurs employés en Iran.

Cela nous permet-il d'avoir une balance des comptes favorable ? Ce qu'on peut remarquer, c'est qu'un élément

défavorable y a pris une place toujours plus importante. Depuis les transformations apportées dans l'outillage et depuis l'évolution industrielle, le nombre des étrangers et des spécialistes qui travaillent chez nous s'est beaucoup accru. Malgré l'augmentation de cet élément, on peut dire que la situation de la balance des comptes s'est améliorée. Et cette amélioration est d'autant plus méritoire, qu'elle est apparue dans un moment très critique pour l'économie mondiale. Or, c'est précisément à ce moment que l'économie iranienne, privée d'organisations modernes et solides, avait le plus de chances de s'enliser; le déficit se serait accentué, si le Gouvernement n'avait pas réagi à temps.

On a critiqué les mesures prises par le Gouvernement et surtout la Loi du Monopole du Commerce, à la fois dans sa forme et ses modalités d'application, et dans son fond.

A ce dernier point de vue, on a objecté que ces mesures avaient eu pour conséquence la restriction des échanges extérieurs, alors que l'intérêt du pays exige, autant que possible, l'augmentation des transactions. Notre regretté collègue Mr. NAVAÏ dans « Les relations économiques irano-russes » critique les effets du régime du Monopole du Commerce sur un ton très catégorique. Nous citerons à ce sujet quelques passages de son livre :

« Certes, les lois du 25 février et du 11 mars 1931 ont mis un frein aux importations étrangères en Iran, mais elles ont lui nui à l'Entreprise et à l'initiative des commerçants; la paperasserie et les rouages administratifs compliqués découragèrent nos commerçants et empêchèrent le développement de notre commerce général.

Ce n'est pas seulement cette idée qu'on doit entretenir: Exporter le plus possible pour rétablir et améliorer la balance commerciale; mais il est nécessaire de rechercher

également quels sont les produits d'importation qui peuvent avoir une utilisation productive en Iran. Ces entraves ne font que diminuer le volume des transactions ».

Enfin, cet auteur croit que la loi du Monopole du Commerce n'avait aucune efficacité à l'égard du commerce avec les Russes; ces dernières n'ont pu remplir leurs engagements et contribuer à faire sortir les marchandises iraniennes. Il en commente ainsi les résultats: « Ainsi donc, les résultats de la loi du Monopole n'ont été satisfaisants, ni au point de vue de notre commerce général, ni pour nos transactions avec l'U.R.S.S. ».

Malgré notre grande estime pour le travail érudit et l'œuvre très documentée de notre regretté collègue, destinée à fournir les plus grandes précisions sur les relations économiques irano-russes, nous faisons de grandes réserves à l'égard de son appréciation sur les effets du Monopole du Commerce en Iran. D'abord, dans sa critique, Mr. NAVAÏ semble avoir confondu, dans ses appréciations sur le fond de la Loi du Commerce, des dispositions qui portaient plutôt sur l'institution du système du contingentement que sur le monopole effectif du commerce, avec la forme et l'exécution mêmes de la Loi. Si la paperasserie et la lenteur des rouages administratifs sont critiquables en général, dans tous les pays, cela ne touche en rien l'établissement du système du contingentement dans notre pays, pour équilibrer les exportations et les importations le plus favorablement possible.

Nous avons vu que, pendant deux siècles, cette liberté des échanges et l'initiative privée n'ont donné aucun résultat heureux chez nous. Pour notre part, nous pensons aussi, qu'il faut laisser la liberté aux initiatives privées. Mais à quelles initiatives? Seulement aux initiatives heureuses et conformes à l'intérêt du pays. Ce sont celles-ci que l'on a recherchées et encouragées, pendant ces der-

nières années, dans le domaine économique. Il faut dire que, même avec la bonne volonté d'une grande partie de nos commerçants, jouissant de toute la liberté commerciale, rien de nouveau n'a été instauré, avant cette intervention de l'État. Ces commerçants n'avaient aucune des organisations que possède le monde commercial moderne. Nous ne le leur reprochons pas, car ils manquaient de connaissances techniques. Mais, nous accusons certains d'entr'eux, de n'avoir pris en considération que leur intérêt momentané et individuel, achetant des millions d'objets de luxe, absolument inutiles et fantaisistes, avariés et soldés à l'étranger, pour les revendre dans le pays. Cette initiative privée, néfaste et contraire à l'intérêt général, devait être entravée dans l'intérêt de tous. Ce fut le but de la Loi du Monopole du Commerce. Quant à la dernière remarque de M. Navaï concernant notre commerce avec la Russie, il est bien entendu que les Russes n'ont pas rempli leurs engagements pour les achats de nos produits en échange de ceux qu'ils nous vendaient; mais ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas pu: c'est parce qu'ils n'ont pas voulu les remplir. Qu'est-ce qu'ils nous achetaient? Des matières premières nécessaires à leurs industries et des matières alimentaires dont ils manquaient à ce moment là. Les Russes, qui avaient eu, en fait, le monopole d'une grande partie de notre commerce extérieur pendant plus d'un siècle, et qui nous imposaient toutes leurs conditions, n'étaient pas contents de voir le pays tout entier se révolter contre leur emprise. Quand ils ont vu qu'un Gouvernement fort avait pris la direction de l'économie et n'acceptait pas désormais leur manière d'agir avec nos commerçants, ils ont cherché, à tout prix, à paralyser notre commerce, et se sont efforcés de nous vendre sans nous acheter.

Or, avec ce que nous avons déjà expliqué dans les deuxième et troisième parties de cet ouvrage, on peut fa-

cilement constater que l'économie iranienne n'a apporté des restrictions à ses échanges extérieurs, que lorsqu'elle s'y est vue obligée. Ces restrictions que le monde entier, après la crise, a mises en vigueur, pouvaient condamner notre pays et son commerce extérieur à la ruine.

Déjà, malgré la baisse de notre monnaie à plus de 50 % de sa valeur initiale et malgré les efforts du pays pour encourager les exportations, ces dernières n'ont pas sensiblement augmenté, même en tenant compte de la dépréciation de la monnaie. Quelle aurait pu être la situation, si ces efforts n'avaient pas été accomplis ? Il faut donc conclure que nous n'avons pas pris l'initiative de restreindre notre commerce extérieur, mais que nous avons été forcés de suivre la ligne de conduite que le monde s'était tracée. Prenons, par exemple, l'Angleterre, avec sa politique séculaire de libre-échange : le jour où elle a vu ses intérêts économiques menacés par ces restrictions, elle a abandonné sa politique traditionnelle et a recouru à des mesures protectrices de son économie nationale.

L'Iran, qui n'a aucun esprit d'autarcie économique, supprimera tous les obstacles légaux aux échanges extérieurs, dès que le monde aura, dans un esprit de collaboration internationale, enlevé les entraves mises volontairement au commerce international et lui aura rendu plus de liberté.

Quant à la forme et à l'exécution de ces mesures, elle n'a pas été très satisfaisante au début. Les formalités administratives d'une part, la nouveauté des mesures et l'inexpérience des agents chargés de les exécuter d'autre part, avaient laissé, au début le commerce du pays dans des difficultés sans précédents. Les commerçants se plaignaient de ce que le commerce était paralysé et les agents commerciaux étrangers qui voyaient leur liberté d'action limitée, cherchaient à soulever une certaine agitation dans le milieu des commerçants. Mais avec l'évolution et la marche du temps, le

pays a pris l'habitude de la réforme et les rouages fonctionnent actuellement beaucoup plus aisément. Sans croire que les résultats escomptés par le Gouvernement dans le sens de l'équilibre des transactions et de la balance commerciale, soient tout à fait atteints, nous pensons qu'avec la violence de la crise contemporaine et l'embarras du monde entier, le fond et les principes des mesures prises chez nous ont été tout à fait conformes à l'intérêt du pays. Les effets déjà acquis sont, à ce point de vue très appréciables.

Dans le N° 7 du bulletin de la Banque Mellie Iran, on trouvera une étude comparative de l'évolution du commerce extérieur de l'Iran avec le commerce mondial, dès le début de la crise. Elle nous paraît intéressante pour notre étude et nous allons en reproduire les données essentielles.

Dans cette étude, on a pris le volume du commerce en 1929 comme base de comparaison, en lui donnant l'indice 100. En voici le résultat :

1. — INDICES DE LA VALEUR OR DU COMMERCE IRANIEN :

Années	a) importations	b) exportations	a) et b) ensemble
1308	100	100	100
1309	84,55	85,07	84,73
1310	41,49	85,90	56,99
1311	28,81	45,90	34,78
1312	31,78	45,95	36,72

Pour le commerce mondial, on obtient, d'après les indices mensuels de la S.D.N., les chiffres ci-dessous :

2. — INDICES DE LA VALEUR OR DU COMMERCE MONDIAL (Importations et exportations des marchandises seulement) :

1929	(année civile)	100
1930-1931	(Avril-Mars)	74,09
1931-1932	(Avril-Mars)	47,50
1932-1933	(Juillet-Juin)	35,92
1933-1934	(Juillet-Juin)	34,8

Mais, comme on a souvent objecté que le métal or, après l'abandon de l'étalon or, ne devait pas être la mesure des indices de valeur on trouve également les indices de valeur exprimés en Livres Sterling, comme dans les publications de la S.D.N.

3. — INDICES DE LA VALEUR EN LIVRES STERLING DU COMMERCE MONDIAL (Commerce spécial — marchandises seulement) :

Années	a) importations	b) exportations	a) et b) ensemble
1929	100	100	100
1930	81,7	80,2	81
1931	62,7	61,4	62,1
1932	54,5	54,2	54,4
1933	51,5	52,2	51,9
1934	54,6	55,7	55,1

4. — INDICES DE LA VALEUR EN LIVRES STERLING DU COMMERCE IRANIEN (Marchandises seulement) :

Années	a) importations	b) exportations	a) et b) ensemble
1308	100	100	100
1309	84,49	85,01	84,67
1310	49,19	101,83	67,56
1311	41,13	65,54	49,65
1312	49,41	71,45	57,10

Comme les périodes indiquées dans le tableaux ne coïncident pas tous à fait avec celles du tableau 4, il faut noter que leur comparaison ne donne pas une idée exacte des deux valeurs pour des périodes déterminées.

Enfin, le Bulletin précité donne des indices du quantum du commerce extérieur de l'Iran et du monde, en tenant compte des quantités pondérées par des prix en vigueur en 1308.

Les voici :

5. — INDICES DU QUANTUM DU COMMERCE IRANIEN :

Années	a) importations	b) exportations	a) et b) ensemble
1308	100	100	100
1309	85,27	84,90	85,22
1310	56,33	96,80	72,74
1311	48,37	83,01	59,58
1312	54,57	83,60	63,91

6. — INDICES DU QUANTUM DU COMMERCE MONDIAL :

1929	(année civile)	100
1930-1931	(avril-mars)	91,1
1931-1932	(avril-mars)	80,4
1932-1933	(juillet-juin)	72,8
1933-1934	(juillet-juin)	76,68

CHAPITRE II.

L'influence des mesures prises par le Gouvernement sur le marché des changes et le taux de la monnaie.

Nous avons remarqué que, dans la violence de la crise, la valeur de notre monnaie, sous l'influence de différents facteurs, baissa d'une façon très forte et désastreuse pour l'économie du pays.

C'est alors que le Gouvernement prit différentes mesures pour stabiliser la valeur de la monnaie iranienne.

- Nous allons voir le résultat positif que notre pays a tiré de ses tentatives monétaires et dans quelle mesure le prix de notre monnaie a évolué.

Pour stabiliser notre monnaie, la première tâche était d'en dissocier la valeur de celle de l'argent métal et, pour cela, on s'était proposé d'abandonner l'étalon-argent pour l'étalon-or.

Mais cette première tentative n'a pu être mise à exécution, par suite de raisons d'ordre international et surtout à cause de la dévaluation de la Livre Sterling. Le Gouvernement était obligé de porter ses efforts sur d'autres terrains et de chercher la stabilisation de la monnaie par l'équilibre de l'offre et de la demande des devises.

Les premières mesures furent prises dans la Loi du Contrôle des Devises, qui, comme nous l'avons vu, n'a pas eu au début, des conséquences très heureuses.

Elle donna un prétexte aux spéculateurs, pour troubler l'esprit des détenteurs des devises et spéculer sur le prix réel des devises étrangères.

Cette Loi a été suivie de la Loi sur le Monopole du Commerce et, en réalité, c'est après cette dernière mesure que les efforts du Gouvernement sont devenus fructueux.

De sorte qu'une fois l'équilibre de la balance commerciale réalisé dans une certaine mesure, les milieux économiques et commerciaux, pouvaient reprendre confiance dans la réussite des mesures prises par le Gouvernement et dans l'avenir de l'économie du pays. Le marché monétaire reprendra son aspect normal et le prix de notre monnaie évoluera, sinon vers la stabilité absolue, du moins sera soustraite à l'influence de la spéculation.

Le Gouvernement, satisfait des conséquences heureuses de ces mesures, trouve que désormais notre monnaie peut

se comporter normalement. Il n'est plus nécessaire de contrôler le marché des devises et, par une Loi du 14 février 1932, le contrôle des transactions et des cours des devises étrangères est supprimé.

L'article 1^{er} de cette Loi est ainsi conçu :

ARTICLE 1^{er} : « A partir de la date d'approbation de cette Loi, les transactions et les cours des devises étrangères seront libres. Mais le Gouvernement est tenu de proposer au Parlement, en cas de nécessité, des dispositions relatives au contrôle et aux cours des devises étrangères ».

Mais l'article 22 de la même Loi restreint la portée de cette liberté, en stipulant que :

ARTICLE 2 : « Les obligations des exportateurs, telles qu'elles sont définies par l'Article 13 du Supplément à la Loi du Monopole du Commerce Etranger, voté le 20 Esfand 1309 (11 mars 1931), restent en vigueur comme précédemment (1). Les devises acquises par cette voie seront gardées par le Gouvernement dans un compte spécial et affectées en premier lieu aux possesseurs de licences d'importation acquises en vertu de certificats d'exportation pour lesquels des engagements de devises auraient été pris ».

Et ce n'est que l'année suivante, c'est-à-dire à la date du 30 mai 1933, par suite de la suppression de prescriptions de la Loi du Monopole du Commerce Etranger relatives aux devises étrangères, que ces obligations sont définitivement supprimées.

Le Parlement autorise le Gouvernement par le vote de la Loi du 10 mai 1933 à prendre de nouvelles dispositions concernant les devises étrangères, dans le cas où il le ju-

(1) Rappelons les obligations stipulées par l'Article 13 qui étaient conçues dans les termes suivants : « Tout exportateur est tenu de vendre au Gouvernement, dans le délai pour lequel il se sera engagé au moment de l'exportation et dont le maximum sera de 8 mois, ses devises étrangères au cours du Rial fixé au moment de l'évaluation de ses exportations ».

gerait opportun. Après les avoir mises en vigueur, à titre d'essai, pendant une période de 3 mois, le Gouvernement devra les soumettre à l'approbation du Parlement.

Si l'on examine l'évolution du cours de notre monnaie d'après les tableaux, ci-après, 1 et 2, pendant les années 1311 (1932-1933) et 1312 (1933-1934), on constate qu'au début de l'année 1311, il y avait encore une tendance vers la baisse. De sorte que la Livre Sterling qui cotait en Farvardine (mars-avril) 92,4 Rials (1) s'est élevée jusqu'à 111 (point maximum) en Mordad (juillet-août 1932).

TABLEAU 1.

Le cours de la Livre Sterling en Rials.

Il est comparé aux éléments suivants: Le prix d'une once d'argent à Londres en pence, la parité de l'argent en Rials et cette parité plus les frais de transport à Londres, soit 6 %, pendant:

L'ANNEE 1311 (21-3-1932 — 23-3-1934)

Dates	Cours de la Livre Sterling en Rials	Prix de l'argent	Parité de l'argent en Rials	Parité de l'ar- gent plus 6 %
Farvardine 1311	92,4	17,2	96,9	102,7
Ordibehecht	98	17	98	103,9
Khordad	105,6	16,9	98,6	104,5
Tyr	109,7	16,8	99,2	105,2
Mordad	111,1	17,7	94,2	99,9
Chahrivar	105,4	18,1	92,1	97,6
Mehr	103,6	17,7	94,2	99,9
Aban	100,4	18,1	92,1	97,6
Azar	99,6	17,5	95,2	100,9
Dey	101,1	17,6	99,8	105,8
Bahman	104,2	16,9	98,6	104,5
Esfand	105	17,5	95,2	100,9

(1) Ces données sont reproduites des Bull. de la Banque Mellie Iran.

TABLEAU 2.

L'ANNEE 1312 (21-3-1933 — 21-3-1934)

Dates	Cours de la £ en Rials	Prix de l'argent	Parité de l'argent	Parité de l'ar- gent et frais
Farvardine 1312	102,9	17,8	93,6	99,2
Ordibehecht	98,0	19,4	85,9	91,1
Khordad	86,7	19,1	87,3	92,5
Tyr	83,9	18,4	90,6	96,0
Mordad	81,3	17,9	93,1	98,7
Chahrivar	78,8	18,1	92,1	97,6
Mehr	76,2	18,3	91,1	96,6
Aban	79,4	18,4	90,6	96,0
Azar	84,7	18,5	90,1	95,5
Dey	83,6	19,2	86,8	92,0
Bahman	80,3	19,7	84,6	89,7
Esfand	77,7	20,4	81,7	86,6

Mais pourquoi cette baisse?... Nous savons qu'à partir du 21 mars de cette année, notre monnaie est complètement rattachée à l'argent par la Loi de réforme monétaire du 22 Esfand 1310 (13 mars 1932). Si l'on admet l'opinion des auteurs qui attribuent les fluctuations de notre monnaie purement et simplement à celles du métal argent, cette baisse ne devrait pas être aussi accentuée, parce que le prix de l'argent métal (coté à Londres en pences par onces standard) n'avait pas subi une grande fluctuation pendant ce temps :

Farvardine (mars-avril) : 17,2,

Mordad (juillet-août) : 17,7.

Par ailleurs, nous savons que les cours de la Livre Sterling et de toutes les devises étrangères, à la suite de la Loi du 19-2-1932 sur la liberté des transactions et des cours des devises étrangères, étaient cotés librement sous l'influence du jeu normal de l'offre et de la demande. C'est ici qu'il faut chercher la raison de cette baisse.

Les devises étaient cotées sur les marchés libres, où se faisaient les transactions des dites devises, mais, l'Article 2 de la Loi mentionnée ci-dessus obligeait les exportateurs à vendre au Gouvernement leurs devises. Ce qui diminuait les offres des devises sur les marchés et en augmentait naturellement le prix. Mais, à partir de Chahrivar, (août-septembre), 105,4 - la tendance du marché monétaire changeait de sens et tendait vers la hausse. De sorte qu'en Azar (septembre-octobre) la Livre cotait 99,6 Rials. Mais une fois de plus, la Livre monta et fut cotée en Esfand (février-mars 1933) ou à la fin de l'année 1311 à 105 Rials.

Cette dernière fluctuation n'était pas très accentuée ni anormale, surtout sur un marché monétaire comme le nôtre, où plusieurs facteurs agissaient ensemble. De pareils changements se produisaient constamment après la crise.

C'est à partir de Farvardine 1312 (mars-avril 1933) que la baisse des devises s'accroissait et continuait pendant toute l'année, de sorte qu'en Mehr (septembre-octobre 1933) elle était cotée 76,2 et à la fin de l'année 1312 (février-mars 1934) 77,7.

Sans vouloir entrer dans les différentes explications qu'on a données à propos de cette hausse accentuée de notre monnaie ou de la baisse des devises étrangères, nous ferons une observation brève sur ce qui nous semble le plus plausible.

A coup sûr, depuis que notre monnaie était rattachée à l'argent, les fluctuations du prix de ce dernier influençaient grandement le cours de la première. Or, pendant l'année 1312 (1933-1934) le prix de l'argent monta de 17,8 (mars-avril) — coté de Londres en pences par once standard — à 20,4 (février-mars 1934).

Mais, si la hausse du prix de l'argent était un facteur influent, ce n'était pas un facteur décisif.

Nous attribuerons cette cause décisive à l'offre et à la

demande de devises étrangères.

Comme nous le savons, c'est en mai de cette année que les derniers vestiges de la loi du Contrôle des Devises étaient supprimés. Désormais, les exportateurs n'avaient pas l'obligation de vendre leurs devises au Gouvernement, ils les apportaient sur le marché libre, ce qui augmenta beaucoup l'offre par rapport à l'année précédente. C'est sous l'influence de ce facteur qui était à proprement parler quantitatif que la hausse de notre monnaie a dépassé les proportions de la hausse de l'argent.

D'ailleurs, ce facteur purement quantitatif avait des répercussions d'ordre qualitatif et psychologique.

Déjà, l'équilibre relatif de la balance commerciale ou plutôt des transactions commerciales, avait eu des effets heureux dans les milieux économiques, neutralisant dans une certaine mesure l'action des spéculateurs.

Cet optimisme s'est renforcé quand on a donné la liberté des transactions et des cours aux devises étrangères. Ce mouvement optimiste, qui a pris à un certain moment des aspects spéculatifs, en considérant toujours la hausse du prix de l'argent, a donné à notre monnaie ces cours très élevés.

Mais, ce que cherchait notre Gouvernement par ces mesures, n'était pas cette hausse exagérée qui portait tort à l'économie du pays.

Déjà, depuis la crise, un nombre considérable de pays avaient cherché des remèdes à leur situation économique éprouvée, par la baisse et la dévalorisation de leur monnaie.

Comment notre pays pouvait-il rester passif devant cette hausse qui menaçait de nuire sérieusement à nos exportations ? Le Gouvernement, dans toutes ses tentatives monétaires, cherchait à stabiliser notre monnaie autour d'une valeur moyenne, ni trop élevée, ni trop basse. Cette limite

ne devait pas imposer une trop lourde charge à notre pays dans ses achats et ses dépenses variées à l'extérieur. En même temps, elle ne devait pas faire tort à nos exportations. Cette limite a été fixée, avant la dévalorisation de la Livre Sterling : à 100 Rials la Livre et, après cette dévalorisation à 80 Rials.

Mais, est-ce que les mesures prises ont donné le résultat attendu ? Autrement dit, a-t-on réussi à stabiliser le cours de notre monnaie ?

Avant de nous engager dans des explications détaillées, nous dirons que cette stabilité ne s'est réalisée que partiellement.

Malgré toute la bonne volonté des dirigeants et des responsables de nos affaires monétaires, malgré toute la bonne volonté du Gouvernement pour assurer à l'économie nationale une monnaie assez stable, on n'a pas pu arriver, depuis la crise monétaire, à donner un cours stable à notre Rial, pendant un temps assez long.

Durant de courtes périodes, on arrivait à stabiliser la monnaie, mais des facteurs d'ordre international venaient troubler nos efforts et faire dévier une fois de plus la marche normale des cours monétaires.

Après avoir abandonné notre étalon monétaire pour adopter l'étalon or, notre monnaie a bien souffert des variations naturelles ou même artificielles qui survenaient dans le prix de l'argent métal.

Toute l'histoire monétaire de l'année 1313 (1934-1935) est pleine des soubresauts des prix de l'argent, par suite de la politique de revalorisation de l'argent métal aux États-Unis. D'autre part, comme notre commerce extérieur s'effectue en général en devises étrangères, nos exportateurs ainsi que les milieux commerciaux et industriels disposent toujours de réserves assez considérables en devises étrangères, de sorte que les fluctuations des prix de ces devises sur les

marchés internationaux se répercutent grandement sur l'offre et la demande de ces devises dans notre pays. D'autant plus que le cours des devises étrangères chez nous, qui était coté en Livres Sterling, subissait aussi des changements brusques par suite des variations du cours de la Livre Anglaise. Si bien, au milieu de l'année 1313 (1934-1935), la Banque Nationale remplaça la Livre par le Franc Français comme base des cotations des autres devises.

Or, les facteurs d'ordre international et les crises monétaires successives qui commencèrent par la chute de la Livre pour se poursuivre jusqu'à la dernière dévaluation des monnaies du bloc or, ont eu leurs répercussions dans notre pays et se sont ajoutés aux facteurs intérieurs d'ordre monétaire ou économique rendant très lourde la tâche du Gouvernement qui voulait donner une stabilité durable à notre monnaie.

Déjà en 1933, le Parlement, sur la demande du Gouvernement, en abrogeant les prescriptions de la Loi du Monopole du Commerce Étranger relatives aux devises étrangères, l'avait autorisé à prendre de nouvelles dispositions, dans le cas où il se trouverait opportunes. (1)

C'est le Directeur du Département du Commerce qui a donné les explications suivantes sur la présentation de ce projet de loi (2) :

« Des fluctuations continuelles et considérables se produisent, depuis quelque temps, dans le cours des devises, et ne permettent pas au Gouvernement de prendre une décision définitive à leur égard, par l'élaboration d'un projet de Loi comportant des articles précis. Ces fluctuations soudaines que les plus experts en questions bancaires et financières ne peuvent prévoir, jettent le trouble dans les plus grandes bourses du monde et la panique dans tous les pays. »

(1) Voir page 281.

(2) Bulletin périodique de la Chambre de Commerce Franco-Persane n. 14.

« Vous conviendrez avec moi qu'au moment où la situation des devises est si trouble, il est difficile de donner une forme précise, légale, à un sujet vague, pouvant changer considérablement d'un moment à l'autre. »

« C'est précisément en vue d'éviter toute déception que le Medjless (Parlement) est sollicité d'autoriser le Gouvernement à prendre des dispositions provisoires, pendant quelques semaines, au sujet de la situation des divises jusqu'à ce que l'atmosphère nuageuse des grands marchés financiers redeviennent sereine. »

Mais, l'atmosphère n'est jamais redevenue bien sereine. Et pendant les deux années 1313 (1934-1935) et 1314 (1935-1936), aussi bien à cause des fluctuations de la Livre et du Dollar qu'en raison de la revalorisation de l'argent métal, notre change a subi des fluctuations qui auraient pu être très violentes si le Gouvernement n'avait pas réagi constamment pour le stabiliser.

Enfin, vers la fin de l'année 1314, exactement le 10 Esfand (1^{er} mars 1936), le Gouvernement, déçu des résultats de la liberté des cours du change chez nous, a fait voter par le Parlement la nouvelle Loi sur le contrôle des devises étrangères qui est toujours en vigueur dans notre pays.

L'Article 2 donne les motifs de son institution :

« En vue d'équilibrer le compte des devises du pays et pour surveiller toutes les affaires et transactions relatives aux devises, une commission, appelée « Commission des Devises », sera constituée au Ministère des Finances ; elle sera composée de Représentants du Ministère des Finances, de l'Administration Générale du Commerce et de la Banque Mellie Iran ».

Ainsi que le prévoyait la Loi, à dater de sa mise en application, tout achat, vente, cession et toutes autres transactions sont subordonnées à l'autorisation de cette Commis-

sion. L'achat des devises en vue des importations, ainsi que tout transfert de devises seront subordonnées au Djavâz (lettre de permission) de cette Commission et seront effectuées exclusivement par l'intermédiaire des Banques autorisées par l'Etat.

Depuis cette date, le cours des devises est fixé par la Commission, avec l'approbation du Conseil des Ministres, sur la base d'un cours d'achat de 80 et d'un cours de vente de 80,5 Rials pour la Livre.

Ce cours est resté très stable, coïncidant avec la stabilité du prix de l'argent entre 19,5 et 20 pence par once standard sur le marché de Londres, ce qui correspond à une parité de 85 à 83 Rials par rapport à la Livre Sterling.

La Commission assure toujours ses fonctions et les devises sont bien contrôlées; il reste très difficile de s'en procurer.

Nous terminons cette Section en faisant remarquer que, dans l'embarras économique et monétaire que le monde a traversé depuis la crise de 1929, pour un pays comme le nôtre il était impossible d'avoir une monnaie stable. Et les mesures prises par notre Gouvernement, bien qu'elles ne soient pas approuvées par les spécialistes monétaires dans tous leurs détails, ont cependant réussi à protéger, dans la mesure du possible, les intérêts du pays, sans léser les intérêts de la société internationale.

CHAPITRE III.

Effet des mesures prises sur les prix de gros et de détail et le coût de la vie.

Avant la nouvelle évolution des organisations économiques du pays, non seulement les éléments nécessaires pour étudier les mouvements des prix intérieurs manquaient,

mais la divergence des prix pour une même marchandise, dans les différentes régions, rendaient son étude inutile. Mais une fois l'évolution actuelle accomplie, l'homogénéité des prix s'est réalisée dans tout le pays et c'est la Banque Mellie Iran, qui, dans son Bulletin N° 8, a fait le premier essai de l'établissement d'un indice des prix de gros. C'est sous les auspices de cette Banque qu'un des plus importants facteurs économiques vient d'être révélé au public et aux milieux économiques.

Mais cet essai a été fait seulement pour 1314 et le Bulletin a étudié l'évolution des prix pendant l'année 1314 (1935-1936) pour 65 articles ainsi répartis :

- a) marchandises d'importations (13 articles);
- b) marchandises d'exportations (26 articles);
- c) marchandises produites et consommées principalement à l'intérieur du pays (26 articles).

D'après cette étude, les prix de gros dans l'année 1314 (1935-1936) ont évolué de la façon suivante :

INDICES DES PRIX DE GROS A TEHERAN EN 1314
(Moyenne des prix en Farvardine (21 mars - 21 avril 1935)

1314 = 100

Mois	Articles d'importations	Articles d'exportations	Articles nationaux
Farvardine			
21 mars-21 avril 1935	100	100	100
Ordibehecht	99,10	100,70	104,60
Khordad	96,60	100,10	102,80
Tyr	104,10	106,40	107,40
Mordad	105,30	108,80	112,70
Chahrivar	108	110,20	115,20
Mehr	113,50	112,60	116,40
Aban	113,50	113,90	118,60
Azar	108,90	117,40	113,90
Dey	103,50	110,40	117,50
Bahman	103,40	109,70	117
Esfand	103,70	118,90	114,20

Comme on le voit dans ce tableau, les prix de gros à Téhéran ont augmenté pendant toute l'année 1314 (1935-1936) ; mais moins pour les articles d'importation que pour les deux autres catégories d'articles. Quant aux articles d'exportation, ils marquent une certaine reprise, tant à cause des achats de certains pays, tels que l'Amérique, l'Angleterre, etc..., que par la conclusion de la Convention commerciale avec la Russie et en raison des achats de ce dernier pays. Au contraire, pour la troisième catégorie, c'est-à-dire, pour les articles nationaux qui sont en général produits et consommés à l'intérieur du pays, on remarque que la cherté continue de la vie va en augmentant dans ces dernières années, ainsi que nous le verrons par la suite.

En tout cas, le travail et l'étude commencée par la Banque Mellie Iran est très appréciable et pourra nous servir dans l'avenir. Mais cela ne suffit pas, pour nous donner tous les documents nécessaires à la comparaison des prix et du coût de la vie, avant et après la crise. C'est pourquoi nous sommes obligés d'exposer nos appréciations sous une forme générale, sans pouvoir les baser sur des statistiques précises. D'abord, en ce qui concerne les prix de gros, il faut faire une distinction entre les articles d'importation, ceux d'exportation et les produits nationaux.

Les premiers, ont beaucoup augmenté, cela à cause des mesures prises par le Gouvernement, et aussi en raison de l'institution du Monopole du Commerce. Au moment et avant l'intervention de ces mesures, ces articles entraient librement dans le pays, sans payer de droits de douane élevés ; ils se vendaient sur le marché national. Les pays importateurs se faisaient d'ailleurs concurrence pour conquérir notre marché, ce qui rendait le prix de vente de ces produits relativement bas.

Mais, après l'institution du Monopole du Commerce et des autres mesures concernant son application ou relatives à

l'équilibre des devises, ces articles ont été lourdement grevés. Déjà, le prix d'achat des certificats d'exportation augmentait sensiblement; d'autant plus que, par suite de la baisse de notre monnaie et de son pouvoir d'achat, et malgré la baisse des prix mondiaux, nous étions obligés de les payer plus cher avec notre monnaie dévalorisée.

Et, par conséquent, on peut dire que les prix de gros des articles d'importation, dans notre monnaie, ont monté considérablement, après la crise et les mesures prises à la suite de celle-ci.

Quant aux prix des articles d'exportation, ils ont suivi la baisse des prix mondiaux et la restriction du commerce mondial par la fermeture des ports de commerce. Le Gouvernement a essayé de ne les grever d'aucune charge. Le manque d'acheteurs, surtout pour les articles qui n'avaient pas d'autres débouchés que celui de la Russie, (comme le riz), les fit tomber à un prix qui ne couvrait même pas le coût de revient.

On sait bien que si, jusqu'à ces derniers temps notre production n'a pas bénéficié des perfectionnements de la technique moderne, économiquement parlant, il y avait l'avantage des bas salaires et grâce au coût de la main-d'œuvre on pouvait supporter, dans une certaine mesure, la baisse des prix de vente. Mais après la crise, les prix de quelques articles de nos exportations ont tellement baissé que, en dépit de cet avantage, nous n'avons pu résister et que nous fûmes obligés par exemple de fermer des ateliers de tapis et d'abandonner des rizières ou d'y substituer d'autres cultures.

C'est à partir de 1314 (1935-1936) que, grâce au retour de la clientèle de certains pays et à la conclusion de la Convention avec la Russie, les prix de ces articles ont monté un peu. Mais la restriction des marchés mondiaux et la fermeture des frontières par de forts droits de Douane

pèsent toujours sur eux. Et ce sont ces mêmes restrictions qui nous obligent à ne pas augmenter les contingentements de nos importations, pour sauvegarder dans la mesure du possible l'équilibre entre nos exportations et nos importations.

Quant à nos articles nationaux, leurs prix de gros auraient dû baisser s'ils n'avaient pas eu à supporter les nouvelles charges et la hausse des prix des articles d'importation que nécessite leur fabrication et, en général la hausse du coût de la vie. En tout cas, leur hausse est insignifiante à côté de celle des prix de détail que nous allons étudier maintenant.

Les prix de détail de tous les articles ont monté depuis la crise, d'une manière sensible. C'est un fait qui peut paraître en contradiction avec les conséquences de la crise. Dans le monde entier, les prix de détail n'ont pas suivi la baisse accentuée des prix de gros, mais ils ont baissé cependant dans une certaine mesure.

Il est bien certain qu'il y a des éléments, dans les prix de détail, qui ne peuvent baisser ou suivre la baisse des autres éléments. Les impôts et les charges publiques augmentent, même pendant la crise. C'est justement l'augmentation de ces charges aussi bien que la cherté des prix des articles d'importation, la hausse des salaires etc..., qui ont fait monter beaucoup les prix de détail. Or, notre pays était en pleine évolution. Il était l'objet d'une rénovation accélérée dans tous les domaines, situation extrêmement lourde pour l'État aussi bien que pour les particuliers.

L'exécution des grands travaux publics, ainsi que la reconstruction des villes, ont fait monter le prix de la main-d'œuvre. Les ouvriers des entreprises et des chantiers privés ont réclamé les mêmes augmentations. D'ailleurs, leurs salaires étaient jusqu'alors si bas, que presque toutes les réclamations étaient justifiées.

La rénovation des villes et des différents services d'urbanisme, la construction des routes, des chemins de fer, etc... ont augmenté considérablement les impôts établis par l'Etat et les municipalités. Tous ces facteurs influaient grandement sur le coût de la vie.

On peut en avoir une idée quand on apprend que les recettes portées au budget de l'Etat, qui étaient en 1305 (1926-1927) de 256 millions de Rials, ont dépassé, pour l'année 1315 (1936-1937) 1 Milliard de Rials; et pourtant dans ces recettes, on ne voit ni les recettes des Monopoles des sucres et des thés, destinées à la construction des chemins de fer, ni les taxes municipales des différentes villes, lesquelles ne rentrent pas dans le budget de l'Etat. Ces taxes n'en pèsent pas moins sur les budgets des contribuables et, par conséquent, ajoutent à la cherté de la vie.

A ce propos, on peut faire une distinction entre les gens qui ont des revenus fixes et ceux qui ont des revenus variables.

Dans le cas de perte du pouvoir d'achat d'une monnaie, ce sont les gens de la première catégorie qui sont le plus durement frappés. Ayant un revenu fixe, ils ont perdu leur pouvoir d'achat, dans la mesure de la perte subie par la monnaie et de la cherté de la vie qui en résulte. Par contre, ceux qui appartiennent à la deuxième catégorie parviennent à augmenter leurs ressources, sinon dans une proportion égale à la perte de leur pouvoir d'achat, du moins dans une proportion assez voisine de cette perte.

C'est exactement le même phénomène qui s'est produit chez nous.

Les commerçants, les petits marchands et les industriels, en augmentant leurs prix de vente, sont parvenus à compenser la perte du pouvoir d'achat de la monnaie et même à augmenter leurs revenus. Les ouvriers et une partie des salariés ont obtenu l'augmentation de leurs salaires. Tandis

que les fonctionnaires de l'Etat, touchant un traitement qui n'a pas changé depuis 10 ans, ont certainement été ceux qui ont le plus souffert parmi toutes les catégories de la population iranienne.

Nous terminerons donc cette section en rappelant que les mesures prises par notre Gouvernement ont nécessité une augmentation des différentes catégories d'impôts et, par conséquent, ont pesé très lourdement sur le coût de la vie chez nous.

Celle-ci est devenue beaucoup plus chère qu'auparavant.

Mais, devant le grand devoir qui s'imposait à tous, en vue du sauvetage du pays, tous ces sacrifices ont été librement acceptés pour atteindre au résultat final que nous voyons poindre seulement à notre horizon économique.

CHAPITRE IV.

Effet de ces mesures dans nos relations commerciales avec les pays étrangers.

Ayant étudié dans les trois sections précédentes les appréciations et les conséquences des mesures prises contre les répercussions de la crise dans notre pays, au point de vue intérieur et purement iranien, nous allons étudier dans cette section, ses effets au point de vue international. Nous examinerons donc, comment nos relations commerciales avec les autres pays se sont modifiées par suite de notre action contre la crise. Nous savons que, dans la Société économique actuelle, la moindre action intérieure, qui affecte les relations internationales, peut avoir des conséquences plus ou moins graves sur la situation économique de chaque pays. La liberté d'action, mise en jeu dans l'intérêt national, se heurte toujours à des représailles de la part des pays qui se trouvent lésés. Mais, avons-nous lésé,

dans nos réactions internes, les intérêts des autres nations ou l'intérêt général de la société internationale ?

Nous espérons, par nos explications précédentes, avoir pu déterminer la vraie portée de ces mesures et les raisons qui les justifiaient, même au point de vue international. Au moment où la crise nous a frappés, la situation économique de notre pays, qui était déjà bien précaire, est tombée dans un embarras et un malaise tels, que, sans une réaction énergique, nous étions condamnés à la ruine. Or, l'intérêt général de la Société internationale, aussi bien que l'intérêt de chacun de ses membres, exigent que chacun d'eux soit riche, fort et solvable. Après la crise, toutes les portes étaient fermées à nos exportations. Comment pouvions-nous payer nos achats à l'extérieur ? Même si, par des mesures qui tendaient à rétablir l'équilibre de la balance commerciale, nos achats à l'extérieur n'étaient pas restreints, ces achats diminuaient d'eux-mêmes, par le fait que nous n'avions pas à l'extérieur un crédit sans limites et que nos fournisseurs ne nous donnaient pas leurs marchandises gratuitement.

En tout cas, les mesures prises par notre Gouvernement, bien qu'elles aient eu un effet momentané et apparent de restriction des échanges extérieurs et qu'elles aient atteint, par conséquent, tous les pays qui entretenaient des relations commerciales avec nous, n'ont pas, à proprement parler, provoqué de représailles. Ces pays les ont admises et, par une rapide adaptation, ils ont transformé peu à peu leur politique commerciale à notre égard, pour la faire rentrer dans les limites des mesures prises par notre Gouvernement.

Après l'institution du monopole du commerce extérieur, plusieurs pays ont contracté avec nous des conventions commerciales. Dans toutes ces conventions, l'équilibre des transactions entre les deux pays est organisé sur de nou-

velles bases.

Ainsi, avec la Russie, nos échanges sont désormais réglés d'après deux conventions nouvelles.

La première, conclue en 1931, est entrée en vigueur le 22 juin 1932 et a pris fin le 22 juin 1935. La seconde a été conclue à Téhéran, à la date du 27 août 1935, pour une durée de 3 ans, à partir du 22 juin 1935.

La première de ces conventions est bien critiquée dans les milieux économiques iraniens. Ceux-ci estiment qu'elle était beaucoup plus profitable aux Russes qu'à notre pays.

En effet, bien que les échanges entre nos deux pays, suivant les prescriptions de cette convention, fussent basés sur le principe de la balance nette (équivalence entre les exportations des produits iraniens en Russie et les importations russes en Iran), nous accordions quelques avantages aux Russes.

Les Russes avaient la priorité pour nous fournir le sucre et les allumettes, etc..., tandis qu'il n'y avait pas de privilège semblable à notre profit dans la convention (1).

Au contraire, dans l'accord de 1935, non seulement le Gouvernement de la Russie, par l'alinéa 1 de l'Article 10 «... consent à acheter (pendant la durée de la validité du présent Traité), au Gouvernement iranien les marchandises suivantes: coton, jute, laine, peaux, (non travaillées), riz et fruits secs », en échange du consentement du Gouvernement de l'Iran pour les achats en Russie « du sucre, des allumettes, des cotonnades, ciments, machines et outils agricoles, installations industrielles pour les usines de nettoyage du coton et rizeries, installations pour silos (élevateurs, machines et stations électriques) », mais il est prescrit que, pendant toute la durée de la convention, la somme totale des achats de chacun des deux Gouverne-

(1) Voir le « Régime douanier de l'Iran » de M. Hadi Khorassani, pag. 200 et suivantes, Paris 1937.

ments doit être équivalente.

Par conséquent, nous voyons que, même la Russie, qui ne voyait pas favorablement, au début, les mesures économiques prises par notre Gouvernement, s'en est accommodée. La convention est établie en considération des prescriptions des lois et des règlements sur le Monopole du Commerce Extérieur existant chez les Soviets, ainsi que sur le Monopole du Commerce Extérieur établi chez nous et nos relations commerciales actuelles fonctionnent encore sur ces bases.

Une autre convention est conclue avec l'Allemagne sur le Règlement des Paiements entre les deux pays, en date du 30 octobre 1935. On peut dire que la balance commerciale des deux pays, pendant les quatre dernières années qui ont précédé la conclusion de cette convention, était à peu près en équilibre réciproque: 53,8 millions de Rials, — moyenne annuelle des exportations allemandes chez nous, — contre 54,3 millions de Rials, — (1) moyenne annuelle de nos exportations en Allemagne.

Malgré cette constatation, on savait bien que cet équilibre ne pourrait pas se maintenir, étant donné les besoins croissants de notre pays en machines et instruments de travail modernes.

C'est pourquoi, à cette date, nous avons conclu une convention qui prévoyait le règlement des transactions entre les deux pays par voie de compensation.

Son Article 2 est ainsi conçu: « Les paiements commerciaux seront réglés, soit par voie de compensation, entre la Deutsche Verrechnungskasse et la Banque Mellie Iran, soit moyennant des comptes de compensation privés ».

Dans les autres articles, on organisait les règlements des paiements, de manière que les prix des marchandises

(1) Bulletin de la Banque Mellie Iran, N° 7.

des deux pays se compensent toujours mutuellement, sans qu'il soit besoin de recourir à des transferts d'argent liquide.

Ce procédé de paiements est nettement dans l'intérêt des deux pays et permet d'accroître, sans limites, les transactions entre l'Allemagne et l'Iran, cela sans rompre l'équilibre économique.

Dans le but de mettre en application cette convention, on a créé au Département du Commerce un Office dénommé « Office de compensation Irano-Allemand ».

C'est cet office qui est chargé de veiller à l'extension de la convention et à l'application de ses règlements.

D'autres pays ont également essayé de donner plus d'élasticité à leurs rapports commerciaux avec notre pays et de les accommoder aux mesures internes nécessaires au maintien de notre équilibre économique.

Citons entr'autres, la Suède, dont les relations commerciales avec nous, ont pris un grand développement depuis quelques temps. Nos échanges se font sur la base d'un équilibre des transactions en nature, sous les auspices d'une Société iranienne qui a son siège à Stockholm.

D'ailleurs, quelques établissements et usines suédois ont pris une part, qui n'est pas négligeable, dans la construction des ateliers ferroviaires et dans les travaux de construction du chemin de fer Trans-iranien.

Il faut aussi mentionner nos relations commerciales avec la Tchéco-Slovaquie, qui, depuis 1309 (1930-1931) se sont beaucoup développées. C'est grâce au même esprit de compréhension des exigences du commerce actuel de l'Iran que ce dernier pays a pu importer chez nous pendant l'année 1312-1313, pour plus de 32.366.355 Rials de marchandises, tandis qu'en 1304 (1925-1926), ses importations atteignaient à peine 3.000.000 Rials.

D'autre part, notre Gouvernement essaye toujours de

consolider les bases économiques du pays et, par là, sa richesse et son pouvoir d'achat.

Ainsi, il est permis d'espérer, qu'avec l'évolution et le progrès économique, nous pourrons étendre de plus en plus nos relations économiques et commerciales avec tous les pays.

CONCLUSION

L'étude que nous venons d'achever nous a permis de constater que la crise mondiale a eu pour principal effet de mettre en relief les traits particuliers de l'« économie iranienne » et d'en accuser tout spécialement les points faibles.

Restée sous un régime économique extrêmement ancien, elle aurait, sans doute, continué à vivre avec les mêmes principes traditionnels, si la grande guerre et la crise contemporaine, qui en est la conséquence, n'étaient pas survenues, pour lui donner une secousse, qui a été pour elle un réveil.

Demeuré neutre pendant toute la durée de la guerre, l'Iran ne s'est ressentie, en quelque sorte, de ses conséquences que par ricochet. Mais l'étendue considérable de ses effets et sa violence n'a pas laissé, même les pays très éloignés de son foyer, sans les toucher plus ou moins. D'autant plus que notre territoire a servi de champ de bataille à diverses nations belligérantes. Notre pays, aussi bien que les autres, n'avaient pas encore oublié les méfaits de la guerre quand, 10 ans après, la crise mondiale éclata. Nous avons vu que notre économie (dont le degré d'évolution était resté inférieur à celui des grandes puissances économiques modernes) n'était pas digne de vivre dans la société actuelle. Si elle ne pouvait lutter pour son existence dans le temps normal et pendant la période de « prospérité » due à la conjoncture, que pouvait-elle faire dans les moments critiques comme ceux de la dernière crise ?

Il s'en est suivi que notre pays s'est vu subitement obligé de résoudre un double problème: en effet, non seulement il lui fallait se préoccuper de trouver les mesures les plus propres à remédier aux effets redoutables d'une situation temporaire, celle résultant de la crise elle-même, mais encore il était contraint, dans la mesure même où il s'efforçait de lutter contre la crise, de réorganiser, de fond en comble, son économie interne, pour la porter, dans un délai réduit, à un niveau voisin de celui des grands Etats modernes.

Ces deux aspects de la question: rénovation économique du pays et lutte contre la crise, sont intimement liés l'un à l'autre. Ils se conditionnent. Mais ils ont donné naissance à deux séries de mesures que l'on peut cependant distinguer:

a) Mesures qui ont tendu à moderniser la structure économique du pays, à parachever son évolution et à rénover entièrement son organisation économique.

Dans ce domaine, nous nous sommes engagés à réorganiser toutes les branches de l'activité nationale. L'industrie, aussi bien que l'agriculture et le commerce, ont été dotés d'une technique plus moderne. Nous avons commencé à renouveler l'outillage de notre production. Une plus grande facilité et le développement des moyens de transport n'ont pas été oubliés.

En ce qui concerne l'élaboration de ces réformes, le Gouvernement a dû tenir compte, essentiellement, des conditions naturelles de l'économie du pays.

L'agriculture a toujours sa place, qui est prépondérante; l'industrie vient à ses côtés, mais avec un outillage qui est en voie d'être renouvelé, et qui profitera des inventions modernes.

Cependant, dans ces changements, l'artisan ancien ne perd pas sa place dans l'économie du pays. Le goût artisti-

que et artisanal persiste toujours chez ses habitants. Il faut le conserver. Mais, chez nous, comme partout ailleurs, cette branche de production ne pourra exister à côté de la grande industrie que grâce à une organisation nouvelle du travail et de la technique. C'est ce que nous nous sommes efforcé de démontrer.

En ce qui concerne le commerce, il n'est pas, non plus, négligé. La création de Sociétés Anonymes, sous l'égide du Gouvernement a pu, par l'importance de leurs capitaux et la puissance de leur activité commune, rénover le commerce intérieur, aussi bien que les transactions avec l'extérieur.

b) Mesures destinées essentiellement à réduire le plus possible les répercussions de la crise en Iran.

Ici, notre Gouvernement s'est inspiré des diverses méthodes employées dans les pays étrangers. Dans ce domaine, il faut mentionner que le Gouvernement a pris la direction effective de l'économie du pays, et qu'il essaye de diriger son activité économique, dans des voies tout à fait conformes à l'intérêt général et aux besoins de la vie moderne. Il fait les efforts nécessaires pour faire produire, dans le pays même, une partie des objets jusqu'alors importés du dehors.

Il exerce un contrôle très strict du commerce extérieur, par le « Monopole du Commerce Extérieur ». Désormais, c'est le Gouvernement qui doit permettre, au moyen de la présentation de certificats équivalents d'exportation, les importations des marchandises étrangères pour le compte des commerçants et des particuliers. Nos autorités cherchent, dans la mesure du possible, à remédier à notre déficit chronique de la balance commerciale et de la balance des comptes. Il venait de s'aggraver quand la dernière crise a sévi dans le monde, et il pouvait mettre, par ses répercussions, l'économie du pays dans un état désastreux.

Quant aux autres mesures, on peut citer : le Contrôle des

Changes, l'action de l'Etat sur la monnaie, etc...

Mais peut-on dire que tous les efforts déployés dans diverses directions ont donné les résultats espérés ? Les réalisations obtenues sont-elles satisfaisantes ? Que peut-on escompter pour l'avenir de notre économie, et quelle doit être son orientation ?

La société économique actuelle, par suite des facilités données par les moyens de transport et des perfectionnements de la technique du crédit et de la monnaie, forme un corps unique, dont toutes les parties sont intimement liées. Tous ses membres dépendent les uns des autres, et les mesures prises par chacun, doivent tenir compte, dans une certaine mesure, de l'intérêt général de toute la société. Depuis l'éclatement de la crise mondiale, cette considération, bien importante est oubliée. Chaque nation s' imagine, que dans son intérêt particulier, elle doit s'enfermer dans ses frontières et fermer ses portes à l'étranger. Les tendances autarciques se développent.

Quand on étudie l'évolution économique de l'Europe, de l'Amérique ou de l'Asie, depuis 1929, on voit régner les mêmes principes. Partout les restrictions du commerce extérieur, partout l'institution des systèmes du contingentement. Voilà 9 ans que cela dure... On n'a pas pu encore surmonter l'obstacle. S'il y a quelques améliorations, on peut dire que, dans l'ensemble, le monde n'a pas encore retrouvé son assiette normale, et encore moins la prospérité qui doit, normalement, suivre une période de dépression.

Quant à mon pays, s'étant déjà inspiré des mesures prises dans les autres pays, il ne pouvait attendre, dans sa lutte contre la crise, un résultat plus satisfaisant qu'ailleurs. D'autant plus que nous avons une tâche plus importante à réaliser : celle de la rénovation économique du pays. Dans ce domaine, l'effort du pays, sous l'égide du Gouvernement, est énorme, et le résultat, vu le moment critique et nos

possibilités matérielles, est très satisfaisant.

Bien entendu, il est encore trop tôt pour que notre effort puisse apporter toutes les améliorations attendues pour l'économie du pays.

L'Iran peut être assuré que, grâce à ses sacrifices et à la volonté inlassable de Sa Majesté Impériale le Chahinchah, un horizon nouveau lui est ouvert. On peut tout espérer de l'avenir du pays, il pourra reprendre la place méritée qu'il a perdue depuis deux siècles.

Quant à l'orientation à donner au pays, le Gouvernement doit continuer sa tactique actuelle et suivre la marche internationale des affaires. Il a été obligé de restreindre son commerce extérieur proportionnellement au pouvoir d'achat des habitants. Mais, le jour où les autres pays changeront leurs méthodes et prendront l'initiative de la liberté des transactions, notre Gouvernement devra faciliter leur tâche, en modifiant, par mesure de réciprocité, sa politique économique, ce qui serait, à l'heure actuelle, inopportun.

Vu :

Le Président de la thèse,

NOGARO.

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES RELATIFS A L'ÉCONOMIE DE L'IRAN.

- AMINI (A.). *L'institution du Monopole du commerce extérieur en Perse*. (Paris, 1932).
- ANET (C.). *Feuilles persanes*. (Paris, 1924).
- ANET (C.). *La Perse et l'esprit persan*. (Monaco, 1925).
- AUBIN (E.). *La Perse d'aujourd'hui*. (Paris, 1908).
- AZAM-ZANGUENEH (A.). *Le Pétrole en Perse*. (Paris, 1933).
- CHAHKAR (M.). *Le problème de l'Opium en Iran*. (Paris, 1936).
- CHARDEN (J.). *Voyages en Perse et autres lieux de l'Orient*. (Ed. 1811, 10 vol. Ed. 1883, 2 vol.).
- CHIDFAR (Z. M.). *La Réforme Monétaire et l'Étalon Or en Iran*. (Paris, 1935).
- CURZON (G. N.). *Persia and the Persian question*. (2 vol. London, 1892).
- DÉMORGNY (G.). *La question persane et la guerre. — La rivalité anglo-russe en Perse*. (Paris, 1916).
- DJAMAL-ZADEH (M. A.). *Gandjé Chayégan* (en Iranien). (Berlin, 1917).
- FATEH (M.). *The Economic position of Persia*. (London, P. S. King, 1926).
- FEUVRIER (D^r). *Trois ans en Perse*. (Paris, 1900).
- KAZEMI (P.). *Le commerce extérieur de la Perse*. (Paris, 1930).

- KHORASSANI (H.). *Le régime douanier de l'Iran*. (Paris, 1937).
- LINGEMAN (E. R.). *Economic conditions in Persia*. (London, 1930).
- MOCHARRAFOD-DOWLEH (H.). *L'Impôt et la vie économique et sociale en Perse*. (Paris, 1929).
- MOCHAR-GHADIMY. *Les Finances publiques de la Perse*.
- NAVAI (H.). *Les relations économiques irano-russes*. (Paris, 1935).
- NIKITINE (B.). *La structure économique de la Perse* (article paru dans la Revue Economique Internationale).
- NIKITINE (B.). *La crise mondiale et l'économie persane*. (Parue dans le Bulletin quotidien de la Société d'Etat et d'Informations économiques de Paris, 19 août 1931).
- POIDEBARD (A.). *Au carrefour des routes de Perse*. (Paris, 1923).
- RECLUS. *La Perse* (extrait du Bulletin de la société Neuchâteloise de Géographie). (Neuchâtel, 1899).
- SANDJABI (K.). *Essai sur l'économie rurale et le régime agraire de la Perse*. (Paris, 1934).
- SOTUDEH (H.). *L'évolution économique de l'Iran et ses problèmes*. (Paris, 1936).
- SAUGON. *Perse. Commerce de la Perse avec les Pays étrangers en 1912. Commerce spécial avec la France*. (Paris, 1914).
- TAVERNIER (J. B.). *Voyages en Perse*. (Paris, 1930).
- THARMET (A.). *La Perse modernisée à l'usage des commerçants, des industriels, des voyageurs et des savants du monde entier*. (Paris, 1933).
- THIEURY (J.). *Document pour servir à l'histoire des relations entre la France et la Perse*. (Évreux, impri, 1866).

II. — **OUVRAGES RELATIFS****A L'ÉCONOMIE MONDIALE ET A LA CRISE.**

- AFTALION (A.). *Prix-monnaie et change*. (Paris, 1935).
- AFTALON (A.). *L'or et sa distribution mondiale*. (Paris, 1932).
- AFTALION (A.). *Les crises économiques et financières*.
- BERGER (M.). *Le problème économique*.
- BLUM (L.). *Bolchévisme et socialisme*. (5^e édition. Rennes, 1931).
- BLUM (L.). *Le socialisme devant la crise*. (2^e édition, Paris, 1935).
- BOENS. *C'est la disparition massive des chevaux énormes consommateurs qui est à l'origine de la crise mondiale agricole*.
- BORM Maurice (J.). *La crise américaine*.
- CAMILLE (R.). *Les théories d'économie dirigée*. (Revue politique et parlementaire, 10 juillet 1932).
- CROZET (R.). *L'économie dirigée*.
- DRECHSEL (M.). *Les chiffres et documents pour l'étude de la crise mondiale*.
- DURSEN (A.). *La crise, ses causes profondes, ses remèdes*.
- EICH (E.). *La crise mondiale, ses causes, ses remèdes*.
- EYRAUD (H.). *La Théorie monétaire des crises*.
- FIZAINE (L.). *Crise et monnaie*.
- GALLOIS (J.). *La politique des contingents*. (Paris, 1932).
- GERWY (V.). *La coopération et la crise*.
- GEVERS (J.). *Comment sortir de la crise*.
- GNGELINE (P.). *La politique du contingentement des importations*.
- JÉRAMAC. *Le Monopole du commerce extérieur en Russie Soviétique*.
- JOUVENEL (B.). *La crise du capitalisme américaine*.
- LAURAT (L.). *Un système qui sombre*.

- LEGENDRE (A. F.). *La crise mondiale, l'Asie contre l'Europe.*
- LESCURE (J.). *Les crises générales et périodiques de sur-production.* (4^e édition. Paris, 1932).
- KELLERSEHN. *Contre un cataclysme économique.*
- MOISSEEV (M.). *Crises économiques et l'or.*
- MOSSE (R.). *L'extension du pouvoir d'achat, remède au déséquilibre économique.*
- NOGARO (B.). *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains.* (2^e édition. Paris, 1936).
- NOGARO (B.). *Les prix agricoles mondiaux et la crise.* (Paris, 1936).
- NOGARO (B.). *La crise économique dans le monde et en France.* (Paris, 1936).
- NOGARO (B.). *La vie économique vue à travers la statistique.* Cours de statistiq. (1936-1937).
- NOYELLE (H.). *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée.*
- OHLIN. *Les cours et les phases de la dépression économique.* (Publié par la Société des Nations).
- PANAITESCO (P.-N.). *Les contingentements dans les relations avec les pays agricoles.* (Paris, 1935).
- PERREAU (C.). *Cours d'économie politique.* (4^e édition).
- PHILIP (A.). *La crise de l'économie dirigée.* (Paris, 1935).
- PIROU (G.). *Cours d'économie politique.* (Paris, 1932-33).
- PIROU (G.). *La crise du capitalisme.* (Paris, 1936).
- RIVAUD (A.). *Les crises allemandes.*
- SCHOOLMEESTERS (H.). *La crise et ses remèdes ou mission économique de l'Etat.*
- SIEGFRIED (A.). *La crise britannique au 20^e siècle.* (4^e édition. Paris, 1932).
- SIEGFRIED (A.). *L'économie dirigée.* (Comité National d'Etudes sociales et politiques).

STEUERMANN (C.). *La crise mondiale ou vers le capitalisme d'Etat.*

TASIK. *La crise économique mondiale et critique de l'économie politique.*

TILIMANN (A.). *L'organisation économique et sociale du III^e Reich.* (Paris, 1935).

TONITCH (P.). *Contingemment et commerce international.*

TRUCHY (H.). *Cours d'économie politique.* (2 vol.).

III. — DOCUMENTS DIVERS.

La reconstitution économique et sociale aux Etats-Unis, (publiée par le Bureau International du Travail « B. I. T. »). (Genève, 1935).

Les Contingements. (La Revue d'Economie Politique Internationale). (Juin 1932).

Les publications de la Délégation de l'Or, du Comité Financier de la Société des Nations.

L'exposé sur le plan de rénovation économique de C.G.T. (supplément à la voie du peuple, 1934).

Contre le chômage et la crise de Mr. BELIN. (Brochure de la revue...).

IV. — PERIODIQUES.

Bulletins de la Banque Mellie Iran.

Bulletins périodiques de la Chambre de Commerce Franco-Iranienne.

Revue d'Economie politique.

La Revue Internationale du Travail.

Revue Economique Internationale.

Statistique de l'Administration Générale du Commerce de l'Iran. Tableaux Généraux du Commerce Iranien avec les Pays Etrangers. Statistique publiée par l'Administration Générale des Douanes.

Table des matières

Avant-propos	7
PREMIERE PARTIE	
L'HISTOIRE DE LA CRISE CONTEMPORAI- NE (1929-1935)	11
CHAPITRE I. — L'évolution des principaux élé- ments de la vie économique après la guerre	12
Section I ^{re} . — La production	12
Paragraphe a) La production industrielle ...	12
Paragraphe b) La production agricole ...	17
Section II. — La consommation	19
Section III. — La circulation monétaire et le crédit	26
Conclusion	36
CHAPITRE II. — Les conséquences du déséquilibre économique après la guerre — Les manifesta- tions de la crise	41
Section I. — Le mouvement des prix d'après-guerre	41
Paragraphe a) Période de 1919 à 1925 ...	41
Paragraphe b) Période postérieure à 1925 ...	43
Section II. — Le krach de New-York — Ses con- séquences	48

CHAPITRE III. — Qu'a-t-on fait pour combattre la crise ?	60
Section I. — Opinions de quelques économistes sur les remèdes possibles à la crise	60
Section II. — La lutte des pays contre la crise — Les traits communs de leurs réactions	66
Paragraphe a) L'intervention de l'Etat	70
Paragraphe b) Le système du contingentement	78
Paragraphe c) Vers l'autarcie économique	80

DEUXIEME PARTIE

LA CRISE ET L'ECONOMIE IRANIENNE. GENERALITES	83
--	----

CHAPITRE I: — La structure économique de l'Iran	86
---	----

Section I. — Le milieu économique et les richesses naturelles	86
Paragraphe a) Le climat et l'agriculture	86
Paragraphe b) Les richesses du sous-sol	90
Section II. — La place de l'artisanat dans l'économie iranienne	91
Section III. — L'histoire des échanges extérieurs	103
Paragraphe a) Des temps anciens jusqu'à la fin de la dynastie des Safavides	103
Paragraphe b) Depuis la fin de l'époque des Safavides jusqu'en 1900	110
Paragraphe c) La période de 1900 à 1918	116

CHAPITRE II. — L'évolution de l'économie iranienne depuis la guerre et les manifestations de la crise	122
--	-----

TABLE DES MATIÈRES	313
<i>Section I.</i> — Les facteurs généraux	122
<i>Section II.</i> — Aperçu général de nos échanges commerciaux. L'évolution de la balance commerciale et de la balance des comptes	125
<i>Section III.</i> — Les manifestations de la crise ...	144
Paragraphe a) Indice du commerce extérieur ...	146
Paragraphe b) La crise monétaire	158

TROISIEME PARTIE

LES REACTIONS DE L'ECONOMIE IRANIENNE DEVANT LA CRISE

CHAPITRE I. — L'intervention de l'Etat et l'économie dirigée	179
<i>Section I.</i> — L'Institution du Monopole du Commerce Extérieur en Iran	184
<i>Section II.</i> — L'établissement des systèmes du contingentement	195
<i>Section III.</i> — L'organisation intérieure du commerce par la formation de Sociétés	211
<i>Section IV.</i> — Prime à l'exportation par le prix du certificat d'exportation	214
CHAPITRE II. — Les mesures monétaires	217
<i>Section I.</i> — Contrôle des devises étrangères ...	218
<i>Section II.</i> — L'effort du Gouvernement pour l'établissement de l'étalon or — Les raisons de sa non-application	226

CHAPITRE III. — Les mesures pour l'amélioration de l'agriculture	235
<i>Section I.</i> — L'organisation du crédit agricole ...	241
<i>Section II.</i> — Les mesures prises pour réduire l'im- portation des produits agricoles et pour fa- voriser la vente des produits propres à l'ex- portation	247
CHAPITRE IV. — Les mesures concernant le relè- vement industriel du pays	252
<i>Section I.</i> — Le financement de l'Industrie en Iran	257
<i>Section II.</i> — L'artisanat ne perdra pas sa place à côté de l'industrie moderne	264

QUATRIÈME PARTIE

L'INFLUENCE DES MESURES RECEMMENT PRISES SUR L'ÉCONOMIE DE L'IRAN	267
--	-----

CHAPITRE I. — L'influence sur le commerce ex- térieur et la balance de comptes	268
--	-----

CHAPITRE II. — L'influence des mesures prises par le Gouvernement sur le marché des chan- ges et le taux de la monnaie	279
---	-----

CHAPITRE III. — Effet des mesures prises sur les prix de gros et de détail et le coût de la vie	289
--	-----

CHAPITRE IV. — Effet de ces mesures dans nos relations commerciales avec les pays étrangers	295
--	-----

Conclusion	301
-------------------	-----

Bibliographie	306
----------------------	-----

